

هكذا من الأصل

LES INVESTISSEURS
SE REPORTENT SUR LE MARK
**Le dollar retombe
à 8,31 F**
LIRE PAGE 30

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry
Directeur : André Laurens

« Le Monde des arts
et des spectacles »
Pages 15 à 22
Conversation
entre Jean-Luc Godard
et Maurice Pialat

Grave revers pour l'armée libanaise

Le dilemme de M. Reagan

Comment se dégage honorairement du piège libanais tout en continuant à soutenir militairement le président Amine Gemayel, sans donner pour autant l'impression de s'engager dans les affaires intérieures d'un pays en quête de son unité et son indépendance ? La question que se pose le président Reagan restera vraisemblablement sans réponse, à moins que le chef de la Maison Blanche ne sacrifie certains objectifs ambitieux qu'il s'était fixés.

Il a déjà renoncé - sur l'incitation notamment de la diplomatie française - à l'un d'eux en acceptant d'associer l'URSS, indirectement il est vrai, au règlement du conflit. Cependant, Moscou n'est pas disposé à lui faciliter la tâche, puisqu'il menace d'opposer, au Conseil de sécurité, son veto au projet de résolution prévoyant le remplacement de la force multinationale par des « casques bleus » de l'ONU. Le Kremlin pose plusieurs conditions à son concours, dont deux au moins paraissent inacceptables à M. Reagan : la VI^e flotte devrait s'éloigner des côtes libanaises suffisamment pour que celles-ci soient hors de portée des canons américains ; les États-Unis, tout autant que les trois autres membres de la force multinationale, devront prendre un engagement solennel de ne plus intervenir militairement au Liban.

On comprend la contradiction que doit assumer M. Reagan. Il devrait logiquement accéder à ces exigences, puisqu'il s'est engagé à la proposition française de confier à l'ONU la tâche de maintenir la paix à Beyrouth dans la perspective d'une réconciliation nationale au Liban. Mais, ce faisant, il prendrait le risque de sacrifier par la même occasion l'avenir du président Amine Gemayel, déjà « très compromis », selon les termes de président Mitterrand.

Depuis mardi soir, la situation du chef de l'État paraît plus précaire. Son armée - ou ce qu'il en reste - a dû, malgré le soutien de la marine américaine, battre en retraite devant les milices druzes, qui ont occupé un carrefour stratégique à une dizaine de kilomètres au sud-est de Beyrouth.

Le sort de M. Amine Gemayel n'est pas pour autant scellé, comme l'indiquent, entre autres, le long entretien qu'il a eu hier matin avec l'un de ses adversaires les plus résolus, l'ancien président Soliman Frangieh. Ce dernier avait été chargé par le Front du salut national, dont il est l'un des trois chefs, avec M.M. Jumblatt et Rachid Karamé, d'explorer les possibilités d'un compromis. La voie que proposent l'opposition et la Syrie n'est pas inacceptable à M. Gemayel. Celui-ci, qui avait refusé de ratifier, est tout disposé à dénoncer l'accord israélo-libanais, à condition qu'une nouvelle conférence de réconciliation nationale - un Genre II - soit convoquée à brève échéance. Il est soutenu non seulement par l'Arabie Saoudite, qui a offert discrètement l'accueillir le conclure à Ryad, mais aussi par l'Égypte et la Jordanie, des pays qui ne cessent d'inciter les États-Unis à plus de réalisme.

Jusqu'ici, M. Reagan se refuse d'envisager l'abrogation de l'accord du 17 mai, ce qui constituerait, à ses yeux, un « terrible précédent ». Il se doit aussi de ménager Israël et la communauté juive américaine. Cependant, à force de vouloir concilier des préoccupations électorales internes et les impératifs de la pacification du Liban, il s'enferme dans un problème qui relève de la quadrature du cercle.

Les milices druzes, avec un important appui syrien
balaient les positions
des troupes régulières dans la montagne
M. Gemayel va annoncer des « décisions historiques »

De notre correspondant

Beyrouth. - Les nouveaux revers subis par l'armée libanaise le mardi 14 février en montagne ont rendu encore plus précaire la position du président Amine Gemayel, qui, à la veille d'annoncer des « décisions historiques », est allé dans le Liban du Nord chercher quelque appui auprès de l'ancien président Soliman Frangieh, vieil ennemi du parti phalangiste des Gemayel, dont les milices ont assassiné son fils. L'ancien chef de l'État n'en oublie pas pour autant son appartenance communautaire maronite et paraît attaché à la sauvegarde du principe de l'inviolabilité du mandat présidentiel.

Alors que le front de la montagne était calme et stabilisé depuis le 25 septembre dernier, une brusque et vigoureuse offensive des forces antigouvernementales, dont le fer de lance est le PSP (druze), a balayé en moins de vingt heures les positions de l'armée libanaise, sur une ligne d'une dizaine de kilomètres de large et d'une quinzaine de kilomètres de profondeur, dans la région de Chahar-al-Gharbi, conquise lors de la première bataille de la montagne par les Forces libanaises (chrétiennes) et rétrogradées alors par celles-ci à l'armée. Pour expliquer cette subite défaite, désastreuse pour l'État ou ce qui en reste, l'armée invoque l'importance des moyens mis en œuvre, notamment l'appui massif de blindés syriens venus de la Bekaa via le col Badar (1), le brouillage des communications radio de la 4^e brigade opérant dans le secteur, la défection d'une partie des soldats postés sur la route côtière du sud, qui, selon un communiqué militaire, ont retourné leurs armes contre leurs camarades à Khaldé, facilitant l'occupation du carrefour routier par les miliciens chiites d'Amal et du village par les druzes du PSP.

S'y ajoute une autre raison : le manque de vigueur de l'intervention américaine - 11 obus de 5 pouces une première fois et 42 obus par la suite ont été tirés à partir du blindé *Claude-Rickett*, ce qui était sans commune mesure avec le formidable barrage d'artillerie (550 obus, dont 200 de 120 tonnes) dressé par le

New-Jersey, qui, le mercredi précédent, avait fait taire les bombardements du secteur chrétien. On en déduit ici que les positions qui viennent d'être conquises par les forces antigouvernementales ne sont pas en-deçà de la mystérieuse « ligne rouge » américaine.

Pourtant, ce sont des positions clés parce qu'elles ouvrent toute grande les voies de jonction entre Beyrouth-Ouest et sa banlieue sud d'une part, la montagne sous contrôle druze et la Bekaa sous contrôle syrien, de l'autre.

De plus, l'effritement de l'armée, qui n'a manifesté plus son ressort de l'été dernier, et donc de l'État libanais, s'en trouve accéléré, surtout après la perte du pouvoir à Beyrouth-Ouest.

LUCIEN GEORGE.

(Lire la suite et l'entretien
avec M. NABIH BERRI
chef du mouvement chiite Amal,
page 3.)

EDF au secours des Charbonnages ?

Pour rétablir ses comptes, CdF demande qu'Electricité de France
lui garantisse un niveau élevé d'achats
et accueille une partie de son personnel en excédent

Il aura fallu plus de six mois pour que le dossier charbon, qui d'attribution en recules empêche la vie politique et sociale française depuis l'été, entre enfin dans une phase décisive. Plus de six mois pour que le gouvernement, convaincu dès le printemps qu'il fallait, face à l'échec de la relance annoncée en 1981, changer diamétralement de politique, se décide enfin à ouvrir une négociation directe avec les principaux intéressés : les syndicats.

C'est donc peu dire que les données du débat, qui s'ouvrira enfin le 16 février lors de la rencontre prévue entre M. Mauroy et les syndicats de mineurs, sont largement

connues. Il y a pourtant peu de chances que la négociation aboutisse à des résultats concrets avant le 17 février, date de la prochaine réunion du conseil d'administration de CdF, permettant à cette instance d'adopter enfin comme prévu un programme de production - et d'emploi - pour 1984. « Nous sommes dans une négociation, nous ne voulons pas nous y enfermer dix jours », assure-t-on dans l'entourage du premier ministre. La balle est maintenant dans le camp du gouvernement, dit-on en substance à CdF, où l'hypothèse d'un report à la fin mars des décisions tant attendues n'est pas écartée.

C'est que la détermination syndicale, confortée par la victoire arrachée lors du conflit de Carmaux l'an passé, et le refus des élus régionaux de s'engager aux côtés des pouvoirs publics n'ont en rien changé au fil des mois, alors que le gouvernement, en dépit d'objectifs affichés avec fermeté, est toujours déchiré entre la nécessité économique de limiter les pertes de CdF (sans autre voie que de réduire massivement les effectifs) et le souci politique de ménager les nombreux élus socialistes et communistes des bassins charbonniers.

Le dossier, fort simple au départ, est en outre compliqué par la négociation engagée parallèlement entre Charbonnage de France et Electricité de France. Les difficultés de CdF ne se limitent, certes, à un problème de sureffectifs. Certes, les conditions géologiques sont telles, dans certains bassins (Nord-Pas-de-Calais, Centre) qu'elles empêchent toute mécanisation et condamnent CdF à fermer les puits les plus déficitaires. Mais l'aggravation inéluctable, depuis trois ans, de son déficit est également liée aux conditions de commercialisation désastreuses de ses produits : la baisse relative des cours mondiaux du charbon et la perte progressive des débouchés du charbon vapeur, concurrencé par l'énergie nucléaire, et du coke, en relation avec l'évolution de la sidérurgie.

Les résultats de l'année 1983 le montrent bien. Contrairement à l'année précédente, où l'embauche de plusieurs milliers de mineurs, jointe à la diminution de la durée du travail, avait provoqué une baisse catastrophique de la productivité, les rendements se sont améliorés (de 3,1 %). La production - 18,5 millions de tonnes - s'est en effet maintenue tandis que les effectifs fondaient (de 2 613 personnes). Pourtant, en dépit d'une subvention publique accrue (de 5,9 à 6,43 milliards de francs), le déficit de l'établissement (hors chimie) a été multiplié par 6,5, passant de 115 à 750 millions de francs, d'où un endettement alourdi de 2,3 milliards de francs supplémentaires, qui atteint désormais 14,5 milliards de francs, soit plus que le chiffre d'affaires des bassins (12,5 milliards de francs).

Les raisons ? Une diminution de 8 % des ventes, notamment celles à EDF et à la sidérurgie. Et une hausse des prix de vente (+ 2,8 %), insuffisante au regard de celle des coûts (+ 6,8 %).

VÉRONIQUE MAURUS.

(Lire la suite page 26.)

Les indépendantistes
de Nouvelle-Calédonie
réclament le « départ des Français »
LIRE PAGE 30

Le Nigéria aux arrêts de rigueur

I. - Un coup d'Etat préventif

De notre envoyé spécial
LAURENT ZECCHINI

À la fois victime et bénéficiaire. De plus, dans une large mesure, ce pouvoir traditionnel est aussi celui de l'argent, lui-même nourri de la corruption. Les généraux nigériens ne se seraient sans doute pas risqués dans un coup d'Etat sans le soutien ou la neutralité consentante du pouvoir traditionnel. A contrario, le 31 décembre, le président renversé, M. Shehu Shagari, n'avait plus.

Shu Keffi, dans le quartier résidentiel d'Abuja, la Maison des démocrates a été squattée par l'armée. Jour et nuit, des soldats montent la garde dans la cour, affalés dans des fauteuils prélevés dans les bureaux désertés. Le siège du parti présidentiel, le NPN (National party of Nigeria), est un symbole : ce pouvoir-là est tombé. En apparence au moins. Les partis politiques, bien qu'interdits, ont encore leur clientèle, leurs réseaux et leurs groupes de pression.

Plus loin, aux abords du palais présidentiel, un véhicule blindé AML-Panhard est en position,

entouré seulement d'une demi-douzaine de soldats. On chercherait en vain, dans la capitale nigérienne, la matérialisation du coup d'Etat. L'armée a pris le pouvoir, mais elle le détient sans ostentation. De toute façon, Lagos, cette mégapole infernale, n'appartient à personne. Sur les autoroutes suspendues qui forment une toile d'araignée au-dessus de la ville, le flot des véhicules s'écoule à un rythme alterné : les courses furieuses font place, sans transition, à d'interminables *go slow*, sans que l'on puisse attribuer une quelconque responsabilité aux *check-point* militaires placés çà et là. Coup d'Etat militaire ou pas, lorsque la circulation est paralysée, des dizaines de gamins se glissent entre les files de voitures pour proposer les objets hétéroclites de la société de consommation. Leur choix se porte d'abord sur les Mercedes et les 505 climatisées, comme si les passagers de ces luxueuses voitures allaient se laisser tenter par les poignées de montres japonaises de contrebande brandies sous leurs yeux ! Voilà en fait le véritable pouvoir au Nigéria : l'argent.

(Lire la suite page 5.)

AU JOUR LE JOUR

Thérapie

Lors des obsèques d'Andropov, mardi matin, on a remarqué que M. Tchernenko avait toussé à plusieurs reprises. On a constaté qu'il avait buté sur plusieurs passages de son discours, et la surprise d'une maladie s'est aussitôt répandue. L'après-midi, ses visiteurs l'ont trouvé en pleine forme.

Le même jour, à Wall Street, la Bourse a connu un moment d'effacement lorsque le bruit a couru que M. Reagan avait eu une crise cardiaque. Vérification faite, il se portait comme un charme.

Si les deux Super-Grands souffrent bien d'une maladie, elle ne tient pas à l'état de santé des septuagénaires qui les gouvernent. Il s'agit plutôt d'une hégémonie aigüe, maladie transmissible qui donne la fièvre au monde. Contre son virus, on ne connaît pas de thérapeutique efficace.

BRUNO FRAPPAT.

Il est des livres qui tombent à point nommé pour exprimer la sensibilité d'une époque. Tel avait été le cas, dans les années 70, de *Libres Enfants de Summerhill*, d'Alexander Neill (1) ou d'une *société sans école* d'Ivan Illich (2), qui étaient devenus les bibles d'une génération éprise de pédagogie libertaire. A la surprise de ses éditeurs, en dix ans le premier s'est vendu à plus de quatre cent mille exemplaires et le second à plus de cent quatre-vingt mille.

La même aventure semble être arrivée à Maurice Maschino, dont le pamphlet *Vos enfants ne m'intéressent plus* (3), a été, avec trente mille exemplaires vendus, l'un des best-sellers de l'année 1983 dans sa catégorie.

Avec une verve féroce, ce professeur de philosophie, journaliste, disait tranquillement ce que pensent la plupart des usagers (enseignants, élèves, parents) des lycées : l'enseignement secondaire est un vaste gâchis, les professeurs sont de plus en plus désemparés face à des jeunes qui viennent en classe pour passer le temps ou pour décrocher un diplôme, mais qui se fichent éperdument de ce qu'on leur raconte. Le livre de Maschino exprime, de façon cruellement lumineuse, le désastre des maîtres, l'incompréhension des élèves et l'impuissance du système.

Son succès fut, en lui-même, un événement révélateur de la crise de l'institution scolaire. C'est la signification de cet événement que Maurice Maschino analyse dans un nouveau livre - *Voulez-vous vraiment des enfants idiots ?* - qui semble rencontrer auprès du public la même faveur que le précédent. Il a pu notamment constater le décalage entre la passion qu'avait soulevée son témoignage au virginal dans la presse et l'opinion, et l'indifférence courtoise qui l'avait accueilli au sein même de l'éducation nationale. Ce n'est pas un libelle, si explosif soit-il, qui pourrait ébranler cette vieille dame qui en a vu d'autres.

Le professeur en colère a craché son venin. Le bon peuple en a été un moment remué... Puis tout continue comme avant. Pour la bonne raison, nous explique Maschino, que rien ne peut changer : si les élèves sont idiots, c'est que le lycée les abrutit. Et si le lycée les abrutit, c'est que la société a tout intérêt à avoir des citoyens « crétinisés », prêts à gôber, sans poser de questions, tout ce qu'on leur fera ingurgiter.

Le lycée tel qu'il fonctionne est la meilleure formation, nous dit Maschino, à notre société-supermarché, vendeuse de gadgets et d'idées toutes faites. C.Q.F.D.

D'ailleurs l'absurdité du système arrange tout le monde. Les enseignants, les élèves, les parents et les administrateurs qui peuvent continuer à rêler en toute quiétude, avec la double satisfaction de déjouer leur agressivité et de ne pas avoir à se remettre en question.

Ce nihilisme maussade, cette désillusion générale, qu'exprime Maschino avec une sorte de masochisme teigneux, reflète à merveille le sentiment d'impuissance et de dévalorisation que ressentent tous ceux qui ont à faire à l'école.

Tout cela n'est pas bien nouveau. Les lamentations sur la « baisse du niveau », la faillite des lycées, l'avachissement des élèves, la détérioration du corps professoral, sont aussi vieilles que l'enseignement lui-même. Ce sont les leitmotive inusables d'une opinion toujours prête à embellir l'ancien temps et à régler ses comptes avec les générations montantes. Comme il le fait fort justement remarquer, Maschino aurait pu écrire son livre il y a cinquante, cent ou cent cinquante ans, car c'est toujours pareil. On n'en finit pas de relever dans la littérature pédagogique les « cris d'alarme » contre la « dégradation de l'enseignement ».

A ceci près, toutefois, que les années 80 sont confrontées à une situation inédite : les lycées subis-

sent maintenant de plein fouet les conséquences de la démocratisation de l'enseignement secondaire et de la réforme Haby, qui a supprimé la répartition des élèves en filières hiérarchisées dans le premier cycle. Ainsi, le second cycle voit affluer un flot d'élèves ayant des compétences et des motivations très hétérogènes, et ce n'est sans doute pas un hasard si c'est un professeur de philosophie enseignant dans des sections non scientifiques, qui, en bout de chaîne, ressent cette transformation avec le plus de difficultés. Le public auquel il s'adresse n'a vraiment plus rien à voir avec celui des « philo » d'antan.

Ainsi se trouve posé de façon pathétique un problème que l'éducation nationale n'a jamais voulu regarder vraiment en face : comment adapter à une population scolaire très ouverte un enseignement conçu pour de petits effectifs fortement sélectionnés, scolairement et socialement ? La révolution provoquée par l'élargissement du recrutement des élèves est telle que tout le système ancien - une scolaire, programmes, méthodes pédagogiques - a volé en éclats.

FRÉDÉRIC GAUSSEN.

(Lire la suite page 12.)

- (1) Maspero.
- (2) Le Seuil.
- (3) Hachette.

L'ÉVOLUTION DU CONFLIT LIBANAIS

UN ENTRETIEN AVEC LE CHEF DU MOUVEMENT CHIITE AMAL

Nous n'en sommes pas à mettre en cause le pacte national mais on ne peut sortir de l'impasse sans changer de président

nous déclare M. Nabih Berri

De nos envoyés spéciaux

Quelles sont les raisons qui vous ont poussé à déclencher la bataille de Beyrouth-Ouest ?

La raison immédiate a été la volonté du pouvoir de remplacer la sixième brigade de l'armée en place à Beyrouth-Ouest par celle qui avait ravagé la banlieue sud trois jours plus tôt. Quant, le lundi 6 février, vers 10 h 20, des chars se sont avancés pour entrer dans Beyrouth-Ouest, nous avons donné l'ordre de bataille. Ceci n'est cependant que l'élément déclenchant d'un conflit beaucoup plus profond dont la banlieue sud est le révélateur.

Pourquoi la banlieue sud ?

Dans cette banlieue aux portes de Beyrouth vit 25 % de la population libanaise (sept cent mille personnes environ). Cette zone est certes à grande majorité chiite, mais y habitent aussi une nombreuse minorité de chrétiens, à Haret-Hreik notamment. Ils y sont encore, ainsi que des sunnites et des druzes. Tous ces gens n'ont qu'un point commun : ce sont des pauvres et des désertés. La banlieue sud-est est, d'autre part, un carrefour qui commande les routes de la Bekaa du sud et de l'aéroport. Au lendemain de son élection, nous avons invité le président Amine Gemayel à faire de la banlieue sud un modèle de gouvernement équitable. J'ai tout essayé. J'ai rencontré trois fois le président Gemayel et une dizaine de fois ses conseillers. En vain. L'armée phalangiste, par le pouvoir, traite cette population pauvre comme le régime sud-africain traite ses Noirs.

Les forces libanaises (milices chrétiennes) sont venues à l'intérieur de la banlieue, elles ont même ouvert des bureaux à Borj Barajneh et à Haret-Hreik notamment, qui agissaient sous couvert de l'armée. J'ai essayé alors, par des moyens pacifiques, de mettre en garde le pouvoir contre une telle implantation. Il fallait éviter avant tout que ne se reproduise le drame de Nabaa, autre quartier chiite où des milliers de habitants furent chassés par les phalangistes en 1976. J'ai organisé des meetings, tenu des conférences de presse, alerté l'opinion. Sans plus de résultat.

Un crime historique

Quand, le jeudi 2 février, l'armée Mar Mikhael, l'armée libanaise, a été prise par nos miliciens ce que je veux admettre pour éviter des discussions byzantines je m'attendais que l'armée contre-attaque pour reprendre cette position et je l'acceptais. Il n'en a rien été. Au lieu de combattre, l'armée a fait bombarder durant dix-huit heures par soixante chars les quartiers populaires de la banlieue sud. Cent soixante-dix mille habitants ont dû quitter leur foyer. C'est un crime historique.

Même après ce bombardement sauvage je n'ai pas demandé la démission du président. M'adressant au peuple libanais j'ai indiqué

Beyrouth. - Approchant la cinquantaine, le regard doux et l'amabilité naturelle, M. Nabih Berri est aujourd'hui l'homme-clé à Beyrouth : celui qui, après avoir insisté, rassure.

Il nous reçoit dans la cuisine de ce qui fut son domicile et qui, aujourd'hui, sert de perchoir au mouvement Amal et manifeste une bonne volonté souriante malgré une évidente fatigue. Cet avocat tranquille, projeté par la montée en puissance de sa communauté au premier plan de la scène libanaise, si enchevêtrée et si dangereuse, est le fils d'un émigré chiite, alsé sans être riche, Hajj Mustapha, qui a (relativement) fait fortune en Sierra-Leone. Partant un français bésigé et un anglais meilleur sans être parfait, il éprouve le besoin de revenir à Parabe quand il vent muer sa pensée.

Celle-ci est fondée sur une primauté, jusqu'à présent incontestée : celle de la notion d'Etat. Contrairement à d'autres leaders libanais mis en évidence par la guerre, dont les plus en vue sont Béchir Gemayel et les Joumblatt père et fils, qui ont exercé ou exercent une autorité absolue sur leurs partisans, M. Berri a constamment besoin d'être de persuasion pour mener ses collaborateurs et ses troupes. Ce qui, selon ses proches, constitue à la fois sa force et sa faiblesse, tout en le rendant très humain dans ses rapports avec les miliciens et la population. « Nabih reflète l'état d'esprit de la communauté chiite et sa modération celle, en fait, à ses intérêts, qui sont profondément liés à l'Etat, contrairement à ceux des maronites et des druzes, ou du moins au comportement de ces deux communautés », souligne un de ses conseillers avant que nous lui posions la première question.

que nos frères maronites devraient avoir un comportement responsable pour conserver le poste de président et j'ai attendu le message à la radio de M. Gemayel. Mais celui-ci n'a pas eu un mot de regret ni même cherché à décaler des responsabilités. J'en ai déduit qu'un tel président était inacceptable. Pour respecter malgré tout la légalité j'ai voulu passer par le Parlement en proposant la réduction du mandat de M. Gemayel de six à deux ans. A défaut de Haute Cour, je voulais obliger les députés qui l'ont élu à se prononcer sur sa responsabilité dans ce crime. N'étant ni député moi-même, ni influent au Parlement, je sais que j'y dispose de moins d'atouts que le président Gemayel, mais je voulais que cette affaire passe devant une sorte de tribunal de l'histoire et je ne disposais pas d'autre instance.

Pourquoi la bataille a-t-elle été aussi violente ? Pensez-vous qu'une invasion de la banlieue sud était en préparation ?

On ne peut pas envahir la banlieue sud. Il s'agissait de terroriser ses habitants pour les amener à fuir et, ainsi, réduire le poids socio-politique de cette population qui gêne le pouvoir. Elle est contre le confessionnalisme, contre le féodalisme qui la représente au Parlement, contre l'accord libano-israélien du 17 mai 1983, décidée à libérer le Liban en partant du sud.

Le président Gemayel refusant de démissionner quelle issue politique voyez-vous à la crise ?

Nous ne voulons pas renverser le président Gemayel, mais nous estimons qu'il doit démissionner. Pour rester dans les formes constitutionnelles, nous avons recouru à la procédure parlementaire. Après tout, les maronites n'ont qu'à choisir un autre président maronite. Nous ne demandons pas qu'il soit chiite, nous n'en sommes pas à remettre en cause le pacte national de 1943. Amine Gemayel se comporte encore en membre du parti phalangiste et oublie qu'il est le président de tous les Libanais.

L'imam Khomeiny est une autorité religieuse

C'est donc l'impasse ?

Oui, nous sommes dans une impasse. Et il n'est pas possible d'en sortir sans changer de président. Nous avions présenté à la conférence de Genève des propositions dont tous les points sont négociables sauf deux : l'abrogation de l'accord libano-israélien et l'identité arabe du Liban. Nous refusons que le Liban soit, comme le prétendent certains phalangistes ou membres du Front libanais, un pays chrétien. Mais nous ne voulons pas non plus que ce soit un pays musulman.

Quelle est la nature de vos liens avec l'imam Khomeiny ?

En Occident, on ne comprend pas que Khomeiny soit pour nous un homme vénérable et une grande autorité religieuse, sans pour autant que nous ayons d'allégeance politique à son égard, ni à l'égard de l'Iran. C'est un peu le même rapport qu'entre un pays catholique et le pape.

Quels sont donc vos rapports avec M. Moussaoui, qui dirige les extrémistes chiites à Baalbek ?

Nous. Moussaoui a été suspendu d'Amal au moment de l'invasion israélienne pour avoir enlevé un évêque chrétien. Nous n'avons plus depuis lors de rapports avec lui.

De combien de combattants dispose Amal et quelles sont ses ressources ?

Je n'ai pas un combattant et, en même temps, j'en ai un million (1). L'adhésion populaire au sein de notre communauté est, en effet, telle que nous trouvons sur place les combattants qu'il nous faut pour chaque bataille. Nous n'avons pas besoin de déplacer des troupes. Notre organisation est subdivisée en trois secteurs : Beyrouth y compris la banlieue, le Sud, la Bekaa. Le nombre de nos combattants est un secret militaire (2).

Pour le reste, le peuple est notre source financière : chacun donne ce qu'il veut, sans obligation. Les bailleurs de fonds habituels de la guerre du Liban (la Libye, l'Irak, l'Arabie Saoudite) nous font défaut, c'est de notoriété publique.

Nous apprécions la nouvelle orientation de la politique française

Un grand nombre de Libanais, en particulier des chrétiens, attachés beaucoup d'importance à votre modération, à votre personne. Ne craignez-vous pas cependant d'être dépassé par des éléments plus radicaux ?

Ma personne est secondaire. Amal est une doctrine, une ligne politique, nous l'appliquons. L'imam Moussa Sadr nous a enseigné la fraternité des communautés et nous sommes décidés à

sévir contre tous les auteurs d'exactions, de débordements et de troubles. Nous ne nous cachons pas derrière les excuses habituelles des « abus » et des « excès ». Nous avons ordonné de tirer à vue sur tous les éléments qui ne se conformeraient pas aux instructions et un de nos combattants a dû être exécuté parce qu'il refusait d'obéir à une patrouille en la menaçant d'une grande.

M. Mitterrand vient de rendre hommage à votre sens des responsabilités. Que pensez-vous, plus généralement, de la politique française au Liban ?

La dernière déclaration du président Mitterrand marque une nouvelle orientation de la politique de la France au Liban. Nous considérons cette attitude nouvelle avec soulagement et espoir et nous l'apprécions. Les relations franco-libanaises, que ce soit au niveau des pouvoirs officiels ou au niveau des deux peuples, sont d'une nature privilégiée. Nous avons toujours souhaité que la France joue un rôle indépendant et agisse en pionnier dans la crise libanaise. Pour aider un pays, il faut aider son peuple, les désertés, la masse, bref la majorité. Les relations entre Etats doivent aboutir à résoudre les problèmes et non pas à les compliquer. Le problème libanais approche aujourd'hui de sa solution finale ; il faut en accélérer le processus.

Que pensez-vous de la force multinationale ?

La force multinationale est dépassée par les événements. Il faut essayer maintenant de la remplacer par des « casques bleus » de l'ONU.

Accepteriez-vous dans ce cas le maintien des soldats français ?

Pourquoi pas ? Il ne s'agit pas tellement de changer la nationalité des hommes qui composent la force multinationale que de changer l'esprit de sa mission. Comme militaires, les soldats français se sont conduits d'une manière impeccable, si l'on exclut le raid sur Baalbek. Le problème de la force multinationale est un problème politique. Le recours à une force de l'ONU diminue le jeu des intérêts personnels des nations.

Propos recueillis par FRANÇOISE CHIPPAUX et LUCIEN GEORGE.

(1) La communauté chiite du Liban compte un peu moins de six millions de personnes.

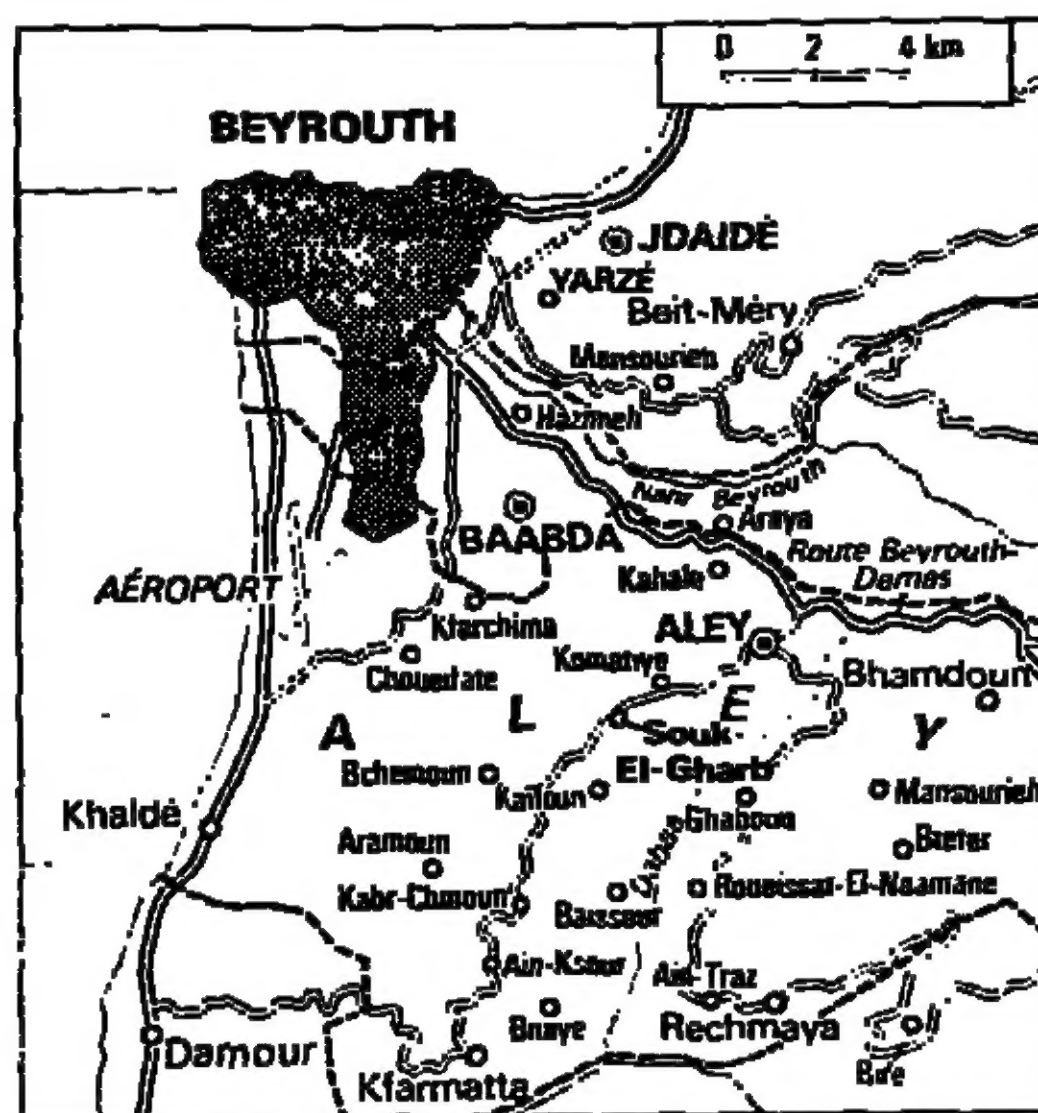
(2) Pour Beyrouth, on l'évalue à sept mille à huit mille hommes environ.

Les milices druzes ont balayé les positions de l'armée régulière dans la montagne

(Suite de la première page.)

Dans un effort désespéré pour ne pas lâcher pied, l'armée a fait donner ses vieux avions Hawker-Hunter basés à Jbeil, dans le pays chrétien, sur une section d'autoroute transformée en aérodrome de fortune.

M. Pierre Gemayel, M. Camille Chamoun, le président de la Chambre, personnalité chiite hostile à Amal, M. Kamel el Assad, et, par téléphone, le chef du gouvernement démissionnaire, M. Chafic Wazzan, ainsi que le dirigeant sunnite Saïeb Sallam.



Au cours de leur offensive de mardi, les miliciens du PSP ont occupé le carrefour stratégique de Kabr-Chnoum, ainsi que les localités de Buayé et Ain-Ksour, situées dans la région de Chahar-Charbi. Sur le bord de mer, les forces antigouvernementales ont pris ce mercredi le carrefour de Khalde, qui commande l'entrée de la banlieue sud de la capitale libanaise. L'armée libanaise a pris position à quelques kilomètres au sud de Khalde, près de la localité de Naabé.

Le PSP affirme avoir abattu l'un des deux appareils qui sont intervenus à trois reprises, ce que dément un communiqué militaire.

L'armée tient encore Souk-el-Gharb, qui demeure une position-clé, même si elle a perdu de son importance après les défaites des dernières vingt-quatre heures.

Le dos au mur, le président Gemayel tente une ouverture par l'intermédiaire de M. Frangié, et il s'est déplacé lundi en hélicoptère jusqu'au Liban du Nord, en territoire sous contrôle syrien, pour le rencontrer. Durant leurs entretiens, qui ont duré quatre heures, les deux hommes ont été informés des nouveaux revers subis par l'armée en montagne.

M. Frangié se serait montré compréhensif mais demeurerait intransigent sur le fond : abrogation de l'accord libano-israélien, neutralisation de l'armée, épuración de l'appareil de l'Etat des éléments phalangistes.

Sauf à se soumettre entièrement aux exigences syriennes, on voit difficilement comment M. Gemayel pourra se sortir d'affaire. Le chef de l'Etat a également consulté son père,

La radio phalangiste annonce sur un ton dramatique, depuis mardi soir, que le président Gemayel est « à la veille de décisions historiques [...] dépassant le cadre de l'accord du 17 mai 1983 et se rapportant au destin du Liban ». On attend à Beyrouth ces décisions avec l'intérêt inquiet que l'on peut imaginer, mais sans illusions.

L. G.

Manifestation à Paris. - A l'appel de plusieurs associations, dont l'Alliance libanaise et l'Internationale de la résistance, une manifestation aura lieu, jeudi 16 février à 11 heures, place du Trocadéro à Paris, en vue d'affirmer le soutien des Libanais aux institutions légales et de protester contre les complots visant à l'annexion du Liban et contre les bombardements des Syriens et de leurs alliés dont sont victimes les régions civiles libanaises.

De son côté, la délégation du Front du salut national à Paris appelle à un rassemblement, vendredi à 16 heures, devant l'ambassade des Etats-Unis pour « protester contre les bombardements américains de la montagne du Chouf ».

UN APPEL DE MÉDECINS ET INFIRMIERS AYANT TRAVAILLÉ AU LIBAN

Nous avons reçu l'appel suivant : Les médecins et infirmiers volontaires soussignés ont travaillé au Liban au sein de toutes les communautés depuis 1970.

Ils ont assisté les blessés sans considération de leur appartenance religieuse et politique, et protesté contre tous les massacres : de celui de Tell-el-Zaatar à celui de Damour, de celui de Sabra et Chatila à ceux du Chouf et de Tripoli.

Avertis par ce passé, ils mettent en garde les Français - représentés par des soldats qui, demeurant sur place, sont l'honneur de la démocratie - et l'opinion mondiale du danger des dangers : le massacre possible des chrétiens ou de toute autre communauté.

Le Liban fut pendant des décennies un espace de tolérance et de liberté, même imparfaite. Nous perdons beaucoup en le perdant.

Protéger là-bas, accueillir ici, et ne pas accepter l'acceptation.

Un ultime crime ne saurait effacer les massacres précédents. Notre indifférence serait impardonnable : elle présage de nos remontrances et de nos défaites.

Docteurs Aebberhard, Bouillat, Branchard, Castro, Deloche, Fyot, Kouchner, Laburthe, Lorblanchet, Malkin, Maubert, Oksenhendler, Perrier, Petermann, Pradier, Récamier, Samama, Stree, Yvonne Grellet-Boviel, Ghislaine Thelin, J. Lebas.

Les signatures de soutien à cet appel sont recueillies à Médecins du monde, 17, rue du Fer-à-Moulin, 75005 Paris (tél. 557-01-72).

Joseph A. SCHUMPETER

Histoire de l'analyse économique

préface de Raymond Barre

C'est une encyclopédie sur le développement de l'économie, d'Aristote à Keynes : la sorte de proueuse dont seul un grand penseur peut venir à bout.

Jean-François Revel / Le Point

Un outil de travail indispensable à tous ceux qui s'intéressent à l'économie.

Pierre Rosanvallon / Libération

Reste qu'en ces temps de crise, cet ouvrage est bien de ceux qui rendent confiance dans la capacité des hommes de comprendre ce qu'ils sont dans l'économie.

Pierre Daix / Le Quotidien de Paris

Bibliothèque des Sciences humaines

GALLIMARD

Le Monde

5, RUE DES ITALIENS, 75007 PARIS CEDEX 09
C.C.P. 4287-23 PARIS - Tél. MONDIPAR 658572 F
Tél. : 246-72-23

PRIX DE VENTE A L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dir. ; Tunisie, 300 m. ; Allemagne, 1,70 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 25 fr. ; Canada, 1,10 \$; Côte-d'Ivoire, 300 F CFA ; Danemark, 8,00 kr. ; Espagne, 170 pes. ; E.-U., 95 c. ; G.-B., 95 p. ; Grèce, 65 dr. ; Irlande, 85 p. ; Italie, 1.200 L. ; Liban, 575 P. ; Libye, 0,350 DL ; Luxembourg, 25 L. ; Norvège, 8,00 kr. ; Pays-Bas, 1,75 fl. ; Portugal, 25 esc. ; République, 200 F CFA ; Suède, 7,75 kr. ; Suisse, 1,50 L. ; Yougoslavie, 182 nt.

Édité par la S.A.R.L. Le Monde

Gérants : André Laurent, directeur de la publication

Anciens Directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969) Jacques Fauvet (1969-1982)

Imprimé en France

Reproduction interdite de tous articles sans accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437

ISSN : 0395-2037

ABONNEMENTS

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE

341 F 685 F 859 F 1080 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS

PAR VOIE NORMALE

661 F 1 245 F 1 819 F 2 360 F

ÉTRANGER (par messagerie)

L - BELGIQUE-LUXEMBOURG

381 F 685 F 859 F 1 240 F

IL - SUISSE, TUNISIE

454 F 830 F 1 097 F 1 530 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois virements) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION AU LIBAN

M. Strauss à Damas

(Correspondance.)

Bonn. — Jamais en reste d'un « bon coup », le ministre-président de Bavière, M. Franz-Josef Strauss, défile à nouveau la chronique ouest-allemande en se rendant à Damas pour y rencontrer le président Assad. Il était attendu, mercredi 14 février, pour deux jours dans la capitale syrienne.

Ce voyage, dont ni la chancellerie ni le ministère des affaires étrangères ne semblent avoir été avertis, constitue une nouvelle source d'embarras pour ses partenaires de la coalition de Bonn, en raison de l'actuelle dégradation de la situation au Liban. La politique du chancelier Kohl au Proche-Orient fait, en outre, l'objet de violentes attaques en RFA, à la suite de sa visite controversée en Israël et de ses projets de vente de chars Leopard-II à l'Arabie Saoudite. Au nom de l'opposition, M. Karsten Voigt, responsable de la politique étrangère au sein du groupe parlementaire social-démocrate, s'est violemment élevé contre cette « interférence insupportable » dans la politique extérieure de l'Allemagne fédérale.

M. Franz-Josef Strauss, qui, l'année dernière, après les élections législatives de mars 1983, avait revendiqué le portefeuille des affaires étrangères, ne s'est pas gêné depuis pour multiplier les initiatives personnelles. Après une série de visites dans les capitales de l'Est, il avait notamment joué un rôle déterminant dans la négociation d'un crédit de 1 milliard de marks accordé à la RDA.

H.B.

Les conditions draconiennes posées par Moscou à l'envoi de « casques bleus » accroissent le désarroi américain

De notre correspondant

Washington. — Tandis qu'à l'initiative de la France s'amorcent, aux Nations unies, de difficiles négociations sur l'envoi d'une force de l'ONU à Beyrouth, la politique proche-orientale des États-Unis a donné, mardi 14 février, des signes certains d'impasse et de confusion.

Ni dans les déclarations des officiels américains ni à l'issue des conversations entre M. Reagan, le roi Hussein de Jordanie et le président égyptien Mubarak, il n'a, en effet, été possible d'entrevoir ce que souhaitait et pouvait désormais faire Washington au Liban et dans l'ensemble de la région.

Annulée pour le milieu de cette semaine, la publication d'un calendrier pour le repli des « marines » sur les bâtiments de la VI^e flotte paraît ainsi avoir été repoussée sine die. En principe, ce repli devrait toujours être effectif d'ici à un mois, mais il semble qu'on préfère maintenant attendre, avant de fixer une date, d'être parvenu à un minimum de concertation avec la France, l'Italie et la Grande-Bretagne, les trois autres pays engagés dans la force multinationale. Dans un premier temps, la Maison Blanche, négligeant apparemment cette nécessité, avait exigé du Pentagone que le délai d'un mois coure à compter du 11 février.

Cette modification de forme ne devrait rien changer sur le fond, et l'absence d'un calendrier précis laisse la porte entrouverte tant est grande l'incapacité des dirigeants américains à définir une possible prolongation du maintien au sol des « marines ».

Mardi matin, par exemple, on a vu le secrétaire à la marine, M. Lehman, et le porte-parole de la Maison Blanche, M. Speakes, se contredire ouvertement, à quelques heures d'intervalle, sur les raisons des bombardements navals contre la

zone libanaise sous contrôle syrien. Pour M. Lehman, il s'agissait clairement de soutenir ce qui reste d'armée à M. Gemayel. « Il y a, c'est certain, a-t-il expliqué au cours d'un petit déjeuner de presse, un changement d'accent pour faire comprendre que nous fournirons un appui de notre artillerie aux forces armées libanaises et que cela n'est pas lié à des attaques particulières contre les « marines ».

Avant le déjeuner, M. Speakes expliquait, lui, que la politique américaine se décidait dans le « bureau ovale » de M. Reagan et que « tout ce que les États-Unis faisaient visait à soutenir la force multinationale et les « marines ».

La semaine dernière, M. Speakes avait au demeurant tenu des propos semblables à ceux de M. Lehman avant de s'engager à lui-même le démenti qu'il vient d'opposer au secrétaire à la marine. Autrement dit, les États-Unis veulent toujours essayer d'appuyer militairement M. Gemayel mais ne veulent pas le dire, car ils sont loin de désirer s'engager trop nettement à ses côtés, d'une part parce que le Congrès et l'opinion y sont opposés, de l'autre parce qu'il s'agit de trouver une solution politique permettant de se replier sans perdre la face.

En termes militaires, cette difficile position se traduit par une paralysie illustrée par la « surprise » qu'aurait exprimée le secrétaire à la défense devant l'intensité des bombardements lancés la semaine dernière par le cuirassé *New Jersey*. M. Weinberger aurait depuis donné des ordres de modération, et la Maison Blanche, quant à elle, indiquée que M. Reagan assumait l'entière responsabilité de ces bombardements bien qu'il n'ait pas personnellement prescrit leur niveau.

Une politique au jour le jour

Le flou de la position américaine s'est également reflété en termes politiques dans un rapport adressé mardi au Congrès par l'administration, dans lequel il est expliqué que le repli des « marines » a pour but « d'éviter une escalade sans marguerite un affaiblissement de notre résolution ».

On « nage », en bref, dans une politique au jour le jour, dépendante de la complexe interaction de l'évolution du rapport de forces militaire sur le terrain ; de ce que décidera et pourra faire M. Gemayel — en fonction, entre autres, de la volonté d'un éventuel accord avec ses opposants libanais et avec Damas ; des orientations israéliennes ; des impératifs de l'année électorale ; de l'attitude syrienne et, bien sûr, maintenant, de celle de l'URSS.

De ce dernier point de vue, il n'apparaît pas, comme cela était prévisible, que Moscou soit le moins du monde pressé d'offrir une porte de sortie aux États-Unis et aux autres pays occidentaux concernés. Après que la France ait demandé mardi la réunion, ce mercredi, du Conseil de sécurité pour examiner un projet de résolution sur une relève de la force multinationale par des « casques bleus », il s'est confirmé que les conditions mises à ce projet par l'Union soviétique sont draconiennes.

Outre un départ préalable des contingents de la force multinationale et un retrait de la flotte américaine hors de portée des côtes libanaises, l'URSS exigeait, en effet, pour un engagement des États-Unis, de la France, de la Grande-Bretagne et de l'Italie de s'abstenir de toute nouvelle présence au Liban ; une garantie de non-interférence des pays occidentaux et de l'ONU dans les affaires libanaises ; l'accord de toutes les factions du Liban et le financement de la force des Nations unies par des contributions volontaires.

Le projet de résolution français

Autrement dit, l'Union soviétique laisse, en l'état actuel des choses, le choix entre l'exercice de son veto et un abandon humiliant et total par les pays occidentaux, à son allié syrien, de la zone non occupée du Liban. Le projet de résolution français propose, lui, l'appel à un cessez-le-feu et une activité du rôle des observateurs des Nations unies présents à Beyrouth et donne priorité à l'éventuelle force de l'ONU de veiller au respect du cessez-le-feu et à la protection des populations civiles, pour « rétablir la paix nécessaire à la restauration de l'intégrité territoriale, de l'unité, de la souveraineté et de l'indépendance du Liban ».

Le chargé d'affaires soviétique aux Nations unies, M. Ovinnikov, a estimé que « ces propositions n'étaient pas complètes et que l'on ne pouvait pas négocier sur ces bases ». Quant aux missions britanniques et américaines, elles ont officiellement qualifié les exigences soviétiques de demande de « capitulation ». Ces conditions sont d'autant plus difficiles à accepter

pour les États-Unis que Washington entendrait maintenir sur le sol libanais quelques centaines de soldats — deux cents ou cinq cents, selon les sources et le jour — chargés de protéger son ambassade et d'assister l'armée libanaise au titre de conseillers techniques.

Quel que soit l'avenir réservé au projet de résolution français, il est en tout cas clair que M. Reagan se trouve au Liban dans la main de Moscou, lui qui, fin janvier, la semaine de l'annonce de sa candidature à une réélection, proclamait fièrement le « retour » d'une Amérique solide et sûre d'elle-même. Sans « habillage onusien » de la défaite politique occidentale, sauf très improbable solution politique trouvée par M. Gemayel, il n'aura, en effet, d'autres choix qu'entre une peu glorieuse retraite et un engagement militaire massif, très dangereux en année électorale.

Ce désarroi de l'Amérique, dans une région aussi vitale pour l'Ouest, et d'où l'URSS était pratiquement évincée il y a encore un an, était d'ailleurs sensible dans les discours prononcés mardi à l'issue de leur déjeuner commun par M. Reagan, le roi Hussein et le président Mubarak.

Peu proluxe (sept courts paragraphes), le président américain parle « de formidables obstacles » dressés devant la paix au Proche-Orient et réaffirme l'attachement de son plan de paix de septembre 1982. Celui-ci prévoyait la création en Cisjordanie d'une entité palestinienne associée à la Jordanie et s'était heurté à la fois à l'opposition d'Israël et au refus de M. Arafat de donner son feu vert au roi Hussein pour s'engager dans cette voie. « La veille d'une importante rencontre à Amman entre dirigeants palestiniens et le souverain jordanien, M. Reagan lance à l'intention de Jérusalem que « le conflit israélo-arabe doit être résolu par des négociations incluant un échange de territoires pour la paix ».

C'est pas du tout suffisant pour le roi Hussein, qui n'a pas obtenu de son interlocuteur la promesse de pressions efficaces sur Israël pour l'amener à envisager son retrait de Cisjordanie. Instruit sans doute par la situation dans laquelle se retrouve aujourd'hui M. Gemayel, le souverain jordanien se contente de chanter, dans sa réponse, l'amitié américano-jordanienne.

M. Moubarak chef de file des modérés arabes

Le président Moubarak, lui, fait sensation. Premier point de son discours : la situation au Liban est « intolérable » et la « clé » de la solution est un retrait rapide et inconditionnel d'Israël, dont l'invasion est « la racine et la cause » des « tristes » événements actuels. Deuxième point : la crise libanaise montre que le cœur du problème au Proche-Orient est la question palestinienne. « Pour la paix et la sécurité de toutes les nations, y compris Israël », cette question doit donc être, dit-il, « envisagée de front et sans délai » par la reconnaissance du « droit à l'autodétermination du peuple palestinien » et un « dialogue direct » entre les représentants qu'il s'est choisis — l'O.L.P. — et les dirigeants israéliens. M. Arafat, dit-il, est responsable qui a fait preuve d'un « énorme courage dans les moments les plus difficiles ».

« Aucune autre nation ne peut parler pour les Palestiniens », ajoute M. Moubarak, en exprimant son appui au dialogue entre la Jordanie et l'O.L.P., et en demandant aux États-Unis d'agir pour la solution de la guerre entre l'Irak et l'Iran, de soutenir l'Afrique et de s'engager clairement en faveur d'une « indépendance inconditionnelle » de la Namibie.

En quelques minutes, le président égyptien, créant une visible gêne parmi les dirigeants américains, vient de dire que les Palestiniens avaient droit à un Etat (autodétermination) et que la Jordanie devait les appuyer, mais non se substituer à eux. C'est un clair glissement du plan Reagan au plan arabe de Fès. Se faisant également porte-parole de l'Afrique où il vient d'effectuer une tournée le président égyptien s'est posé en allié critique de l'Amérique, l'appelant, au nom de ses propres intérêts et de la paix, à une politique plus acceptable pour les États arabes post-occidentaux.

Le retrait des « marines », a-t-il ajouté dans une interview publique, ce mercredi matin par le *Washington Post*, serait une « catastrophe » conduisant à une « perte de confiance » en l'Amérique de « tous ses amis » proche-orientaux. Ce qu'il faut, a-t-il expliqué, c'est un retrait israélien du Liban permettant au monde arabe d'obtenir un retrait syrien ; un renforcement par les États-Unis de l'armée libanaise ; une prise en considération du problème palestinien et, dans ce contexte, un retrait au profit des forces de l'ONU. M. Moubarak a pris date, comme chef de file du monde arabe modéré.

BERNARD GUETTA.

LE SORT DE L'ACCORD ISRAËLO-LIBANAIS DU 17 MAI 1983

Jérusalem accuse Washington de « succomber aux pressions syriennes »

De notre correspondant

Jérusalem. — Les dirigeants israéliens, ces jours-ci, sont mécontents de Washington et le font savoir. Le vice-premier ministre, M. David Lévy, a adressé, mardi 14 février, en des termes souvent vifs, une série de reproches à l'administration Reagan à propos de sa politique libanaise.

Intervenant dans la conférence des présidents des principales organisations juives américaines qui se tient à Jérusalem, M. Lévy a fait grief aux États-Unis de ne pas coordonner ses décisions avec Israël. « Les deux pays a-t-il dit étaient censés dialoguer et accorder leurs positions. Pourtant les « marines » ont été retirés sans qu'on nous consulte. Certes, nous avons été informés. Mais devons-nous remercier le président Reagan d'avoir bien voulu nous faire part de cette décision par un communiqué ? »

M. Lévy a accusé Washington de « succomber aux pressions syriennes » en acceptant la perspective d'une éventuelle abrogation de l'accord israélo-libanais du 17 mai 1983. « Les États-Unis », a-t-il poursuivi, « voudraient nous voir signer cet accord. S'attendent-ils aujourd'hui que nous y renoncions volontairement ? Après tout, que constate ce texte, sinon un engagement du Liban à ne pas permettre, à partir de son territoire, des actions hostiles envers Israël ? La Syrie est désormais en mesure de dicter ses conditions au Proche-Orient, en raison des évaluations erronées des États-Unis et de la faiblesse du monde libre. Israël doit donc prendre les décisions qui s'imposent afin d'assurer la sécurité de ses agglomérations en Galilée et de réduire les risques d'attaques contre ses troupes au Liban du Sud ».

Qualifiant de « prétendument impromptu » la rencontre de mardi entre le roi Hussein et les présidents Reagan et Mubarak, M. Lévy s'est à nouveau étonné de « l'absence de

coordination » entre Washington et Jérusalem. « Pourquoi continuer des accords existants, ceux de Camp David, et chercher à les remplacer par d'autres accords qu'Israël ne peut accepter ? ». Le vice-premier ministre a blâmé les Américains pour ne pas avoir exercé la moindre pression sur l'Égypte afin que celle-ci développe des relations pacifiques avec Israël.

M. Lévy s'est attiré une réponse rapide. S'adressant au même auditoire, l'ambassadeur américain à Tel-Aviv, M. Samuel Lewis, a déclaré un peu plus tard : « Ne ramenez pas dans la pièce qui consisterait à nous accuser les uns les autres parce que nos rêves communs ne se sont pas réalisés au Liban. De telles chamailleries ne pourraient qu'empêcher nos relations ». M. Lewis a toutefois souligné que l'annulation de l'accord israélo-libanais serait un « terrible précédent ».

Avant le déjeuner de travail entre MM. Hussein, Reagan et Mubarak, la direction du Parti travailliste israélien avait dans un communiqué formulé l'espoir que « cette rencontre ferait progresser les chances de paix au Proche-Orient ». Selon l'opposition, « le gouvernement de M. Shamir ferait mieux d'attendre le résultat de la rencontre avant de la critiquer ».

Par la voix de M. Meir Rosenzweig, son ambassadeur à Washington, Israël n'a pas tardé mercredi à exprimer sa nouvelle amertume après les propos du président Mubarak exigeant le retrait de Tshah du Liban et réaffirmant le droit à l'autodétermination des Palestiniens, sous la conduite de l'O.L.P. Le diplomate a reproché au chef de l'Etat égyptien de ne faire aucune référence aux accords de Camp David. Cette fois, le blâme ne visait pas l'administration Reagan.

JEAN-PIERRE LANGELE.

A TRAVERS LE MONDE

Argentine

● PROMULGATION DE LA LOI DE RÉFORME DU CODE MILITAIRE. — Le président Alfonsín a promulgué, le mardi 14 février, la loi de réforme du code militaire adoptée la semaine précédente par le Congrès. Ce texte permettra à la justice civile d'être saisie en appel de décisions prises par les tribunaux militaires. Cette mesure pourrait, en particulier, être appliquée aux neuf officiers membres des trois juntas qui se sont succédé de 1976 à 1982, à Buenos-Aires, et qui sont actuellement entendus par la justice pour des excès commis par les forces armées dans la lutte contre la « subversion », à la fin des années 70. Le nouveau code l'autorise également aux tribunaux militaires de juger des civils en temps de paix. Il réduit, enfin, certains pouvoirs politico-administratifs des forces armées. — (AFP.)

Irlande du Nord

● EXÉCUTÉ PAR L'IRA. — M. Jimmy Young, volontaire de l'Armée républicaine irlandaise, a été tué par balle lundi 13 février après avoir été enlevé. L'IRA, dans un communiqué, a revendiqué l'attentat : Jimmy Young avait transmis des informations aux forces de l'ordre sur les attentats perpétrés par l'organisation républicaine, ses armes et ses camps d'entraînement. — (AFP, UPI.)

Panama

● L'OPPOSITION DÉNONCE UN « COUP D'ÉTAT CONSTITUTIONNEL ». — Les partis d'opposition ont qualifié de « coup d'Etat constitutionnel » la démission annoncée lundi 13 février du président de la République, M. de la Esparriella (le Monde du 15 février). Le général Parades, ancien commandant de la garde nationale et candidat à la présidence pour le Parti nationaliste populaire, a lancé de son côté un appel à la garde « pour un retour nécessaire à la démocratie ». C'est M. Ardito Barletta, qui aurait l'aval de la garde, qui sera le candidat du Parti révolutionnaire démocratique (PRD), fondé par Omar Torrijos, à l'élection présidentielle de mai. M. de la Esparriella était hostile à cette candidature. — (AFP, Reuter, UPI.)

Pérou

● DÉTENTION D'UNE FRANÇAISE. — Soupçonnée de liens avec Sentier lumineux, M^{me} Anne-Marie Gavarret est détenue depuis le 23 janvier à Cajabamba, dans la province de Cajamarca, à 500 kilomètres au nord de Lima. Elle est soupçonnée de liens avec Sentier lumineux. D'abord accusée d'avoir participé à l'attaque d'une coopérative agricole, dont le gérant avait été tué le 14 janvier, M^{me} Gavarret, une ancienne religieuse, âgée de quarante et un ans, est soupçonnée d'avoir détenu de la dynamite et du matériel de propagande à son domicile. Elle nie catégoriquement ces accusations. — (AFP.)

Pologne

● MANIFESTATION D'AVOCATS FRANÇAIS À PARIS. — Une cinquantaine d'avocats français ont manifesté mardi matin 14 février devant l'ambassade de Pologne à Paris en signe de solidarité avec leurs confrères polonais arrêtés, suspendus ou menacés de sanctions à Varsovie, à Cracovie et Szczecin. Une délégation, conduite par M. Yves Deschamps, a demandé à être reçue à l'ambassade, mais a été éconduite. Les avocats protestent contre l'arrestation de M. Maciej Bednarkiewicz, du barreau de Varsovie, défenseur notamment de Jan Rulawski, l'un des dirigeants de Solidarité emprisonnés, et d'Edmond Balaka, et contre la suspension de M. Andrzejewski pour « abus de la liberté de parole », la mise à la retraite de M. Siles-Nicki et l'engagement d'une procédure contre deux avocats de Cracovie. — (AFP.)

Zaire

● RECRUESCENCE DE LA RÉPRESSION. — La Ligue belge des droits de l'homme a dénoncé, mardi 14 février, à Bruxelles, la recrudescence de la répression au Zaire et a exprimé son inquiétude sur le sort de treize parlementaires, relégués dans leur village d'origine en novembre 1983 pour avoir tenté de créer le parti de l'Union pour la démocratie et le progrès social (UDPS). Selon certains témoignages, plusieurs anciens parlementaires auraient subi des tortures, et l'un d'entre eux, M. Lusanga, serait décédé. — (AFP.)

(Publicité)

SAUVEZ LE LIBAN

Depuis 10 ans, le Liban subit un martyre sans fin. Déjà 150 000 morts et le bilan s'alourdit jour après jour.

Pour que cessent les complots,
Pour que cessent les bombardements sauvages,
Pour que le Liban vive dans la paix, l'indépendance, la liberté,
le pluralisme et l'unité, dans le cadre de ses institutions légales,
Pour montrer que vous êtes toujours là avec le pays du cèdre
et qu'il ne combat pas pour sa survie dans une atroce solitude,

ENEZ NOMBREUX MANIFESTER VOTRE SOLIDARITÉ AVEC LE LIBAN :

JEUDI 16 FÉVRIER 1984, A 11 HEURES

DE LA PLACE DU TROCADÉRO
A LA PLACE CHARLES-DE-GAULLE - ÉTOILE

ALLIANCE LIBANAISE, B.P. 285 - 75828 PARIS - CEDEX 17 -
TEL. : 766-10-96.

من الأهل

AFRIQUE

Le Nigéria aux arrêts de rigueur

(Suite de la première page.)

Le général Mohammed Buhari, nouveau chef de l'Etat, devra compter avec ces forces diffusées, on les appelle les « forces de l'ombre », et puis, si l'armée, au Nigéria, n'a jamais été ressentie comme un force d'oppression, les chefs militaires, paradoxalement, peuvent être handicapés par la bonne réputation dont jouissent leurs prédécesseurs, notamment le général Murtala Mohammed. Le pavillon qui jouxte le bâtiment principal du musée de Lagos est une unique et singulière œuvre d'un culte : sur un podium, une Mercedes noire est exposée. Elle est comme neuve, à un détail près : la carrosserie est criblée d'impacts de balles.

s'inquiéter de l'ampleur prise par la corruption et par la dilapidation de l'héritage qu'elle avait laissé. Le personnel politique, dans son ensemble, s'est peu à peu concentré sur un unique objectif : s'enrichir. Des fortunes considérables se sont ainsi constituées, sans contraintes, favorisant l'édification d'une « société à deux vitesses ». L'armée, restée, pour l'essentiel, en dehors des circuits politico-économiques, assistait à la préremise d'inégalité de plus en plus choquantes. Ceci expliquant cela, il est apparu que le NPN était décidé à conserver le pouvoir à tout prix. Les fraudes, d'une ampleur inégale, qui ont marqué la dernière période électorale, le soutien musclé apporté par la police

nanciers de Lagos. Et pourtant ! Juste avant ce discours, le chef de l'Etat avait été averti que des « troubles graves » pourraient se produire s'il n'annonçait pas des mesures concrètes et draconiennes. Cependant, ces motifs, additionnés les uns aux autres, n'étaient pas suffisants pour que l'établissement militaire franchisse le pas consistant à mettre fin à l'expérience démocratique nigérienne, jugée exemplaire en Afrique et au-delà. L'armée ne constitue pas un bloc monolithique. Et, en dépit des démentis apportés à ce sujet par les généraux Buhari et Babangida, chef d'état-major de l'armée de terre, il se confirme que la haute hiérarchie

Au lendemain de la guerre civile, la règle du « caractère fédéral » avait été instaurée : chaque ethnisme devait être équitablement représenté dans l'armée, sur la base de quotas, notamment en ce qui concerne les officiers. C'est aussi dans cet esprit que fut créé, à la même époque, le *National Youth Service Corps*, système qui oblige les diplômés à consacrer un an de leur vie, à la fin de leurs études, à l'Etat fédéral, celui-ci les envoyant systématiquement dans un Etat dont ils ne sont pas originaires. Souvent anciens compagnons d'armes du général Murtala, les généraux qui composent aujourd'hui le Conseil militaire suprême n'ont pas été touchés par le « caractère fédéral », en raison de leur ancienneté. Cela explique qu'ils soient pratiquement tous nordistes. Les Yoroubas, en revanche, sont proportionnellement mieux représentés dans les grades inférieurs, tels que capitaines, commandants, voire colonels. C'est dans leurs rangs que l'on compte les officiers les plus radicaux, certains n'étant pas hostiles à une épuration des officiers nordistes, afin de tenter de faire resurgir l'historique prééminence du Sud sur le Nord. A Lagos, nombreux sont les défenseurs de la thèse selon laquelle les Yoroubas auraient adopté une stratégie de « fuite en avant » en fomentant des troubles pendant la dernière période électorale.

Originaire de l'Etat de Sokoto (extrême nord-ouest du pays), le président Shagari avait confié de plus en plus de responsabilités aux gens du Nord, au grand dam des Yoroubas, qui enviaient l'administration fédérale de Lagos. Le transfert de la capitale à Abuja, ville située approximativement au centre du pays, répond certes au souci de partager les postes de responsabilité entre les ethnies, mais obéit surtout à la volonté de se débarrasser de l'empreinte yorouba. Mais ce déphasage au sein de l'armée n'a pas seulement pour origine des raisons ethniques. Constituant une caste, les généraux nigériens ont une formation plus « militaire » que leurs cadets (2), pour avoir effectué de nombreux stages dans des académies militaires étrangères, notamment britanniques. Les jeunes, en revanche, ont souvent une formation universitaire de haut niveau. Et, bien qu'il soit hasardeux de vouloir les opposer les uns aux autres par des considérations d'ordre idéologique, on ne peut manquer de souligner que certaines universités (à Ife et à Zaria, notamment) sont fortement marquées par les idées « progressistes ».

Reste l'hypothèse de la « main de Washington ». Des rapports diplomatiques confidentiels d'origine occidentale, font état d'une curieuse agitation à l'ambassade américaine la nuit du coup d'Etat. Selon ces mêmes sources, les Américains étaient « informés » de ce qui se préparait, et le général Buhari était « suivi » de près, depuis un an, par le service politique de l'ambassade des Etats-Unis. Mais il n'est pas a priori inconcevable que les généraux nigériens aient voulu - depuis une date indéterminée - « tester » les réactions américaines afin de savoir dans quelle mesure Washington apporterait, via les organisations internationales qu'il est susceptible d'influencer (Fonds monétaire international et Banque mondiale), son appui économique et financier au nouveau régime.

Les généraux Buhari, Babangida et Idiagbon connaissent les aléas de la stratégie du coup d'Etat. Les risques ne sont pas minces, dans la mesure où le Conseil militaire suprême reflète les lignes de force qui traversent l'armée : il y a aussi des généraux « radicaux ». Le chef de l'Etat nigérien devra à la fois donner des gages de stabilité à l'extérieur, conforter la partie de la hiérarchie militaire de tendance conservatrice, ne pas heurter de front les multiples détenteurs de rentes de situation et montrer aux jeunes officiers, frustrés de leur coup d'Etat, sa volonté de faire accomplir au pays une véritable cure d'assainissement. Faute de maintenir cet équilibre, il peut, demain ou dans six mois, être débordé et remplacé. Compte tenu de l'anarchie qui est la marque de la société nigérienne, le pari ressemble aujourd'hui à une gageure.

LAURENT ZECCHINI

(1) Les généraux de brigade et de division auteurs du complot avaient récemment bénéficié de promotions. Les généraux à la retraite n'ont finalement pas fait partie du petit noyau des conjurés, après avoir manifesté leurs réticences devant l'opportunité d'un coup d'Etat. Celui-ci a été essentiellement préparé par l'armée de terre, la marine ayant été le corps le moins favorable.

(2) Ce terme ne doit pas faire illusion : la plupart des officiers supérieurs et généraux qui composent le Conseil (dix-neuf membres) ont entre trente-neuf et quarante-cinq ans.

Prochain article :

« La religion du naira »

Tunisie

Le président Bourguiba a exclu M. Guiga du bureau politique du parti destourien

De notre correspondant

Tunis. - Le président Bourguiba a exclu, mardi 14 février, l'ancien ministre de l'Intérieur, M. Driss Guiga, du bureau politique du Parti socialiste destourien (1), la plus haute instance politique du pays.

M. Guiga avait été évincé de la direction du ministère de l'Intérieur le 7 janvier, à la suite des défaillances enregistrées dans le fonctionnement des services de sécurité lors des émeutes ayant suivi l'annonce de l'augmentation des prix du pain et des produits céréaliers. En outre, selon les milieux gouvernementaux, il lui était reproché d'avoir, sinon suscité, du moins laissé se développer, le 6 janvier dans la capitale, des manifestations contre le premier ministre, M. Mohamed Mzali, puis de s'être employé à inciter celui-ci à donner sa démission dans le but de lui succéder à la tête du gouvernement.

A ces griefs très largement exposés à la presse étrangère durant ces dernières semaines, mais jamais exprimés publiquement, seraient venus s'ajouter les premiers résultats des travaux de la commission d'enquête chargée par le chef de l'Etat de faire la lumière sur les carences des forces de l'ordre. Poussant plus loin ses investigations, la commission aurait établi que depuis sa prise de fonction en mars 1980 l'ancien ministre se serait livré à diverses malversations. C'est du moins ce qu'avance dans son dernier numéro l'hebdomadaire *Jeune Afrique*, selon lequel M. Guiga - et d'autres - serait impliqué dans « une affaire de commissions occultes reçues lors d'un achat d'armes effectué il y a quelques années par la

Tunisie au Brésil pour équiper les forces de sécurité ». Il aurait aussi profité de complaisances diverses de plusieurs hommes d'affaires et de fonctionnaires d'autorité.

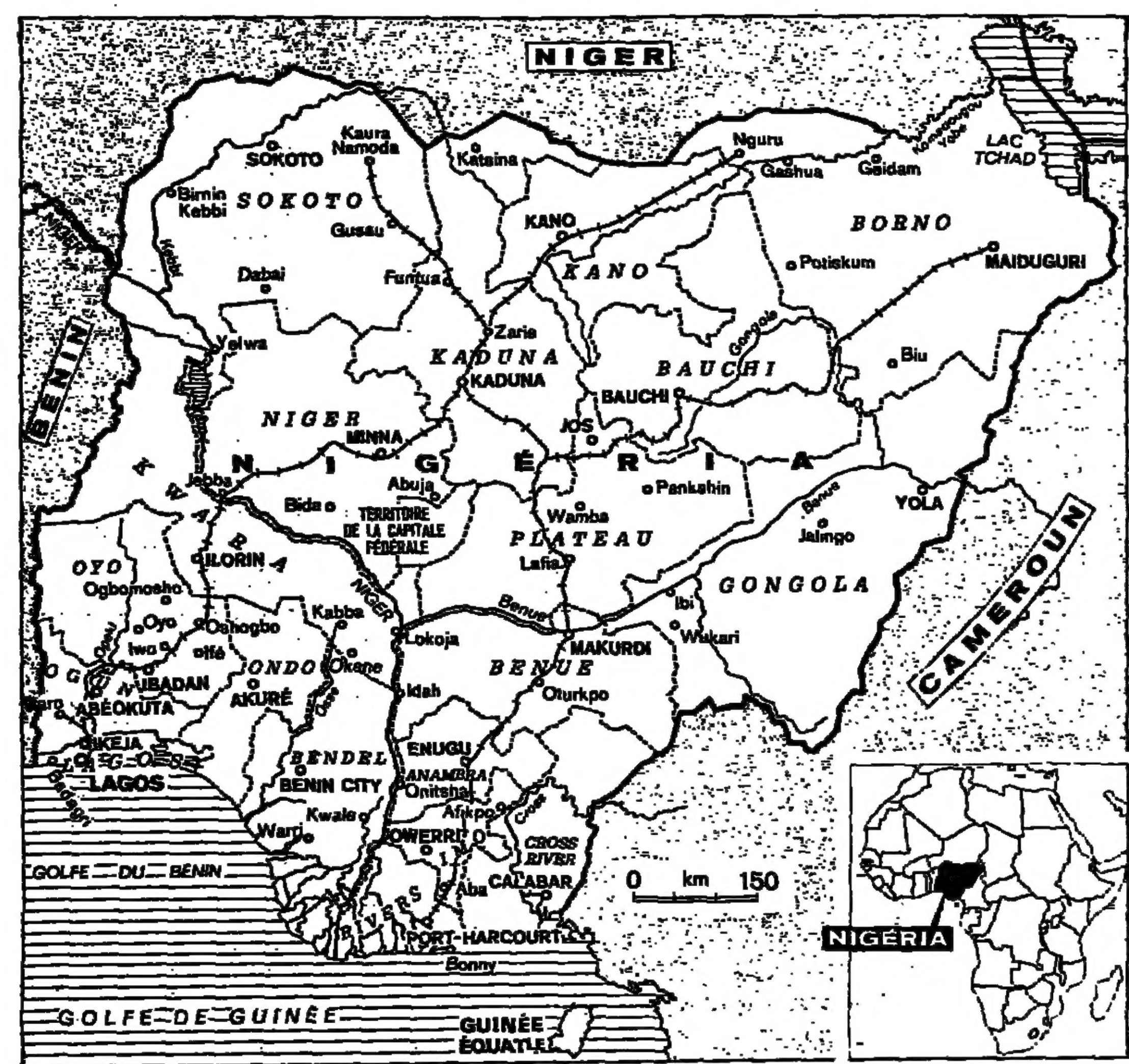
M. Driss Guiga, qui a quitté Tunis dès le 8 janvier avec, dit-on, l'assentiment de M. Bourguiba et après avoir informé de son départ le premier ministre, séjourne depuis à l'étranger et s'est abstenu de répondre aux accusations portées contre lui. Celles-ci déboucheraient-elles sur un procès ? Rien qu'instant ne permet de le dire. Ce ne serait pas la première fois qu'on verrait ici un responsable écarté - ou démissionnaire - être mis en cause sans pour autant être poursuivi. Il est vrai qu'auparavant il n'y avait pas eu de victimes à déplorer.

MICHEL DEURÉ.

(1) M. Guiga est remplacé au bureau politique par M. Shadedine M'Barek, membre du comité central du parti, qui fut ministre du commerce de décembre 1977 à avril 1980.

Ghana

● Opposants en exil. - Plusieurs centaines d'opposants au régime ghanéen du capitaine Jerry Rawlings cherchent actuellement refuge dans les pays d'Afrique de l'Ouest proches du Ghana, où ils demandent le statut de réfugié politique. Selon le délégué régional du Haut Commissariat de l'ONU pour les réfugiés (HCR) à Dakar, quatre-vingt-dix-huit d'entre eux bénéficient déjà de ce statut en Côte-d'Ivoire, et deux cent cinquante au Togo. - (Reuters.)



C'est à bord de ce véhicule que le général Murtala a été assassiné, après six mois (juillet 1975-février 1976) d'exercice du pouvoir. Le souvenir qu'a laissé, dans la mémoire collective, cet homme idéaliste et réputé intègre est vivace. Ses efforts pour lutter contre la corruption, à défaut de résultats durables, ont montré la bonne direction. Le général Murtala ne peut cependant faire figure de modèle. D'abord parce que l'économie nigérienne ne bénéficie plus aujourd'hui des effets bénéfiques du boom pétrolier ; ensuite parce qu'une trop grande précipitation dans la remise en cause des pouvoirs et des privilèges établis est raison de lui.

Des officiers radicaux

Plusieurs éléments permettent d'expliquer pourquoi les militaires ont repris aux civils le pouvoir qu'ils leur avaient confié en 1979. Moins de deux ans après l'élection de M. Shagari, l'armée a commencé à

aux candidats du parti présidentiel, la partialité de la commission électorale fédérale (FEDECO), ont contribué à favoriser une prise de conscience au sein de l'armée.

Prisonnier de délicats problèmes de dosages politiques, le chef de l'Etat avait fait preuve d'irrésolution et d'atavisme pour constituer, après les élections, un nouveau gouvernement. En mai, lors des affrontements tchado-nigériens à propos de la souveraineté territoriale des îles du lac Tchad, M. Shagari avait perdu un peu plus de son crédit en tentant de freiner l'ardeur déployée par les militaires pour laver l'affront fait à leur honneur par les troupes tchadiennes. Bref, les doutes d'une grande partie de la hiérarchie militaire quant à la légitimité du régime civil et à son efficacité pour surmonter les problèmes posés au pays, s'étaient transformés en certitudes. Le 29 décembre, le plan d'austérité présenté par M. Shagari devant le Parlement n'avait été jugé suffisant ni par l'armée ni par les milieux fi-

à hâter sa décision de prendre le pouvoir pour parer à un coup d'Etat fomenté par de jeunes officiers radicaux, prévoyant l'élimination physique de nombreux responsables politiques. Pour le général Théophilus Danjuma, ancien chef d'état-major du général Obasanjo (qui gouverna le pays de 1976 à 1979), il y a eu au moins trois « tentations » de coup d'Etat avant le 31 décembre. Parlant d'un putsch préparé par de jeunes officiers, il indiquait récemment : « Nous avons eu beaucoup de chance qu'il n'ait pas eu lieu, parce que s'il avait réussi, ce qu'on a fait Doe et Rawlings au Libéria et au Ghana aurait ressemblé à des jeux d'enfants, comparé à ce qu'ils [les jeunes officiers] avaient prévu ».

Début décembre, Port-Harcourt. C'est apparemment là, à l'occasion d'une fête militaire, que les officiers généraux (1) ont déclenché le compte à rebours. Dans le courant du mois, les généraux Buhari et Babangida ont effectué de nombreux déplacements en province pour, semble-t-il, vérifier l'état d'esprit des chefs des principales garnisons. Le général Tunde Idiagbon, actuel chef d'état-major des armées, occupait alors les fonctions de directeur du bureau « opérations ». A ce titre, il avait connaissance des dossiers de tous les officiers. Son rôle, celui du général Babangida, l'influence du colonel Aliyu, ont été prépondérants.

Le dosage ethnique

La coexistence, au sein de l'armée, de deux générations d'officiers, s'explique par des raisons historiques et géographiques. Dominée par les ethnies Haoussa et Foulani (Peuhls), l'armée est, globalement, nordiste. Le nord du Nigéria est composé de peuples dont la tradition guerrière est forte, alors que les Yoroubas, au sud-ouest, et les Ibos, au sud-est, sont plus lettrés (l'aristocratie musulmane, qui domine le nord, s'est longtemps opposée à la scolarisation entreprise par les missions religieuses dans la moitié sud du pays, notamment en pays Ibo). Le nord est aussi plus désertique et plus pauvre que le sud (les gisements pétroliers sont concentrés dans le delta du Niger), ce qui explique que les familles du nord ont envoyé massivement leur enfants dans les écoles militaires, gratuites. Les officiers Ibos, de leur côté, qui étaient très nombreux avant la guerre du Biafra (1967-1970), sont, depuis, largement sous-représentés dans l'armée

La superbe audace d'écrire en leur nom le non du père.

SEERGE LECLAIRE

En librairie 80 F

la Mort et autres récits du fils du Père

Messiaor Editions Sociales

messiaor Editions Sociales

Manuel de Diéguez prend à bras-le-corps un des moments les plus importants de l'histoire intellectuelle...

Manuel de Diéguez

Et l'homme créa son Dieu

Fayard

... la grande construction trinitaire et christologique du christianisme

Pierre Chaunu, Le Figaro

336 pages 89 F

FAYARD

EUROPE

URSS

APRÈS LEUR ENTRETIEN AVEC M. TCHERNENKO

Les dirigeants occidentaux se montrent légèrement optimistes sur l'amélioration de la situation internationale

Le ballet diplomatique auquel ont donné lieu, mardi 14 février, les obsèques de l'ancien président soviétique M. Tchernenko, a apporté des indications intéressantes sur l'état d'esprit dans lequel M. Tchernenko aborde les questions internationales, un domaine nouveau pour lui. La plupart des dirigeants occidentaux qui ont rencontré le nouveau secrétaire général ont été marqués par une possible amélioration de relations Est-Ouest.

Mme Thatcher, jadis réputée pour son anti-soviétisme, a été paradoxalement le plus loin dans l'optimisme. Le premier ministre britannique, dont c'était le premier voyage officiel à Moscou (1), était visiblement impressionné par le cérémonial officiel communiste. Elle a été reçue un peu plus longtemps que la demi-heure impartie à chaque dirigeant des grands pays occidentaux. Elle a indiqué ensuite que M. Tchernenko avait approuvé ses vues sur la nécessité de « une meilleure entente » entre l'Est et l'Ouest. Elle a néanmoins estimé qu'il était « trop tôt encore pour parler d'un sommet entre MM. Reagan et Tchernenko ».

Les mêmes vues - quoique un ton au-dessous - ont été exprimées par M. George Bush. Le vice-président américain a attribué à M. Tchernenko le désir d'une approche « plus constructive » des relations entre Moscou et Washington. Il a ajouté que M. Tchernenko et lui-même avaient reconnu « la gravité des divergences entre nos deux pays », mais que l'esprit de la rencontre avait été « excellent ».

et « dénué de toute polémique ». M. Bush a remis au secrétaire général un message du président Reagan, dans lequel est exprimée « la volonté du président de progresser dans tous les domaines de nos relations et notre disposition à engager des discussions concrètes et productives dans chacun d'eux ».

Le chancelier Kohl a pour sa part décrit comme « très dense » son entretien avec le secrétaire général, en indiquant toutefois qu'un nouveau dirigeant ne signifiait pas nécessairement une nouvelle politique (voir par ailleurs).

Les relations avec Paris

M. Pierre Mauroy, qui, lors des obsèques de Brejnev, n'avait été reçu que par M. Tikhonov, président du conseil, alors que M. Marchais rencontrait l'ancien secrétaire général, a eu droit cette fois à un entretien avec M. Tchernenko. Le premier ministre était accompagné de MM. Cheysson, ministre des relations extérieures, et Estier, président de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale. Il a jugé « modéré » le ton de M. Tchernenko à propos des rapports Est-Ouest et y a décelé une « légère ouverture ».

Il a surtout insisté sur la volonté du secrétaire général d'améliorer les relations, notamment économiques, avec la France. M. Cheysson a précisé que sur un « dossier difficile », celui du Liban, « les analyses se rapprochent ». Paris attend que Moscou n'oppose pas son

veto au déploiement de « casques bleus » à Beyrouth pour remplacer les contingents de la force multinationale.

M. Tchernenko a également reçu le président italien, M. Sandro Pertini. Selon l'agence Tass, il a souligné avec lui le problème du déploiement des euro-missiles de l'OTAN qui « complique sérieusement la situation ». Mais Moscou ne considère pas cette situation comme « irréversible ». C'est la seule fois que l'agence Tass évoque ce sujet dans ses brefs comptes rendus des entretiens de mardi.

La rencontre avec M. Gandhi a eu lieu dans un « climat chaleureux et amical ». M. Tchernenko a accepté une invitation à se rendre en Inde. Il devait accorder une audience, ce mercredi, à M. Trudeau, premier ministre canadien, qui souhaite exposer son projet de conférence au sommet des cinq puissances nucléaires. En revanche, on ne savait toujours pas mercredi, fin de matinée, quand le vice-premier ministre chinois, M. Li, le plus haut responsable de Pékin à se rendre en URSS depuis une vingtaine d'années, serait reçu par le secrétaire général.

La télévision soviétique a cependant inclus la délégation chinoise parmi celles des « pays amis » dans sa présentation des hommages rendus au défunt et la Pravda de ce mercredi cite M. Wang Li : « Les relations entre nos deux pays se sont améliorées au cours ».

De notre correspondant

de plusieurs consultations et nous souhaitons leur normalisation », a déclaré le vice-premier ministre chinois.

L'afflux des dirigeants étrangers a été l'occasion de nombreuses rencontres bilatérales. C'est ainsi que M. Mauroy a reçu M. Daniel Ortega, membre de la Junte nicaraguayenne, qui lui a fait part de ses craintes d'une « agression » américaine contre son pays. Le vice-président Bush, de son côté, s'est entretenu de la situation en Afghanistan avec le président pakistanais Zia. Les obsèques ont permis d'autre part une réunion au sommet « informelle » de tous les dirigeants des pays membres du pacte de Varsovie. Selon l'agence Tass, ces « entretiens détaillés », dont l'agence officielle ne révèle pas l'ordre du jour, ont eu lieu dans une atmosphère « cordiale et fraternelle ». Un certain nombre de dirigeants occidentaux ont donné

leur première impression sur la personnalité du nouveau secrétaire général soviétique. M. Mauroy, qui avait reçu à Matignon en février 1982, lorsque M. Tchernenko était venu assister au congrès du PCF, estime que l'homme a du caractère. Le chancelier Kohl le trouve « ouvert et sensible à l'humour ». M. Bush remarque qu'il a conduit l'entretien avec lui « sans notes », et qu'il paraissait « investi de toute l'autorité nécessaire ». Cette remarque vise peut-être la présence aux côtés de M. Tchernenko de l'immuable ministre des affaires étrangères, M. Gromyko, qui a assisté à tous les entretiens accordés aux dirigeants étrangers par le nouveau secrétaire général.

Cependant, un haut responsable soviétique a affirmé préemptoirement à un ami de longue date, membre d'une des délégations occidentales venu pour les obsèques de l'ancien secrétaire général, que :

M. Michail Gorbatchev est le même deux. Cette déclaration doit être prise avec la distance qui convient, dans un pays où les confidences sont si souvent « étiquetées » par le seul souci d'information. Elle confirme, néanmoins, l'impression que donnait la présence de plus jeunes membres du bureau politique à la droite du nouveau secrétaire général sur la photographie publiée, mardi 14 février, par la Pravda. Si elle s'avérait fondée, elle signifierait que le nouveau secrétaire général a passé une sorte de marche avec un homme qui passait pour être soutenu par l'ancien Andropov.

DOMINIQUE DHOMBERES.

(1) En 1979, M. Thatcher avait fait une brève escale à Moscou, en se rendant à Tokyo au sommet des pays industrialisés.

« Depuis la campagne d'Andropov la corruption est devenue une vérité officielle » nous déclarent deux juristes soviétiques en exil

Dina Kaminskaya et Constantin Simis sont deux juristes réputés de Moscou, qu'ils ont été obligés de quitter, en 1977, à la suite d'interminables brimades policières et de menaces. Dina Kaminskaya était avocate ; elle a commencé sa carrière sous Staline et s'est spécialisée dans les affaires criminelles avant d'accepter, non sans hésitations, de plaider dans des affaires politiques. Son premier « client » politique a été Vladimir Boukovski. Elle a aussi défendu des dissidents comme Martchenko, Larissa Daniel, Galanskov, Alexandre Guinzbourg, avant de se voir interdire de prêter par le KGB. Elle a raconté ses expériences dans un passionnant ouvrage publié l'an dernier chez Laffont et qui constitue aussi une excel-

lente étude sur le fonctionnement quotidien de la justice soviétique : *Avocate en URSS*.

Constantin Simis, le mari de Dina Kaminskaya, a lui aussi été avocat, mais a surtout travaillé à l'Institut de législation de Moscou. Il est l'auteur d'une étude exhaustive sur les ravages de la corruption en URSS, publiée également chez Laffont. En 1983, sous le titre *La Société corrompue*, et dont le premier manuscrit avait été saisi par le KGB au cours d'une perquisition. Tous deux vivent aujourd'hui à Washington. Ils nous a paru intéressant de leur demander, au cours de leur passage à Paris, leur réaction à l'élection de M. Tchernenko et leur opinion sur l'évolution de la justice soviétique.

« Quelles ont été vos réactions à l'annonce de l'élection de M. Tchernenko ? »

— On ne sait rien de lui. Il y a dix ans personne n'en avait entendu parler. Jusqu'à hier, il était numéro deux et vous savez ce que l'on dit chez nous : « Il n'y a pas de numéro deux. Il n'y a qu'un numéro un et tous les autres sont les derniers ». C'est un être sans visage, sans personnalité. Il a une éducation très rudimentaire mais rien ne prouve que ce soit pire pour la vie intellectuelle de l'URSS.

— Vous attendiez-vous à sa désignation ?

— Dans les derniers jours, oui. Justement parce qu'il est vieux et sans personnalité. Or chez nous, dès le niveau le plus bas, le système sélectionne les individus les plus dociles, les plus serviles, les moins talentueux.

— Était-ce le cas d'Andropov ?

— Contrairement à Brejnev qui était l'incarnation parfaite du « paratocrate », Andropov était plus résolu mais plus cruel. Sa campagne contre la corruption avait été rendue nécessaire par la stagnation économique. Elle avait aussi pour but de donner quelque satisfaction au peuple, de détourner son mécontentement du système et de le canaliser vers les « dirigeants malhonnêtes ». Il ignorait la Constitution, les lois, les droits de l'homme et ne respectait pas la dignité humaine. Cette campagne ne visait pas à réformer le système mais à lui donner un minimum d'efficacité.

— La corruption a-t-elle une fonction dans le système soviétique ?

— Il y a deux genres de corruption, celle des gouvernants et celle des gouvernés. Le peuple soviétique est corrompu et corrompu mais la corruption joue aussi un rôle positif. Le système économique ne pourrait pas fonctionner sans elle, et l'économie officielle sans le marché noir. De plus, les Soviétiques l'utilisent pour améliorer leur niveau de vie et

se procurer les produits qu'ils ne trouvent pas dans les circuits officiels. Aussi toute la société est-elle pourrie jusqu'à la tête, et depuis la campagne Andropov, c'est une vérité officielle.

— Comment, dans ces conditions, peut-il y avoir une justice ?

— Elle existe. Même au temps où la justice était ouvertement corrompue, car en versant des pots-de-vin aux juges d'instruction, aux magistrats, aux procureurs, on avait la possibilité d'obtenir un verdict équitable. En bref, on achetait un jugement conforme à la loi. Et cela, jusqu'à la fin des années 60. Même pendant ces années, la plupart des gens jugés le méritaient. Je ne parle pas des procès politiques. L'impression que, en URSS, il n'y a pas de justice, que tous les accusés sont injustement poursuivis est fautive. Mais il est vrai que les lacunes de la procédure et de la législation donnent souvent lieu à des erreurs judiciaires.

« Les juges sont dépendants du parti »

— Peut-on parler de justice pour les prisonniers politiques ?

— Officiellement il n'y a pas de justice politique. En URSS on ne poursuit pas pour délit d'opinion, à condition que cette opinion ne soit pas exprimée. Mais les paroles et les écrits sont considérés comme des actes. Une fois exprimée, il ne s'agit plus d'une opinion, mais d'un acte répréhensible. Deux articles du code pénal permettent d'importer quel procès politique, l'article 70 qui réprime les « activités antisoviétiques » et l'article 190 qui vise la diffamation du régime.

— Maintenant que vous connaissez bien les systèmes judiciaires occidentaux, quels sont les pièges de la pratique soviétique de la justice ?

— Dans les lois elles-mêmes, les intérêts des accusés sont moins bien

garantis. La défense dispose de droits très limités. C'est ainsi par exemple que les avocats ne peuvent avoir accès aux dossiers de leurs clients avant la fin de l'instruction. Les preuves, même obtenues par des moyens illégaux, sont jugées recevables. Il n'y a pas de vérification de la constitutionnalité des lois. Le plus important, c'est que les juges, à tous les niveaux, sont dépendants du parti, puisque celui-ci doit approuver leur nomination. Dans les affaires politiques, les avocats membres du parti sont soumis aux directives de l'appareil ; quant aux sans-parti, ils doivent s'autocensurer sous peine de se voir retirer les dossiers.

— Il y a-t-il des changements depuis trente ans ?

— Je pense que oui. J'ai commencé à travailler sous Staline. A cette époque, il était fréquent que le fonctionnaire de l'organisation locale du parti téléphone directement au juge pour lui dicter le verdict. Après Staline, cette pratique est devenue moins systématique. Le niveau professionnel des juges s'est amélioré, bien que nous n'ayons toujours pas d'écoles de la magistrature. Tous les juges aujourd'hui ont au moins fait des études juridiques, mais la loi ne l'exige toujours pas. Les juges sont sélectionnés par les organisations du parti.

— Est-il possible de se faire une idée des condamnations à mort en URSS ?

— Une dizaine d'articles du code pénal prévoit la peine de mort aussi bien pour meurtre que crime économique, détournement de la propriété socialiste ou atteinte à la sécurité de l'Etat. J'estime que dans les années 60-70, deux à trois personnes étaient exécutées chaque jour, mais le nombre de peines capitales prononcées était au moins trois fois supérieure.

Propos recueillis par JACQUES AMALRIC et DANIEL VERNET.

M. KOHL SEMBLE RASSURÉ PAR SES ENTRETIENS A MOSCOU

(Correspondance.)

Bonn. — Sans être d'un optimiste débordant, le chancelier Kohl est resté mardi 13 février de Moscou plutôt rassuré. Il y a rencontré le nouveau secrétaire général du parti communiste soviétique, M. Constantin Tchernenko, et le numéro un allemand, M. Erich Honecker. « Le ton n'était pas aux accusations », a déclaré le chancelier à propos de son entretien d'une demi-heure au Kremlin, mais plutôt à la recherche d'une compréhension. M. Helmut Kohl, qui avait été le seul chef d'Etat occidental à rencontrer l'ancien Andropov, en juillet dernier, a renouvelé à M. Tchernenko l'invitation déjà faite à son prédécesseur de se rendre à Bonn. Il s'est également fait l'avocat d'une rencontre au sommet entre le numéro un soviétique et M. Ronald Reagan.

L'impression plutôt encourageante que retire le chancelier de son séjour moscovite semble surtout due aux conversations qu'il a eues, lundi soir, avec le chef de l'Etat allemand, M. Honecker. Les deux hommes se voyaient pour la première fois. La visite que le chef du PC est-allemand devait faire en Allemagne fédérale l'année dernière avait, en effet, été reportée. De cette rencontre, M. Helmut Kohl a retiré « un optimisme mesuré en ce qui concerne la possibilité de parvenir à un désarmement réel ».

M. Honecker lui-même aurait tenu des propos rassurants, dit-on à Bonn. « Nous sommes persuadés, aurait-il notamment indiqué, que l'on parviendra à dissiper les nuages noirs du danger de guerre qui planent aujourd'hui sur le monde et inquiètent les peuples ». Le chef du parti et de l'Etat est-allemand se serait prononcé pour des relations « raisonnables » entre les deux Allemagnes. Après la volée de bois vert infligée à la RFA par Berlin-Est, qui accusait le Parlement ouest-allemand d'avoir adopté le 9 février une déclaration « revancharde » sur les relations inter-allemandes, M. Honecker a toutefois mis son interlocuteur en garde contre la tentation de brûler les étapes et lui a rappelé fermement que de bonnes relations ne pouvaient être fondées que sur la reconnaissance de l'existence de deux Etats allemands séparés.

HENRI DE BRESSON.

« L'URSS et l'Afghanistan. — Il semblerait que les Soviétiques hésitent entre les négociations - indirectes - sous l'égide de l'ONU [entre Islamabad, Kaboul et Téhéran, auxquelles ne participeraient ni l'URSS ni la résistance afghane] et un durcissement de leur politique en Afghanistan », a déclaré M. Gérard Israël, député français au Parlement européen, rendant compte, le lundi 13 février devant la presse à Paris, de la récente visite d'une délégation européenne qui conduisait au Pakistan et des entretiens qu'il a eus à cette occasion avec des responsables de la résistance afghane. Il a également exprimé son inquiétude devant une situation qui « risque de mettre en danger la paix » et déclaré que les Européens devaient soutenir le Pakistan dans sa recherche d'une solution négociée au conflit afghan.

ASIE

Inde

De graves incidents ont entraîné la mort de onze personnes au Pendjab

Le couvre-feu a été décrété à Amritsar, la ville sainte sikh, et dans d'autres localités du Pendjab, à la suite de violences, mardi 14 février, entre extrémistes sikhs et hindous qui ont entraîné la mort d'un moins onze personnes et fait une soixantaine de blessés. Les affrontements ont commencé lorsque des groupes de militants hindous, réclamant la libération de l'un de leurs responsables arrêté lors d'une manifestation antérieure, ont voulu forcer les commerçants sikhs à suivre leur appel à la grève générale. Ces graves incidents font peser une incertitude sur les autonomistes sikhs, qui ont repris le même jour à la Nouvelle-Delhi.

De notre correspondant

A la suite d'une nouvelle initiative du premier ministre, M. Gandhi, les discussions tripartites sur la crise du Pendjab entre les dirigeants sikhs, le gouvernement indien et l'opposition parlementaire ont repris le 14 février à New-Delhi.

En Inde comme ailleurs, une hirondelle ne fait pas le printemps. Pourtant, la réponse positive des dirigeants modérés du mouvement d'agitation sikh, l'Akali Dal, à la nouvelle initiative de M. Gandhi a de quoi réchauffer les cœurs des membres du gouvernement. Depuis un an exactement, après l'échec de la première rencontre tripartite, c'est l'impasse au Pendjab, une situation qui n'a cessé de se dégrader pour culminer vers l'automne 1983 en une succession de grèves et d'émeutes souvent violentes.

La situation politique en Inde a bien changé en un an : lorsqu'en janvier 1983 les chefs de l'Akali Dal ont choisi de surseoir à tout accord avec le gouvernement central (bien que chacun ait admis à l'époque que des progrès considérables avaient été enregistrés), le Congrès (Indira) était en position de faiblesse, assailli de toutes parts au lendemain de deux cinglantes défaites électorales dans les Etats du Karnataka et d'Andhra Pradesh.

En pratique, au Pendjab comme ailleurs, à travers le pays, le Congrès (I) a mis à profit une année difficile pour laisser se dégrader l'équilibre fragile des rapports de forces dans le camp de ses adversaires. En pratiquant une politique de la main tendue mais en refusant de s'engager au-delà d'une simple reconnaissance de principe du « cas spécial des sikhs », le gouvernement de M. Gandhi a réussi à isoler les éléments durs de l'agitation sikh, représentés notamment par les « fondamentalistes » du Sant Jarnail Singh Bhindranwale et les extrémistes « indépendantistes », comme Balbir Singh Sandhu, le soi-disant secrétaire général du Conseil national du Khalistan.

Contre toute attente, la grève générale au Pendjab, le 8 février dernier - une initiative des sikhs modérés - a été bien suivie, mais pacifique dans l'ensemble. Il est vrai que, dès le moment où le gouvernement central avait décidé de suspendre de lui-même toutes les liaisons ferroviaires et routières avec le Pendjab et de fermer écoles et collèges pour la journée, la paralysie de l'Etat était pratiquement assurée. La réussite du mouvement a néanmoins eu comme conséquence immédiate de renforcer la position des éléments sikhs modérés, aujourd'hui représentés par un regroupement d'anciens rivaux comme le chef du « clergé » sikh, le Sant Harchand Singh Longowal, et de comme administrateurs importants des institutions législatives et financières de la communauté sikh, MM. Gurcharan Singh Tohra et Prakash Badal.

Corde raide

La réussite du mouvement a néanmoins eu comme conséquence immédiate de renforcer la position des éléments sikhs modérés, aujourd'hui représentés par un regroupement d'anciens rivaux comme le chef du « clergé » sikh, le Sant Harchand Singh Longowal, et de comme administrateurs importants des institutions législatives et financières de la communauté sikh, MM. Gurcharan Singh Tohra et Prakash Badal.

Depuis quelques jours, le gouvernement de M. Gandhi pousse ce qui lui a longtemps fait défaut : des interlocuteurs sikhs qu'il juge capables de raison. Selon le gouvernement, le problème sikh ne serait qu'un problème de chiffres et de partage sur les eaux d'irrigation ; mais aussi, quant au statut de la ville de Chandigarh, à présent capitale commune pour les deux Etats du Pendjab et de l'Haryana.

Le problème des sikhs est bien plus profond, et résulte du refus du gouvernement central de reconnaître leur existence en tant que communauté culturelle et religieuse distincte. Depuis l'indépendance, les sikhs ont en effet été « assimilés », aux termes de la constitution, à la communauté hindoue. C'est cet amalgame, en particulier, qui suscite leur colère.

Sur ce point précis, rien de nouveau n'a été proposé et, à New-Delhi, on feint de croire que la menace proférée par l'Akali Dal d'immoler le 27 février prochain une copie de l'article 25 de la Constitution (relatif aux droits des minorités) n'est que bluff, tant il est vrai qu'un tel geste symbolique serait condamné par l'opposition tout entière. Cette fois les deux camps, Akali Dal modéré et gouvernement, sont sur une corde raide. La faction militante extrémiste du mouvement n'attend qu'une erreur ou qu'un échec pour reprendre ses coups de main.

[Indim].

La bureaucratie au Vietnam

Parler du Vietnam sans complexe ni tabou, en dehors de tout esprit de croisade.

Georges Bonnardel, Dal Yuh Bang, Chin Tin, Daniel Henry, Li Duc Tho, Michael Myers, Nam Cao, Nguyen Duc Huan, Nguyen Khac Vien, Tran Van Tra.

VIETNAM-ASIE-DÉBAT-1

L'Harmattan, 7, rue de l'Ecole-Polytechnique, 75005 PARIS.

NOU **LES** ELLES

L'HEBDO QUI
FAIT BOUGER
LES NOUVELLES.



CHAQUE JEUDI.

Le Monde

politique

M. MITTERRAND A CLUNY

« On perd ou on gagne ensemble »

Cluny. — Il y a les morts et les vivants. Berry Albrecht et Jacques Guérin d'abord. Cluny leur a donné les noms de deux de ses rues que M. François Mitterrand a inaugurées mardi 14 février. La première, cachée à Cluny par M. et Mme Gouze, les parents de M. Danilou Mitterrand, arrêtés par la Gestapo à Mâcon, est morte décapitée à la hache ou pendue — on ne sait pas bien, — à la fin du mois de mai ou au début du mois de juin 1943. Le second, maire de la commune en 1944, est mort en déportation.

Et tous les autres. Ceux du monument aux tués de la dernière guerre inauguré en août 1948 par M. François Mitterrand, alors sous-secrétaire d'Etat à l'Information, et le général de Lattre de Tassigny. Ceux — quarante et un sur soixante et onze — qui ne sont pas revenus des camps où ils avaient été conduits, quarante ans plus tôt, jour pour jour, après la rafle effectuée par les Allemands dans la commune, le 14 février 1944.

Il y avait ceux qui restent. M. Philippe Dechartre, aujourd'hui président du mouvement Solidarité participation (gaulliste de gauche) et militant du RPR, qui se souvient d'avoir rencontré à Mâcon — c'était le nom de guerre de M. Mitterrand — pour la première fois sur un quelconque, un petit matin de 1943, à Lyon. Chacun débarquait d'un train. « Il avait un béret basque, la moustache, une longue écharpe et des knickerbockers », raconte M. André Bettencourt, sénateur républicain indépendant de Seine-Meuse, ancien ministre, qui n'avait pas vu Cluny depuis quarante ans. Il y était venu, la fois précédente, pendant la guerre, avec M. Mit-

De notre envoyé spécial

terrand, chez M. et Mme Gouze. A l'époque, MM. Dechartre et Bettencourt ont travaillé dans le même réseau que M. Mitterrand, au mouvement national des prisonniers de guerre et déportés.

MM. Jean Munier et Patrice Pelat ont été prisonniers avec M. Mitterrand. « Il a été le premier évadé de notre commando », dit M. Munier. Ce jour-là, il y avait 30 centimètres de neige. Et 700 kilomètres à faire à pied. Je lui ai dit : « Pourquoi pars-tu maintenant ? ». Il m'a répondu : « Parce que les Allemands ne pensent pas que l'on puisse s'évader par un temps pareil. »

Ils se sont retrouvés dans la Résistance. Un jour, toujours dans un train M. Pelat a rencontré « une belle fille ». C'était Christine Gouze. Et voilà comment M. Mitterrand s'est rendu chez les Gouze, parents de Danilou Mitterrand. Et voilà comment Jean Munier a épousé Ginette, première secrétaire de M. Mitterrand au mouvement national des prisonniers. Secrétaire « porteuse de valises », valises d'armes et de documents. « C'est un frère pour moi », dit-elle. Ils forment une sorte de famille, tous plus ou moins témoins des marivages, parents des enfants des autres. Il y avait aussi MM. Charles Moulin, écrivain, et Pierre Morli, sénateur (gauche démocratique) des Alpes-Maritimes. Manquaient le général Pierre de Bénouville, député (app. RPR) de Paris, en voyage aux Etats-Unis, le colonel Prasny (M. André Dewavrin), tous deux compagnons de la Libération, M. Georges Beauchamp, membre du Conseil économique et social, signataires comme les autres,

d'une déclaration dans laquelle ils déclaraient, le veille, la « campagne inépuisable » dirigée contre le passé du président de la République.

Mais il y avait tout Cluny. Le chef de l'Etat a évoqué sa première rencontre avec Berry Albrecht. « Elle symbolise aujourd'hui l'un des instants où notre histoire s'est faite, où notre histoire a recommencé d'être » — et avec M. Henri Fréney, lui aussi hébergé à Cluny dans la famille Gouze, qui l'avait aidé à organiser le Mouvement de libération nationale. Il a trouvé dans cette cérémonie « un motif d'espérer », puisqu'étaient rassemblés des femmes et des hommes « profondément attachés à leur patrie, « sans le crier sur les toits, sans vanité, sans gloire, car ils sont faits comme cela ». Des femmes et des hommes « qui protestent, qui se fâchent, mais qui, à l'heure du devoir, sont là. » A partir de là, « il dit, que de difficultés s'effacent ! Qu'il est bon de sentir que nous appartenons à la même communauté, au même peuple ! » Il faut savoir, a ajouté le chef de l'Etat, « que l'on perd ou que l'on gagne ensemble ». Certes, « l'effort d'aujourd'hui est d'un autre ordre » que celui de la guerre, mais « l'effort est toujours là, si nécessaire ». Et d'abord l'effort « sur nous-même pour mieux comprendre ce qui nous rassemble plutôt que ce qui nous déchire ».

M. Mitterrand a fort peu parlé de sa guerre. « Donnage qu'il soit aussi discret », dit M. Jean Munier. C'est que — pudeur sans doute — M. Mitterrand n'a pas, dit-il, « le réflexe ancien combattant ».

JEAN-YVES LHOMEAU.

APRÈS LES DÉCLARATIONS DE M. LE PEN

Le MRAP demande le droit de répondre au président du Front national

Le MRAP (Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples) a demandé, mardi 14 février, à la direction d'Antenne 2 le droit de répondre aux déclarations faites la veille par le président du Front national, M. Jean-Marie Le Pen, au cours de l'émission « L'heure de vérité ».

« M. Le Pen, déclare le mouvement, a propagé pendant plus d'une heure les thèmes de sa propagande démagogique et les provocations à la haine contre les immigrés sans que lui soit opposé un droit de réponse. Ce temps d'antenne sans précédent est largement supérieur au temps de parole auquel les organisations anti-racistes réunies ont eu droit pendant ces cinq dernières années. Sans mettre en cause le droit à l'expression, le MRAP demande qu'il ne soit pas fait deux poids et deux mesures au détriment de ceux qui défendent la démocratie et la cohabitation des communautés vivant en France ».

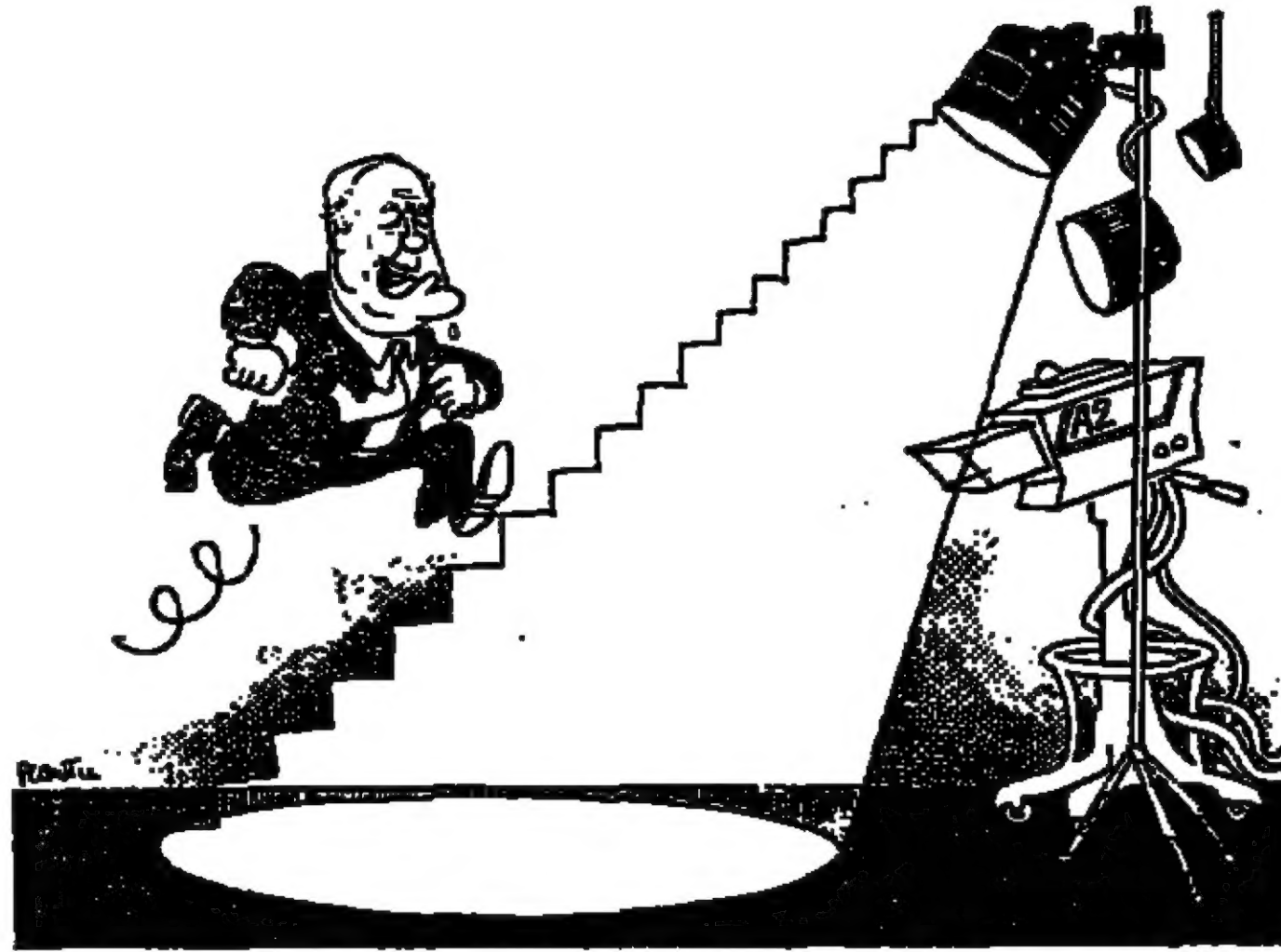
M. LABBÉ (RPR) : nous devons travailler en commun

A l'Assemblée nationale, M. Claude Labbé, président du groupe RPR, a déclaré, mardi 14 février, à l'issue de la réunion de son groupe : « M. Le Pen existe, c'est une réalité politique d'aujourd'hui. Nous devons compter avec une formation politique qui existe, travailler en commun, se concerter et ne pas dire : je ne vous connais pas ». M. Labbé a estimé que le président du Front national « est plus proche dans ses relations personnelles du poujadisme, dont il a été l'un des représentants, que d'un fascisme qui n'a pas beaucoup de chances de revoir le jour en France. Nous disons qu'il faudra compter et coexister avec lui parce que cela correspond à une réalité. Mais coexistence ne signifie pas alliance ».

M. Labbé a encore déclaré : « La gauche, par ses excès, son incapacité et son irresponsabilité, a fait du phénomène Le Pen un événement qui grossit. S'il obtient des voix aux élections européennes, il le devra aux crispations provoquées par la gauche et à la publicité qui lui a été faite par la majorité ».

M. CHARZAT (PS) : inepte et dangereux

M. Michel Charzat, député socialiste de Paris, a estimé, pour sa part : « Préférer que cet ancien député poujadiste est la nouveauté politique de l'année 1984, c'est oublier qu'il navigue depuis plus de trente



PLANTU.

ans dans les eaux troubles de l'extrême droite.

Le Pen est adepte des propos simplistes, à la limite de l'outrance. Son programme tient en quelques mots : « La France aux Français ». Voilà qui met du baume au cœur aux nostalgiques du pétainisme. Mais ce mot d'ordre est non seulement inepte mais aussi dangereux. Inepte car, ne tenant nullement compte des réalités économiques et sociales, il escamote le rôle joué par les communautés étrangères dans l'expansion de notre pays ; dangereux, car il débouche à terme sur le racisme avec toutes ses manifestations les plus odieuses.

Il est inquiétant de voir que de nombreux militants du RPR ou de l'UDF rejoignent le Front national, parfois de façon isolée, le plus souvent en groupe.

« L'HUMANITÉ » : les apprentis sorciers

Commentant les réactions suscitées par les propos de M. Le Pen, Gérard Le Puill écrit, dans l'« Humanité » du mercredi 15 février, que « cette heure de banalisation de l'idéologie fascisante » devrait « faire réfléchir les apprentis sorciers qui, par calcul politicien ou recherche du sensationnel, tendent complaisamment leurs micros et ouvrent leurs colonnes à l'extrême droite dans le but d'en faire un courant somme toute respectable de la vie politique française ».

Le quotidien du PCF ajoute, d'autre part, à propos de la réaction du président du groupe RPR de l'Assemblée nationale : « Malgré sa sa radicalisation dans l'opposition,

c'est la première fois que le parti de Chirac se prononce aussi clairement pour travailler la main dans la main avec une extrême droite qui lui a, il est vrai, toujours fourni des transfuges en mal de carrière politique ».

L'audience de M. Le Pen — 17,4 % de taux d'écoute : tel est le résultat de la mesure de l'audience dans les foyers, effectuée, chaque soir, pour la télévision par Audimat. Le même soir, 37,8 % des foyers ont regardé la Siène du Mississippi, et 23,5 % Gueule d'amour (1 % représente cent quatre-vingt-cinq mille foyers). Ce résultat place M. Le Pen derrière M. Chirac, qui, lors de son dernier passage à « L'heure de vérité », avait obtenu 17,7 %, et devant M. Veil (15,7 %). Le président de la République avait totalisé 23 % d'écoute le 17 novembre dernier.

NOUVEAU caméra 7
Magasin SONY
Téléviseur SONY
KV2252F - 56 cm
Haut de gamme
Télécommande Design
PROFEEL TUBE TRINITRON
30 canaux programmables
Son biphonique 2 x 12 W
MONITEUR
PAL & SECAM 7900 F
7, rue La Fayette, 75009 PARIS
Tél. : 280-35-12 / Tél. : 674-94-45

LA PRÉPARATION DES ÉLECTIONS EUROPÉENNES

L'Assemblée des communautés adopte le projet de traité instituant une « Union européenne »

Même si leurs militants doivent se faire tirer l'oreille, le RPR et l'UDF présenteront une liste commune aux élections européennes du 17 juin, déclare M. Simone Veil. La chose est entendue et l'UDF se plait à dire aujourd'hui que cet accord a été rendu possible dans la mesure où le parti de M. Jacques Chirac a rallié ses thèses. Ce « ralliement » a cependant ses limites. Elles sont apparues mardi 14 février à Strasbourg, lors du débat et du vote à l'Assemblée des Communautés européennes du projet de traité instituant l'Union européenne.

Ce projet, dont le rapporteur général, M. Altiero Spinelli (com., Italie) a souligné qu'il

« porte qui rend possible le passage de la coopération (entre les Etats membres) à l'action commune », prévoit notamment l'attribution à l'Assemblée de Strasbourg d'un véritable pouvoir législatif et budgétaire et la réduction de la dépendance de la commission de Bruxelles par rapport au conseil des ministres. Tandis que les démocrates-chrétiens et les libéraux français votaient pour, les gaullistes — à l'exception de M. Gérard Israël (1) — choisissaient de ne pas participer au vote, leur président, M. Christian de La Malène, jugeant ce projet « inadaptable, irréaliste dans ses orientations (...) et inopportune face aux difficultés actuelles ».

De notre envoyée spéciale

actuel d'« unionification » veut instituer entre les Etats membres de la Communauté une Union européenne. Une telle union, explique M. Spinelli, permettrait de « réaliser des politiques d'envergure qui ont besoin pour se prolonger dans le temps de se fonder sur de larges consentements et de briser certaines rigidités nationales ».

Le projet prévoit notamment que l'actuelle assemblée de Strasbourg disposerait d'un pouvoir législatif et budgétaire et donnerait « l'investiture à la Commission [de Bruxelles] en approuvant son programme politique », ce qui réduirait la dépendance de cette commission par rapport au conseil des ministres, qui devient « conseil de l'Union ». Au sein du conseil, l'utilisation du droit de veto ne serait conservée que pendant dix ans, et il devrait à chaque fois qu'il est utilisé être justifié par la mise en cause d'un « intérêt national vital ».

Enfin, il reviendrait au Conseil européen de nommer le président de la Commission des Communautés et d'adresser des « messages aux institutions » dans le cadre de cette Union européenne. Le projet définit aussi les domaines qui relèveraient de la seule compétence de l'Union, domaines dans lesquels les Etats membres devraient accepter un abandon partiel de leur souveraineté.

Mme Simone Veil, qui, avec l'ensemble du groupe libéral, a voté l'adoption du projet de traité, a

Le MRG adopte son pré-programme

Le MRG vient d'adopter un premier document de synthèse sur l'Europe. Il a été présenté mardi 14 février par le porte-parole du MRG, M. Thierry Jeantet, membre du secrétariat national. Ce dernier, ainsi que M. Jean-François Hory, député de Mayotte, a, d'autre part, rejoint la délégation permanente de Convergences démocratiques, qui, à l'initiative de MM. Edgar Faure et Maurice Faure, se propose de constituer une liste pour les européennes.

Les radicaux de gauche, qui doivent se prononcer définitivement le 4 mars sur leur stratégie pour les élections européennes, ont mis au point un pré-programme qui s'organise autour de cinq chapitres. Le premier — « L'Europe du premier civisme » — énumère des propositions concrètes, notamment une éducation civique européenne, la création d'une chaîne de télévision inter-européenne, un statut européen des associations, une carte d'identité européenne ou encore la définition d'un espace européen des droits de l'homme.

Le second chapitre — « L'Europe des projets et du réalisme », — traitant de l'économie, prévoit une poli-

tique concertée de réduction du temps de travail avec compensation par une diminution corrélatrice des salaires, la suppression des contrôles douaniers à l'intérieur de la Communauté, la mise en place de statuts européens pour les entreprises, les coopératives et les mutuelles, des politiques communes dans les domaines de l'industrie, de la recherche ou encore de l'énergie et des transports. Enfin, le MRG souhaite donner une nouvelle dimension à l'ECU, qui doit devenir « une monnaie utilisée par les particuliers ».

Favorable à une défense commune, le MRG souhaite que les institutions évoluent vers une véritable exécutif européen et une extension des compétences européennes, avec création de ministères ou de départements d'action européens et une forte augmentation du budget.

Enfin, dans un cinquième chapitre, le MRG se prononce pour l'élargissement de la Communauté à l'Espagne et au Portugal, qui assure le projet, « sera d'autant mieux réalisé qu'une Europe politique forte-ment unie existera ».

donné dans son intervention les éléments d'une synthèse entre les plus farouches partisans d'une union européenne et ceux qui, comme M. Christian de La Malène, se déclarent d'accord avec les objectifs, mais s'opposent à la procédure retenue, parce que « ce ne sont pas les mécanismes institutionnels qui peuvent suppléer la volonté politique ». L'ancienne présidente de l'Assemblée de la Communauté européenne remarque en effet que « les réformes institutionnelles ne sont pas la solution miracle ».

Si mardi, à Strasbourg, le projet de traité d'union européenne a été adopté à une large majorité, il lui faut encore, pour être appliqué, être ratifié par une majorité d'Etats membres des Communautés (Parlements nationaux et gouvernements), dont la population forme les deux tiers de la population globale des communautés.

CHRISTINE FAUVET-MYCIA.

En bref

● Les candidats du Parti démocrate français aux élections européennes. — Le bureau du Parti démocrate français (PDF), que préside M. Guy Gennesseaux, conseiller de Paris, a établi la liste de ses six candidats qu'il souhaite voir figurer sur la liste européenne d'union de l'opposition que conduira M. Simone Veil (1). Au cours d'une entrevue avec cette dernière, M. Gennesseaux a suggéré que, après la dernière place sur la liste qui est réservée à M. Bernard Pons (RPR), l'ordre des représentants des diverses autres formations associées à l'UDF et au RPR soit tiré au sort.

Le président du PDF, qui se félicite des relations « tout à fait confiantes » qu'il a nouées avec M. Chirac et avec le RPR suggère que la liste d'opposition prenne pour titre « Union nouvelle pour une Europe de progrès » et demande que des discussions s'ouvrent pour l'élaboration d'un « programme commun européen de l'opposition ».

(1) Il s'agit de MM. Gennesseaux, Michel Grossmann, vice-président, Michel Chausseaud, Jean-François Coblence, Rainer Wunenburger, secrétaires nationaux, et Michel Honeci, président de la fédération de Seine-et-Marne.

● M. Lalonde et la création d'un « pôle nouveau ». — Membre de la délégation permanente de Convergences démocratiques, qui, à l'initiative des « deux Faure », entend constituer une liste pour les élections européennes, M. Brice Lalonde estime, dans le *Matin de Paris* daté du 15 février, qu'« il est plus important de participer — aux affrontements réels entre libéraux auto-gestionnaires et étatistes nationaux — que de s'épuiser dans le clivage gauche-droite ou de se marginaliser dans un parti « vert » à l'allemande ». Hostile à ce que le MRG ou un autre groupe revendique la paternité d'une future liste, l'ancien candidat à la présidence de la République entend non pas « tomber à gauche, mais participer à la création d'un pôle nouveau ». Il considère que MM. Edgar Faure et Maurice Faure ne peuvent « symboliser ce courant, sauf s'ils symbolisent la prise de conscience de la classe politique ».

● Une liste trotskiste aux élections européennes. — M. Pierre Lambert, membre du comité central du Parti communiste internationaliste (PCI, trotskiste), a annoncé, mardi 14 février, au cours d'une conférence de presse, que sa formation présentera une liste aux élections européennes de juin prochain, si la « majorité PS-PCF » ne rompt pas avec sa « politique de subordination aux intérêts capitalistes ».

● RECTIFICATIF. — Dans l'article consacré au comité exécutif du Parti radical (le *Monde* du 14 février) le nom de M. Corentin Calvez, membre sortant de l'Assemblée des Communautés européennes a été omis dans la liste des candidats à la candidature aux élections européennes. M. Calvez figurait en cinquième position sur la liste retenue. M. Yves Galland est, lui aussi, membre de l'Assemblée de Strasbourg.

INNOCENT
OUBLIÉ DEPUIS 2 ANS
dans sa prison italienne
VANNI MULINARIS
est entré aujourd'hui
dans son 14^e jour de grève de la faim.
Aidez-nous à le soutenir,
et participez à notre effort
**FÉDÉRATION INTERNATIONALE
DES DROITS DE L'HOMME**
27, Rue Jean-Dolent, 75014 PARIS
Tél. : 331-94-95 - CCP 7676 Z

Jeudi 16 février 1984

55 من الأول

société

LA LUTTE CONTRE LA TOXICOMANIE EN FRANCE

Le gouvernement envisage d'interdire la vente du trichloréthylène aux mineurs

M. Joseph Franceschi, secrétaire d'Etat à la sécurité publique, devait annoncer, au cours du conseil des ministres du 15 février, plusieurs mesures concernant la lutte contre la toxicomanie et dresser un bilan de la répression contre la drogue en 1983. Le secrétaire d'Etat envisage d'interdire la vente aux

mineurs du trichloréthylène, un solvant qu'on trouve en droguerie.

Au cours d'une conférence de presse le 16 février, M. Franceschi rendra publics d'autres mesures et fera le point de l'action de la mission interministérielle de lutte contre la toxicomanie.

M. Franceschi rend hommage aux actions de l'Office central de lutte contre le trafic illicite des stupéfiants (OCTRIS) et de la brigade des stupéfiants de la préfecture de police de Paris. Il estime que la lutte contre la toxicomanie a été rendue plus efficace grâce de l'augmentation des effectifs de police chargés de cette mission.

Il y a eu en France, en 1983, 190 suicides mortels (164 en

1982). Si l'on considère que ces données sont indicatives de la montée de la toxicomanie en France, il faut cependant en souligner le caractère relatif et les comparer aux statistiques de la RFA (472 suicides en 1983, contre 383 en 1982).

Pour ce qui est du trafic, on a assisté, l'année dernière, à une modification des filières. Les trafiquants asiatiques, bien implantés à Paris dans les années précédentes, se sont fait plus discrets. L'OCTRIS, que

dirige le commissaire Jacques Franquet, a arrêté, en moins de deux ans, deux cents seize Asiatiques et saisi 170 kilos de drogues dures qu'ils détenaient. D'autre part, d'importants résultats ont été obtenus dans la lutte contre le trafic de la cocaïne.

Pour la première fois cette année, les saisies de cocaïne ont dépassé le nombre des saisies d'héroïne (230 kilos de cocaïne et 177 kilos d'héroïne). En revanche, le marché de l'héroïne en provenance des pays asiatiques semble mieux structuré que par le passé. Une dizaine de grossistes installés à Paris - dont plusieurs Tunisiens - importent de la drogue en provenance d'Asie du Sud-Est. Cette drogue est expédiée par bateaux dans les grands ports de Belgique et des Pays-Bas, et entreposée à Amsterdam par des correspondants asiatiques, en liaison avec les gros trafiquants de Hongkong.

Paris compte plusieurs lieux actifs de revende par des intermédiaires commandités par les grossistes. Il s'agit principalement des quartiers du faubourg Montmartre, de la place de la République et de la gare de Lyon, où se trouve l'îlot Chalon. L'opération de police menée contre les squats de ce quartier - la veille de la communication du secrétaire d'Etat au conseil des ministres - a permis la saisie d'une dizaine de kilos de haschich et de 1,5 kilos d'héroïne granuleuse en provenance du Sud-Est asiatique.

L'endroit était repéré depuis quelques mois par les policiers - des opérations d'ampleur plus modestes ont été récemment menées contre l'îlot Chalon. On peut douter, cependant, que l'opération du 14 février permette de remonter une filière et même jusqu'à l'un des grossistes parisiens, dont un seul aurait écoulé en un an 70 kilos de drogues. On peut estimer que plusieurs centaines de kilos d'héroïne ont donc été revendus en 1983 à Paris.

CHRISTIAN COLOMBANI

L'inquiétude des milieux médicaux

L'augmentation de la consommation de drogue en France a amené l'Académie de médecine à consacrer une séance aux toxicomanies. Le professeur Pierre Lépine (Paris) a fourni sur ce sujet les derniers chiffres disponibles. Le point le plus préoccupant, a-t-il souligné, est la croissance fulgurante de la consommation de drogues « dures » (de type héroïne), en provenance du Sud-Est asiatique, dont le prix relatif, depuis dix ans, a fortement décliné.

En 1983, les douanes françaises ont saisi 22,3 tonnes de cannabis, 284,2 tonnes d'héroïne et cocaïne et 10 097 doses de LSD, ce qui représente une augmentation de 40 % par rapport à 1982. Plus de deux tiers de ces saisies ont été effectuées aux aéroports d'Orly et de Roissy. 2 800 trafiquants professionnels ont été interpellés, soit trois fois plus qu'en 1982.

Ces trafiquants, a ajouté le professeur Lépine, utilisent aujourd'hui non seulement les procédés classiques (valises à double fond, courses d'art édiées, doublures de vêtements),

mais encore la dissimulation dans leur organisme, ce qui a déjà provoqué des morts par rupture accidentelle des sachets de drogue dans le corps des trafiquants.

Les hospitalisations pour toxicomanie, quant à elles, ont décuplé en douze ans. Dans plus de 80 % des cas, les toxicomanes sont âgés de quinze à vingt-cinq ans, mais l'âge d'entrée dans la toxicomanie est de plus en plus précoce. Dans près de la moitié des cas, le produit de départ a été le cannabis, fréquemment associé à l'alcool. Le recours aux solvants (colles, résines) est de plus en plus fréquent, comme en témoigne la gravité des accidents qu'ils provoquent (asphyxies, défaillances cardiaques).

Il s'agit, au total, a conclu le professeur Lépine, d'une « marée montante des toxicomanies », contre laquelle « la répression, telle qu'elle existe aujourd'hui, est fondamentalement insuffisante ». Il est « essentiel que l'ensemble du corps médical français prenne conscience de ce problème ».

Plus de six cents interpellations à Paris au cours d'une vaste opération de police

Six cent vingt personnes, dont cinquante-huit femmes, en grande majorité de nationalité malienne, marocaine et algérienne, ont été interpellées, mardi 14 février dans l'après-midi, au cours d'une opération de police de grande envergure dirigée contre l'îlot Chalon, un quartier insalubre situé en bordure de la gare Paris-Lyon, dans le douzième arrondissement de la capitale.

Un demi-millier de gendarmes mobiles, CRS, gardiens de la paix et inspecteurs de la brigade des stupéfiants, accompagnés de chiens dressés pour la recherche de la drogue, ont investi le quartier vers 14 h 30, après que tout le périmètre ait été étroitement bouclé. Les policiers devaient procéder sur place à

un contrôle systématique des identités, accompagné de fouilles corporelles, conduisant ensuite les personnes en situation irrégulière - la plupart d'entre elles étaient démunies de papiers - dans la cour d'une usine désaffectée de l'avenue Daumesnil. De là, des cars de la préfecture de police les ont conduites au centre de formation des gardiens de la paix de Vincennes, où se sont poursuivies les contrôles.

Selon la préfecture de police, cette opération s'est soldée par la découverte d'un kilo d'héroïne et de quelques deux cents plaques de haschich lors des perquisitions opérées dans dix-sept immeubles. D'autre part, trente-trois personnes ont été

mises à la disposition de la police judiciaire pour infraction à la législation sur les étrangers, vingt et une pour trafic de stupéfiants et plusieurs autres pour recel de matériels divers, travail clandestin, détention d'armes blanches, etc. Des magasins et des logements ont été sévèrement perquisitionnés mais, en dépit de la manière « musclée » dont les choses ont été menées, aux dires des témoins, aucun incident n'a été signalé.

Le dernier grand squat de Paris

Voué à la démolition depuis des années, l'îlot Chalon a la forme d'un parallélogramme d'une superficie de 9 hectares, bordé par le boulevard Diderot, l'avenue Daumesnil et les rues de Chalon et de Rambouillet. Six passages étroits le découpent en blocs d'immeubles tous vétustes, dont un grand nombre sont partiellement en ruine. La présence d'une population misérable d'immigrés dans ce ghetto sordide, dépourvu de toute installation sanitaire digne de ce nom, n'est pas récente : dès le début du siècle, des ouvriers maçons italiens s'y installaient, à peine débarqués à la gare toute proche.

Après eux, des Chinois s'y établissent, qui allaient céder la place au lendemain de la seconde guerre mondiale à des Maghrébins, puis à des Africains (Sénégalais, Maliens, Ivoiriens, Mauritanais, Guinéens et Nigériens). On estime à environ trois mille cinq cents, dont 65 % de sujets africains, le nombre de personnes vivant dans ce quartier (le Monde daté 19-20 juillet 1983).

La mairie de Paris, après avoir souvent promis la démolition pure et simple de cette « cour des miracles », a finalement opté pour une solution de réhabilitation-rénovation, c'est-à-dire un curetage intensif qui n'épargnerait la pioche qu'à de rares bâtiments.

Les premiers travaux devaient être prochainement entrepris. L'opération policière du 14 février n'est peut-être pas sans rapport avec l'immensité de l'ouverture du chantier.

J.-M. DURAND-SOUFFLAND.

VU SUR TF 1 « A vos gourbis ! »

Les vieux profs le savent : les sujets baveux les mieux rodés peuvent se transformer en gâchis. A vous le chahut monstre si vous patinez. A vous le silence médusé - bien rare - si vous brillez. C'est dire qu'une « Edition spéciale » consacrée au racisme Anne Sinclair jouait les trompe-la-mort sur TF 1, vingt-quatre heures après le tour de piste de Jean-Marie Le Pen sur les petits égarés de la chaîne concurrente.

Ce ne fut ni le chahut ni le silence, mais, après une mise en route un peu quinquise, de l'intérêt. Un intérêt agité, éternel, tendu, apaisé, soutenu, critique. Le tout dans le désordre, au gré des affirmations et des analyses, des reportages (comme celui, très réussi, sur la Cité des 4000 à La Courneuve) et des témoignages (comme ceux des arrivants de Radio-Beur, antenne des immigrés de la deuxième génération, et des auditeurs de Radio-Méditerranée, pluraliste et marshalliste).

Dans cette « Edition spéciale » en forme de « mosaïque », il fallait trier, picorer, repousser. Il fal-

lait écouter et regarder. En somme, il fallait tout supporter pour pouvoir comprendre, tout entendre pour juger.

Les uns n'auront pas apprécié, pour ne pas dire plus, le ton et les airs « jeune technocrate de la politique » de M. Jean-Pierre Stirbois, nouvel adjoint au maire de Dreux, invitant les immigrés mécontents de leurs cités en bidon à « retourner dans leurs gourbis ». Les autres se seront choqués de la véhémence et des revendications (le droit de vote, par exemple) exprimées par la présidente de Radio-Beur.

Point de vagues, cependant, sur le plateau. Anne Sinclair veillait au grain. Trop sans doute. Car on avait l'impression - bien nette - qu'elle ne s'était entourée que de gens de son avis (le professeur Albert Jacquart, généticien, le philosophe Taguieff, Mme Françoise Gaspard, députée PS d'Eure-et-Loir), contenant les autres dans des interventions en duplex. Une précaution irritante.

LAURENT GRELSAMER.

La maison des BIBLIOTHEQUES

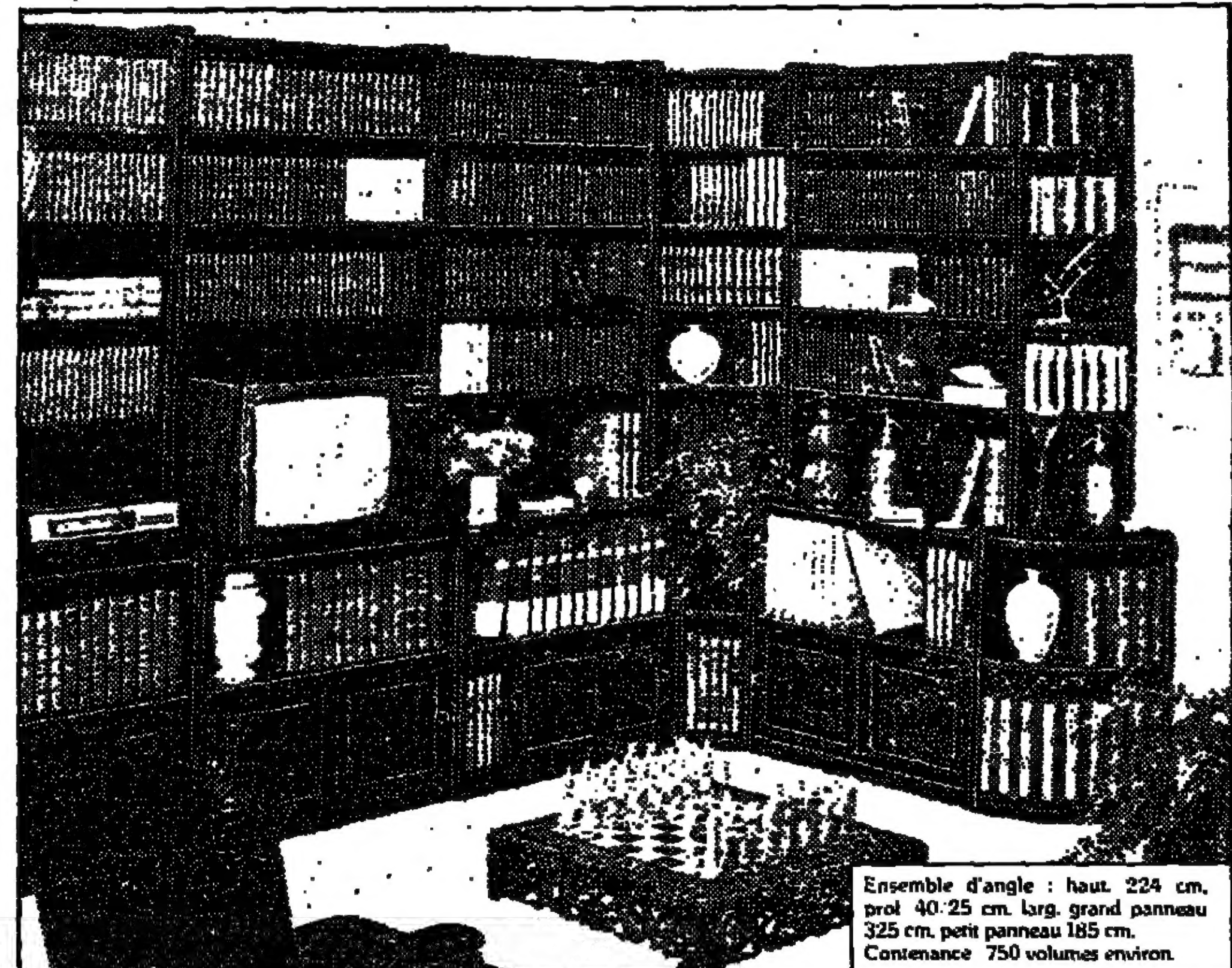
PARIS • BRUXELLES • GENEVE • NEW-YORK • ROME



Ensemble d'angle - haut. 238 cm. prof. 35 cm. long. grand côté 370 cm. long. petit côté 214 cm. Contenance : 700 volumes environ

LIGNE OR : 24 modèles JUXTAPOSABLES - SUPERPOSABLES

Le spécialiste européen pour le rangement des livres de tous formats, La Maison des Bibliothèques propose une nouvelle ligne exclusive, extrêmement sobre et fonctionnelle. La « Ligne OR » vient ainsi compléter le très large éventail de La Maison des Bibliothèques (Standard, Rustiques, Contemporains, Ligne Noire, etc.). Ces prestigieux modèles permettent de constituer, par simple superposition et juxtaposition, la bibliothèque idéale quelle que soit la place dont on dispose. Véritable architecture de montants et de traverses OR habillées de panneaux et d'étagères Noires ou laque, la « Ligne OR » apporte une solution rationnelle et très décorative au rangement de tous vos ouvrages, aussi bien professionnels que de collection ou d'agrément.



Ensemble d'angle - haut. 224 cm. prof. 40-25 cm. long. grand panneau 325 cm. petit panneau 185 cm. Contenance : 750 volumes environ

LIGNE NOIRE : 12 modèles VITRÉS JUXTAPOSABLES - SUPERPOSABLES

L'une des plus récentes créations exclusives de LA MAISON DES BIBLIOTHEQUES réalisée à partir d'un nouveau matériau permettant un usage dans la masse, identique à celui du bois massif. Tous les modèles de la LIGNE NOIRE (JUXTAPOSABLES ET SUPERPOSABLES par simple pose sans aucune fixation) permettent de constituer des véritables bibliothèques très élégantes. De nombreux accessoires (1/4 de ronds, meubles d'angle, abajour-sécretares, étagères T.V., etc.) offrent de multiples possibilités de décoration intérieure comme d'aménagement de cabinets de travail. Maintenant disponible en 6 teintes : Noir - Brun saïjou - Beige - Vert bronze - Gris - Blanc.

La maison des BIBLIOTHEQUES

PARIS • BRUXELLES • GENEVE • NEW-YORK • ROME

Paris : 61, rue Froidevaux, 14°

Magasins ouverts le lundi de 14 h à 19 h et du mardi au samedi inclus de 9 h à 19 h sans interruption.

Métro : Denfert-Rochereau - Galté - Edgar Quinet. Autobus : 28, 38, 58, 68.

MAGASINS RÉGIONAUX ouverts du mardi au samedi inclus

BORDEAUX 10, rue Buffard, tél. (56) 44 38 42	LIÈGE 88, rue Esquermoise, tél. (20) 55 89 39	MARSEILLE 109, rue Paradis (quartier Estrangin), tél. (91) 37 60 54	NANTES 15, rue Gambetta (près rue Coumiers), tél. (40) 74 58 35	ROUEN 42, rue des Charrettes, tél. (33) 71 35 22
CLERMONT-FERRAND 22, r. G. Clemenceau, tél. (78) 93 97 06	LYONS 57, rue Jules-Norcia, tél. (56) 78 15 42	MONTPELLIER 8, rue Serane (rue des Gers), tél. (67) 58 19 32	NICE 8, rue de la Boucherie (Vieux Nice), tél. (93) 50 14 89	STRASBOURG 11, rue des Bouchers, tél. (88) 35 17 19
DIJON 100, rue Monge, tél. (50) 45 02 45	LYON 9, r. de la République, (rue Hôtel-de-Ville- Louis-Pradet), tél. (7) 628 38 51	NANCY 8, rue Saint-Michel (rue piétonne près du Palais Ducal), tél. (8) 332 84 84	TOULOUSE 1, r. des Trois-Ramades (près St-Sernin), tél. (61) 22 92 40	TOURNAI 5, rue H-Barbasse (près des Halles), tél. (47) 61 03 28
GRENOBLE 56, rue St-Laurent, tél. (76) 42 55 75				

11 LIGNES, PLUS DE 400 MODÈLES VITRÉS OU NON À DES PRIX IMBATTABLES

CATALOGUES GRATUITS (avec tarifs)

en envoyant ce bon à :

LA MAISON DES BIBLIOTHEQUES 75000 PARIS CEDEX 14

Coordonnées par téléphone : 320.73.33

Nom _____ Prénom _____

N° _____ Rue _____

Bât. _____ Escalier _____

Code postal _____ Ville _____

SOCIÉTÉ

Faits divers

Une jeune femme, à Fresnes

Catherine était presque heureuse en prison. A Fresnes, le malheur n'entraînait plus. L'amie détenue coiffait ses cheveux blonds. Elle avait repris son teint frais et perdu sa voix de petite fille. Elle avait seulement aimé bécoter Stéphane et caresser Frédérique, mais le malheur était à la porte. Elle ne souhaitait pas une libération conditionnelle. Elle ne voulait plus revoir la maison de Créteil, ce théâtre sanglant et sordide, la famille emmurée dans le silence, la honte et l'indifférence.

Le lieu fatal où, à vingt-cinq ans, elle vint échouer avec sa fille après avoir abandonné le domicile conjugal. Cette longue année de reproches en plein visage. Cette mère toute catholique et droite qui ne pardonnait pas le divorce. La maison où le seul aimant, Bruno, le petit frère, se mourait de leucémie. Tous ces courants absents...

En prison, pour elle la vie recommençait avec insouciance et ses malheurs qui n'arrivent qu'aux autres. C'était la parole retrouvée, quand il fallait se taire à l'aveugle.

A Créteil, de nouveau encoûtée, elle avait caché à ses parents sa grossesse. Ils ne possaient pas de questions. Elle avait fui, elle avait fauté. C'est un fibrome, disait-elle. La croyaient-ils ? Ils se taisaient toujours obstinément.

Le 17 juillet 1983, à 5 heures du matin, elle accoucha, sous les couvertures, dans la chambre où dormait son autre frère. Comme elle n'avait pas avoué, comme les autres restaient muets, elle se leva, prit un linge, étrangla le bébé et le mit dans un sac. En finir avec ce péché, ne pas perdre la garde de Frédérique, ne pas connaître l'humiliation des « filles perdues ». Puis, elle dut se relever : elle souffrait encore. Dans la salle de bains, elle donna alors naissance à un second bébé. Elle essaya de le tuer, mais le courage lui manqua. L'enfant cria et les parents accoururent, pour une bordée de reproches sans doute, le message du fibrome, la victoire d'un flagrant délit. Tandis qu'on emmenait Catherine à l'hôpital, son frère, qui avait tout vu, montra l'endroit où elle avait caché le sac.

Ils ne sont jamais venus à Fresnes. C'était l'été. Elle était en robe légère. Depuis, ils ne lui ont pas apporté son manteau, pas même ses lunettes, en prison. Mais Catherine a appris à leur rendre leur indifférence. Elle ne veut plus que Stéphane. Oublier son geste fou, s'en occuper comme elle faisait de Frédérique quand elle était bébé... Le malheur est entré quand même. L'enfant, maltraité à la naissance, est en mal.

CHRISTIAN COLOMBANI.

Le lycée rend-il idiot ?

(Suite de la première page.)

A tourner autour du pot, il ne faut pas s'étonner que le débat revienne inlassablement sur le thème de la sélection. Maschino — qui est homme de gauche — ne le cache pas : la sélection, il est pour. On le comprend : l'enseignement de la philosophie tel qu'il le conçoit — et tel qu'il est officiellement conçu — ne peut fonctionner qu'avec un public relativement choisi. Ou il faut rétablir une sélection (mais quand ? comment ? avec quelles conséquences pour ceux qui ne seront pas retenus ?... on ne le dit pas), ou il faut changer l'enseignement.

Implosion

Si Maurice Maschino est pour la sélection qu'en sera-t-il alors de ceux qui, menant un tout autre combat, contestent l'idée même de démocratisation et d'égalisation des chances ? Ces nostalgiques de l'ancien régime ont maintenant leurs théoriciens et leurs propagandistes, réunis dans le Club de l'Horloge qui vient de publier un livre-programme fortement argumenté : *L'École en accusation*. Hostiles à tout ce qui s'est fait depuis la Libération dans le domaine scolaire sous l'influence des « idéologies marxistes » ou des « utopies rousseauistes », ils prônent un retour à une sélection généralisée et à des filières strictement hiérarchisées, un abaissement de la scolarité obligatoire à quatorze ans, un éclatement du service public avec des établissements autonomes et concurrentiels, des maîtres payés au

rendement et une limitation de la gratuité.

Ces thèses musclées pourront faire sourire par leur irréalisme, ou frémir par leur violence rétrograde. Mais leur apparition, et l'écho qu'elles peuvent rencontrer auprès d'une opinion, y compris enseignante, souvent excédée, ne sont pas fortuits. Si la violence a disparu des lycées, le calme apparent qui y règne n'est guère plus rassurant. Le système n'a pas explosé sous les coups des gauchistes post-soixante-huitards : il est simplement en train d'imploser. La tentation est donc grande de voir dans le « retour à l'ancienne » le seul remède à une situation en pleine déliquescence.

Ce serait oublier que la politique de démocratisation de l'enseignement menée depuis plus de trente ans en France, comme dans les autres pays développés, n'est pas, ainsi que le dit le Club de l'Horloge, le résultat d'une lubie de pédagogues ou du laxisme des politiciens. Elle répondait simplement aux nécessités du développement économique et à la demande générale des citoyens. Mais accueillir les élèves ne suffit pas. Encore faut-il savoir comment et pour quoi faire. L'École peut-elle accepter tous les élèves sans en faire des idiots ? Telle est la question que lui pose Maschino et à laquelle il faudra bien qu'elle réponde.

FRÉDÉRIC GAUSSEN.

* *Vouslez-vous vraiment des enfants idiots ?*, de Maurice Maschino. Hachette, 226 p., 69 F.

* *L'École en accusation*, par Didier Maupas et le Club de l'Horloge. Albin Michel, 242 p., 75 F.

L'UNION RATIONALISTE ET LES AVIONS RENIFLEURS

« Le neutrino, ça fait bien... »

A la lecture des aventures burlesques des « avions renifleurs », le sang des adhérents de l'Union rationaliste n'a dû faire qu'un tour. Depuis 1932, ils poursuivent de leur vindicte voyantes et radiesthésistes, traquent le surnaturel et pourchassent l'extralucide, préchant de la raison raisonnée dans un désert crédule, chaque jour davantage tenté par les sirènes du merveilleux.

L'appareillage folklorico-scientifique, l'épisode de la règle tordue, les « couinements » du détecteur « Mirza », les « ondes gravitationnelles » prétendument maîtrisées par l'inventeur Aldo Bonassoli, ne pouvaient que leur apporter une amère ironie, légitimant le combat de leur vie.

Comment les dirigeants d'ELF-Aquitaine ont-ils pu se laisser berner ? s'est demandé M. Michel Rouzé, journaliste, le 14 février, à Paris, lors d'une réunion des rationalistes à la Mutualité. Et de rechercher les causes du désastre dans « la pensée magique qui envahit tous les médias ». Une magie « nouvelle, aux couleurs de la science », précise M. Rouzé, dénonçant « la tendance des charlatans à user du vocabulaire de la science de pointe ». Ainsi Aldo Bonassoli prétend-il avoir découvert « une particule du genre neutrino », alors que le neutrino, découverte récente de la physique nucléaire, interagit très peu avec la matière, et ne saurait donc « détecter » quelque corps que ce soit. « Mais le neutrino, ça fait bien », se dit-il, « et c'est pas étonnant qu'il ait été évoqué aussi les trous noirs ».

Ecclésiastique, Aldo Bonassoli emprunte aussi à la vulgarisation scientifique, affirmant des « images latentes » reproduisant sur son écran un objet absent du champ de vision : la même « rémanence » que laisserait subsister l'or, longtemps après sa disparition, selon les radiesthésistes.

Ne pouvait-on alors démasquer ces « inventeurs » porteurs de tous les symptômes des « faux scientifiques », de complètes de persécution jusqu'au chantage à la crise nerveuse face à la critique ? Ne pouvait-on se souvenir qu'avant-guerre des millions furent déjà dépensés en vain par les pétroliers dans la prospection à la baguette et au pendule ?

D'abord les dirigeants d'ELF-Aquitaine y ont cru parce qu'ils voulaient y croire, répond M. Rouzé, mais surtout, les écoles modernes d'ingénieurs ne forment que des idiots savants, sans aucune connaissance de l'histoire des sciences ou de l'épistémologie. Pourquoi même n'enseigne-t-on pas l'histoire des fausses sciences pour mettre en garde les futurs ingénieurs ? « Il faudrait expliquer au public qu'une science ne se crée pas dans le vide, propose en conclusion M. Jean-Claude Packer, professeur au Collège de France. Toute nouvelle science englobe les théories précédentes. Newton disait déjà : « Nos sommes des nains montés sur les épaules des géants. »

DANIEL SCHNEIDERMAN.

(Publicité)

BENEDICTINE SUMMER SCHOOL

Dates : du samedi 11 août au samedi 1^{er} septembre

Garçons et filles de 13 à 18 ans peuvent apprendre l'anglais dans une école dirigée par des Bénédictines. Dix-huit heures de cours par semaine, trois niveaux : élémentaire, intermédiaire et avancé. Excursions dans les Highlands. Activités sportives, entre autres tennis et voile sur le lac Loch Ness.

Les élèves sont attendus à l'aéroport d'Inverness ou à la gare.

Prérez d'écrire à : The Director (2), Benedictine Summer School, The Abbey, For Aughton, Inverness-shire PH32 4DB (Grande-Bretagne). Tél. (330) 6232.

EN BREF

Les nouveaux ennemis

de M. Roger Bodourian

M. Roger Bodourian, qui fut en 1971 à l'origine de l'affaire des ententes pétrolières, est en prison. Il a été inculpé et écroué il y a quelques jours à Grenoble pour abus de confiance. Employé à mi-temps comme conseiller financier dans une entreprise grenobloise de ravitaillement de fagades, il se serait rendu coupable de diverses malversations.

M. Bodourian a donc comparu, menottes aux poignets, le mardi 14 février, devant la cour d'Aix-en-Provence qui examine en appel les raisons de la faillite de la SAGIP, une société marseillaise de distribution d'hydrocarbures, dont il était l'un des dirigeants.

Devant le tribunal de grande instance de Marseille, M. Bodourian avait été condamné en juillet 1983 à une peine d'emprisonnement avec sursis. Mais il avait obtenu 300 000 francs de dommages et intérêts, ayant soutenu avoir été « égaré » par les grandes compagnies pétrolières. L'arrêt, dans cette affaire, sera rendu le 6 mars.

Veillée funèbre au Pays basque

Une veillée funèbre autour des cendres de Vicente Perurena et d'Angel Gurmendy, deux militants de l'organisation séparatiste basque espagnole ETA-militaire, assassinés le 8 février, a eu lieu le 14 février à Hendaye (Pyrénées-Atlantiques) en présence de six à huit cents personnes. Les cendres devaient être transférées jeudi au Pays basque espagnol.

D'autre part, une quarantaine de Basques espagnols sont entrés mercredi dans leur vingt-sixième jour de grève de la faim dans l'église d'Arbonne. Ils se sont déclarés décidés à « aller jusqu'au bout, s'il le faut », pour obtenir l'annulation, par la France, des mesures d'éloignement prises début janvier contre une vingtaine d'autres Basques espagnols et pour l'obtention du statut de réfugié politique.

PUBLICATION JUDICIAIRE

Tribunal du XVI^e juge civil de Karachi G. & W. Demande n° 479/83.

M. Nazem Waris Malik, demandeur, contre M. Claude Anne Marie Charpentier, défendeur.

Vous, M^{me} Claude Anne Marie Charpentier, demeurant 33, rue de la Quintaine, Paris 15^e, êtes priée de noter que M. Nazem Waris Malik a demandé à ce tribunal que conformément au « Guardian & Ward Act » la garde de ses enfants Osman et Azem lui soit attribuée, et que le tribunal a fixé l'audience au 3-3-1984.

Vous êtes priée de comparaître personnellement avec les enfants devant ce tribunal au jour et à l'heure mentionnés, faute de quoi une décision pourrait être rendue contre vous ex parte sans aucun délai.

Déjà sous ma signature et mon sceau, ce 4 février 1984. Abdul Sattar Shauk Shikhatdar, Tribunal n° XV senior civil judge/assistant, session judge & controller, Karachi.

Corse :

Cinquante-neuf attentats en quarante-cinq jours

Dans un communiqué authentifié, le Front de libération nationale de la Corse (FLNC), dissous en janvier 1983, a revendiqué le 14 février cinquante et un attentats à l'explosif commis en Corse depuis le début de l'année 1984. Le nombre des attentats recensés par les autorités dans l'île, durant la même période, s'élève à 59.

Les conséquences d'un interrogatoire policier

Deux jeunes gens, MM. Stéphane Hubert, dix-neuf ans, et Jean-Angé Mezzanin, vingt et un ans, affirment avoir été victimes de sévices dans les locaux du service départemental de police judiciaire (SDPJ) de Bobigny, dans la nuit du 10 au 11 février. Interrogés dans le cadre de l'enquête sur le meurtre, le 1^{er} février, à Saint-Denis (Seine-Saint-Denis), de Jean Leroy, PDG d'une papeterie, les jeunes gens auraient été frappés par les policiers à mains nues et à coups de règle, et victimes de sévices sexuels. Ils étaient encore hospitalisés le 15 février.

Les policiers affirment, pour leur part, que MM. Hubert et Mezzanin, en désaccord sur les réponses à apporter aux questions des enquêteurs, en sont venus aux mains. Les jeunes gens devaient porter plainte, mercredi 15 février, alors que l'inspection générale des services (IGS) était saisie de l'affaire.

Arrestations après l'enlèvement de M^{me} Bulgari et de son fils

Seize personnes impliquées dans l'enlèvement de M^{me} Anna Bulgari et de son fils Giorgio ont été arrêtées en Italie au cours de ces derniers jours. Ce coup de filet porte à vingt-trois le nombre de personnes actuellement détenues pour cette affaire. Ces nouvelles arrestations permettraient de confirmer le lien existant entre les ravisseurs et le Mouvement criminel dissimulé sous une couverture politique.

La police a pu mettre fin aux activités d'une bande de malfaiteurs spécialisés dans le recyclage de l'argent sale, et saisir 1,5 milliard de lires (7,5 millions de francs) provenant d'une partie de la rançon de 4 milliards de lires (20 millions de francs) versée par la famille Bulgari.

Anna Bulgari et son fils Giorgio avaient été enlevés le 19 novembre 1983, puis relâchés après le versement d'une rançon, le 24 décembre. Les ravisseurs avaient envoyé à la famille une oreille de Giorgio et des photos des deux otages.

Agression raciste dans le Val-d'Oise

Deux hommes et une femme ont été grièvement blessés, à son domicile de Survilliers (Val-d'Oise) un ouvrier algérien de quarante-quatre ans parce qu'ils ne supportaient plus sa liaison avec Françoise Montgrier, une Française de vingt-trois ans.

Sylvie Idée, vingt-quatre ans, son épouse, Marcel, vingt-huit ans, et José Grivot, vingt-quatre ans, frère de Sylvie, tous trois pris d'abord, avaient décidé d'enlever par la force Françoise Montgrier, avec qui José Grivot avait eu une aventure. À M. Torcy Toulbia. Au cours de la bagarre qui s'ensuivit, les agresseurs ont tué le chien de M. Toulbia d'un coup de 22 long rifle et grièvement blessé ce dernier à coups de crosse. La police prévenue par M^{me} Montgrier a pu rapidement arrêter les trois individus, qui ont été présentés au parquet de Pontoise et inculpés de « tentative d'assassinat et d'acte de cruauté envers un animal domestique ».

Trois millions de dollars pour un faux diagnostic

Un tribunal de New-York vient d'accorder une indemnité de 3 millions de dollars à un agent immobilier de cinquante-six ans, qui avait subi une chimiothérapie lourde anticancéreuse durant dix-sept mois, à la suite d'un erreur de diagnostic.

Les médecins condamnés par le tribunal, un gastro-entérologue et un chirurgien, avaient confondu une simple inflammation intestinale avec une tumeur maligne, négligeant de pratiquer les examens permettant d'affirmer la présence d'un cancer.

L'erreur de diagnostic avait été décelée par un oncologue deux ans après le traitement inapproprié. L'importance de la somme allouée au patient est motivée par la gravité des conséquences que pourrait avoir pour lui le traitement subi. — (AP)

Mission reportée pour la navette américaine

La mission que la navette spatiale américaine devait effectuer au mois de juillet prochain pour le compte de l'armée de l'air américaine a été annulée. Selon un porte-parole de la NASA, cette décision a été prise par le département de la défense, qui, dit-on, préférerait attendre les conclusions de l'enquête menée sur le système de propulsion connu sous le nom d'IUS (Inertial Upper Stage).

Cet équipement, qui permet notamment de placer sur orbite géostationnaire (36 000 kilomètres d'altitude) des satellites très lourds, avait, en avril de l'année dernière, connu des défauts de fonctionnement dont l'origine n'a pas encore été cernée. Or le satellite secret de l'armée américaine devait, selon certaines sources, utiliser l'IUS.

La Fédération protestante négocie avec M. Savary

La Fédération protestante participe aux négociations sur l'enseignement privé. Elle sera reçue le 24 février au ministère de l'Éducation nationale.

Le Monde LES JOURNÉES DE L'EMPLOI DES JEUNES DIPLOMÉS

du Mardi 6 au Vendredi 9 MARS 1984 au Palais des Congrès

Thèmes des Conférences-Débats

Animés par la Rédaction du MONDE et avec la collaboration de R.T.L.

Mardi 6 MARS
Philippe LABARDE
Chef du Service Économique

Paul FABRA
(éditorialiste)
Responsable du supplément
Le Monde de l'Économie

Mercredi 7 MARS
Jean-Michel CROISSANDEAU
Rédacteur en Chef du Monde de l'Éducation

Jeudi 8 MARS
André FONTAINE
Rédacteur en Chef

Vendredi 9 MARS
Eric LE BOUCHER
Journaliste au Service Économique

Recrutement et restructuration des entreprises. Au moment où de nombreuses entreprises doivent se restructurer et définir leur stratégie du futur, qui recrutent-elles ? Et comment ? (prospection, annonces, contacts, tests, etc.)

Créer son entreprise, une passion d'avenir. Lancement du concours "Passerelle pour la Création d'Entreprises" s'adressant aux Grandes Ecoles de l'île de France.

Pourquoi et comment les Jeunes Diplômés peuvent créer une entreprise ?

Bien choisir son employeur. A la fin des études, quels sont les critères pour choisir sa carrière ? Public ou privé. Taille de l'entreprise. Profil de carrière. Salaire. Sécurité de l'emploi. Promotion. Intérêt du poste. Profil du patron...

COLLOQUE HEC - LE MONDE : L'internationalisation des carrières.

Consolider les positions à l'étranger ou conquérir des marchés extérieurs est l'objectif de toute entreprise dynamique. Pour un jeune diplômé, quelle est la carrière "internationale" quelle entreprise doit-il choisir, de quelle taille ? Posséder une certaine expérience ? Travailler en métropole ou à l'étranger ?

Les nouveaux moyens de communications informatiques.

La bataille de la communication est engagée. Les réseaux électroniques deviennent l'élément moteur des échanges mondiaux de l'information. Face à l'offensive des grandes firmes américaines et japonaises, notamment, comment les entreprises françaises peuvent-elles résister, réagir et remporter des succès ? Et avec quels hommes ?

ENTRÉE LIBRE

Pour toute demande d'information, s'adresser à :

récie presse

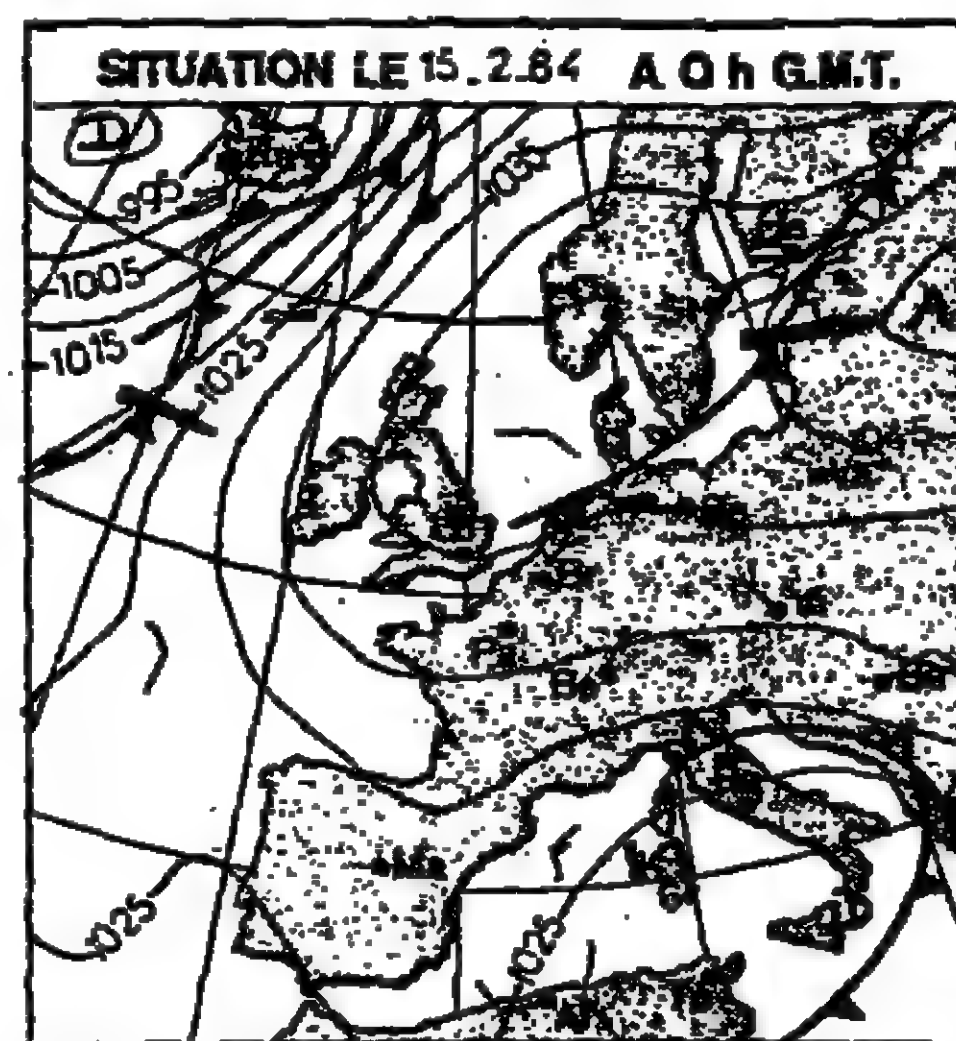
J. Degave - D. Le Dren - P. Devoulon
85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS
Tél : 233.44.21

Le Monde

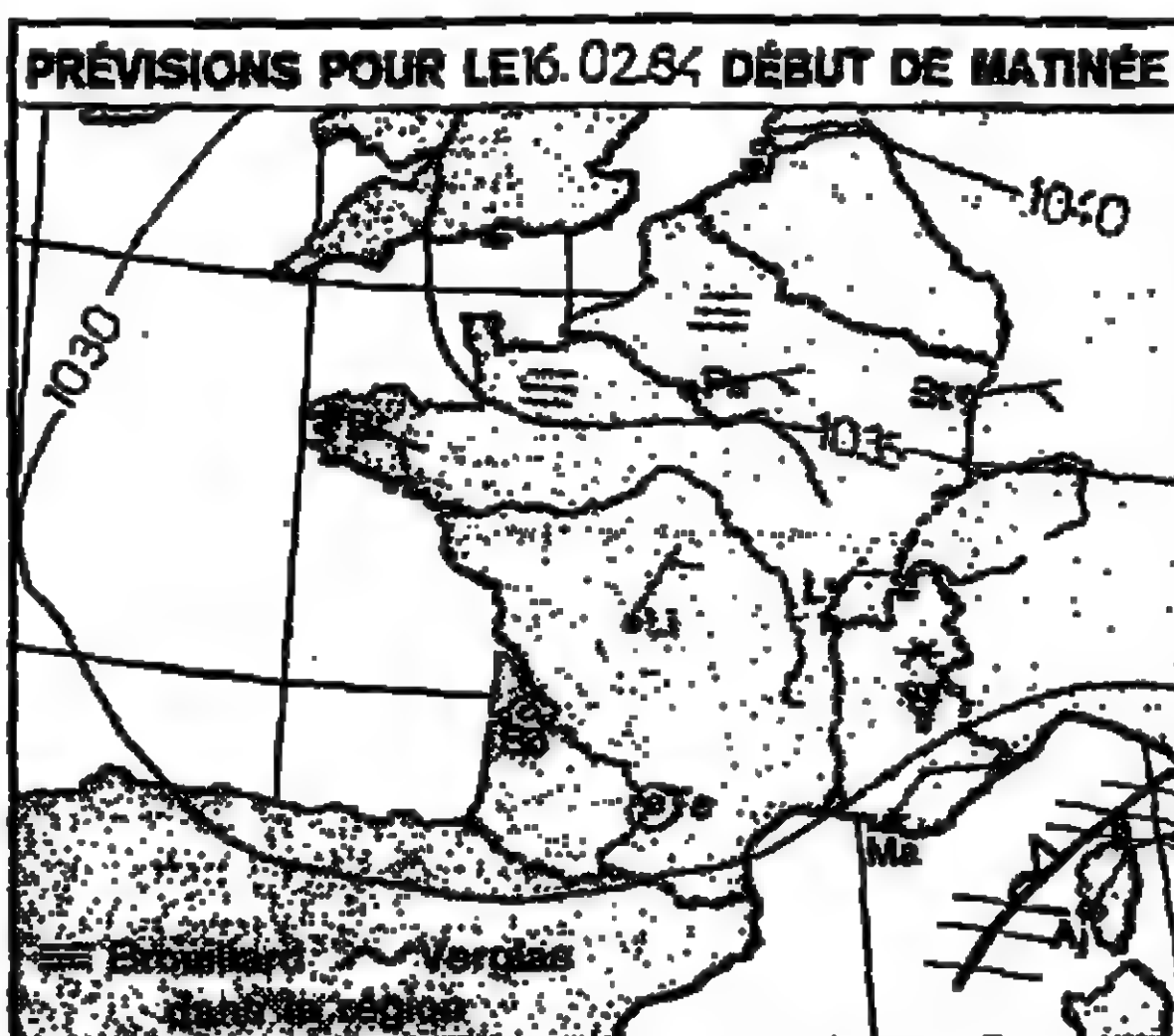
H. Grinaudeau
5, rue des Italiens, 75009 PARIS
Tél : 246.72.23

INFORMATIONS « SERVICES »

MÉTÉOROLOGIE



SITUATION LE 15.2.84 A 0h GMT.



PRÉVISIONS POUR LE 16 FÉVRIER 0 HEURE (GMT)

Evolution probable du temps en France entre le mercredi 15 février à 0 heure et le jeudi 16 février à 24 heures.

Les conditions anticycloniques resteront prédominantes. Le flux de secteur nord-est froid se maintiendra sur la France, avec cependant plus d'humidité sur les régions orientales.

Jeudi, le temps sera dégagé et ensoleillé dès le matin sur la plus grande partie du pays; les brouillards hivernaux formés la nuit sur le Nord et le Nord-Ouest se dissipent rapidement.

Il continuera à faire plutôt froid: les gelées seront généralisées au lever du jour (jusqu'à -10 degrés dans le Centre). Les maxima de l'après-midi s'échelonneront entre 4 degrés et 8 degrés. Quelques régions cependant feront exception à ce beau temps d'hiver, les passages nuageux seront fréquents des Alpes à la Corse et donneront un peu de pluie sur les côtes et de la neige en montagne.

La pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris, le 15 février, à 8 heures, de 1036,7 millibars, soit 777,6 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 14 février; le second le minimum de la nuit du 14 février au 15 février): Ajaccio, 11 et 4 degrés; Biarritz, 7 et -2; Bordeaux, 6 et -4; Bourges, 4 et -3; Brest, 8 et 0; Caen, 7 et -2; Cherbourg, 6 et 0; Clermont-Ferrand, 1 et -11; Dijon, 3 et -5; Grenoble-St-Martin-d'Hères, 4 et -4; Grenoble-Saint-Isidore, 1 et -7; Lille, 5 et -2; Lyon, 2 et -6; Marseille-Marguagne, 8 et -4; Nancy, 3 et -4;

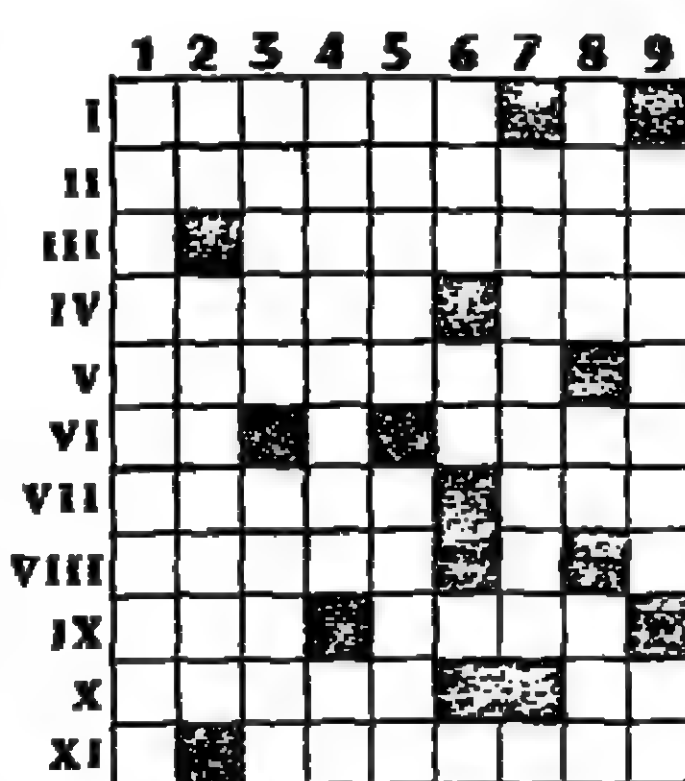
Nantes, 6 et -1; Nice-Côte d'Azur, 10 et 3; Paris-Montsouris, 6 et -1; Paris-Orly, 5 et -1; Pau, 7 et -4; Perpignan, 7 et 0; Rennes, 8 et -3; Strasbourg, 2 et -4; Tours, 4 et -2; Toulouse, 6 et -4; Pointe-à-Pitre, 26 et 21.

Températures relevées à l'étranger: Alger, 13 et 5 degrés; Amsterdam, 0 et -3; Athènes, 10 et 7; Berlin, 2 et -5; Bonn, 5 et -7; Bruxelles, 4 et -2; Le Caire, 18 et 12; Les Canaries, 20 et 14; Copenhague, -1 et -2; Dakar, 23 et 19; Djibouti, 13 et 7; Genève, 0 et -4; Jérusalem, 14 et 7; Lisbonne, 16 et 5; Londres, 9 et 0; Luxembourg, 3 et -3; Madrid, 9 et -5; Moscou, -5 et -15; Nairobi, 29 et 20; New-York, 12 et 2; Palma-de-Majorque, 12 et 0; Rome, 9 et -1; Stockholm, 0 et -1; Téhéran, 12 et 6; Tunis, 13 et 3.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3647



VERTICALEMENT

- Bonne à mettre au panier.
- Pour une distribution gratuite. Moutarde qui monte au nez.
- Se prend par l'oreille ou par la bouche. Pris en souffrant.
- Condition peu avantageuse. Personnel.
- Points de vue souvent partagés. Aller par quatre chemins.
- Un point ou un bloc. Possessif.
- Point de suspension.
- Valeur étrangère. Symbole chimique. Abrégé qui en dit long.
- Donne du souffle mais finit par déshydrater. Cri bestial.

Solution du problème n° 3646

Horizontalement

- Kilomètre.
- Irisation.
- Traineau.
- Ce. Eu. Riz.
- Havre. Ere.
- Elu. Lo.
- Niel. Vamp.
- El. Omo. Oe.
- Tsu. Ciel.
- X. Neva. Ri.
- Entretien.

Verticalement

- Kitchenette.
- Irréalité.
- Lia. Vue. TNT.
- Osier. Louer.
- Manuel. Vê!
- Été. Avocat.
- Tiare.
- Rouir. Moère.
- En. Zeppelin.

GUY BROUTY.

AUTOMOBILE

Peugeot-Talbot ouvre une permanence « service après-vente » le week-end et les jours fériés

Après le lancement, voici deux ans, d'Écoute 24, service intégré dans l'organisation d'Automobiles Peugeot, qui assure tous les jours, vingt-quatre heures sur vingt-quatre, le dépannage de tout véhicule immobilisé en France métropolitaine ou dans tout pays d'Europe occidentale, en 1983, il avait été créé, le « service immédiat », qui permettait aux marques Peugeot et Talbot de faire effectuer immédiatement et sans rendez-vous les opérations n'exigeant pas une heure de main-d'œuvre. Désormais, la direction de l'après-vente a décidé d'ouvrir, en région parisienne, une permanence week-end et jours fériés.

Ce sont les Établissements Mercier (filiale d'Automobiles Peugeot) qui assurent cette permanence, 37, rue de Lyon, Paris 12^e, selon les horaires suivants: samedi de 8 h 30 à 12 heures et de 13 heures à 17 h 30; dimanche, de 8 heures à 12 heures et de 13 heures à 17 heures.

Cette permanence - marque Peugeot-Talbot - fonctionne sur le principe du service immédiat pour les opérations n'exigeant pas plus d'une heure de main-d'œuvre; elle assure, de plus, la vente de pièces de rechange aux garagistes et à la clientèle.

PARIS EN VISITES

VENDREDI 17 FÉVRIER

- L'Eglise Saint-Etienne du Mont, 15 heures, devant l'église, M^{me} Brossais.
- Le Panthéon, 15 heures, devant le Panthéon, M^{me} Colin.
- Hôtel des Invalides, 15 heures, cour d'honneur, M. Serres (Caisse nationale des monuments historiques).
- Musée Marmottan, 14 h 30, 2, rue Louis-Boilly (Approche de l'art).
- Les salons de l'Hôtel de Ville, 14 h 30, 29, rue de Rivoli (Arcs).
- L'île Saint-Louis, 14 h 30, méro Pont-Marie (Arts et curiosités de Paris).
- L'Ecole des beaux-arts, 14 h 30, 13, quai Malaquais (Connaissance d'ici et d'ailleurs).
- La Conciergerie, 15 h 30, 1, quai de l'Horloge (Paris et son histoire).
- Le Marais, 14 h 30, méro Saint-Paul (Résurrection du passé).

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du mercredi 15 février:

UN DÉCRET

Modifiant le décret du 11 avril 1983 relatif aux attributions du ministre de la formation professionnelle.

UN ARRÊTÉ

Fixant le montant du conseil d'administration prévue par l'article 4 de la loi du 13 juillet 1973 en faveur des associés d'exploitation.

UNE LISTE

Des élèves des instituts régionaux d'administration après à être titularisés.

SPORTS D'HIVER

L'AUTOROUTE DES NEIGES. - Le Centre de renseignements des autoroutes met à la disposition des citadins qui vont aux sports d'hiver des fiches itinéraires gratuites et une carte du réseau autoroutier. Elles indiquent la sortie d'autoroute qui permet l'accès à la station et l'itinéraire conseillé depuis l'échangeur de sortie. * Centre de renseignements des autoroutes, 276, boulevard Saint-Germain, 75007 Paris. Tél.: 705-90-01 (du lundi au vendredi de 9 heures à 19 heures).

L'EMPLOI

PLONES
ES
Débats
MONDE
ET L.



INFORMATIONS « SERVICES » MÉDECINE

TROISIÈME AGE

50 000 pensionnés vont retrouver leurs droits

Dans sa grande marche en avant pour organiser la retraite à soixante ans, la législation, dans sa hâte généreuse, a laissé sur ses flancs des pensionnés insatisfaits. Un prochain décret devra répondre à leurs espoirs et les rétablir dans leurs droits en remettant en vigueur des règles du jeu changées en avril 1983.

Par exemple, les pensions accordées entre soixante et soixante-cinq ans étaient, auparavant, automatiquement révisées au soixante-cinquième anniversaire de leur titulaire, pour être portées, si besoin était, au minimum égal à l'AVTS (allocation aux vieux travailleurs salariés) dès lors que les pensionnés avaient cotisé pendant soixante trimestres au régime général. Pour un nombre de trimestres inférieur, ils percevaient proportionnellement des soixantièmes de l'AVTS.

Or cette mesure bénéficiait aux salariés ayant perçu de faibles rémunérations, dont n'ayant versé que de faibles cotisations ne donnant droit qu'à de faibles pensions. On cite toujours l'exemple des femmes de ménage qui sollicitaient une pension des soixante ans, sûres de percevoir l'AVTS dès leur soixante-cinquième anniversaire.

La nouvelle réglementation, appliquée depuis le 1^{er} avril 1983, a inauguré un nouveau « minimum contributif de pension », accordé non plus, fonction de l'âge, mais du taux de la pension : 50 % au titre du régime général. Donc l'attribution de ce minimum est d'emblée et définitivement acquise — ou rejetée — lors du règlement du dossier. Les pensions minorées ne peuvent plus être réajustées sur le montant de l'AVTS.

Depuis le 1^{er} avril 1983, les demandes de révision de pension devenant irrécouvrables, ces pensionnés se trouvent pénalisés, a

posteriori, pour avoir fait un choix, parfaitement légitime, à un moment donné, en fonction de la législation alors en vigueur.

Le prochain décret va réparer cette injustice. Ainsi, les pensions inférieures à l'AVTS (11 960 F par an) seront révisées pour être portées à ce niveau si leurs titulaires disposent bien de soixante trimestres de cotisation au régime général. Et les dossiers rejetés depuis le 1^{er} avril 1983, parce que « hors la loi », vont être repris (1).

Il s'agit là d'une mesure naturellement transitoire, qui prendra fin le 1^{er} avril 1988, le temps pour les soixantièmes de 1983 d'atteindre leur soixante-cinquième anniversaire. Ils sont environ cinquante mille dans cette situation, qui viendront grossir, les rangs des retraités déjà bénéficiaires de l'AVTS et pour qui la situation ne change pas. Bien entendu, toutes les nouvelles pensions liquidées depuis le 1^{er} avril tombent sous le coup du nouveau régime avec le nouveau « minimum contributif de pension » (26 875,20 F par an au 1^{er} janvier 1984).

Pendant quelques dizaines d'années, ces deux « minimums » ont continué de coexister, en compagnie — ce qui ne simplifie pas la communication — d'un troisième minimum, le « minimum vieillesse », résultat de l'addition de l'AVTS et de l'allocation du Fonds national de solidarité (soit 28 050 F par an au 1^{er} janvier 1984).

CHRISTIANE GROLIER.

(1) Pour tous renseignements, dès la parution du décret, s'adresser à la Caisse nationale d'assurance-vieillesse, 110-112, rue de Valenciennes, 75019 Paris pour la région parisienne, et dans les caisses régionales d'assurance-maladie pour la province.

AUTOMOBILE

CONTROLES « 3 P ». — A l'occasion du salon de la voiture de course et du salon « rétro-mobilité », l'Automobile club de l'Île-de-France offre aux automobilistes des contrôles gratuits « 3 P » : pollution, phares, pneumatiques. Jusqu'au 19 février inclus, porte de St-Omer, de 9 heures à 17 heures, sans interruption.

* Listes des stations correspondantes de l'ACIF et itinéraires des centres mobiles du club au service sécurité ACIF. Tél. : 266-43-00.

EXPOSITION

LA SERBIE A PARIS. — L'exposition « Les fresques serbes médiévales » est prolongée jusqu'au 29 février. Elle présente un choix de copies des fresques du musée national de Belgrade et comprend une quarantaine d'œuvres des monastères et églises du Moyen Âge. En marge de l'exposition, on peut consulter des ouvrages et monographies sur l'art médiéval.

* Galerie du Centre culturel de Yougoslavie, 123, rue Saint-Martin, 75004 Paris. Tél. : 272-50-50.

20^e BROCANTE de PARIS
150 ANTIQUAIRES et BROCANTEURS
10 AU 19 FÉVRIER / PORTE DE VERSAILLES
9 HALL 5 / 10 h à 19 h - samedi de 10 h à 20 h

15th SALON DU VIEUX PAPIER DE COLLECTION
Cartes postales, livres, affiches, gravures, etc.
10 AU 19 FÉVRIER / PORTE DE VERSAILLES
9 HALL 5 / 10 h à 19 h - samedi de 10 h à 20 h

nouveau drouot
Hôtel des ventes, 9, rue Drouot - 75009 Paris
Téléphone : 246-17-11 - Téléc : Drouot 642260
Informations téléphoniques permanentes : 770-17-17
Compagnie des commissaires-priseurs de Paris
Les expositions auront lieu la veille des ventes, de 11 à 18 heures sauf indications particulières

JEUDI 16 FÉVRIER (exposition le mercredi 15 février)
S. 8. - Bijoux, argenterie, monnaies, broche ivoire signée O'Kun. - M^{re} ROGEON.
S. 10. - Table aux, dessins, céramiques, meub. et sièges anc. et de style. - M^{re} AUDAP, GODEAU, SOLANET.

VENDREDI 17 FÉVRIER (exposition le jeudi 16 février)
S. 4. - Bons livres anciens et modernes. - M^{re} ADER, PICARD, TAJAN, M. Méaudre expert.
S. 5. - Art antique, haute époque. - M^{re} ADER, PICARD, TAJAN, MM. Le Veil, Montbarbon experts.
S. 6. - 14 h : importante vente d'estampes japonaises. - M^{re} CORNETTE DE SAINT-CYR.
S. 9. - Table, bibelots, meub. - M^{re} OGER, DUMONT.

ÉTUDES ANNONÇANT LES VENTES DE LA SEMAINE
ADER, PICARD, TAJAN, 12, rue Favart (75002) - 261-80-07.
AUDAP, GODEAU, SOLANET, 22, rue Drouot (75009) - 770-67-68.
CORNETTE DE SAINT-CYR, 24, avenue George-V (75008) - 720-15-94.
OGER, DUMONT, 22, rue Drouot (75009) - 246-95-95.
ROGEON, 16, rue Maçon (75009) - 878-81-06.

Le conseil des ministres unifie le statut des médecins hospitaliers

Le conseil des ministres du mercredi 15 février devait adopter le décret modifiant le statut des médecins des centres hospitalo-universitaires (CHU). Ce texte doit être signé de M. Mitterrand, car il est de règle que les professeurs d'université soient nommés

par le président de la République. Le statut des médecins des hôpitaux généraux, lui, fait l'objet d'un autre décret, s'inscrivant qu'une signature ministérielle. Mais les deux textes seront prochainement publiés ensemble au Journal officiel.

L'économie générale de la réforme est restée inchangée dans ses grandes lignes, après le passage des textes devant le conseil supérieur des hôpitaux — qui ne donne qu'un avis — et le Conseil d'Etat. Schématiquement, les multiples statuts et carrières des médecins des hôpitaux seront, à partir de 1985, fondus dans un cadre unique, auquel les praticiens accéderont par un concours — le concours des praticiens hospitaliers — qu'ils passeront plusieurs années après l'internat, rendu obligatoire pour tous les étudiants en médecine.

Les premiers reçus au concours des praticiens hospitaliers s'orienteront vers les CHU, les autres vers les hôpitaux généraux, mais des « passerelles » seront aménagées entre les deux filières pour éviter la sécheresse des carrières. Le concours d'agrégation, par lequel les médecins deviennent enseignants, ne sera plus réservé exclusivement à ceux qui seront formés dans les CHU, puisque le gouvernement a prévu d'organiser un « tour extérieur » ouvert, notamment, à des praticiens des hôpitaux généraux et à des non-médecins.

Au cours des dernières négociations avec les représentants des médecins hospitaliers, qui perdront dès 1986 la possibilité de recevoir des malades à titre privé à l'hôpital, le gouvernement a amélioré les perspectives financières du déroule-

ment de la future carrière hospitalière, et accru la couverture sociale dont disposeront les intéressés.

Néanmoins, le principal point d'achoppement des discussions subsiste : la durée de la période de formation consécutive à l'internat, à savoir le « post-internat », qui remplacera l'actuel clinicien, n'est pas arrêté. Le gouvernement, qui avait pensé pouvoir rendre cette période relativement brève — il a été question d'un an renouvelable une fois, — s'est heurté à une véritable levée de boucliers. S'étant accordé un délai de réflexion supplémentaire, il a fait en sorte que les statuts ne le lient pas, juridiquement, sur ce point.

L'inquiétude des intéressés

La publication de ces statuts apaisera-t-elle l'angoisse qui, depuis plus d'un an, a saisi les milieux des praticiens hospitaliers ? L'inter-syndicat des internes et des chefs de clinique de CHU, moteur des grandes grèves du printemps dernier, vient de réaliser un « référendum » (1) qui donne la mesure de leur inquiétude. Il en ressort que les jeunes praticiens hospitaliers sont fort inquiets des mesures transitoires que le gouvernement prévoit de mettre en place pour eux avant l'entrée en vigueur de la réforme. Ce « référendum » montre aussi un double manifeste sur la qualité de la carrière qui leur sera offerte par le secteur pu-

Une « première » aux États-Unis

UN CŒUR ET UN FOIE SONT GREFFÉS SIMULTANÉMENT A UNE FILLETTE DE SIX ANS

Une double transplantation de cœur et de foie a été réalisée mardi 14 février chez une fillette de six ans à l'hôpital universitaire de Pittsburgh (Pennsylvanie) par l'équipe du professeur Thomas E. Starzl, le plus célèbre spécialiste mondial des greffes de foie. La petite patiente souffrait d'un trouble profond du métabolisme du cholestérol, qui avait conduit à des lésions du cœur (elle avait déjà subi un double pontage coronarien) et du foie.

L'intervention, pratiquée par trois équipes chirurgicales, a duré seize heures, selon le communiqué des autorités sanitaires locales, l'état de l'enfant est « considéré comme critique ». Soulignant le caractère novateur de cette intervention, le professeur a insisté sur « la mission d'informations qui avait pu en être retirée ».

[La découverte, par les laboratoires Sandoz, d'un médicament (la cyclosporine) capable d'empêcher les réactions de rejet avec une efficacité sans précédent a donné, depuis deux ans, un essor remarquable — et par certains aspects inquiétant — aux greffes d'organes. Nous avions indiqué (le Monde du 19 octobre 1983) les conséquences négatives de cet essor, notamment le fait que le taux de succès des greffes cardiaques est passé de 38 % à 50 % et pour les greffes de foie, de 27 % à 70 %. Mais les aspects éthiques et économiques de cet essor sont pour leur part préoccupants, et il est permis de s'interroger sur le bien-fondé d'une intervention aussi considérable et mutilante que la greffe simultanée du cœur et du foie, chez une enfant atteinte d'une maladie métabolique dont une telle chirurgie ne maîtrise nullement l'évolution.]

Dr E. L.

LE CARNET DU Monde

Naissances

— Marie CONNABEL et Alain DAVEZAC ont la joie de faire part de la naissance de

Chloé,

le 8 février 1984.

3, rue Charles-Nodier, 75018 Paris.

Décès

— M^{re} Roger Beigbeder, née Eveline Cadier, Séverine et Michel Beauvais et leurs filles,

Cécile Beigbeder et Jean Demeillers et leurs enfants,

Thierry et Marie-Laure Beigbeder et leurs fils,

Marie-Sylvie Beigbeder et Gérard Delrez

et leurs fils,

Cécile Beigbeder et Peter Docherty et leur fille,

Les familles Beigbeder, Deransart, Rohr et Cadier,

ont la tristesse de faire part du décès, en montagne, du

docteur Roger BEIGBEDER,

survenu le 8 février 1984, à l'âge de soixante-deux ans.

Le service religieux a été célébré le samedi 11 février 1984, au temple d'Osse-en-Aspe.

« Celui qui n'aime pas n'a pas découvert Dieu, puisque Dieu est amour. »

(1 Jean 4, v. 8.)

— La Grange, Ose-en-Aspe, 64490 Bedous.

— Nous apprenons le décès survenu le 13 février 1984, à Saint-Cloud (Hauts-de-Seine), de

Jean CÉDILE.

[Né le 26 janvier 1908 à Pointe-à-Pitre (Guadeloupe), administrateur des colonies en 1940, ancien capitaine au titulaire de croix n° 5, chef de cabinet du commissaire aux colonies (Rud Plesner) à Alger en 1943, Jean Cédile est parvenu pris de Siegen le 24 août 1945. Il assure successivement les fonctions de commissaire de la République en Cochinchine puis au Tonkin. Secrétaire général du gouvernement de l'Afrique Equatoriale française en 1951, gouverneur hors classe de la France d'outre-mer, Jean Cédile était correspondant de la Ligue d'outre-mer (1946) et grand officier de la Légion d'honneur, dont il fut membre du conseil d'ordre.]

— Nous apprenons le décès de

M. Jean GUYOT,

président d'honneur de la Fédération nationale des parfumeurs détaillants.

[Né le 28 décembre 1910 à Colombes, M. Guyot avait fait des études de droit et de sciences économiques avant d'entrer dans le parfum. Il avait été adjoint général, puis président de la Fédération nationale des parfumeurs détaillants. Il était aussi secrétaire général de la Confédération des commerçants détaillants de France.]

— Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

— M^{re} Louis Jouby, M^{re} Héric Jouby, M^{re} Laurent Jouby, M^{re} Marie-Louise Jouby, M^{re} Marie-Anne Jouby, M^{re} Drujon, Et toute la famille,

font part du décès de

M. Louis JOUBY,

leur époux, père, frère et grand-père,

survenu le 13 février 1984.

La cérémonie religieuse et l'inhumation auront lieu le jeudi 16 février 1984, à 14 h 30, à Quenne (Yonne).

Une messe aura lieu à Neuilly ultérieurement.

10, boulevard Jean-Mermoz, 92200 Neuilly, Quenne 89290 Champs-sur-Yonne, 35, rue Roux-Alphéran, 13100 Aix-en-Provence.

— M^{re} Jacques Lanfranchi, son épouse, M. et M^{re} Gérard Lanfranchi et leurs enfants,

M. et M^{re} Jean-François Lanfranchi, M. Jacques Lanfranchi, ses enfants et petits-enfants,

M. et M^{re} Jean Marchi, M. et M^{re} Simon Istria, sœur, beaux-frères et belle-sœur,

Toute la famille, Ses amis et alliés,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Jacques-Mathias LANFRANCHI,

chevalier de la Légion d'honneur, inspecteur général de l'agriculture,

survenu, le 12 février 1984, à l'âge de soixante-sept ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 16 février 1984, à 10 h 30, en l'église Saint-Honoré d'Eylau, 66 bis, avenue Raymond-Poincaré, à Paris-16^e, où l'on se réunira.

L'inhumation aura lieu au cimetière d'Alaccio (Corse).

96, rue de la Faisanderie, 75116 Paris.

— On nous prie d'annoncer le décès de

docteur Guy LOISEAU,

ORL honoraire des hôpitaux de Paris,

de la part de

M^{re} Guy Loiseau-Bouches, M. et M^{re} Magnillat, M^{re} Véronique, Et de toute la famille.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité en l'église de Saint-Cloud.

Cet avis tient lieu de faire-part.

16, parc de Béarn, 92210 Saint-Cloud, 1, rue Marie-Bonaparte, 92210 Saint-Cloud.

— M. et M^{re} Hugues Neyrand, leurs enfants et petits-enfants, M. et M^{re} Paul Louis-Lucas et leurs enfants,

M. et M^{re} Jean de Guilbert, leurs enfants et petits-enfants, M. et M^{re} Philippe Louis-Lucas et leurs enfants,

M. et M^{re} Gérard Debois et leurs enfants, Les familles Nourissat et Striffling,

font part du retour à Dieu de

M. Pierre LOUIS-LUCAS,

doyen honoraire de la faculté de droit de Dijon, officier de la Légion d'honneur, médaille militaire, croix de guerre,

survenu à Dijon le 12 février 1984.

Les obsèques ont eu lieu à l'église Saint-Germain de Grancey-le-Château (Côte-d'Or), le mercredi 15 février 1984.

6, rue de la Charité, 69002 Lyon, 45, rue Lamartine, 21000 Dijon, 64, Grande-Rue, 25000 Besançon, 9, rue de Magdebourg, 75016 Paris, 12, avenue Victor-Hugo, 21000 Dijon.

— Le vicaire général, L'Assemblée des délégués, Le conseil d'administration, Le clergé, Et les églises de l'Eglise apostolique arménienne de Paris, ont la douleur de faire part du décès de

M^{re} Séraphie MANOUKIAN, déléguée l'Eglise Catholico-arménienne de tous les Arméniens, archevêque des Arméniens de Paris, membre de la Congrégation du Patriarcat arménien de Jérusalem, membre du Conseil suprême de l'Eglise arménienne, chevalier de la Légion d'honneur,

survenu le mardi 7 février 1984.

Les obsèques se dérouleront le samedi 18 février 1984, en l'église arménienne, 15, rue Jean-Goujon à Paris-8^e.

La messe sera célébrée à 10 heures, au cours de laquelle aura lieu l'office de la déposition mortelle.

L'inhumation aura lieu au cimetière du Père-Lachaise, à 14 heures, dans la sépulture des prêtres arméniens.

Ni fleurs ni couronnes.

Des dons pourront être faits au profit de l'Eglise arménienne.

(Le Monde du 9 février.)

ROBLLOT S. A.

522-27-22

ORGANISATION D'OBSEQUES

— M. Marcel Turon, M. et M^{re} Gilbert-Lassalle, M. et M^{re} Pierre-Eugène Noully, M. et M^{re} Pierre-Maurice Noully et leur fille,

M. et M^{re} Didier Barré, M^{re} Henri Géré, M. et M^{re} Breton et leurs enfants,

La famille et les amis ont le regret de faire part du décès de

M^{re} Marcel TURON,

née Madeleine Dauglard,

survenu le 8 février 1984.

Les obsèques religieuses ont eu lieu à Villejeu, le 13 février 1984.

10, avenue Paul-Appell, 75014 Paris.

— Nous apprenons le décès du professeur

Hubert de WATTEVILLE,

survenu le lundi 13 février 1984 à Genève.

[Né à Bernex en 1907, le docteur gynécologue-obstétricien avait été successivement professeur et chef de service aux universités de Bâle, de Zurich, puis de Genève.

Fondateur de la Fédération internationale des gynécologues et accoucheurs et de l'Association internationale de la santé maternelle et néonatale, il avait joué un rôle considérable dans le développement de la gynécologie moderne et dans la réduction de la mortalité maternelle et néonatale.]

M. de Watteville était membre de nombreuses académies et sociétés savantes internationales.]

— M^{re} Aurora Bernardet, Sali et Gladys Yurkiewicz, Monique et Arnaldo Calveyra, Julio Silva, Catherine Loculier, Luis Tomasello, Monique et Hervé El Maleh et Françoise Campo,

remercient toutes les personnes qui se sont associées à leur peine lors du décès de

Julio CORTAZAR.

— M. et M^{re} Shukri Hana Shammam, M^{re} Maria Muram Shammam et ses enfants,

Les familles Shammam et Kanazeh, expriment leurs sincères remerciements à toutes les personnes qui, par leur présence ou leurs messages, leur ont témoigné de l'affection et de la sympathie lors du décès du regretté.

Muram SHUKRI SHAMMAS,

ravi à leur affection.

Soutenances de thèses

DOCTORAT D'ÉTAT

— Université de Paris-IV, mercredi 15 février, à 17 heures, salle des Commissions, M. Khalid Naciri : « Le droit politique dans l'ordonnement constitutionnel marocain ».

— Université de Paris-Nanterre, mardi 28 février, à 14 h 30, M. Jean-Polatan : « Le Perche : espace rural, espace régional ? Un pays et ses hommes ».

— Université de Poitiers, centre d'études Hegel-Max, 34, rue de la Chaine, samedi 3 mars, à 14 h 30, M. Anatole Douchevsky : « L'esprit de Labritouche ».

دعوت الی اللہ

Le Monde

ARTS ET SPECTACLES

LE LÉZARD NOIR OPÈRE DANS LA NUIT DU JAPON

Deux rangs de perles pour Akihiro Miwa

Le corps d'un jeune homme repose à la morgue. Près du cadavre, se trouve un objet, un petit lézard noir. Léopard noir est le nom d'une chanteuse de cabaret. Bons soies, robe de star qui dénote ses larges épaules. Le Léopard noir opère la nuit, dans l'éclat des projecteurs, des strass, des couteaux, des diamants. Chanteuse, voleuse, amoureuse de la beauté, elle dirige un gang qui assassine des êtres jeunes, transformés ensuite en statues. Elle convoite un fabuleux bijou, « l'Etoile d'Égypte », qui appartient à un joaillier dont elle fait enlever la fille, Sanae. Devant elle, se dresse un détective élégant, Akashi.

Affrontement amoureux sans issue, dans les trains de luxe et les

palaces. Joutes de mots, jeux de cartes sur une table de glace. Pour suite sur des quais de nulle part, des bateaux immobiles et qui tangent; au fond d'une grotte atlandide, le « musée » du Léopard noir où elle garde les statues aimées. Elle pense tenir Sanae en son pouvoir, mais ce n'est que son double. Elle craint d'avoir tué Akashi, mais il a pris la place et l'apparence d'un vieux serviteur. Plutôt que de renoncer à son amour, elle renonce à la vie. Pareille à Cléopâtre, elle prend du poison. Pareille à Marguerite Gauthier, elle meurt dans les bras de son amant interdit, fleur blanche reaversée sur un canapé. Son image se multiplie en des poses exacerbées, carrousel baroque qui ponctue cet opéra furieux.



Rampo Edogawa au théâtre, mais c'est une actrice qui l'a créé. Akiro M'wa a repris le rôle, redessiné les costumes et les décors : « Dans le style art nouveau avec comme base de couleurs le noir et l'or, sauf pour le bureau du détective qui était très réaliste. Le décor du film est différent. Mishima ne l'aurait pas, il le trouvait trop « cheap ».

Akihiro M'wa, dans son personnage de chanteuse, voleuse, amoureuse de la beauté, n'est pas vraiment un travesti. Ce qu'elle fait ne ressemble pas non plus au jeu d'ailleurs déjà pas vraiment sobre - des « onnagata » (acteurs interprètes de rôles féminins dans les kabuki). Ce qu'elle montre tiendrait

plutôt d'une synthèse exacerbée des deux formes. Son regard, son sourire, son port de tête, gardent une noblesse hiératique, avec des mouvements imperceptibles de poupée bunraku. Les gestes des bras sont larges, précis, brusquement ils s'amplifient, entraînent le corps dans des torsions à la fois gracieuses et invraisemblables. Il se plie, entraîne à son tour les épaules, et la tête qui se renverse. Par instants, les paupières très maquillées cachent les yeux. Par instants, seulement. Et quand Akihiro Miwa se déplace, elle glisse dans ses voiles de vamp, le cou barré de strass moins brillants que ses lèvres. Elle est l'essence même de l'artifice. Autre chose qu'un travesti : un rêve fou de travesti.

Elle brûle son amant

L'histoire est tirée d'un roman policier de Ramo Edogawa - qu'on nous dit très célèbre au Japon - et adaptée pour le théâtre par Mishima, suicidé deux ans après le tournage du film - où il apparaît dans le rôle d'une statue. Un film halluciné qui laisse loin derrière lui les délices les plus extravagantes de l'art occidental, range des œuvres comme *En quatrième vitesse*, d'Aldrich ou *la Mort de Maria Malibran*, de Werner Schroeter, parmi les modèles de logique cartésienne.

On se perdrait à vouloir suivre les convulsions rocambolesques de l'intrigue, on n'y pense même pas. On se laisse secouer par les saccades d'images, par leur clinquant morbide. Les dialogues de Mishima -

ce qu'on en reçoit à travers les sous-titres - bousculent brutalement vers des espaces de poésie sombre, vers les brûlures d'un enfer tout proche. Ainsi, cette parabole qui définit la nature criminelle : « Une femme reçoit de son amant un bouquet de roses et y trouve une chemise. Celle qui jette dans le feu les fleurs et l'insecte n'est pas criminelle. Non, plus celle qui respire les roses après avoir jeté la chemise. Et puis il y a la femme qui, émue par la beauté du bouquet, le garde, et jette son amant dans le feu... »

« Mishima m'a dit que j'étais cette femme. J'ai ri et répondu que c'était plutôt lui », confie Akiro Miwa. Akihiro Miwa est, à l'origine, un homme. C'est pour lui que Mishima a adapté le roman de

« RUSTY JAMES », DE FRANCIS COPPOLA

Sensation maximum

TOURNÉ immédiatement après *Outsider*, dans le même décor, Tulsa, Oklahoma, avec en partie les mêmes acteurs, sinon la même équipe technique, *Rusty James* (traduction malheureuse de l'anglais *Rumble Fish*, du nom d'un de ces poissons exotiques minuscules prêts à se bagarrer à mort contre tout autre poisson rival, voire contre leur propre reflet) est une œuvre étrange, inquiétante, un tournant, peut-être, dans la carrière du réalisateur du *Pairein* et de *Coup de cœur*. La presse américaine, du moins celle de New-York, qui fait le plus et le basu temps aux États-Unis en matière de cinéma « d'art et d'essai » - et *Rumble Fish* appartenait à cette catégorie - la presse new-yorkaise a littéralement massacré le film et dénoncé une fois de plus la mégalomanie du cinéaste. La sortie du film en France, et en Europe en général, peut aider à restaurer son image et, en même temps, lui permettre de récupérer une mise de fonds assez modeste en fin de compte, 5 à 6 millions de dollars.

Les admirateurs du film - et il en existe, - inconditionnels, parlent après Coppola lui-même d'une sorte de drame existentieliste, un « *Camus pour gosses* », lointain cousin du roman d'une jeune femme de Tulsa, Susie Hinton, auteur du best-seller d'où fut tiré *Outsider*. Un jeune lycéen, Rusty James (Matt Dillon), amoureux de Patty (Diane Lane), vit un peu comme la connaissance des jeunes du pays, dans le souvenir d'un héros mythique, son frère aîné, le motocycliste boy (le garçon à la motocyclette), parti à l'aventure vers

Los Angeles et la Californie. Rusty James, soucieux de valoriser sa propre image de chef de bande, abandonne sa petite amie au profit des copains. Il s'impose brillamment au cours de violentes bagarres lorsque, comme halluciné, il reconnaît brusquement son frère (Mickey Rourke, admirable). Loin-tain, étrange, celui-ci va devenir le protecteur et l'ombre portée de Rusty James. Une rencontre avec leur père Dennis Hopper, ancien partenaire de James Dean dans *le Fureur* de vivre, motard hippy d'Easy Rider, crée un profond malaise : entre cet éboulé et le frère admiré, mais perdu dans sa rêverie,

Rusty James ne peut hésiter une seconde.

Le film court à son dénouement tragique, la mort d'un héros qui n'a plus sa place nulle part. Un horrible fil à lunettes, enge noir du destin, se chargera de liquider le motocycliste boy qui prétend, la nuit, redonner leur liberté aux animaux d'un magasin pour amis des bêtes, et d'abord aux poissons suicidés. Dantonien - un daltonisme très sélectif qui limite la vision au seul noir et blanc du bon vieux cinéma, - le frère aîné succombe sous les balles du représentant de l'ordre aussi décati à sa façon que le père. Rusty James part vers la mer sur la moto de son frère, en quête d'une improbable aventure.

Le septième art condamné

On sait avec quelle frénésie Francis Coppola, depuis *Coup de cœur*, et déjà dans *Apocalypse Now*, s'est servi des nouveaux médias électroniques, appelés à transformer selon lui notre perception des images et des sons. Pour Coppola, filmer aujourd'hui, c'est d'abord accentuer les réactions physiques du spectateur, participation accrue aux sollicitations d'une vie moderne qui, pour le meilleur (une simple histoire d'amour comme *Coup de cœur*) ou le plus dangereux, le plus violent (*Rusty James*), impose un quotient maximum de sensations. Une partition sonore exceptionnellement travaillée, à base de percussions, donne des allures d'opéra à ce qui pourrait n'être qu'une vulgaire histoire de gangs.

Tout dans la mise en scène vise à retrouver les vertus d'une sorte d'expressionnisme qui déforme les perspectives comme les sentiments. La caméra filme souvent les objets et les visages en travers, un objectif à courte focale accentue l'effet fish eye (littéralement « œil de poisson »), le premier plan n'a pas la netteté de l'image plate, tout semble se passer dans les marges, dans la marge.

Rusty James possède les mêmes qualités et les mêmes défauts que *Coup de cœur* : tout y est grossi à l'extrême, on pense à la comédie musicale, avec cette orchestration des bagarres, au début, conque par des danseurs, où l'on ne fait que frôler effectivement les corps, mimer les coups, et où pourtant violence et coups font mal

à cause du son, du choc ressenti dans nos tympans.

Assistons-nous à l'agonie du cinéma tel que nous l'avons connu ? Au contraire, ou plutôt, en tout logique, découvrons-nous une autre forme d'art qui ne pastiche la réalité que pour la rendre plus fantastique ? Ces nuages à l'accélération, comme repris de *Koyaanisqatsi*, que Coppola aide à terminer, donnent peut-être la véritable dimension, purement onirique, d'un film irritant, mais fascinant. Peut-on soutenir le rapprochement avec *Camus*, cette « étrange » au monde devenue peut-être aussi, dans une large mesure, celle de l'Amérique et de l'American way of life que tout le monde veut pourtant imiter à qui mieux mieux ?

La vraie question : est-il encore possible de retrouver la simplicité, la linéarité de ces histoires d'autant tissées si fin, si subtil, que tout y transparaissait de notre anglophobie d'étranger, sans jamais recourir à l'effet de choc, aux images et aux sons, si brutalement assésés ? Francis Coppola, visionnaire de l'an 2000, condamne, avant même l'arrivée du prochain millénaire, un cinéma, un « septième art » aujourd'hui inadéquat pour aller au plus intime de nos émotions. Fosseuse ou pré-courseur, l'homme de *Coup de cœur* ? Jean-Luc Godard et Maurice Pialat, s'ils constataient le malaise, défendent, derrière leur franchise crue, bien plus crue, d'autres valeurs. Un coup de poker audiovisuel, un esthétisme forcené, n'aboliront jamais l'art de John Ford et de King Vidor, aussi rétros puissent-ils paraître aux amateurs de gadgets raffinés. La simplicité convient au grand art.

LOUIS MARCORELLES.
★ Voir films nouveaux.

Elle aime Piaf

Et pourtant, la voilà au bar de l'hôtel Nikko, sagement assise - un bérêt noir sur ses cheveux courts, des petites perles brodées au pull blanc à encolure lâche sur le torse plat. Deux rangs de perles en collier, deux autres en bracelet. Très chic. Elle est née à Nagasaki en 1935. Elle a donc quarante-neuf ans, ce n'est pas possible. Aucun miracle ne pourrait redonner à la peau un tel velouté de jeunesse. Mais pourquoi se vieillirait-elle ?

Au Japon, Akihiro Miwa - avant 1972, il s'appelait Maruyama - est une star très populaire de la chanson. Chansons engagées, dans la défense des exploités, et d'amour : Piaf. Elle aime Piaf « parce qu'elle donnait l'amour sans compter, sans savoir s'il lui serait rendu. Le personnage du Léopard noir, c'est tout autre chose. Sa chanson dit : « Per-sonne ne peut pénétrer / Mon cœur de diamant / Ni génie ni / murmure du diable / Ni l'amour / des hommes / N'atteignent mon cœur glacé... »

Akihiro Miwa naît, comme Piaf, dans un quartier populaire en plein milieu des bastings et des cinémas, se gave de films français, rêve de Françoise Rosay, Marie

Bell, Annie Ducaux, Maria Casarès, Arletty...

Elle était un garçon et s'appelait Shungo Maruyama. Il était encore bébé quand sa mère est morte. Son père s'est remarié. Il y a eu des demi-frères et sœurs. Ils étaient huit, avec un frère tuberculeux et un père malade à nourrir son monde. Shungo est devenu Akihiro, a débuté dans la chanson en 1957 : « Parce que je me suis occupée de ma famille. Dieu a permis que je devienne star ». Le succès dure trois ans. « Mais je gérais, dit-elle, parce que j'étais auteur-compositeur-interprète, au Japon ça ne se faisait pas ». Ce qui ne se faisait pas non plus, c'était de revendiquer publiquement, dans ce temps de militarisme puritan, la liberté de s'habiller, de vivre à son goût. D'être homosexuel. Pour cette raison, parce qu'il était homosexuel et que sa famille avait peur, un de ses amis s'est suicidé : « J'ai trouvé son corps. Je ne comprenais pas. Il n'était ni voleur ni criminel. Il aimait les hommes, pourquoi le punir. Pourquoi cet ostracisme. Le catholicisme interdit ce genre de rapports, pas le bouddhisme. Ça m'a donné le courage de me battre. A l'époque, il en fallait. Aujourd'hui il n'y a plus de bataille... »

Elle est sereine

Akihiro Miwa se bat et tient. Elle tourne - parfois des rôles d'homme. Chante, dans un cabaret le Gin Paris. Travaille dans la troupe de Terayama (que l'on a vue en France, au Festival de Nancy, aux Halles, et en 1982 à Chaillot, quelques mois avant sa mort, avec *Conseils aux domestiques*, d'après Swift). Quand Akihiro M'wa jouait chez lui la Marie Vison, à Tokyo - en 1967 - dans une salle en sous-sol du même bâtiment, Mishima donnait un spectacle qui ne marchait pas : « Il n'a jamais été reconnu au théâtre. Je voulais le rendre populaire, c'est pourquoi j'ai repris le Léopard noir. Il n'aurait pas dû le faire jouer par une actrice, ce n'est pas un personnage pour une femme ».

Akihiro a joué la Dame aux camélias, *Maté Haru*, *Piaf*, l'Aigle à deux têtes, qu'elle reprend en juin, après quinze ans, dit-elle, en souriant. Si l'angoisse de vieillir la tient, elle la domine. Elle entretient avec le temps des rapports sereins.

Elle a écrit une autobiographie, un best-seller. Elle dirige un cabaret : le Paris. Elle est fascinée par notre capitale, où elle a vécu pendant cinq mois il y a dix-huit ans. Simplement pour y vivre, pour voir « une ville qui existe par sa seule beauté, c'est rare. Et les artistes qui ne peuvent pas travailler chez eux y viennent ».

Aujourd'hui, les Japonais de Paris ne sont pas seulement des artistes, mais la ville est « redevenue ce qu'elle était, malgré la situation de crise. Je crois, dit-elle, que les sensations d'inquiétude et de douleur que nous ressentons annoncent la

naissance d'une nouvelle culture... Je suis un peu voyante... »

Et pour le présent ? « Je suis libre. De dix-neuf ans à trente et un ans, j'ai travaillé pour ma famille. Mon père est mort, mes frères et sœurs sont mariés. Je suis libre et je ne donne mon amour à personne. Je ne sais pas pourquoi, c'est ainsi. Ce n'est pas un choix. Je vis seule. La solitude est quelque chose de fort. Elle existe, elle est là entre parents et enfants, dans les familles, dans les couples. Il n'y a jamais d'accord. Soit-même on ne se comprend pas. Comment penser que l'on peut comprendre quelqu'un d'autre. Si on interiorise la solitude, on la vit sans tristesse, sans panique... Non je n'ai pas suivi de psychanalyse, ce n'est pas tellement courant au Japon... Le problème est d'atteindre une harmonie psychologique pour devenir bouddha. Je l'ai atteinte, et je donne des leçons. J'offre mon amour à un grand nombre de gens à travers mes conseils. J'ai écrit un livre, mon expérience est vaste.

« Je m'occupe d'adolescents orphelins, délinquants. Ceux qui ont du talent, je veux leur permettre de l'exercer. J'aurais tellement eu besoin qu'on m'aide. Les autres, je les emploie, comme serveurs dans mon cabaret. C'est pourquoi j'ai toujours des dettes. Mais ces jeunes gens, qui, habituellement, sont instables, ne travaillent pas, ou changent sans cesse de travail, chez moi, restent. C'est bien. »

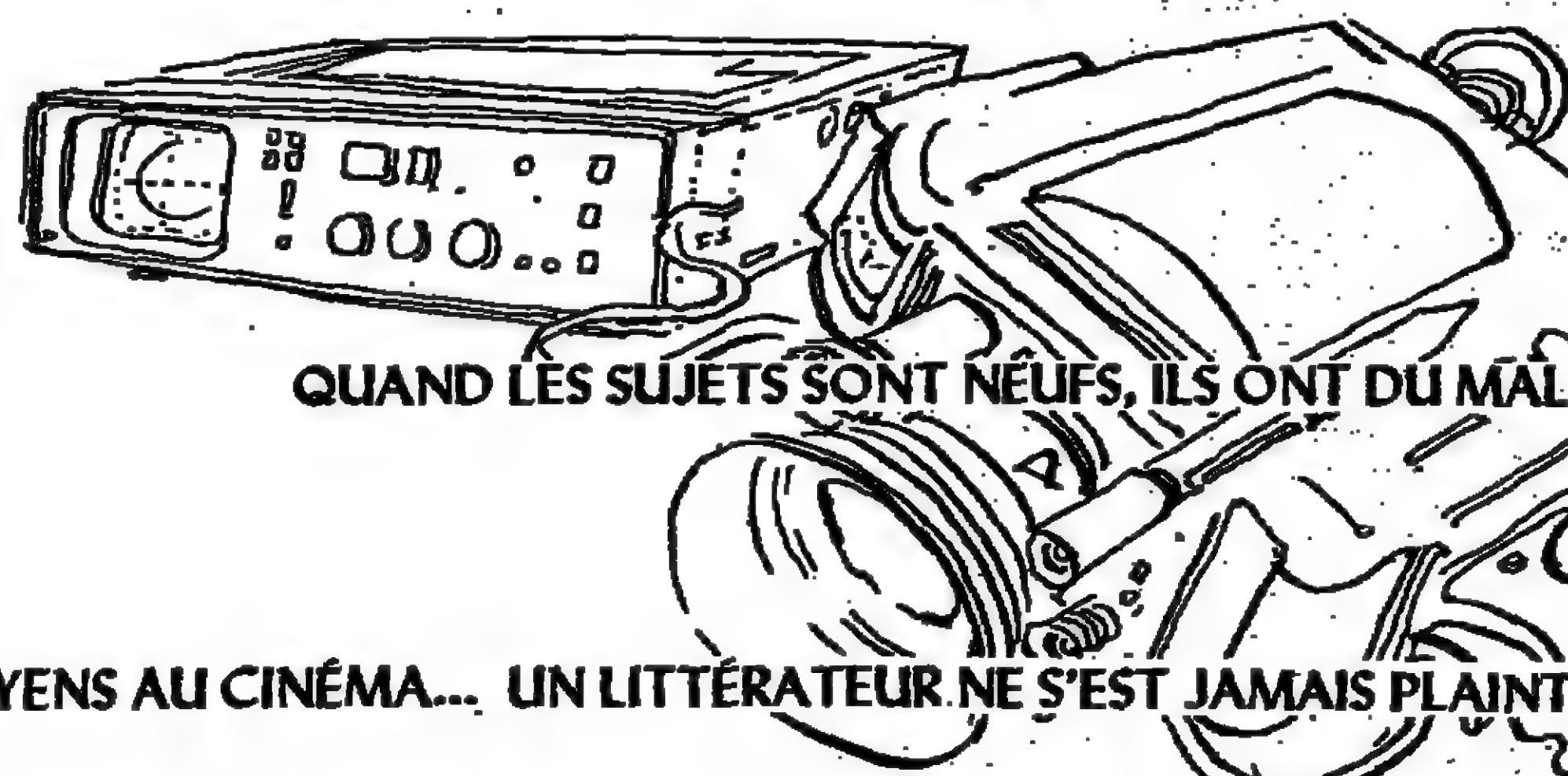
COLETTE GODARD.

★ Le Léopard noir. Voir films nouveaux.



CONVERSATION ENTRE JEAN-LUC GODARD

Trois personnes



QUAND LES SUJETS SONT NEUFS, ILS ONT DU MAL

... MANQUE DE MOYENS AU CINÉMA... UN LITTÉRATEUR NE S'EST JAMAIS PLAINT

FACE A FACE, Jean-Luc Godard, Maurice Pialat. D'un côté, le maître des mots, le poète rigoureux des concepts les plus nouveaux. Godard mène la partie, il est chez lui, à Rolle. De l'autre, l'expressionniste et rétro-prospectif, la sincérité concrète d'un formidable personnage. Pialat accepte les règles d'un jeu où il risque davantage que l'adversaire.

L'adversaire ? Ils auraient pu, on effect, transformer la conversation en pugilat. Ils n'ont pas eu le même parcours, ils ne font pas le même cinéma. L'œuvre de l'un n'est pas l'œuvre préférée de l'autre et vice versa. Mais près de trois heures durant, devant un magnétophone, ils mettent à nu leurs divergences sans plus de procès.

L'idée de cette rencontre est partie de Madrid. Avant d'atterrir en Suisse, elle a transité par Paris. Ce devait être un film vidéo produit par Must-dors en Espagne, puis l'idée a été récupérée, et il semble que d'autres l'aient eue au même temps. En tout état de cause, on n'aurait pas eu ici ce qui va suivre sans ceux qui, à Madrid, ont choisi de montrer des films plutôt que d'en parler. Ils n'étaient pas là quand la conversation a eu lieu. Il n'y avait pas de journaliste non plus.

Avant que le médiateur de cette confrontation ouvre le débat en rappelant que des critiques ont vu des analogies entre *Prénom Carmen* et *A nos amours*, indiquons simplement ceci : Jean-Luc Godard et Maurice Pialat sont deux auteurs dont les films et la personnalité jouent un grand rôle aujourd'hui, et nous voulons savoir ce qu'ils avaient à se dire, à nous dire. Auteurs, auteurs... Godard n'est pas d'accord. Mais, d'abord, y a-t-il analogie ? - Cl. D.

JEAN-LUC GODARD. - Toi, je ne sais pas, moi je ne trouve pas, pas tellement. Ce sont les critiques qui ne savent plus très bien où ils en sont. On a dit, tiens, ça prouve - ce que je trouvais complètement faux, pour moi en tout cas, et pour toi aussi. - Ça prouve que des films d'auteur, ça peut marcher aussi. Mais qu'est-ce que c'est ? Je pense que ce qui s'est appelé « film d'auteur » a été une véritable catastrophe, et que s'appellent auteurs aujourd'hui dans le cinéma des gens qui n'oseraient pas s'appeler auteurs en littérature.

MAURICE PIALAT. - Pour en revenir à ce qui a été dit au début, moi je ne vois pas comment on peut faire de pareilles comparaisons. A tort ou à raison, ce que je reconnais avoir toujours eu comme ambition, ce que je referai et essaierai de refaire demain, si j'en ai les moyens et si j'en suis capable, ça se rapprocherait de l'auteur, mais de l'auteur comme on l'entend au théâtre. En fait ce que je regrette dans tous mes films, c'est parfois jusqu'à l'absence de scénario, et même quand le scénario est là, qu'il soit trop diffus.

Le grand plateau de la Metro

MAURICE PIALAT. - Oui, mais alors, pourquoi ? C'est une question que je voulais te poser.

JEAN-LUC GODARD. - ...Ce dont je voulais te parler, c'est par rapport au sujet. Quand on disait « auteur », on avait le sentiment que des gens comme ce qu'était devenu Duvivier, ou même un peu Carné... je veux dire : le sujet n'était plus là. Et qu'à des moments, on le trouvait plus chez Guityry, chez Pagnol, ou chez Cocteau, chez Renoir, par exemple, qui était accusé de bâcler, et nous on disait, non, il bâcle au nom d'un intérêt supérieur, et en fait c'est beaucoup mieux, beaucoup plus rigoureux qu'un film comme *la Symphonie pastorale*.

C'était ça, cette notion d'auteur, si tu veux. Aujourd'hui, la difficulté, c'est par rapport au sujet, et ce que je reprocherais à *A nos amours*, parce qu'il faut se critiquer, j'espère que tu seras aussi mé-

mal construit, pas assez travaillé. Et finalement, si je continuais à faire des films dans un certain domaine, puisqu'on est condamné au cinéma intimiste par manque de moyens, à cause des budgets qu'on a, moi j'en serais pratiquement à écrire - alors que je ne me sens pas écrire, j'ai beaucoup de difficulté à écrire. - J'en serais à écrire un film comme on écrit une pièce de théâtre. Je ne pense pas que c'est ce que tu cherches à faire, tu l'as montré jusqu'à présent.

JEAN-LUC GODARD. - Ah ! justement, j'aimerais bien, moi qui ai commencé à faire des films en écrivant des dialogues, même avant les *Cahiers du cinéma*, j'avais une rubrique à *Arts*, je me souviens même d'une phrase que je reprochais au cinéma français de l'époque : quand quelqu'un sortait d'une pièce, il disait toujours « je m'en vais », alors moi je disais que quand on sort d'une pièce, en principe on dit « je reviens ». C'était dans la réalité. J'aimais bien le dialogue. Et aujourd'hui, j'aimerais bien être comme un auteur de théâtre, c'est dire, avoir pas de techniciens, pas d'acteurs, avoir le sujet si tu veux. Et je vois, je n'arrive pas...

chant, je trouve que tu es devenu bien gentil depuis deux ou trois ans, je ne sais pas si c'est par politesse...

MAURICE PIALAT. - Non non.

JEAN-LUC GODARD. - ...On par intérêt, ou par fatigue, ou par plaisir...

MAURICE PIALAT. - Ni intérêt ni plaisir.

JEAN-LUC GODARD. - En même temps, moi ça me perturbe, un film comme *A nos amours* est beaucoup plus bâclé qu'un film comme *Passe ton bac d'abord*, et, à cause de ce bâclage, si je devais le défendre dans une critique, je défendrais Pialat, mais j'attaquerais le film.

Je trouve que ce qui manquait dans *A nos amours*, et qui est quelque chose qui m'a manqué dans *Prénom Carmen* - on ne le voit peut-être pas bien parce qu'il y a un sujet qui est là, en titre, que tout le monde connaît - c'est : quel était le sujet ? On le voyait mieux dans *Passe ton bac d'abord*. Et il me semble que, dans les vrais films, des fois un peu difficiles, quand les sujets sont neufs, comme on dit, eh bien, ils ont du mal, forcément, à passer. *Le Règle du jeu*, qui était un sujet plus neuf que *la Grande Illusion*, a eu plus de mal à passer.

Par rapport au sujet, là, je trouve que nos deux films se ressemblent, parce qu'ils sont faits à la même époque, et en même temps ils ne se ressemblent pas du tout, par l'approche ou la crainte du futur qu'ils peuvent avoir, par l'idée qu'on se fait du cinéma. Mais j'aimerais bien ne faire que des dialogues de théâtre, mais je serais incapable de faire le premier dialogue, alors que, quand je pense à un film, ensuite ça change, mais je n'ai aucune peine à écrire une phrase qui en amène une autre. Toi, tu as envie de faire du théâtre. Est-ce que ça ne vient pas plutôt des acteurs ?

MAURICE PIALAT. - Du théâtre filmé, je le répète, pour des questions de moyens. Si on avait de gros moyens on se ferait pas de théâtre, parce que ce que l'on a envie de prendre, ça ne rentre pas sur une scène.

Pialat cite deux critiques qui n'ont pas aimé *A nos amours*. Pour un peu, il dirait qu'ils ont raison, mais surtout, il prononce l'adjectif « injuste », sur lequel

Godard va le reprendre. Qu'est-ce qui est injuste pour Pialat ? Pas la critique en soi, mais, semble-t-il, le fait qu'elle ne tienne pas compte des difficultés. Ce que Pialat supporte mal, ce sont les budgets énormes, comme celui de *Fort Saganne*, qu'on donne, dit-il, à des cinéastes qui ont remporté de grands succès. Lui n'a pas eu de succès suffisants pour obtenir ensuite des budgets pareils. Godard lui donne un contre-exemple, puis précise que lui-même a eu un succès. A bout de souffle, et un demi-succès. Sauve qui peut (la vie). Pialat évoque alors la carrière de Renoir.

JEAN-LUC GODARD. - Ça dépend ce qu'on appelle échec. *la Grande Illusion*, c'est un succès commercial, mais en même temps on peut dire que c'est un échec fondamental, puisque, deux ans après, il y avait 1940. Or c'était un film qui plaçait contre 1940, comme le *Départ*. On dit grande audience publique, et voilà deux films ultra-conus, de gens célèbres, au moment où ils ont adressé un message de paix, ça a été l'échec. Donc, où est le succès ?

Mais tu as parlé d'injustice, et c'est un sentiment que je n'ai jamais eu. Je t'ai toujours entendu dire « c'est injuste », et que tu aimerais faire quelque chose...

MAURICE PIALAT. - J'aimerais bien une fois avoir un budget qui corresponde au film que je veux faire.

JEAN-LUC GODARD. - Mais c'est sincère, ça ?

MAURICE PIALAT. - Ah bien oui !

JEAN-LUC GODARD. - Parce que moi je me suis aperçu que quand je me disais ça, en fait, ce n'était pas sincère. Je me suis dit :

L'assiette du voisin

JEAN-LUC GODARD. - Sur *Passe ton bac*, ce n'est pas un jeu de mots de dire que tu étais dominé, mais moi je trouve que c'est un de tes films les plus dominés, aussi.

MAURICE PIALAT. - J'accepte - et je suis le mieux placé pour savoir que c'est vrai - que de *A nos amours*, on dise qu'il soit bâclé. Mais *Passe ton bac* est beaucoup plus bâclé que *A nos amours*. Alors là, par force, j'ai tourné *A nos amours* avec encore moins d'enthousiasme, et ça se sent sûrement, mais *Passe ton bac*, c'est vraiment un mauvais souvenir.

JEAN-LUC GODARD. - Tu penses que tu as plus de difficultés que d'autres ?

MAURICE PIALAT. - Oui. Par contre, je reconnais depuis peu que ces difficultés, j'en suis sûrement largement responsable. Je sais qu'au moment de *l'Enfance nue*, puisqu'il était coproducteur, c'est une chose qui avait irrité Truffaut, parce que c'était toujours la faute des autres, j'étais toujours en train de me plaindre. J'avais des raisons, mais enfin il y avait aussi ma façon de me conduire, qui faisait que les choses arrivaient comme ça ?

JEAN-LUC GODARD. - Mais à des moments, tu te dis « Tiens, si je pouvais avoir le budget de *Fort Saganne* ? »

MAURICE PIALAT. - Peut-être pas là, en ce moment. Mais je l'ai souhaité, oui, j'ai mis du temps à comprendre, et je continue à croire qu'il faut des moyens pour tourner. Je pense que l'importance, la qualité des moyens qu'on a, influent sur la valeur des œuvres. Pas un peu. Fortement.

JEAN-LUC GODARD. - Si tu avais 30 ou 40 millions, est-ce que tu

j'aimerais bien une fois tourner sur l'équivalent du grand plateau de la Metro, on avait de temps en temps un grand film à faire, pour avoir le sentiment dont parlait Fellini quand il a tourné son premier film comme scénariste, avec Rossellini, *l'Amore*.

Rossellini lui a donné le rôle, et puis il y a un petit article de Fellini dans la revue du cinéma de l'époque, qui disait : « Ah ! Mais c'est merveilleux, parce qu'avant on me traitait comme un chien. Et dès que je suis passé scénariste, je n'ai plus eu rien à faire. Je m'occupais, je disais « sandwich », pof, on m'apportait un sandwich. » Alors, si tu veux, des fois je me dis, oui, c'est injuste. On pourrait un peu mieux vous considérer, puisqu'on fournit tout. Mais je vois que ce n'est pas vraiment vrai. Est-ce que si tu avais 12 milliards pour faire *Passe ton bac*...

MAURICE PIALAT. - Mais je ne ferais pas *Passe ton bac*, à ce moment-là.

JEAN-LUC GODARD. - Oni, mais trouve-tu injuste de faire *Passe ton bac* ? Finalement c'est ta destinée, quand même.

MAURICE PIALAT. - Ah non ! *Passe ton bac* on n'a pas le faire, parce qu'il y avait un problème d'argent avec le CNC, que j'aurais pu traiter par-dessus la jambe, mais à ce moment-là on m'a fait comprendre que j'avais déjà des difficultés à tourner, et que ça serait après encore plus difficile. Il fallait qu'avec les quatre sous qui restent je tourne un film, si bien que j'avais imaginé, au lieu de *Passe ton bac*, de faire quelque chose genre *le Canton*, c'est-à-dire un soir, deux personnages, une table, et la caméra. J'aurais pu.

JEAN-LUC GODARD. - Pour nous c'est bâclé, tandis que pour Duras, ce n'est pas bâclé.

MAURICE PIALAT. - Mais c'est grave qu'on en arrive là.

penses que ça te permettrait... comme on dit : « Il y a des sujets qui dorment ». Moi je ne crois pas aux sujets qui dorment. *La Belle au bois dormant*, ça s'arrête toujours quand il l'a réveillée. Ensuite, on ne sait pas ce qu'ils sont devenus, heureusement. Parce que ça n'a pas dû durer longtemps.

MAURICE PIALAT. - Après le tournage de *Loulou*, j'ai eu envie d'écrire un livre, le plus objectivement possible, qui aurait repris les feuilles de script, les rapports. J'ai laissé passer parce que je pensais que j'assomerais les gens avec ça. Mais c'est accablant ce qu'a été le tournage de ce film. Les trois acteurs principaux n'étaient plus là à la fin du tournage, ils étaient tous partis. Il a fallu que j'attende un an avant de refaire des records !

JEAN-LUC GODARD. - Je dirais que ça se produit presque sur tous les films. Sur *Prénom Carmen*, ils sont partis dès le début du tournage, et on avait des fantômes. Bon, ils sont partis, on s'arrête, mais ça, ce sont les vedettes. Pour *Passion*, je ne les ai pas eus. Hanna Schygulla, Isabelle Huppert, Jerzy Radzawilowicz, n'ont pas rempli leur contrat. Cela dit, ils ont été dans des conditions difficiles pour eux, de très longue attente. Il faut le concevoir aussi. Moi j'appellerais ça des situations difficiles, mais normales au cinéma.

Pialat continue de ne pas trouver ça normal. Il raconte comment Guy Marchand l'a laissé en panne. Au moins, les amateurs restent, et ils sont contents d'être là. Pialat proteste contre l'attitude des comédiens professionnels, qui, une fois leur scène terminée, se désintéressent du tournage, ou s'en vont. Il expli-

que ainsi ce qu'il appelle la mauvaise qualité de *Loulou*. Godard introduit un personnage qu'il ne va pas quitter au long de cet entretien (le producteur), et développe toute son argumentation autour d'un même thème : le sujet.

JEAN-LUC GODARD. - Maintenant, les films se passent plus en plein air, plus en décors naturels. Quand c'était en studio, les acteurs avaient la buvette pour attendre. Donc ils pouvaient aller bavarder et puis en bavardant ils étaient tous dans le cinéma. Maintenant il n'y a plus ça, et ils sont confrontés à eux-mêmes. Alors que les sportifs ne s'ennuient pas, quand ils ne tournent pas.

Moi j'ai toujours senti ça très fort. Il y a un abîme dès le départ, qu'il ne devait pas y avoir autrefois, et tu te retrouves seul. Surtout si tu n'as pas les mots habituels, les ustensiles habituels ou la manière habituelle, pour faire croire qu'il y a quelque chose qui existe, qui est



beau, qui vaut la peine d'investir. Moi, nous sent vrai rapport, c'était avec, je trouve, les vrais créateurs : producteur-réalisateur, c'est les deux ensemble. Mais tu dois chercher autre chose. Moi je trouve injuste le fait que tu dises « c'est injuste ».

MAURICE PIALAT. - D'une certaine façon, depuis que je tourne, je n'ai jamais eu de producteurs, sauf sur certaines parties de *la Maison des bois*, et je suis sûr que ça se sent dans le film. Il y avait des gens derrière moi qui me soutenaient.

JEAN-LUC GODARD. - Moi, heureusement, j'en ai connu un ou deux qui m'ont aidé à ce qu'une partie de moi-même devienne aussi producteur, et que je ne sois pas complètement seul sur le film.

Ce qui manque partout, c'est la relation au sujet. J'ai essayé de la faire partager à d'autres, très sciemment. Et j'ai vu que c'est une utopie de demander à un acteur : « Qu'est-ce qui t'intéresse dans ce sujet, toi, et s'il ne t'intéresse pas, tu ne peux pas le faire ». Avec les amateurs, il y a quelque chose qui est « amateur » au bon sens du terme : ils aiment. Tu peux trouver des rapports.

Avec les professionnels, il faut faire un bon choix, mais une fois que tu l'as fait, il y a une négociation possible, aujourd'hui. Te es mieux servi par les professionnels que par les amateurs qui sont des professionnels déguisés, qui n'ont pas l'assurance des vrais professionnels. Et quelquefois comme Isabelle Huppert, au moins, si elle a huit semaines, elle restera ses huit semaines.

Mais cette histoire de manque de moyens, c'est faux. Prenons la no-

Théâtre des Amandiers/Nanterre
2 février - 18 mars 1984
Bulle OGIER « Michel PICCOLI »
dans
terre étrangère
d'Arthur Schnitzler
LOCATION : 721.18.81
Mise en scène Luc Bondy

THEATRE EUROPE 28 FEVRIER 6 MARS 20H30
DIE HERMANNSSCHLACHT
EN LANGUE ALLEMANDE
KLEIST
SCHAUSPIELHAUS BOCHUM
Mise en scène de Claus Peymann
Odeon Théâtre National - 325.70.32

Je n'ai pas aimé

ET MAURICE PIALAT

dans une pièce



A PASSER... L'AUTEUR EST UN ENSEMBLE...

DU FAIT QU'IL Y AIT TROP PEU DE LETTRES DANS L'ALPHABET

tion « trois personnes dans une pièce ». Aujourd'hui, trois personnes dans une pièce, si tu as 1 million de francs, tu as de quoi bien les payer et faire un beau film, si tu as des belles idées.

« On a toujours dit « manque de moyens » au cinéma. Un littérateur ne s'est jamais plaint du fait qu'il y ait trop peu de lettres dans l'alphabet.

MAURICE PIALAT. - Je reconnais, et ça ne m'a pas quitté, la preuve, j'ai toujours été regardé dans l'assiette du voisin s'il en avait plus que moi.

JEAN-LUC GODARD. - Plus, mais pourquoi faire ?

MAURICE PIALAT. - Reprenons *Louise*, qui est un budget moyen, 7 millions. Le producteur qui m'a permis de tourner avec plus d'argent aurait eu le droit de dire : mais ce scénario est trop vague, pas assez travaillé. Je suis le premier à admettre ça.

JEAN-LUC GODARD. - Tous, c'est ça qui nous manque : Rivette,

quels que soient leurs défauts, on a cassé de leurs défauts, il y a un certain nombre de films qui ne se seraient pas faits. Il faut avoir envie de tourner la *Strada*, et puis il faut avoir envie de trouver de l'argent pour tourner la *Strada*. C'est exactement le père, ou la mère, qui a envie d'apporter tel meuble dans la chambre pour faire tel enfant, pas tel autre. Donc il y a là une relation tout à fait normale. Fellini me disait : « Ça ne s'est pas fait avec Ponti. - Oui, mais ça s'est fait contre lui, tu as buté contre lui et c'était très bien ». Quand Antonioni est reparti dans sa carrière américaine, tout seul il n'aurait pas pu concevoir jusqu'à la fin *Blow up* sans un producteur de type Ponti.

« Toi, il me semble que c'est ce qui te manque, et qu'on est arrivé dans une non-relation avec le sujet. Moi aussi, d'une façon ou d'une autre, il faudrait que quelqu'un examine pour moi, mais que moi, en tant que critique, j'examine pour toi. Même le fait de jouer le rôle du père, inconsciemment, psychologiquement, dans *Les amoureux* doit aussi venir de là - et le fait que j'ai joué un peu dans mon film. Pour apporter une autre part, quelque chose qui nous manquait. Pour avoir une surcharge de responsabilité à un endroit où tu pensais qu'il n'y en avait pas assez à un autre.

Godard, de nouveau, s'en prend à la notion d'auteur. Piat précise qu'il se sent auteur de *Nous ne vieillirons pas ensemble*, car, à deux ou trois répliques près, il a écrit le film en entier, et il l'a mis en scène. Godard, lui,

pense qu'on peut être original, personnel, mais qu'il ne peut y avoir d'auteur au cinéma. Il appelle ça réalisateur ou producteur. Et drôlement il décrit les jeunes de vingt-sept ou vingt-huit ans (« Ce qu'on appelle jeune dans le cinéma, c'est l'âge adulte dans la vie normale »), qui se déclarent cinéastes, et leur grand-mère les croit, parce qu'ils ont écrit un projet et qu'ils ont envie de faire un long métrage. Ils ne tiennent pas au sujet.

JEAN-LUC GODARD. - On en revient à mon idée, et ça tu ne le crois pas du tout. Un film de trois personnes dans une pièce, ça peut coûter 1 milliard, ça peut coûter 20 milliards s'il y a Redford. Mais s'il n'y a que des inconnus, et que c'est fait en cinq, six semaines... Tout dépend des films. Quelqu'un qui a, a priori, l'idée de « trois personnes dans une pièce », dans huit pièces différentes et quelques décors de rue, celui-là, déjà, dit : « je manque de moyens ». Mais il manque de moyens dès le départ en demandant beaucoup.

« Et aujourd'hui, je ne comprends pas, vu la vidéo, les techniques légères, il pourrait au moins, s'il tient au sujet, donner un avant-goût de ça, avoir le goût des types comme Rohmer, qui a fait beaucoup de 16 mm, mais tout seul, et muet. Rohmer tournait des films muets parce qu'il avait envie de les tourner. Il écrivait s'il avait besoin d'argent.

« Toi, par exemple, si tu n'avais pas d'argent pour tourner, est-ce que tu tournerais quand même ?

La caméra dans le coffre

MAURICE PIALAT. - Après *Nous ne vieillirons pas ensemble*, où je croyais avoir gagné plus que ce que j'ai gagné en réalité, je me disais : je vais acheter une caméra, ce qui n'est d'ailleurs pas forcément utile, on peut aussi bien louer, enfin avoir un matériel, et si un jour vient un sujet, je n'ai rien à demander à personne, je tourne. Comme Reichenbach, à une époque, je ne sais pas s'il l'a fait encore, qui avait toujours une caméra dans son coffre. Bon, c'est Reichenbach, avec ses défauts, mais la méthode n'est pas mauvaise.

« Je sais que je ne l'ai pas fait. Il y a une part, probablement, de paresse, et puis aussi de contamination. L'idée que quand on est passé par un certain chemin, on ne peut plus revenir en arrière. Je ne sais pas pourquoi, après tout, il y a cette contradiction : combien de fois j'ai répété : moi j'aimerais tourner tous les jours, toute l'année, et le lundi, aller au tournage comme on va au bureau ou à l'usine. Pourquoi je ne le fais pas ?

JEAN-LUC GODARD. - Nous on est peut-être fatigués de ça, c'est ce que tu trouves injuste, on voudrait un peu d'aisance.

MAURICE PIALAT. - Non mais à ce moment-là, je fais aussitôt des comparaisons, je suis envieux, je me dis : moi, je suis comme un con - ou plutôt serais - à faire ça, et puis pendant ce temps-là, comme j'ai appris ce matin, un type qui n'a jamais rien fait de des dizaines de millions pour faire des films avec une actrice ringarde.

JEAN-LUC GODARD. - Ça, c'est injuste, alors, qui c'est ?

MAURICE PIALAT. - Il y a des exemples comme ça. Un jour j'étais allé voir Renoir, c'était après *French Cancan*, ou le *Fleuve*, à un moment où il ne tournait pas. Je le voyais vieux, mais il ne l'était pas beaucoup plus que je ne le suis maintenant, enfin, c'était Renoir, un monument pour moi. C'était très naïf : je viens vers lui, et je lui demande pourquoi il ne fait pas de

16 mm... Il m'a dit, je ne sais plus, une réponse confuse, il était embarrasé.

« Sans avoir la notoriété de Renoir, que je n'aurai sans doute jamais, je m'aperçois que je suis comme il était. Avec cette différence que, lui, ça peut se comprendre. Moi je pourrais le faire, d'ailleurs c'est peut-être utile, des rencontres comme celle d'aujourd'hui.

JEAN-LUC GODARD. - Moi je ne l'ai jamais fait non plus, mais je crois que je l'ai toujours considéré comme sécurité de survie : ça sera toujours possible.

MAURICE PIALAT. - Et puis, je sais aussi, je mets la paresse en avant, mais ce qui m'arrêterait de faire ça, de prendre une caméra, un peu de pellicule 16 mm, et de tourner, c'est que je me disais, si le sujet est bon, après je regretterai de l'avoir fait dans des conditions aussi modestes, parce que, si c'était un bon sujet, ça valait le coup de le faire avec des moyens.

JEAN-LUC GODARD. - Mais quelle est cette idée justement que le cinéma se fait avec ce qu'on appelle des moyens ?

MAURICE PIALAT. - Déjà, entre le 16 mm et le 35 mm... Moi, je n'aime pas le 16 mm.

JEAN-LUC GODARD. - C'est-à-dire qu'une R-5 serait moins bonne pour un certain nombre de choses, elle est meilleure pour d'autres.

MAURICE PIALAT. - Je vais me contredire, mais hier soir, j'ai revu la *Peau du bouillanger*.

JEAN-LUC GODARD. - Ça, c'est deux personnes dans une pièce, c'est même une en général, et un décor.

MAURICE PIALAT. - Il y a deux décors, il y a des extérieurs tournés peut-être avec des arbres, des réflecteurs, de toute façon ça ne fait rien, ce n'est pas un matériel gigantesque ; et puis un texte de Fagot, très littéraire, très théâtral, ça, ça, tous les cinéastes n'apportent pas dans leur film, et qui fait

quand même du minutage. Ça finit, si on le budgetait aujourd'hui, réalisé techniquement dans les mêmes conditions, on serait surpris, à mon avis ça ne coûterait pas plus de 6-7 millions. Je ne parle pas des cachets. Je ne sais pas combien Raimu...

JEAN-LUC GODARD. - Proportionnellement, il toucherait moins.

MAURICE PIALAT. - On se serait encore plus surpris si on tournait - surtout quand je sais de quelle façon ça s'est fait - la *Partie de campagne*, c'est un film qui ne coûterait pas un rond. Si on ne fait pas des *Parties de campagne* aujourd'hui, ce

n'est quand même pas pour des questions de budget.

JEAN-LUC GODARD. - Il y avait un vrai producteur, qui était Pierre Braunberger. La *Partie de campagne*, c'est lui qui l'a produite, autant que Renoir.

« Aujourd'hui, ce qui est trop cher dans les films, sous l'influence rétroactive de la télévision, si tu veux, c'est la part des charges sociales liées à la part des services - parce qu'on peut appeler l'équipe des gens de service, ils sont beaucoup moins des techniciens, ça s'est augmenté considérablement et la part propre au film, c'est-à-dire ce qu'il y a sur l'image, a dû diminuer de beaucoup.

Six mille chevaux

Ici, sacrifions un grand pan de l'entretien. Godard s'est félicité du rôle joué par le producteur Alain Sarde sur Prénom Carmen. Il explique aussi qu'un film est fait à 80 % par entre-temps (c'est ce qui montre combien tu étais dans une situation de président du conseil à l'époque de la guerre d'Indochine). Piat lui répond indirectement. Peut-être a-t-il interprété cette remarque comme un : « Tu n'as rien à dire », et il démontre à quel point il lui serait utile qu'on lui apporte des sujets, qu'on lui passe des commandes, à quel point aussi il lui est difficile de mettre en œuvre ses projets, par exemple un film de sept heures qu'il s'appellerait *Ruptures*. Gentiment (Godard a raison, on aurait attendu plus d'agressivité), mais perfidement, Piat propose enfin à son interlocuteur de « faire un film, comme on dit, avec une histoire... ». Godard lui rétorque qu'on appelle histoire, actuellement, un certain nombre de péripéties dans la vie d'un individu.

« Mais revenons à cette question des moyens, qui les oppose. Sur beaucoup de points ils sont d'accord, mais Piat, qui a toujours rendu la nouvelle vague responsable de l'émiettement des budgets, doit fulminer intérieurement quand, une fois de plus, Godard rapporte les souvenirs de la grande époque... »

JEAN-LUC GODARD. - La seule originalité que nous ayons eue a été : faire des films est possible. Ce n'est pas vrai qu'il faut de gros moyens, on peut faire des films avec de petits budgets, et ils peuvent être des grands films aussi.

« Par contre il y a certains films qu'on ne peut pas faire sans gros moyens. Les trois quarts des films américains qu'on peut voir depuis *Autant en emporte le vent*, moi je citerais le fait que c'est fait avec de trop faibles moyens. Et il y a les trois quarts des scènes qui ne sont pas faites, parce qu'il n'y a plus la capacité de l'industrie à les faire. Ça passe dans les services, et en salaires.

« Sur le tournage du *Cimion*, pour un gros plan d'Isabelle dans une cabine, tu avais des voitures de la production depuis vingt kilomètres avant, quatre-vingt-cinq chauffeurs au salaire où ils sont. Alors forcément, après, il y a moins sur le gros plan. Et puis quand il y a un plan de quatre cents chevaux, ce n'est pas quatre cents qu'il faudrait, mais six mille chevaux.

MAURICE PIALAT. - C'est ça. Après, on ne voit que les quatre cents chevaux.

JEAN-LUC GODARD. - Quand tu vois *Naissance d'une nation*, ou certains films russes à

l'époque où ils avaient toute l'armée... Tu ne peux plus faire un film sur l'armée aujourd'hui, tu aurais rien, trois troupes et deux tanks.

MAURICE PIALAT. - Si on voulait faire une charge de cavalerie, en France, je ne sais pas si avec la Garde républicaine on aurait quelques centaines de chevaux.

JEAN-LUC GODARD. - Tu ne peux pas faire Waterloo.

MAURICE PIALAT. - Si, c'est Bondarchouk qui peut le faire.

JEAN-LUC GODARD. - Oui, mais il n'en est pas capable.

MAURICE PIALAT. - C'était pas si mal, son Waterloo, parce que justement, il restait les moyens.

JEAN-LUC GODARD. - Il y a quand même ce plaisir-là, mais tu peux dire que tu aurais préféré que ce soit King Vidor.

MAURICE PIALAT. - Ah oui !... Mais je n'ai pas détesté. J'en reviens à mes moyens, parce que j'aimerais bien faire Waterloo.

JEAN-LUC GODARD. - Tu as un autre film qui est possible, c'est de faire un gros plan de Fabrice qui raconte Waterloo.

MAURICE PIALAT. - Oui,

Piat génie, Godard génie

JEAN-LUC GODARD. - C'est trop pauvre de montrer Fabrice, trop riche - et on n'y arrive pas - de montrer plus. L'état de l'industrie ne le permet pas. Alors, il ne faut pas se tromper de sujet, des moyens d'approche du sujet.

« Si des films comme *Papy fait de la résistance*, ou certains films américains, ont du succès, c'est parce qu'ils ont juste les moyens de reproduire le souvenir du film moyen. Du reste, *Papy fait de la résistance*, ce sont les vieux qui y vont, pour se souvenir. Tandis que les jeunes, ça leur suffit d'avoir, soit des coups de poing, pas des baffes comme dans les films, des coups et de la vulgarité, soit de l'espèce de danse, en un peu plus long que le film publicitaire.

MAURICE PIALAT. - C'est ça. JEAN-LUC GODARD. - Tu ne peux plus raconter *Madame Bovary*, tu n'as plus les moyens, comme Du Vivier ou Minelli l'auraient raconté, à l'époque. Cette époque-là est finie. Maintenant il faut prendre les données où elles sont, mais c'est vrai, le film que tu dis, on ne peut plus le faire.

MAURICE PIALAT. - Mais c'est ça, le sentiment d'injustice dont je parle.

JEAN-LUC GODARD. - Ah bien d'accord ! Le monde est injuste ! Tu ne peux plus faire une scène où deux personnes parlent au bistrot avec quarante figurants pendant quatre jours, alors que c'est vrai, à l'heure du déjeuner, dans n'importe quel petit snack à Paris, il y a quarante-cinq personnes, ça c'est sûr. Et que ça n'étant plus fait dans un film, tu perds tout. Alors, il faut que ce soit des scénarios comme en écrivaient les Américains, et il n'y a qu'eux qui aient su le faire. Nous, ça

mais aujourd'hui on ne peut plus faire ça.

JEAN-LUC GODARD. - Et ce n'est pas bien non plus, parce que le film où tu fais Fabrice aujourd'hui, tu prends Depardieu, et quatre-vingts techniciens pour faire un gros plan, et ça te coûte deux milliards et demi. Ni l'un ni l'autre n'est bon.

MAURICE PIALAT. - De temps en temps, on verra peut-être passer un canon... Je parlais mal comme toujours tout à l'heure, c'est ça que je voulais dire. Il y a une part appréciable du cinéma qui exige qu'il y ait la foule. Parce que la foule, elle est tout le temps là.

« Si dans un film intimiste, des gens sont au pieu - ces scènes qui surabondent dans nos films, de plus en plus et ça n'a pas l'air de changer, - ils vont se lever, aller au lavabo, ou à la cuisine. Ça va. Mais s'ils sortent dans la rue, ou sauf si c'est un village abandonné, il va y avoir, si la scène se poursuit, des dizaines, des centaines de gens, pendant tout le film. Ça n'existe pas, en fait, un film intimiste, il y a toujours du monde. Sans parler des sujets, des sons, lyriques.

« Moi, je ne m'intéresse pas tellement aux événements sociaux, mais je pourrais très bien inclure dans un scénario des affrontements comme il y a eu à Nanterre, par exemple. A un moment, j'aurais pensé : tiens, on va y aller, on va mettre nos acteurs dans le tas. On a fait des choses comme ça. On ne rend compte que c'est insuffisant, on voit juste des bouts de tête, il faut reconstituer.

« Peut-être qu'on aurait la chaîne, parce que les usines automobiles marchent tellement mal qu'il suffit d'attendre qu'une chaîne soit bloquée. Mais ça fait beaucoup d'histoires, tout ça, et quel coût. Et sans ça, on ne peut pas tourner. On montre des choses fragmentaires, où il y a toujours les gens qui va discuter avec le délégué syndical au bistrot, deux types assis au zinc derrière. Or, ce n'est pas bien, s'il n'y a pas tout, c'est la même chose que la bataille de Waterloo.

MAURICE PIALAT. - Oui,

nous force, oui, à bien méditer, à se rendre compte de qu'est-ce qu'on veut, et qu'est-ce qu'on peut. Qu'est-ce qu'on peut oser, pourquoi vouloir en faire ça et ensuite pourquoi vouloir en exister soi-même en faisant ça ?

Godard définit le rôle que pourrait jouer la télévision, les émissions qui l'on pourrait réaliser avant d'être sûr que l'on fera, pour le cinéma, le sujet qu'on a choisi. Il revient sur la politique des auteurs. A son avis, la grande erreur a été de donner des exemples trop forts, de dire que *Wahsh*, c'est mieux que *Chateaubriand*, ce qui amène aujourd'hui à penser que Boisset ou Arcady, c'est aussi bien que Pirandello ou Chandler. Mais il rend hommage au travail de Truffaut, et Piat le rejoint quand il explique que ça l'aiderait d'avoir, aujourd'hui, des critiques de cette taille. Il pense que les journalistes, désormais - et il cite les *Cahiers du cinéma*, s'abritent derrière les auteurs : « Delannoy, on citait ce qu'il faisait, aujourd'hui on dit juste : Piat, génie. Godard, génie », et Godard estime que ça lui fait du tort.

Piat voit s'en aller l'argent sur des films qui n'ont aucun intérêt. Godard constate qu'on essaie de faire des choses impossibles, aujourd'hui, avec les moyens existants. Les arguments de l'un, les arguments de l'autre, contribuent à définir ce que l'on pourrait appeler la liberté, ou le manque de liberté, quand on fait ce métier : le cinéma.

Propos commentés par CLAIRE DEVARREUX.

SÉLECTION

CINÉMA

Rusty James,
de Francis F. Coppola

(voir notre article page 15).

Le Léopard noir
de Kinji Fukasaku

— ET AUSSI : le *Dernier Combat*, de Luc Besson — poème d'un cinéaste du futur. *Dinoce à l'italienne*, de Pietro Germi — humour noir, esprit latin. *Fenêtre sur cour*, d'Alfred Hitchcock — on ne s'en lasse pas. *Le Gouffre aux chimères*, de Billy Wilder — l'appétit de scandales. *Prize de beauté*, de Genina — pour Louise Brooks. *Et vous le navire*, de Fellini — les derniers jours de l'humanité.

THÉÂTRE

Terre étrangère,
à Nanterre

Vienne, années 10 : charme, grâce, cynisme. Violence de la douceur de vivre. Dans les creux des conversations brillantes, il y a le lent arrachement d'un couple qui se sépare, la minution mise en marche d'un meurtre inconscient. Luc Bondy éclaire de l'intérieur la pièce de Schnitzler, servie par un décor qui juxtapose les espaces du dedans-dehors, par une distribution hors pair.

Enfance,
au Rond-Point

Une femme rappelle les souvenirs des premières années de sa vie. Nathalie Sarraute dialogue avec son double. Sa voix guide les mots et les pas de Martine Pascal, l'actrice révèle le chemin parcouru en elle par le texte : fascinant.

— ET AUSSI : *Henri IV* au Théâtre du Soleil — Falstaff funambule. *Journal d'un homme de Tokyo* au Petit Montparnasse — un homme étrange, un acteur rare. En alternance avec *Saint Simon* le sœur. *Cyrano de Bergerac* au Mogador — toujours là, bon pied bon œil.

MUSIQUE

De Bercy
à Jérusalem

Drôle d'idée de baptiser musicalement le Palais des sports de Bercy avec un *Requiem*, celui de Berlioz (au Palais du nouveau siècle de Lille, c'était celui de Mozart), mais Berlioz avait prévu de vastes effets stéréophoniques dans sa musique, qui devraient permettre de tester l'acoustique et de faire frémir d'un seul cœur dix-sept mille spectateurs, grâce à l'Orchestre national et aux chœurs de Radio-France, sous la direction de Lorin Maazel (le 17 février, à 20 h). Les mêmes interprètes célébreront la cinquantième anniversaire du National avec le *Concerto à la mémoire d'un ange*, de Berg (par Patricia Fontanarosa) et *Daphnis et Chloé*, de Ravel (Champs-Élysées, le 18).

A l'Opéra de Paris, résurrection de la *Jérusalem* de Verdi, adaptation française par le compositeur lui-même de *I Lombardi*, dont l'intrigue est fortement remaniée. Grâce à M. Bogianckino, l'opéra récupère son répertoire français. Dans une mise en scène de J.-M. Simon, avec notamment Cecilia Gaudin et V. Luchetti (première le 18, à 19 h 30).

Giuseppe Sinopoli présente à l'Orchestre de Paris son *Livre de Venise*, et dirige la *Symphonie* de Schumann, ainsi que *Le Chant du Destin* et *Némé* de Brahms, avec les chœurs préparés par Arthur Oldham (Pleyel, les 15 et 16).

JAZZ

Banlieues bleues

La jeune génération du jazz avec Barbielmy, Le Luna, Celea et Couturier. Lockwood-Escoudé-Catherine, toutes les formes et toutes les tendances d'aujourd'hui éclatent dans une douzaine de villes de banlieue (93) pendant quatre semaines. Après Max Roach, Pettucci et Willem Bröker, ce sera le tour du Workshop de Lyon, Mlle Westbrook, André Jaume, Johnny Griffin,

Arnett Cobb, Portal, Chris McGregor, Lavelle, Lee Konitz, Servo Lacy, Carla Bley... A Saint-Denis, Villepinte, Aulnay-sous-Bois, etc., jusqu'au début mars.

VARIÉTÉS-ROCK

Jacques Villeret

Le nouveau spectacle de Villeret est un feu d'artifice continu, un jaillissement ininterrompu de personnages que le comédien boucle gentiment en préservant une certaine innocence et une douceur derrière la bouffonnerie (Espace Cardin, 20 h 30).

Jango Edwards

Après la catastrophe nucléaire, Jango Edwards, clown, rocker et fou, participe à la re-création du monde (Palais des glaces, 20 h 30).

Festival de rock

Ce festival réunit chaque jour, du 14 au 18 février au Forum des Halles un groupe français et un groupe allemand, du free jazz au hard rock. Parmi les participants : le groupe berlinois de musique industrielle Einstürzende Neubauten, l'ensemble de la new wave allemande Schizophonic Nacht, l'orchestre de jazz rock Caselber et les jeunes musiciens de Die Toten Hosen. Movement, Nox, W.C.3, Académie française et Lucrèce Milchik participent du côté français à la manifestation.

ET AUSSI : *Tchouk Tchouk Nougah* au Dejazet. *Pierre Blain* et son nouveau groupe *Carnaval Macumba* à la Chapelle des Lombards. *Patrick Font* et *Philippe Val* au Cymnase. *Fabienne Thibault* à Bobino. *Elvis Costello* le 17 à Nice, à Marseille le 18, à Lyon le 19.

DANSE

Le Ballet du XX^e siècle

Maurice Béjart et sa compagnie s'installent pour un mois à Paris et présenteront trois programmes : *Masses pour le temps futur*, récemment créé à Bruxelles, un patchwork de musiques traditionnelles, un ballet circulaire.

(Palais des Congrès)

Les tambours

de feu

Un spectacle fascinant, le combat des musiciens athlètes et des rythmes infernaux.

— ET AUSSI : *Carmen*, le second retour d'Antonio Gaudin au Théâtre de Paris (inoubliable). Hommage à Malkowsky au Théâtre 18 : François Imbert interprète quelques unes de ses chorégraphies (14-19 février, 22 h). Festival international professionnel de claquettes (19 février à la Salle des Fêtes du sixième arrondissement).

(Théâtre des Champs-Élysées)

EXPOSITIONS

William Bouguereau

au Petit Palais

Des grands et des petits tableaux, des esquisses, beaucoup de dessins et un audiovisuel sur les décorations monumentales. Pour un peintre « pompier ».

Camille Claudel

au musée Rodin

Une exposition rétrospective qui accompagne le travail consacré au catalogue raisonné de l'œuvre sculptée, peinte, dessinée et gravée.

Fernand Léger

à Bobigny

Un hommage réalisé autour des *Constructivistes à l'œuvre* (1951), tableau prêt par le musée Pouchkine de Moscou (Maison de la culture).

Eugène Carrière

Galerie Trigano

Des images floues et passagères, brossées larges en camaïeu... Et si l'on faisait de ce peintre classé « symboliste » un précurseur de l'art informel ? (4 bis, rue des Beaux-Arts.)

EXPOSITIONS

Centre Pompidou

Entrée principale rue Saint-Martin (277-12-33). Informations téléphoniques : 277-11-12.

Sauf mardi, de 12 h à 22 h ; sam. et dim., de 10 h à 22 h. Entrée libre le dimanche.

Atmosphère gratuite, sauf mardi et dimanche, de 9 h à 19 h ; le samedi, de 11 h, entrée du musée (troisième étage) ; lundi et mardi, 17 h, galerie contemporaine.

CHRISTIAN BOLTANSKI. Jusqu'au 26 mars. (Vidéo-animations, les lundis et jeudis, à 17 h.)

ARNULF RAINER. Mort et sacrifice. Jusqu'au 26 mars.

HANS BELLMER. Photographie. Jusqu'au 27 février.

PIERRE MERCIER. Jusqu'au 18 mars.

THIERRY ILUSTRIÉ. Paillyp. Dessins. Bibliothèque des enfants. Place. Jusqu'au 16 avril.

LES FLOTTANTES. Un parcours à travers les œuvres de Boris Tzou, Abélard des enfants. De 14 h à 18 h. Jusqu'au 14 avril.

C.C.I. TEXTILE DU NORD : Culture et industrie. De 10 h à 18 h. Jusqu'au 14 avril.

LE MASQUE AU LONG COURS. Océan. Musée de la marine, palais de Chaillot (533-70-60). Sauf mardi, de 9 h à 17 h 15. Entrée : 9 F, dim. 4,50 F. Jusqu'au 27 février.

POUPÉE JOUET. POUPEE REPLET. Musée de l'homme, palais de Chaillot (533-70-60). Sauf mardi, de 9 h à 17 h 15. Entrée : 12 F. Jusqu'au 16 avril.

LEUX ET LA PLUME. Musée en herbe. Jardin d'acclimatation, boulevard des Sablons (747-47-60). Tous les jours, de 14 h à 18 h. Entrée : 10 F. Jusqu'au 15 avril.

Centres culturels

OMERES ET LUMIÈRES. Photographies de châteaux allemands 1919-1933. Jusqu'au 27 février.

GEORGES NOËL. Tableaux. Jusqu'au 27 février.

LES FRESCQUES SERRAS MÉDIÉVALES (copies). Centre culturel de la RSE de Valenciennes (272-30-20). 123, rue Saint-Martin. Sauf lundi, de 11 h à 19 h. Jusqu'au 29 février.

CASPAR DAVID FRIEDRICH. La forêt et la transparence. Centre culturel de la RSE de Valenciennes (272-30-20). Sauf mardi, de 10 h à 19 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 1^{er} mai.

MALTAIS. Tableaux récents. Services culturels du Québec, 117, rue de Bae (222-30-60). Jusqu'au 6 avril.

NORDESTE DU BRÉSIL. Dix artistes de Recife. Espace latino-américain, 44, rue du Roi-de-Sicile (278-25-49). Sauf dim. et lundi, de 14 h à 19 h. Jusqu'au 25 février.

AVE ALIX. Chapelle de la Sorbonne (328-12-13). Sauf mardi, de 12 h à 18 h. Jusqu'au 23 février.

ENFANTS DU PASSÉ. Le Louvre des antiquaires, 2, place du Palais-Royal (297-22-20). Sauf mardi, de 11 h à 19 h. Entrée : 15 F. Jusqu'au 18 mars.

DES OUTILS ET DES HOMMES. Collection Guy Thibault-Clanet. Ponty. Bibliothèque Fumey, 1, rue du Figuier (272-21-13). Sauf mardi, de 10 h à 18 h. Entrée libre. Jusqu'au 31 mars.

FORME DE LA VILLE ET PROTECTION DU PAYSAGE EN TOSCANE. Hôtel de Sully, 62, rue Saint-Anne (274-22-22). De 10 h à 18 h. Entrée libre. Jusqu'au 25 mars.

ANDRÉ VLADIMIR HEIZ. Préface et miroir. Paris Art Center, 36, rue Falguère (322-39-47). Jusqu'au 31 mars.

LES FOULQUES. Une nouvelle génération. Hôtel de Ville, salle Saint-Jean. Jusqu'au 15 mars.

1^{er} SALON INTERNATIONAL D'ART NAÏF. Musée du V^e, 78, rue de Valenciennes. Tous les jours, de 11 h à 18 h. Jusqu'au 4 mars.

A PIERRE ET MARIE. Une exposition en travaux. 36, rue d'Ulm. Ven. sam. et dim. de 10 h à 18 h.

LES PETITS LUI. L'art et les médias. Musée de la publicité, 18, rue de Paradis (246-13-09). Sauf mardi, de 12 h à 18 h. Jusqu'au 18 mars.

L'ART DE LA MER. Musée de la Publicité (voir ci-dessus). Jusqu'au 21 mai.

AFFICHES DE PRESSE. Musée-galerie de la Seine, 12, rue Sureau (555-91-50). Sauf dim., de 11 h à 18 h. Entrée : 9 F. Jusqu'au 27 février.

PASTELS DU MUSÉE CARNAVALE. Musée Carnavales, 23, rue de Sévigné (272-21-13). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40. Entrée : 9 F (gratuite le dimanche). Jusqu'au 29 avril.

SAINT-SEBASTIEN. Rituels et figures. Musée national des arts et traditions populaires, 6, avenue du Mahatma-Gandhi, bois de Boulogne (747-60-80). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 15. Entrée : 9 F (gratuite le dimanche). Jusqu'au 29 avril.

DANTE ET VIRGILE AUX ENFERS. Musée Rodin, 77, rue de Varenne (705-01-34). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 15. Entrée : 9 F. Jusqu'au 27 février.

CAMILLE CLAUDEL. 1864-1943. Musée Rodin (voir ci-dessus). Jusqu'au 11 juin.

PEINTRES GRAVEURS FRANÇAIS. Bibliothèque nationale, 58, rue de Richelieu (261-82-83). Tous les jours, de 12 h à 18 h. Entrée libre. Du 17 février au 14 mars.

FAN TCHUN-PL. Sculptures et tableaux et tableaux de peinture. Musée Cernuschi, 7, avenue Velasquez (563-50-73). Sauf lundi, de 10 heures à 17 h 30. Entrée : 10 F. Jusqu'au 11 mars.

TREMOIS A LA MONNAIE DE PARIS. Hôtel de la Monnaie, 11, quai de la Monnaie (325-12-48). Sauf dim. et jours fériés, de 11 h à 17 h. Entrée libre. Jusqu'au 28 février.

DESSINS PRÉCÉDANTS FRANÇAIS. Maison de Balzac, 47, rue Raymond (224-56-38). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40. Jusqu'au 26 février.

CESAR. Brœmm. Musée de la Poste, 34, boulevard de Vaugirard (320-15-30). Sauf dim., de 10 h à 17 h. Jusqu'au 10 mars.

LA MÉMOIRE MURALE POLITIQUE DES FRANÇAIS, de la Renaissance à nos jours. Conciergerie, 1, quai de l'Horloge (354-30-06). De 10 h à 17 h. Jusqu'au 19 février.

CORPS, PARURES ET COSTUMES. Musée des arts africains et océaniques, 293, avenue Daumesnil (343-14-54). Sauf mardi, de 9 h à 12 h et de 13 h à 20 h 15. Entrée : 9 F ; 4,50 F le dimanche. Jusqu'au 16 avril.

INDISPENSABLES ACCESSOIRES. Musée de la mode et du costume, 10, avenue Pierre-le-Gros (720-42-46). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40. Jusqu'au 23 avril.

VAUBAN RÉFORMATEUR (1633-1704). Musée des monuments français, palais de Chaillot (723-35-74). Sauf mardi, de 9 h à 17 h 15. Entrée : 9 F, dim. 4,50 F. Jusqu'au 27 février.

LE MASQUE AU LONG COURS. Océan. Musée de la marine, palais de Chaillot (533-70-60). Sauf mardi, de 9 h à 17 h 15. Entrée : 9 F, dim. 4,50 F. Jusqu'au 27 février.

POUPÉE JOUET. POUPEE REPLET. Musée de l'homme, palais de Chaillot (533-70-60). Sauf mardi, de 9 h à 17 h 15. Entrée : 12 F. Jusqu'au 16 avril.

LEUX ET LA PLUME. Musée en herbe. Jardin d'acclimatation, boulevard des Sablons (747-47-60). Tous les jours, de 14 h à 18 h. Entrée : 10 F. Jusqu'au 15 avril.

Centres culturels

OMERES ET LUMIÈRES. Photographies de châteaux allemands 1919-1933. Jusqu'au 27 février.

GEORGES NOËL. Tableaux. Jusqu'au 27 février.

LES FRESCQUES SERRAS MÉDIÉVALES (copies). Centre culturel de la RSE de Valenciennes (272-30-20). 123, rue Saint-Martin. Sauf lundi, de 11 h à 19 h. Jusqu'au 29 février.

CASPAR DAVID FRIEDRICH. La forêt et la transparence. Centre culturel de la RSE de Valenciennes (272-30-20). Sauf mardi, de 10 h à 19 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 1^{er} mai.

MALTAIS. Tableaux récents. Services culturels du Québec, 117, rue de Bae (222-30-60). Jusqu'au 6 avril.

NORDESTE DU BRÉSIL. Dix artistes de Recife. Espace latino-américain, 44, rue du Roi-de-Sicile (278-25-49). Sauf dim. et lundi, de 14 h à 19 h. Jusqu'au 25 février.

AVE ALIX. Chapelle de la Sorbonne (328-12-13). Sauf mardi, de 12 h à 18 h. Jusqu'au 23 février.

ENFANTS DU PASSÉ. Le Louvre des antiquaires, 2, place du Palais-Royal (297-22-20). Sauf mardi, de 11 h à 19 h. Entrée : 15 F. Jusqu'au 18 mars.

DES OUTILS ET DES HOMMES. Collection Guy Thibault-Clanet. Ponty. Bibliothèque Fumey, 1, rue du Figuier (272-21-13). Sauf mardi, de 10 h à 18 h. Entrée libre. Jusqu'au 31 mars.

FORME DE LA VILLE ET PROTECTION DU PAYSAGE EN TOSCANE. Hôtel de Sully, 62, rue Saint-Anne (274-22-22). De 10 h à 18 h. Entrée libre. Jusqu'au 25 mars.

ANDRÉ VLADIMIR HEIZ. Préface et miroir. Paris Art Center, 36, rue Falguère (322-39-47). Jusqu'au 31 mars.

LES FOULQUES. Une nouvelle génération. Hôtel de Ville, salle Saint-Jean. Jusqu'au 15 mars.

1^{er} SALON INTERNATIONAL D'ART NAÏF. Musée du V^e, 78, rue de Valenciennes. Tous les jours, de 11 h à 18 h. Jusqu'au 4 mars.

A PIERRE ET MARIE. Une exposition en travaux. 36, rue d'Ulm. Ven. sam. et dim. de 10 h à 18 h.

LES PETITS LUI. L'art et les médias. Musée de la publicité, 18, rue de Paradis (246-13-09). Sauf mardi, de 12 h à 18 h. Jusqu'au 18 mars.

L'ART DE LA MER. Musée de la Publicité (voir ci-dessus). Jusqu'au 21 mai.

AFFICHES DE PRESSE. Musée-galerie de la Seine, 12, rue Sureau (555-91-50). Sauf dim., de 11 h à 18 h. Entrée : 9 F. Jusqu'au 27 février.

PASTELS DU MUSÉE CARNAVALE. Musée Carnavales, 23, rue de Sévigné (272-21-13). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40. Entrée : 9 F (gratuite le dimanche). Jusqu'au 29 avril.

SAINT-SEBASTIEN. Rituels et figures. Musée national des arts et traditions populaires, 6, avenue du Mahatma-Gandhi, bois de Boulogne (747-60-80). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 15. Entrée : 9 F (gratuite le dimanche). Jusqu'au 29 avril.

DANTE ET VIRGILE AUX ENFERS. Musée Rodin, 77, rue de Varenne (705-01-34). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 15. Entrée : 9 F. Jusqu'au 27 février.

CAMILLE CLAUDEL. 1864-1943. Musée Rodin (voir ci-dessus). Jusqu'au 11 juin.

PEINTRES GRAVEURS FRANÇAIS. Bibliothèque nationale, 58, rue de Richelieu (261-82-83). Tous les jours, de 12 h à 18 h. Entrée libre. Du 17 février au 14 mars.

FAN TCHUN-PL. Sculptures et tableaux et tableaux de peinture. Musée Cernuschi, 7, avenue Velasquez (563-50-73). Sauf lundi, de 10 heures à 17 h 30. Entrée : 10 F. Jusqu'au 11 mars.

TREMOIS A LA MONNAIE DE PARIS. Hôtel de la Monnaie, 11, quai de la Monnaie (325-12-48). Sauf dim. et jours fériés, de 11 h à 17 h. Entrée libre. Jusqu'au 28 février.

DESSINS PRÉCÉDANTS FRANÇAIS. Maison de Balzac, 47, rue Raymond (224-56-38). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40. Jusqu'au 26 février.

CESAR. Brœmm. Musée de la Poste, 34, boulevard de Vaugirard (320-15-30). Sauf dim., de 10 h à 17 h. Jusqu'au 10 mars.

LA MÉMOIRE MURALE POLITIQUE DES FRANÇAIS, de la Renaissance à nos jours. Conciergerie, 1, quai de l'Horloge (354-30-06). De 10 h à 17 h. Jusqu'au 19 février.

CORPS, PARURES ET COSTUMES. Musée des arts africains et océaniques, 293, avenue Daumesnil (343-14-54). Sauf mardi, de 9 h à 12 h et de 13 h à 20 h 15. Entrée : 9 F ; 4,50 F le dimanche. Jusqu'au 16 avril.

INDISPENSABLES ACCESSOIRES. Musée de la mode et du costume, 10, avenue Pierre-le-Gros (720-42-46). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40. Jusqu'au 23 avril.

VAUBAN RÉFORMATEUR (1633-1704). Musée des monuments français, palais de Chaillot (723-35-74). Sauf mardi, de 9 h à 17 h 15. Entrée : 9 F, dim. 4,50 F. Jusqu'au 27 février.

LE MASQUE AU LONG COURS. Océan. Musée de la marine, palais de Chaillot (533-70-60). Sauf mardi, de 9 h à 17 h 15. Entrée : 9 F, dim. 4,50 F. Jusqu'au 27 février.

POUPÉE JOUET. POUPEE REPLET. Musée de l'homme, palais de Chaillot (533-70-60). Sauf mardi, de 9 h à 17 h 15. Entrée : 12 F. Jusqu'au 16 avril.

LEUX ET LA PLUME. Musée en herbe. Jardin d'acclimatation, boulevard des Sablons (747-47-60). Tous les jours, de 14 h à 18 h. Entrée : 10 F. Jusqu'au 15 avril.

Centres culturels

OMERES ET LUMIÈRES. Photographies de châteaux allemands 1919-1933. Jusqu'au 27 février.

GEORGES NOËL. Tableaux. Jusqu'au 27 février.

LES FRESCQUES SERRAS MÉDIÉVALES (copies). Centre culturel de la RSE de Valenciennes (272-30-20). 123, rue Saint-Martin. Sauf lundi, de 11 h à 19 h. Jusqu'au 29 février.

CASPAR DAVID FRIEDRICH. La forêt et la transparence. Centre culturel de la RSE de Valenciennes (272-30-20). Sauf mardi, de 10 h à 19 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 1^{er} mai.

MALTAIS. Tableaux récents. Services culturels du Québec, 117, rue de Bae (222-30-60). Jusqu'au 6 avril.

NORDESTE DU BRÉSIL. Dix artistes de Recife. Espace latino-américain, 44, rue du Roi-de-Sicile (278-25-49). Sauf dim. et lundi, de 14 h à 19 h. Jusqu'au 25 février.

AVE ALIX. Chapelle de la Sorbonne (328-12-13). Sauf mardi, de 12 h à 18 h. Jusqu'au 23 février.

ENFANTS DU PASSÉ. Le Louvre des antiquaires, 2, place du Palais-Royal (297-22-20). Sauf mardi, de 11 h à 19 h. Entrée : 15 F. Jusqu'au 18 mars.

DES OUTILS ET DES HOMMES. Collection Guy Thibault-Clanet. Ponty. Bibliothèque Fumey, 1, rue du Figuier (272-21-13). Sauf mardi, de 10 h à 18 h. Entrée libre. Jusqu'au 31 mars.

FORME DE LA VILLE ET PROTECTION DU PAYSAGE EN TOSCANE. Hôtel de Sully, 62, rue Saint-Anne (274-22-22). De 10 h à 18 h. Entrée libre. Jusqu'au 25 mars.

ANDRÉ VLADIMIR HEIZ. Préface et miroir. Paris Art Center, 36, rue Falguère (322-39-47). Jusqu'au 31 mars.

LES FOULQUES. Une nouvelle génération. Hôtel de Ville, salle Saint-Jean. Jusqu'au 15 mars.

1^{er} SALON INTERNATIONAL D'ART NAÏF. Musée du V^e, 78, rue de Valenciennes. Tous les jours, de 11 h à 18 h. Jusqu'au 4 mars.

A PIERRE ET MARIE. Une exposition en travaux. 36, rue d'Ulm. Ven. sam. et dim. de 10 h à 18 h.

هكذا من الأصل

ONDE DES ART

... LE MONDE - Jeudi 16 février 1984 - Page 9

le Bien-Etre Textile

Crylor

l'Acrylique de



S.P.T. ORMA - C.-E.



POLITIQUE

LES ÉLECTIONS MUNICIPALES PARTIELLES

Draguignan : M. Soldani (PS) veut défendre son honneur

Draguignan. — « Nous ne sommes pas des voleurs ni des tricheurs ! » Dans une lettre de trois pages adressée à tous les électeurs, M. Edouard Soldani a tenu à la proclamer solennellement : il n'y a pas eu de fraude électorale à Draguignan. L'annulation, par le Conseil d'Etat, des élections municipales de la ville dont il était le maire (socialiste) sans interruption depuis un quart de siècle lui est apparue comme une décision « stupéfiante et incompréhensible ». Le motif de son invalidation : une infraction formelle aux règles concernant le vote par procuration. Pour M. Soldani, « une simple et mineure erreur administrative ».

Sénateur depuis 1946, président du conseil général du Var depuis 1956, vice-président du conseil régional, le « vieux lion », âgé de soixante-trois ans, a envisagé un instant de désertir l'arène électorale et de mettre un terme à sa longue carrière politique. S'il s'est finalement résolu à solliciter le renouvellement de son mandat de maire, c'est pour « défendre son honneur » et en raison, surtout, de l'enjeu du scrutin. En une dizaine d'années, l'actuelle opposition a progressivement conquis la plupart des villes impor-

tantes du littoral, jadis dirigées par la gauche. Draguignan, à l'intérieur du département, est le dernier bastion du socialisme. « Si je tombe », explique lui-même M. Soldani, le maire de Toulon pourrait s'emparer demain du conseil général, et Jean-Claude Gaudin du conseil régional. En mars 1983, il ne l'avait emporté que de cent vingt-neuf voix sur la liste conduite par M. Jean-Paul Claustres, RPR, ancien collaborateur du maire de Nice, M. Jacques Médéric, âgé de quarante-trois ans et nouveau venu sur la scène politique dracénoise. Distant de trois cents voix au premier tour par M. Claustres, M. Soldani avait été contraint de constituer, pour la première fois au second tour, une liste commune avec les communistes.

L'erreur de M. Soldani avait été de sous-estimer totalement la candidature de M. Claustres, un « touriste » ne disposant d'aucune implantation locale et incarnant, de surcroît, l'« hégémonie » niçoise. En guise de campagne, le maire de Draguignan s'était contenté de distribuer de luxueuses plaquettes réunissant « vingt-quatre ans d'actions municipales », des chiffres, des graphiques, des illustrations, le tout, certes, éloquent mais moins mobilisateur que les réunions publiques, les affiches, la radio locale, les relances d'électeurs par téléphone et le porte-à-porte de l'opposition. Au soir du premier tour de scrutin, il était trop tard pour que M. Soldani puisse reprendre la situation en main et inverser un courant jouant en sa défaveur. D'où cette alliance conduite in extremis et sous la pression des événements avec le PC, de tout temps combattu avec âpreté.

La vigoureuse campagne de M. Claustres n'expliquait d'ailleurs qu'en partie la percée de l'opposition dans une ville acquise depuis si longtemps au socialisme, fut-il celui très tempéré de M. Soldani. Déjà, en mars 1982, M. Pierre Gayraud, un fidèle compagnon du sénateur, maire, et son premier adjoint (PS) depuis des lustres, n'avait été réélu conseiller général de Draguignan qu'avec une faible avance

De notre correspondant régional

(351 voix) face à un candidat RPR, M. Jean-Louis Hermet, aujourd'hui en seconde position sur la liste de M. Claustres. Le scrutin avait révélé en fait la profonde mutation du corps électoral dracénois, due au phénomène des résidences secondaires — qui touche le moyen Var après le littoral — et surtout à l'installation de plusieurs centaines de familles de militaires de carrière.

En l'espace de quelques années, après la création du camp de Canjuers, suivie de l'implantation intramuros de deux écoles d'artillerie et de l'établissement régional du matériel, transféré de Toulon, Draguignan est devenu l'une des principales villes de garnison de France. Près d'un tiers de ses vingt-neuf mille habitants et environ 12 % de l'électorat inscrit sont des militaires.

Si l'on ajoute l'insure inévitable du pouvoir, la déception d'un certain nombre d'électeurs socialistes à l'égard de la politique gouvernementale et la défection d'une fraction importante de l'électorat modéré du maire de Draguignan, il apparaît que le scrutin de mars 1983 n'était pas qu'un événement circonstanciel.

L'autocritique

M. Soldani est-il en mesure de regagner le terrain perdu ? Ses hésitations vaincues, il s'est lancé dans la bataille du « troisième tour » avec une énergie renouvelée. « Je reconnais, dit-il, que je n'étais pas assez présent sur le terrain et moins disponible pour mes administrés. Mais j'ai fait mon autocritique. » Les Dracénois, en effet, ont revu leur maire invalidé, dans la rue, sur le marché, dans les salles de cafés, serres les mains, expliquer son action et promettre qu'il sera désormais « fidèle au poste ».

Largement remaniée et rejuvenie, sa liste a été ouverte à d'autres personnalités de gauche, dont le président de la fédération du MRG du Var, M. Jean-Jacques Ducroux, et à deux représentants de milieux écologistes, proches eux aussi du parti de M. Jean-Michel Baylet. Dans la foulée, M. Soldani a même changé —

pour la troisième fois en un an — de premier adjoint présumé, en faisant appel à l'actuel maire (PS) de la commune voisine de La Motte, M. Yves Rosé, bâtonnier de l'ordre des avocats de Draguignan. Le PC, enfin, s'est vu offrir, comme sur la liste précédente, six places sur trente-cinq. « Notre expérience de gestion municipale a été très positive », constate M. Jean-Pierre Nardini, ancien adjoint communiste aux transports. Pourquoi ne pas continuer ? »

En campagne « depuis dix-sept mois », dit-il, M. Claustres s'est fait épauler, pour le sprint final, par de nombreux leaders nationaux venus animés des meetings sous un chapiteau de mille cinq cents places, installé à demeure, depuis un an, à la sortie de Draguignan. Le chef de file de l'Union de l'opposition nationale a joué à fond la carte de la jeunesse et de l'avenir face à un adversaire présenté comme « un homme du passé », plus soucieux de « conserver que d'entreprendre ». « Le temps des fiefs et des notables s'efface », proclame-t-il. « La République est, proclamé-t-il, révolution ». La campagne de tracts anonymes le visant personnellement et qui a considérablement alourdi l'atmosphère de l'été 1983 lui a enfin permis de dénoncer les méthodes « peu reluisantes » de la gauche, « lorsqu'elle est aux abois ». Autant de thèmes destinés à faire oublier la superficialité de son programme municipal.

A la différence de 1983, l'extrême droite est, cette fois, présente dans le scrutin avec une liste du Front national conduite par un restaurateur saisonnier, M. Guy Duval, trente-huit ans, et une liste du Parti des forces nouvelles qui dirige M. Francis Bonnet, quarante-sept ans, conseiller municipal à Hyères. Mieux implanté dans le département que le parti de M. Le Pen, le PNF avait obtenu son meilleur score à Draguignan aux élections législatives de 1981 avec 5,88 % des suffrages exprimés (6,46 % dans l'ensemble de la première circonscription du Var).

GUY PORTE.

La Seyne-sur-Mer : à gauche depuis 1919...

De notre correspondant

Toulon. — Le 19 février, les électeurs de La Seyne-sur-Mer devront se rendre de nouveau aux urnes, le Conseil d'Etat ayant, le 13 janvier, confirmé la décision du tribunal administratif de Nice et annulé l'élection municipale de mars dernier (voir le Monde daté 15-16 janvier). Ils auront le choix entre quatre listes : celle de l'union de la gauche conduite par M. Maurice Blanc (PC), maire invalidé, celle de l'opposition qui a pour chef de file M. Charles Scaglia (UDF-PR), celle du Front national conduite par M. Claude Nobila et, enfin, celle de M. Gilles Eynard, intitulée « Tout pour La Seyne », déposée en préfecture cinq minutes avant l'heure limite de dépôt des candidatures.

Favorable à la gauche, La Seyne l'est depuis 1919. Jusqu'en 1942, la ville a été gérée par une municipalité SFIO. Après l'interdiction pénalement (entre 1942 et 1945), elle a été dirigée par les communistes. Aux élections d'avril 1945, la liste d'union républicaine conduite par le PC, avec une ouverture aux radicaux et aux catholiques, a recueilli 63,50 % des suffrages exprimés, celle de la SFIO 33,39 %.

La gauche subit, depuis lors, un déclin : 61,24 % des suffrages aux municipales de 1977, 50,47 % en mars 1983 pour les listes d'union conduites par le PC.

Le PC a créé l'étonnement en faisant figurer sur son contingent de trente candidats six personnalités inscrites (les quinze autres candidats de la liste d'union de la majorité sont présentés par le PS). Trois de ces personnalités sont catholiques, l'une d'entre elles est un pré-ouvrier, militant syndical (CGT). Cela provoque quelques réactions de rejet de la part de vieux militants socialistes laïcs. Pour M. Maurice Blanc, cette « ouverture » vise à élargir le « débat démocratique »... et du même coup, les bases de l'électorat de la gauche. La liste de la majorité ne devançant que de 340 voix celle de l'opposition, au second tour de l'élection municipale de mars 1983, « Cet écart peut être comblé », estime M. Charles Scaglia, dont la campagne fait la part belle à un anticommunisme affiché (« La Seyne aux Seynais, pas aux communistes »). Il a une bonne part de son argumentation sur la « fraude électorale », interprétant ainsi l'arrêt du Conseil d'Etat qui estimait que, de nombreux électeurs ayant reçu entre les deux tours du scrutin des lettres à « tête de la mairie », le maire, M. Blanc, avait détourné à des fins de propagande les moyens de fonctionnement du service public.

A gauche comme à droite, on s'interroge sur le report des voix de M. René Moreno, qui a décidé de se retirer de la compétition. Ce nouveau vent à la politique avait réussi à obtenir 11,86 % des suffrages le 6 mars 1983. Au second tour, le 13 mars, il avait rejoint l'opposition, et une grande partie des quelque trois mille voix qu'il s'étaient initialement portées sur sa « liste d'opposition et de liberté » avait conforté le score final de la liste de M. Scaglia.

La liste Tout pour la Seyne compte trente-deux femmes. Elle se veut d'« opposition modérée ». Elle affiche une volonté de « libérer La Seyne des communistes » tout en refusant la liste d'opposition, « qui

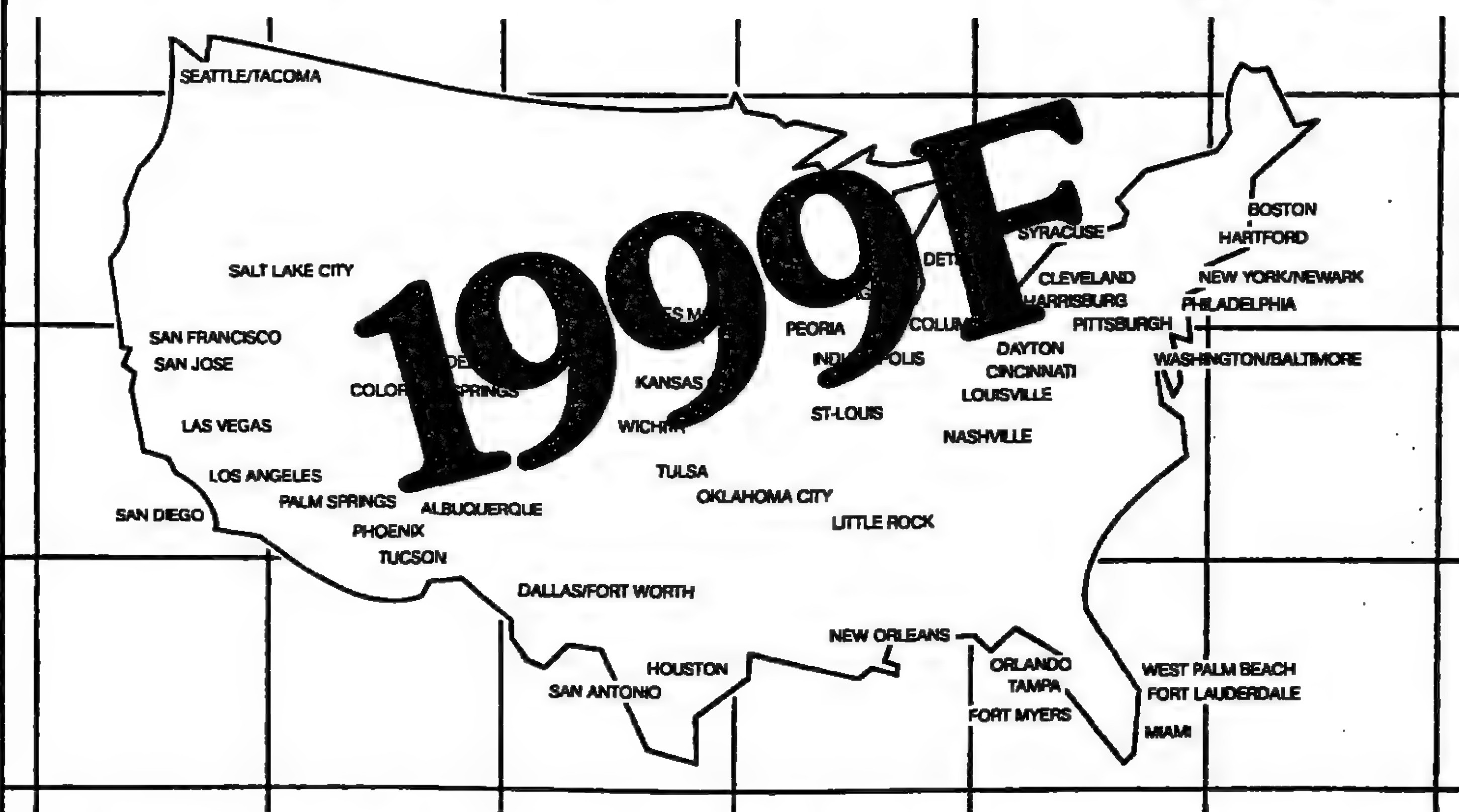
n'offre pas de garanties d'indépendance à l'égard des élus-majors parisiens ». Une autre inconnue réside dans le score que réalisera le Front national. Même si M. Scaglia reste discret sur une éventuelle alliance avec sa liste et celle du Front national, s'il y a un second tour, sa campagne et son programme ne devraient pas poser de problème éthique profond pour un tel rapprochement. En effet, le chef de file de l'opposition estime qu'il faut « ramener le nombre des Maghrébins à des proportions supportables par les Seynais, dans la centre-ville et les cités HLM » et « maintenir les services sociaux existants » mais les « réserver aux seuls Seynais ». Enfin, il s'indigne que le gouvernement ait pu envisager de donner le droit de vote aux immigrés et affirme que, s'il est élu, il « ne signera pas un seul certificat d'hébergement ».

« Cœur de la cité », pour M. Scaglia, « pilon de la ville », pour M. Blanc (récentement baptisé « maire de la navale » par M. Georges Marchais), les chantiers navals sont au centre de la campagne. Cette entreprise forte de quatre mille personnes, dont 40 % votent à La Seyne, pèse dans le jeu électoral. Le produit de la taxe professionnelle de l'entreprise représente un quart des ressources fiscales de la commune. Jusqu'à ces dernières semaines, les chantiers navals constituaient un handicap sérieux pour M. Blanc et ses collègues. Après la mise en place des « pôles de reconversion », l'industrie semble moins vive dans cette entreprise où, faute de commandes et face à un plan de charge quasiment nul, chacun s'attendait à un millier de licenciements au cours du premier trimestre de 1984.

Il semble cependant que les deux principaux candidats perdent de vue la mutation socio-économique de la ville. De tradition et de fibre ouvrière, La Seyne ne compte plus aujourd'hui que 12,3 % d'ouvriers dans son corps électoral (sur 49,1 % d'actifs). En revanche, inactifs et retraités constituent 50,9 % des électeurs (dont 67 % de femmes). Ce sont là des éléments qui risquent de créer quelques surprises. L'enjeu de ce scrutin partiel est évident : La Seyne, est avec Draguignan, le dernier bastion de la gauche dans le Var, et M. Scaglia ne cache pas sa volonté d'emporter le dernier mailton faisant défaut à l'opposition pour contrôler l'ensemble du littoral varois.

JOSE LENZINI.

TWAIRPASS: le billet magique.



TWAIRPASS, c'est ce billet magique, uniquement réservé aux passagers de TWA sur l'Atlantique, qui vous permet de faire votre choix parmi 50 villes aux USA sur le réseau TWA. A l'occasion du Salon du Tourisme,

du 9 au 29 février 1984, TWA vous fait bénéficier d'une offre unique. Si vous prenez un billet aller-retour vers les USA, le TWAIRPASS ne vous coûtera que 1.999 F, au lieu de 3.200 F. Ne manquez pas cette occasion

unique de joindre l'économie au plaisir et au confort. Bien d'autres tarifs transatlantiques promotionnels vous sont offerts par TWA, la compagnie qui connaît le mieux l'Amérique. Pour tous renseignements, consultez votre agent de voyages ou TWA à Paris, Bordeaux, Lyon, Marseille, Nantes, Nice ou Strasbourg.

Période d'achat	Validité du billet TWAIRPASS	Nombre de villes visitées	Prix
9-29 février	60 jours jusqu'au 31 décembre 84	4 12	1.999 F 2.999 F

Vous plaire nous plaît.

TWA

CONTRE L'ESPRIT CHAGRIN, POUR LA GAUCHE AU POUVOIR

Nous sommes de ceux qui ont payé en 1982 le 1 % d'impôts supplémentaires. La plupart d'entre nous ont encouru à l'impôt obligatoire de juin 83 et auront à payer, en 1984, 5 à 8 % d'impôts supplémentaires.

Nous sommes ceux qui, tout à fait désagréablement surpris, nous voyons que les hauts revenus ne saluèrent pas nos révoltes. Nous voyons que les hauts revenus ne saluèrent pas nos révoltes. Nous voyons que les hauts revenus ne saluèrent pas nos révoltes. Nous voyons que les hauts revenus ne saluèrent pas nos révoltes.

Nous sommes ceux qui, tout à fait désagréablement surpris, nous voyons que les hauts revenus ne saluèrent pas nos révoltes. Nous voyons que les hauts revenus ne saluèrent pas nos révoltes. Nous voyons que les hauts revenus ne saluèrent pas nos révoltes. Nous voyons que les hauts revenus ne saluèrent pas nos révoltes.

Nous sommes ceux qui, tout à fait désagréablement surpris, nous voyons que les hauts revenus ne saluèrent pas nos révoltes. Nous voyons que les hauts revenus ne saluèrent pas nos révoltes. Nous voyons que les hauts revenus ne saluèrent pas nos révoltes. Nous voyons que les hauts revenus ne saluèrent pas nos révoltes.

Nous sommes ceux qui, tout à fait désagréablement surpris, nous voyons que les hauts revenus ne saluèrent pas nos révoltes. Nous voyons que les hauts revenus ne saluèrent pas nos révoltes. Nous voyons que les hauts revenus ne saluèrent pas nos révoltes. Nous voyons que les hauts revenus ne saluèrent pas nos révoltes.

Nous sommes ceux qui, tout à fait désagréablement surpris, nous voyons que les hauts revenus ne saluèrent pas nos révoltes. Nous voyons que les hauts revenus ne saluèrent pas nos révoltes. Nous voyons que les hauts revenus ne saluèrent pas nos révoltes. Nous voyons que les hauts revenus ne saluèrent pas nos révoltes.

Nous sommes ceux qui, tout à fait désagréablement surpris, nous voyons que les hauts revenus ne saluèrent pas nos révoltes. Nous voyons que les hauts revenus ne saluèrent pas nos révoltes. Nous voyons que les hauts revenus ne saluèrent pas nos révoltes. Nous voyons que les hauts revenus ne saluèrent pas nos révoltes.

Nous sommes ceux qui, tout à fait désagréablement surpris, nous voyons que les hauts revenus ne saluèrent pas nos révoltes. Nous voyons que les hauts revenus ne saluèrent pas nos révoltes. Nous voyons que les hauts revenus ne saluèrent pas nos révoltes. Nous voyons que les hauts revenus ne saluèrent pas nos révoltes.

Nous sommes ceux qui, tout à fait désagréablement surpris, nous voyons que les hauts revenus ne saluèrent pas nos révoltes. Nous voyons que les hauts revenus ne saluèrent pas nos révoltes. Nous voyons que les hauts revenus ne saluèrent pas nos révoltes. Nous voyons que les hauts revenus ne saluèrent pas nos révoltes.

Nous sommes ceux qui, tout à fait désagréablement surpris, nous voyons que les hauts revenus ne saluèrent pas nos révoltes. Nous voyons que les hauts revenus ne saluèrent pas nos révoltes. Nous voyons que les hauts revenus ne saluèrent pas nos révoltes. Nous voyons que les hauts revenus ne saluèrent pas nos révoltes.

Nous sommes ceux qui, tout à fait désagréablement surpris, nous voyons que les hauts revenus ne saluèrent pas nos révoltes. Nous voyons que les hauts revenus ne saluèrent pas nos révoltes. Nous voyons que les hauts revenus ne saluèrent pas nos révoltes. Nous voyons que les hauts revenus ne saluèrent pas nos révoltes.

Nous sommes ceux qui, tout à fait désagréablement surpris, nous voyons que les hauts revenus ne saluèrent pas nos révoltes. Nous voyons que les hauts revenus ne saluèrent pas nos révoltes. Nous voyons que les hauts revenus ne saluèrent pas nos révoltes. Nous voyons que les hauts revenus ne saluèrent pas nos révoltes.

Nous sommes ceux qui, tout à fait désagréablement surpris, nous voyons que les hauts revenus ne saluèrent pas nos révoltes. Nous voyons que les hauts revenus ne saluèrent pas nos révoltes. Nous voyons que les hauts revenus ne saluèrent pas nos révoltes. Nous voyons que les hauts revenus ne saluèrent pas nos révoltes.

Nous sommes ceux qui, tout à fait désagréablement surpris, nous voyons que les hauts revenus ne saluèrent pas nos révoltes. Nous voyons que les hauts revenus ne saluèrent pas nos révoltes. Nous voyons que les hauts revenus ne saluèrent pas nos révoltes. Nous voyons que les hauts revenus ne saluèrent pas nos révoltes.

Nous sommes ceux qui, tout à fait désagréablement surpris, nous voyons que les hauts revenus ne saluèrent pas nos révoltes. Nous voyons que les hauts revenus ne saluèrent pas nos révoltes. Nous voyons que les hauts revenus ne saluèrent pas nos révoltes. Nous voyons que les hauts revenus ne saluèrent pas nos révoltes.

Nous sommes ceux qui, tout à fait désagréablement surpris, nous voyons que les hauts revenus ne saluèrent pas nos révoltes. Nous voyons que les hauts revenus ne saluèrent pas nos révoltes. Nous voyons que les hauts revenus ne saluèrent pas nos révoltes. Nous voyons que les hauts revenus ne saluèrent pas nos révoltes.

Nous sommes ceux qui, tout à fait désagréablement surpris, nous voyons que les hauts revenus ne saluèrent pas nos révoltes. Nous voyons que les hauts revenus ne saluèrent pas nos révoltes. Nous voyons que les hauts revenus ne saluèrent pas nos révoltes. Nous voyons que les hauts revenus ne saluèrent pas nos révoltes.

Nous sommes ceux qui, tout à fait désagréablement surpris, nous voyons que les hauts revenus ne saluèrent pas nos révoltes. Nous voyons que les hauts revenus ne saluèrent pas nos révoltes. Nous voyons que les hauts revenus ne saluèrent pas nos révoltes. Nous voyons que les hauts revenus ne saluèrent pas nos révoltes.

Nous sommes ceux qui, tout à fait désagréablement surpris, nous voyons que les hauts revenus ne saluèrent pas nos révoltes. Nous voyons que les hauts revenus ne saluèrent pas nos révoltes. Nous voyons que les hauts revenus ne saluèrent pas nos révoltes. Nous voyons que les hauts revenus ne saluèrent pas nos révoltes.

Nous sommes ceux qui, tout à fait désagréablement surpris, nous voyons que les hauts revenus ne saluèrent pas nos révoltes. Nous voyons que les hauts revenus ne saluèrent pas nos révoltes. Nous voyons que les hauts revenus ne saluèrent pas nos révoltes. Nous voyons que les hauts revenus ne saluèrent pas nos révoltes.

Nous sommes ceux qui, tout à fait désagréablement surpris, nous voyons que les hauts revenus ne saluèrent pas nos révoltes. Nous voyons que les hauts revenus ne saluèrent pas nos révoltes. Nous voyons que les hauts revenus ne saluèrent pas nos révoltes. Nous voyons que les hauts revenus ne saluèrent pas nos révoltes.

Nous sommes ceux qui, tout à fait désagréablement surpris, nous voyons que les hauts revenus ne saluèrent pas nos révoltes. Nous voyons que les hauts revenus ne saluèrent pas nos révoltes. Nous voyons que les hauts revenus ne saluèrent pas nos révoltes. Nous voyons que les hauts revenus ne saluèrent pas nos révoltes.

Nous sommes ceux qui, tout à fait désagréablement surpris, nous voyons que les hauts revenus ne saluèrent pas nos révoltes. Nous voyons que les hauts revenus ne saluèrent pas nos révoltes. Nous voyons que les hauts revenus ne saluèrent pas nos révoltes. Nous voyons que les hauts revenus ne saluèrent pas nos révoltes.

Nous sommes ceux qui, tout à fait désagréablement surpris, nous voyons que les hauts revenus ne saluèrent pas nos révoltes. Nous voyons que les hauts revenus ne saluèrent pas nos révoltes. Nous voyons que les hauts revenus ne saluèrent pas nos révoltes. Nous voyons que les hauts revenus ne saluèrent pas nos révoltes.

Nous sommes ceux qui, tout à fait désagréablement surpris, nous voyons que les hauts revenus ne saluèrent pas nos révoltes. Nous voyons que les hauts revenus ne saluèrent pas nos révoltes. Nous voyons que les hauts revenus ne saluèrent pas nos révoltes. Nous voyons que les hauts revenus ne saluèrent pas nos révoltes.

Nous sommes ceux qui, tout à fait désagréablement surpris, nous voyons que les hauts revenus ne saluèrent pas nos révoltes. Nous voyons que les hauts revenus ne saluèrent pas nos révoltes. Nous voyons que les hauts revenus ne saluèrent pas nos révoltes. Nous voyons que les hauts revenus ne saluèrent pas nos révoltes.

Nous sommes ceux qui, tout à fait désagréablement surpris, nous voyons que les hauts revenus ne saluèrent pas nos révoltes. Nous voyons que les hauts revenus ne saluèrent pas nos révoltes. Nous voyons que les hauts revenus ne saluèrent pas nos révoltes. Nous voyons que les hauts revenus ne saluèrent pas nos révoltes.

Nous sommes ceux qui, tout à fait désagréablement surpris, nous voyons que les hauts revenus ne saluèrent pas nos révoltes. Nous voyons que les hauts revenus ne saluèrent pas nos révoltes. Nous voyons que les hauts revenus ne saluèrent pas nos révoltes. Nous voyons que les hauts revenus ne saluèrent pas nos révoltes.

Nous sommes ceux qui, tout à fait désagréablement surpris, nous voyons que les hauts revenus ne saluèrent pas nos révoltes. Nous voyons que les hauts revenus ne saluèrent pas nos révoltes. Nous voyons que les hauts revenus ne saluèrent pas nos révoltes. Nous voyons que les hauts revenus ne saluèrent pas nos révoltes.

Nous sommes ceux qui, tout à fait désagréablement surpris, nous voyons que les hauts revenus ne saluèrent pas nos révoltes. Nous voyons que les hauts revenus ne saluèrent pas nos révoltes. Nous voyons que les hauts revenus ne saluèrent pas nos révoltes. Nous voyons que les hauts revenus ne saluèrent pas nos révoltes.

Nous sommes ceux qui, tout à fait désagréablement surpris, nous voyons que les hauts revenus ne saluèrent pas nos révoltes. Nous voyons que les hauts revenus ne saluèrent pas nos révoltes. Nous voyons que les hauts revenus ne saluèrent pas nos révoltes. Nous voyons que les hauts revenus ne saluèrent pas nos révoltes.

Nous sommes ceux qui, tout à fait désagréablement surpris, nous voyons que les hauts revenus ne saluèrent pas nos révoltes. Nous voyons que les hauts revenus ne saluèrent pas nos révoltes. Nous voyons que les hauts revenus ne saluèrent pas nos révoltes. Nous voyons que les hauts revenus ne saluèrent pas nos révoltes.

Nous sommes ceux qui, tout à fait désagréablement surpris, nous voyons que les hauts revenus ne saluèrent pas nos révoltes. Nous voyons que les hauts revenus ne saluèrent pas nos révoltes. Nous voyons que les hauts revenus ne saluèrent pas nos révoltes. Nous voyons que les hauts revenus ne saluèrent pas nos révoltes.

Nous sommes ceux qui, tout à fait désagréablement surpris, nous voyons que les hauts revenus ne saluèrent pas nos révoltes. Nous voyons que les hauts revenus ne saluèrent pas nos révoltes. Nous voyons que les hauts revenus ne saluèrent pas nos révoltes. Nous voyons que les hauts revenus ne saluèrent pas nos révoltes.

Nous sommes ceux qui, tout à fait désagréablement surpris, nous voyons que les hauts revenus ne saluèrent pas nos révoltes. Nous voyons que les hauts revenus ne saluèrent pas nos révoltes. Nous voyons que les hauts revenus ne saluèrent pas nos révoltes. Nous voyons que les hauts revenus ne saluèrent pas nos révoltes.

Nous sommes ceux qui, tout à fait désagréablement surpris, nous voyons que les hauts revenus ne saluèrent pas nos révoltes. Nous voyons que les hauts revenus ne saluèrent pas nos révoltes. Nous voyons que les hauts revenus ne saluèrent pas nos révoltes. Nous voyons que les hauts revenus ne saluèrent pas nos révoltes.

Nous sommes ceux qui, tout à fait désagréablement surpris, nous voyons que les hauts revenus ne saluèrent pas nos révoltes. Nous voyons que les hauts revenus ne saluèrent pas nos révoltes. Nous voyons que les hauts revenus ne saluèrent pas nos révoltes. Nous voyons que les hauts revenus ne saluèrent pas nos révoltes.

Nous sommes ceux qui, tout à fait désagréablement surpris, nous voyons que les hauts revenus ne saluèrent pas nos révoltes. Nous voyons que les hauts revenus ne saluèrent pas nos révoltes. Nous voyons que les hauts revenus ne saluèrent pas nos révoltes. Nous voyons que les hauts revenus ne saluèrent pas nos révoltes.

Nous sommes ceux qui, tout à fait désagréablement surpris, nous voyons que les hauts revenus ne saluèrent pas nos révoltes. Nous voyons que les hauts revenus ne saluèrent pas nos révoltes. Nous voyons que les hauts revenus ne saluèrent pas nos révoltes. Nous voyons que les hauts revenus ne saluèrent pas nos révoltes.

Nous sommes ceux qui, tout à fait désagréablement surpris, nous voyons que les hauts revenus ne saluèrent pas nos révoltes. Nous voyons que les hauts revenus ne saluèrent pas nos révoltes. Nous voyons que les hauts revenus ne saluèrent pas nos révoltes. Nous voyons que les hauts revenus ne saluèrent pas nos révoltes.

Nous sommes ceux qui, tout à fait désagréablement surpris, nous voyons que les hauts revenus ne saluèrent pas nos révoltes. Nous voyons que les hauts revenus ne saluèrent pas nos révoltes. Nous voyons que les hauts revenus ne saluèrent pas nos révoltes. Nous voyons que les hauts revenus ne saluèrent pas nos révoltes.

Nous sommes ceux qui, tout à fait désagréablement surpris, nous voyons que les hauts revenus ne saluèrent pas nos révoltes. Nous voyons que les hauts revenus ne saluèrent pas nos révoltes. Nous voyons que les hauts revenus ne saluèrent pas nos révoltes. Nous voyons que les hauts revenus ne saluèrent pas nos révoltes.

Nous sommes ceux qui, tout à fait désagréablement surpris, nous voyons que les hauts revenus ne saluèrent pas nos révoltes. Nous voyons que les hauts revenus ne saluèrent pas nos révoltes. Nous voyons que les hauts revenus ne saluèrent pas nos révoltes. Nous voyons que les hauts revenus ne saluèrent pas nos révoltes.

Nous sommes ceux qui, tout à fait désagréablement surpris, nous voyons que les hauts revenus ne saluèrent pas nos révoltes. Nous voyons que les hauts revenus ne saluèrent pas nos révoltes. Nous voyons que les hauts revenus ne saluèrent pas nos révoltes. Nous voyons que les hauts revenus ne saluèrent pas nos révoltes.

Nous sommes ceux qui, tout à fait désagréablement surpris, nous voyons que les hauts revenus ne saluèrent pas nos révoltes. Nous voyons que les hauts revenus ne saluèrent pas nos révoltes. Nous voyons que les hauts revenus ne saluèrent pas nos révoltes. Nous voyons que les hauts revenus ne saluèrent pas nos révoltes.

Nous sommes ceux qui, tout à fait désagréablement surpris, nous voyons que les hauts revenus ne saluèrent pas nos révoltes. Nous voyons que les hauts revenus ne saluèrent pas nos révoltes. Nous voyons que les hauts revenus ne saluèrent pas nos révoltes. Nous voyons que les hauts revenus ne saluèrent pas nos révoltes.

Nous sommes ceux qui, tout à fait désagréablement surpris, nous voyons que les hauts revenus ne saluèrent pas nos révoltes. Nous voyons que les hauts revenus ne saluèrent pas nos révoltes. Nous voyons que les hauts revenus ne saluèrent pas nos révoltes. Nous voyons que les hauts revenus ne saluèrent pas nos révoltes.

Nous sommes ceux qui, tout à fait désagréablement surpris, nous voyons que les hauts revenus ne saluèrent pas nos révoltes. Nous voyons que les hauts revenus ne saluèrent pas nos révoltes. Nous voyons que les hauts revenus ne saluèrent pas nos révoltes. Nous voyons que les hauts revenus ne saluèrent pas nos révoltes.

Nous sommes ceux qui, tout à fait désagréablement surpris, nous voyons que les hauts revenus ne saluèrent pas nos révoltes. Nous voyons que les hauts revenus ne saluèrent pas nos révoltes. Nous voyons que les hauts revenus ne saluèrent pas nos révoltes. Nous voyons que les hauts revenus ne saluèrent pas nos révoltes.

Nous sommes ceux qui, tout à fait désagréablement surpris, nous voyons que les hauts revenus ne saluèrent pas nos révoltes. Nous voyons que les hauts revenus ne saluèrent pas nos révoltes. Nous voyons que les hauts revenus ne saluèrent pas nos révoltes. Nous voyons que les hauts revenus ne saluèrent pas nos révoltes.

Nous sommes ceux qui, tout à fait désagréablement surpris, nous voyons que les hauts revenus ne saluèrent pas nos révoltes. Nous voyons que les hauts revenus ne saluèrent pas nos révoltes. Nous voyons que les hauts revenus ne saluèrent pas nos révoltes. Nous voyons que les hauts revenus ne saluèrent pas nos révoltes.

Nous sommes ceux qui, tout à fait désagréablement surpris, nous voyons que les hauts revenus ne saluèrent pas nos révoltes. Nous voyons que les hauts revenus ne saluèrent pas nos révoltes. Nous voyons que les hauts revenus ne saluèrent pas nos révoltes. Nous voyons que les hauts revenus ne saluèrent pas nos révoltes.

Nous sommes ceux qui, tout à fait désagréablement surpris, nous voyons que les hauts revenus ne saluèrent pas nos révoltes. Nous voyons que les hauts revenus ne saluèrent pas nos révoltes. Nous voyons que les hauts revenus ne saluèrent pas nos révoltes. Nous voyons que les hauts revenus ne saluèrent pas nos révoltes.

Nous sommes ceux qui, tout à fait désagréablement surpris, nous voyons que les hauts revenus ne saluèrent pas nos révoltes. Nous voyons que les hauts revenus ne saluèrent pas nos révoltes. Nous voyons que les hauts revenus ne saluèrent pas nos révoltes. Nous voyons que les hauts revenus ne saluèrent pas nos révoltes.

Nous sommes ceux qui, tout à fait désagréablement surpris, nous voyons que les hauts revenus ne saluèrent pas nos révoltes. Nous voyons que les hauts revenus ne saluèrent pas nos révoltes. Nous voyons que les hauts revenus ne saluèrent pas nos révoltes. Nous voyons que les hauts revenus ne saluèrent pas nos révoltes.

Nous sommes ceux qui, tout à fait désagréablement surpris, nous voyons que les hauts revenus ne saluèrent pas nos révoltes. Nous voyons que les hauts revenus ne saluèrent pas nos révoltes. Nous voyons que les hauts revenus ne saluèrent pas nos révoltes. Nous voyons que les hauts revenus ne saluèrent pas nos révoltes.

Nous sommes ceux qui, tout à fait désagréablement surpris, nous voyons que les hauts revenus ne saluèrent pas nos révoltes. Nous voyons que les hauts revenus ne saluèrent pas nos révoltes. Nous voyons que les hauts revenus ne saluèrent pas nos révoltes. Nous voyons que les hauts revenus ne saluèrent pas nos révoltes.

Nous sommes ceux qui, tout à fait désagréablement surpris, nous voyons que les hauts revenus ne saluèrent pas nos révoltes. Nous voyons que les hauts revenus ne saluèrent pas nos révoltes. Nous voyons que les hauts revenus ne saluèrent pas nos révoltes. Nous voyons que les hauts revenus ne saluèrent pas nos révoltes.

Nous sommes ceux qui, tout à fait désagréablement surpris, nous voyons que les hauts revenus ne saluèrent pas nos révoltes. Nous voyons que les hauts revenus ne saluèrent pas nos révoltes. Nous voyons que les hauts revenus ne saluèrent pas nos révoltes. Nous voyons que les hauts revenus ne saluèrent pas nos révoltes.

Nous sommes ceux qui, tout à fait désagréablement surpris, nous voyons que les hauts revenus ne saluèrent pas nos révoltes. Nous voyons que les hauts revenus ne saluèrent pas nos révoltes. Nous voyons que les hauts revenus ne saluèrent pas nos révoltes. Nous voyons que les hauts revenus ne saluèrent pas nos révoltes.

Nous sommes ceux qui, tout à fait désagréablement surpris, nous voyons que les hauts revenus ne saluèrent pas nos révoltes. Nous voyons que les hauts revenus ne saluèrent pas nos révoltes. Nous voyons que les hauts revenus ne saluèrent pas nos révoltes. Nous voyons que les hauts revenus ne saluèrent pas nos révoltes.

Nous sommes ceux qui, tout à fait désagréablement surpris, nous voyons que les hauts revenus ne saluèrent pas nos révoltes. Nous voyons que les hauts revenus ne saluèrent pas nos révoltes. Nous voyons que les hauts revenus ne saluèrent pas nos révoltes. Nous voyons que les hauts revenus ne saluèrent pas nos révoltes.

Nous sommes ceux qui, tout à fait désagréablement surpris, nous voyons que les hauts revenus ne saluèrent pas nos révoltes. Nous voyons que les hauts revenus ne saluèrent pas nos révoltes. Nous voyons que les hauts revenus ne saluèrent pas nos révoltes. Nous voyons que les hauts revenus ne saluèrent pas nos révoltes.

Nous sommes ceux qui, tout à fait désagréablement surpris, nous voyons que les hauts revenus ne saluèrent pas nos révoltes. Nous voyons que les hauts revenus ne saluèrent pas nos révoltes. Nous voyons que les hauts revenus ne saluèrent pas nos révoltes. Nous voyons que les hauts revenus ne saluèrent pas nos révoltes.

Nous sommes ceux qui, tout à fait désagréablement surpris, nous voyons que les hauts revenus ne saluèrent pas nos révoltes. Nous voyons que les hauts revenus ne saluèrent pas nos révoltes. Nous voyons que les hauts revenus ne saluèrent pas nos révoltes. Nous voyons que les hauts revenus ne saluèrent pas nos révoltes.

Nous sommes ceux qui, tout à fait désagréablement surpris, nous voyons que les hauts revenus ne saluèrent pas nos révoltes. Nous voyons que les hauts revenus ne saluèrent pas nos révoltes. Nous voyons que les hauts revenus ne saluèrent pas nos révoltes. Nous voyons que les hauts revenus ne saluèrent pas nos révoltes.

Nous sommes ceux qui, tout à fait désagréablement surpris, nous voyons que les hauts revenus ne saluèrent pas nos révoltes. Nous voyons que les hauts revenus ne saluèrent pas nos révoltes. Nous voyons que les hauts revenus ne saluèrent pas nos révoltes. Nous voyons que les hauts revenus ne saluèrent pas nos révoltes.

Nous sommes ceux qui, tout à fait désagréablement surpris, nous voyons que les hauts revenus ne saluèrent pas nos révoltes. Nous voyons que les hauts revenus ne saluèrent pas nos révoltes. Nous voyons que les hauts revenus ne saluèrent pas nos révoltes. Nous voyons que les hauts revenus ne saluèrent pas nos révoltes.

Nous sommes ceux qui, tout à fait désagréablement surpris, nous voyons que les hauts revenus ne saluèrent pas nos révoltes. Nous voyons que les hauts revenus ne saluèrent pas nos révoltes. Nous voyons que les hauts revenus ne saluèrent pas nos révoltes. Nous voyons que les hauts revenus ne saluèrent pas nos révoltes.

Nous sommes ceux qui, tout à fait désagréablement surpris, nous voyons que les hauts revenus ne saluèrent pas nos révoltes. Nous voyons que les hauts revenus ne saluèrent pas nos révoltes. Nous voyons que les hauts revenus ne saluèrent pas nos révoltes. Nous voyons que les hauts revenus ne saluèrent pas nos révoltes.

Nous sommes ceux qui, tout à fait désagréablement surpris, nous voyons que les hauts revenus ne saluèrent pas nos révoltes. Nous voyons que les hauts revenus ne saluèrent pas nos révoltes. Nous voyons que les hauts revenus ne saluèrent pas nos révoltes. Nous voyons que les hauts revenus ne saluèrent pas nos révoltes.

Nous sommes ceux qui, tout à fait désagréablement surpris, nous voyons que les hauts revenus ne saluèrent pas nos révoltes. Nous voyons que les hauts revenus ne saluèrent pas nos révoltes. Nous voyons que les hauts revenus ne saluèrent pas nos révoltes. Nous voyons que les hauts revenus ne saluèrent pas nos révoltes.

Nous sommes ceux qui, tout à fait désagréablement surpris, nous voyons que les hauts revenus ne saluèrent pas nos révoltes. Nous voyons que les hauts revenus ne saluèrent pas nos révoltes. Nous voyons que les hauts revenus ne saluèrent pas nos révoltes. Nous voyons que les hauts revenus ne saluèrent pas nos révoltes.

Nous sommes ceux qui, tout à fait désagréablement surpris, nous voyons que les hauts revenus ne saluèrent pas nos révoltes. Nous voyons que les hauts revenus ne saluèrent pas nos révoltes. Nous voyons que les hauts revenus ne saluèrent pas nos révoltes. Nous voyons que les hauts revenus ne saluèrent pas nos révoltes.

Nous sommes ceux qui, tout à fait désagréablement surpris, nous voyons que les hauts revenus ne saluèrent pas nos révoltes. Nous voyons que les hauts revenus ne saluèrent pas nos révoltes. Nous voyons que les hauts revenus ne saluèrent pas nos révoltes. Nous voyons que les hauts revenus ne saluèrent pas nos révoltes.

Nous sommes ceux qui, tout à fait désagréablement surpris, nous voyons que les hauts revenus ne saluèrent pas nos révoltes. Nous voyons que les hauts revenus ne saluèrent pas nos révoltes. Nous voyons que les hauts revenus ne saluèrent pas nos révoltes. Nous voyons que les hauts revenus ne saluèrent pas nos révoltes.

Nous sommes ceux qui, tout à fait désagréablement surpris, nous voyons que les hauts revenus ne saluèrent pas nos révoltes. Nous voyons que les hauts revenus ne saluèrent pas nos révoltes. Nous voyons que les hauts revenus ne saluèrent pas nos révoltes. Nous voyons que les hauts revenus ne saluèrent pas nos révoltes.

Nous sommes ceux qui, tout à fait désagréablement surpris, nous voyons que les hauts

COMMUNICATION

LES NOUVELLES MATINÉES DE FRANCE-INTER

Le cocktail Garetto

Après ses nouveaux après-midi lancés au mois de septembre dernier, France-Inter a inauguré, le lundi 13 février, un grand magazine matinal, fait de pages d'histoire et d'actualité, de jeux, d'amour et d'intérimés musicaux. C'est la deuxième phase d'une réforme courageuse et originale, étudiée depuis un an par Jean Garetto.

qui existait chez nous et chez nos voisins, néglier les sondages et études d'opinion, et simplement rêver à la radio que je souhaitais entendre.

A dire vrai, tout n'a pu être bouclé, et, dans le patchwork fabriqué, subsistent tout de même quelques stars et émissions vedettes... Le rendez-vous d'Eve Ruggieri est fixé (8 h 45) et, si le super-banco de Lucien Jeunesse (12 h 45) est porté à 5 000 francs - inflation oblige - cela reste « Le jeu des 1 000 francs ».

Mais le cocktail du matin présenté par Thierry Decaro réserve des surprises : ainsi cette émission en deux temps (9 h 35 et 10 h 10) appelée « La vie de près » dans laquelle Marcel Julian entouré de Laurent Broomhead, de Jean-Didier Wolfromm et de Michèle Valentin, feuilletonne en direct l'ensemble de la presse et commente ainsi l'actualité du jour. Aux auditeurs ensuite de choisir par téléphone l'événement

d'un examen approfondi et mobiliser l'équipe, qui dispose de l'après-midi pour « plancher » sur le sujet et étudier, notamment à l'aide de documents divers les correspondances avec le passé.

Katia David enchaîne à 11 h 10 avec « Instant d'année », une bouffée de souvenirs liés à trois chansons d'une même année ; à 11 h 30, William Leymery, Jean-Michel Brosseau et Jean-Marc Terrasse mènent tambour battant un jeu à suspense, « La clé sous le paillasson » qui permet de gagner, chaque jour, jusqu'à 3 000 kilomètres en train ! Tandis qu'à 12 h 30, le trio ravagueur de « L'oreille en coin », Maurice Horguez, Jacques Mailhot et François Morasso, peut mettre « la puce à l'oreille » - C'est le nom de l'émission - des auditeurs en dispensant leur humour six fois au lieu d'une dans la semaine ! Qui songerait à s'en plaindre ?

ANNICK COJEAN.

QUAND LES PTT PRODUISENT...

Un nouveau « Messages »

Quand on lui parle de télévision institutionnelle, le spectateur, en général, sort son orailleur. Il imagine tout de suite une avalanche d'informations indigestes, des exposés didactiques, des discours compassés façon « Expression directe ». Il a tort. La nouvelle formule de « Messages », le magazine des PTT, va s'efforcer de lui démontrer le contraire, tous les samedis à 12 h 10, à partir du 18 février sur FR3. Certes, l'émission, diffusée depuis deux ans dans un autre créneau horaire, n'avait rien de très séduisant. Mais les programmes régionaux de FR3 ont forcé les PTT à démenager, et le ministère en a profité pour revoir sa politique de communication.

la manière du « Ciné-club » FR3 de Gérard Jourdain.

On pourra reprocher aux producteurs de l'émission d'avoir « ciblé trop jeune ». Mais cela ne correspond-il pas au public qu'entendent retrouver ainsi les PTT et à une bonne partie des employés des services postaux ? Cette réalisation peu coûteuse (35 000 F hors taxes) prouve surtout qu'un nouveau style de production, mêlant informations pratiques et distraction, peut alimenter les réseaux ouverts à la communication institutionnelle sans faire fuir le public.

Le service information et communication des PTT - qui s'équipe, avenue Bosquet, d'un grand studio

vidéo compte s'ouvrir vers l'extérieur et collaborer, par exemple - avec la mission « TV câble », façon de prouver, sans doute, que les PTT ne sont pas insensibles aux problèmes des programmes. L'initiative n'est pas à dédaigner tant les besoins sont grands et la pénurie évidente. Encore faudrait-il que la Régie française des espaces (RFE) précise un peu les règles du jeu en matière de télévision institutionnelle. On comprendra mal que les PTT, le ministère de la défense ou la Fédération de la Mutualité aient accès à des tranches horaires sur FR3 que l'on refuse pourtant à l'Association française des banques.

JEAN-FRANÇOIS LACAN.

ENVIRONNEMENT

AU CONSEIL D'ÉTAT

Feu vert pour la construction de nouvelles remontées mécaniques dans la vallée de Chamonix

Le Conseil d'État a annulé, le 10 février, le jugement du tribunal administratif de Grenoble qui avait sursis à l'exécution d'une décision autorisant la commune de Chamonix à implanter des remontées mécaniques et des pistes de ski aux Grands-Montets, dans le massif du Mont-Blanc.

L'extension du domaine skiable des Grands-Montets est depuis longtemps souhaitée par la commune de Chamonix. Pour réaliser ce projet, qui exige la construction de téléskis et l'ouverture de nouvelles pistes de ski sur les pentes du massif du Mont-Blanc, site classé depuis 1951, la ville dut demander l'autorisation du ministère de l'environnement. Cette dernière fut accordée, malgré l'avis défavorable de la Commission supérieure des sites, par M. Michel Crépeau, le 7 juin 1982.

Retirée deux mois plus tard parce que le conseil municipal de Chamonix n'avait pas satisfait à l'une des réserves dont était assorti l'accord du ministre - la réduction du nombre de lits prévus par le plan d'occupation des sols en cours de révision - elle fut finalement confirmée, le 7 septembre 1982, la commune ayant accepté de se plier à toutes les

conditions fixées par la décision ministérielle.

Les téléskis des Grands-Montets ne purent cependant être construits : le 10 juin 1983, l'Association de défense de la vallée de l'Arve obtint du tribunal administratif de Grenoble la suspension des travaux. Le jugement se fondait à la fois sur le préjudice irréparable que causerait au site classé du Mont-Blanc l'exécution du projet et sur l'illégalité de la décision du ministre de l'environnement, qui aurait dû, selon le tribunal, recourir, en raison de la gravité de l'atteinte portée à cette partie du massif du Mont-Blanc, à la procédure de déclassement partiel du site (le Monde du 16 juin 1983).

C'est ce jugement que le Conseil d'État vient d'annuler, à la demande de la commune de Chamonix et contrairement aux conclusions du commissaire du gouvernement.

La décision rendue relève qu'aucune des critiques faites par l'association contre la décision ministérielle ne paraît, en l'état du dossier, de nature à entraîner son annulation. Le Conseil d'État a donc levé l'obstacle juridique qui s'opposait, depuis le jugement du tribunal administratif de Grenoble, à la reprise des travaux.

Mercredi 15 février

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

- 20 h 35 Feuilleton : Dallas. Le mariage de J.R. et de Sue Ellen amène Cliff Barnes à Southfork. Mais Cliff est toujours amoureux de Sue Ellen. Un drame en perspective.
- 21 h 55 Jeux olympiques d'hiver. Hockey sur glace : URSS-Suède. Télécoslovaquie-Canada.
- 22 h 50 Journal.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

- 20 h 35 Téléfilm : Dialogues des carmélites. De G. Bernanos, d'après G. von Lefort. Scénario : Pierre Bruckberger et P. Agostini, réal. P. Cardinal. Avec N. Courcel, S. Flax, M. Robinson. Un kyrielle à la couronne du martyre, des images « à bout portant » saisies par les caméras de P. Cardinal, un texte dense, à la mesure d'une interprétation exceptionnelle : S. Flax, dans le rôle de la mère prieure, N. Courcel et A. Cauchy.
- 22 h 30 Magazine : Moi je. De B. Bouthier. Les rêves du samedi soir ou comment tromper l'ennui et le bonheur... (l'amitié, les filles, la solitude : un reportage « climatique »). Quelques raisons d'aller se reposer dans un monastère (une enquête qui donne des idées). Comment séduisez-vous ? (La question est posée au général Bignon, à Jack Lang, à un prêtre : impérissable essai).
- 23 h 25 Journal.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

- 20 h 35 Variétés : Codex 3 (suite à 21 h 35). Émission de Guy Lux. Spécial Serge Lama pour fêter les vingt ans d'une brillante carrière. Il interprète quelques-uns de ses grands succès : Les Belles Rouges, Mon ami, mon maître, Etoile.
- 21 h 15 Journal.
- 22 h Feuilleton : Exil. D'après le roman de L. Feuchtwanger, adapt. G. Linnel, réal. E. Günther. Avec K. Löwinich, L. Martini, V. Giron.

Les collaborateurs du Parisien Nachrichten fondent un nouveau journal avec l'aide de l'ancienne amie de Wiesner. L'armée allemande est aux portes de Paris. Dernier épisode d'un feuilleton médiocre.

FR 3 PARIS ÎLE-DE-FRANCE

- 17 h 5 Dans les mains du magicien.
- 17 h 12 Dessin animé : Belle et Sébastien.
- 17 h 40 Feuilleton : Huckleberry Finn et Tom Sawyer.
- 18 h 4 Renart (d'après le Roman de Renart).
- 18 h 20 Mon ami Gugu.
- 18 h 30 Vie régionale.
- 18 h 58 Gil et Julie.
- 19 h Informations.
- 19 h 35 Feuilleton : Le 16 à Karbriant.
- 19 h 50 Dessin animé : Gédéon.

FRANCE-CULTURE

- 19 h 30 Perspectives scientifiques : La langue étrange d'Elise Müller, avec M. Cifali.
- 20 h Une journée avec Betsy Jones : Les œuvres récentes.
- 21 h 30 Notes magiques : Le village de Nierveze, par C. Rome.

FRANCE-MUSIQUE

- 20 h Les chants de la terre.
- 20 h 30 Concert : « Mosaïque en mémoire majeure » de Schubert, « Trois intimes » de Palestrina-Pitzner, « Te Deum » pour soli, chœur, orgue et orchestre de Bruckner. Orchestre national de France et les chœurs de Radio-France, dir. F. Laver, sol. J. Chasson, L. Finis, J. Proschka, M. Davies, J.-H. Rootering.
- 22 h 30 Prélude de nuit : Feuilleton « Tango » ; à 23 h 10, L'air du temps, l'année 1921.

Jeudi 16 février

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

- 11 h 30 Vision plus.
- 12 h Les rendez-vous d'Annik.
- 12 h 30 Atout cœur.
- 13 h Journal.
- 13 h 45 Objectif santé.
- 14 h Le sport, passeport pour la santé.
- 14 h Séria : Amicalement vôtre.
- 14 h 50 Les choses du jeudi (et à 15 h 55). Avec Maurice Rheims scénariste et commissaire-priseur, André Bromberg collectionneur, Pierre Pargigault décorateur.
- 15 h 30 Quartier en direct de Vincennes.
- 16 h 30 Images d'histoires.
- 17 h Croque vacances.
- 17 h Dessins animés : l'histoire de Clémentine et Isidore ; vérités, informations et le feuilleton : Saly.
- 18 h Feuilleton : Le nouveau d'Amérique.
- 18 h 15 Le village dans les nuages.
- 18 h 40 Variétés.
- 18 h 55 7 heures moins 5.
- 19 h 15 Émissions régionales.
- 19 h 40 Jeux olympiques d'hiver (résumé).
- 20 h Feuilleton : La chambre des dames. D'après le roman de J. Bontin, adaptation F. Verry, réalisation Y. André, avec H. Virlojeux, N. Jamet, B. Bapine, M. Vlady.
- 20 h 30 Contre-enquête. Magazine de Anne Lorange. « Ici, rue Taoufik, La Courneuve, le 3 juillet 1983 : le racisme : un édil : le père et l'enfant... Un magazine des faits divers souvent inédit.
- 22 h Jeux olympiques d'hiver. Patinage artistique : figures libres messieurs, en direct de Sarajevo.
- 23 h 10 Journal.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

- 8 h 55 Jeux olympiques d'hiver (et à 11 h 55 et 17 h 20). Patinage de vitesse ; ski-relais.
- 11 h 50 Journal (et à 12 h 45).
- 11 h 55 Jeux olympiques : Ski (selon géant messieurs).
- 13 h 35 Gigue à Gigue. Laurel et Hardy : Allez vous rhabiller, de M. Smet.
- 13 h 50 Aujourd'hui la vie. Des auteurs et vous.
- 14 h 55 Téléfilm : Du feu dans le ciel. D'après P. Gallio, réal. J. Janssens (Redif). Une catastrophe menace l'Arizona. Un astronaute sur les traces d'une comète qui se dirigeait vers la Terre.
- 17 h 20 Jeux olympiques. Patinage artistique.
- 18 h 30 C'est la vie.
- 18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
- 19 h 10 D'accord, pas d'accord (INC).
- 19 h 15 Émissions régionales.
- 19 h 35 Expression directe : L'Assemblée nationale.
- 20 h Journal.
- 20 h 35 Séria : Le Testament. D'après N. Shule, réal. D. Stevens. Une série australienne en six épisodes. De 1942 à 1950, de la Malaisie occupée par les Japonais à la brousse australienne, l'histoire d'une jeune Anglaise, héritière d'un testament, et d'un Australien, qui cherchent éperdument à se retrouver.
- 21 h 30 Alain Decaux : l'histoire en question. Opération Méschic. Le bombardement, le 18 février 1944, de la prison d'Autun par le Royal Air Force. La mise au point de l'opération, les plans de vol, le film du bombardement, tourné par les caméras de la RAF, le tout raconté par l'historien du petit écran.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

- 17 h Télévision régionale. Programmes autonomes des douze régions.
- 19 h 55 Dessin animé : Inspecteur Gadget.
- 20 h 5 Les jeux.
- 20 h 30 La minute nécessaire de M. Cyclopède. Consuevons le roussin.
- 20 h 35 Cinéma : le Mystère Picasso. (Hommage à H.-G. Clouzot). Film français de H.-G. Clouzot (1956), avec Pablo Picasso. Picasso, en train de dessiner ou de peindre est filmé par un cinéaste qui cherche à montrer le processus de sa création. Un « film d'art » comme on disait autrefois. Tout a fait à part de l'œuvre de Clouzot, filmé en noir ou en couleurs selon la nature des travaux de Picasso. Il s'agit pourtant d'une mise en scène, où la technique de la caméra se modifie selon les méthodes employées par l'artiste.
- 21 h 50 Journal.
- 22 h 40 Avec le temps : Patricia. Émission de M. Grégoire, réal. A. Delarive.
- 23 h 20 Prélude à la nuit. Choral n° 3, de César Franck, interprété par Louis Rolland (orgue).

FR 3 PARIS ÎLE-DE-FRANCE

- 17 h 5 Dans les mains du magicien.
- 17 h 12 Les contours : forêt tendue.
- 17 h 52 Pierrot Lunaire raconte : Ah ! les femmes.
- 18 h 8 Feuilleton : Dynasty.
- 18 h 55 Gil et Julie.
- 19 h Informations.
- 19 h 35 Feuilleton : Le 16 à Karbriant.
- 19 h 50 Dessin animé : Gédéon.

FRANCE-CULTURE

- 11 h 2 Musique : orgues (les orgues de Gerhardt Grenzing) (et à 13 h 30 et 17 h 32).
- 12 h Agnès.
- 12 h 45 Panorama.
- 14 h 5 Sous.
- 14 h 5 Un livre, des voix : Poupée blonde, de P. Modiano et P. Le Tan.
- 14 h 47 Les après-midi de France-Culture : têtes chercheuses à Gif-sur-Yvette ; à 15 h 20 : la politique culturelle des comités d'entreprise ; à 17 h, raison d'être.
- 18 h 30 Feuilleton : Nos ancêtres les jeunes filles, ou de l'éducation des demoiselles.
- 19 h 25 Jazz à l'ancienne.
- 19 h 30 Les progrès de la biologie et de la médecine : la nouvelle anatomie pathologique.
- 20 h Nouveaux répertoires dramatiques : l'Auberge verte, par J. Guimet, avec H. Virlojeux, J. Negrou, M. Nerval, Y. Rouffier.
- 21 h 45 La place de l'astre, de J.-L. Lagarde, avec J. Berger et B. Devoldere (Redif).
- 22 h 30 Notes magiques : Harold Szemann, un visionnaire de génie.

FRANCE-MUSIQUE

- 12 h Le royaume de la musique.
- 12 h 35 Jazz : Caroline et Virginie, le blues de la côte est.
- 13 h Concours international de guitare.
- 13 h 30 Polesons d'or.
- 14 h 4 Musique légère.
- 14 h 30 Musiciens à l'œuvre : Londres 1934, les aventures de Prométhée : œuvres de Tippett, Puccini.
- 17 h 5 Rapports contemporains : G. Mendels, M. Nobre, de Oliveira.
- 18 h 5 Impéria.
- 19 h 5 Concert : jazz avec le Big Band de C. Bolling.
- 20 h Jazz : le bloc-notes.
- 20 h 30 Concert : (en direct de la salle Pleyel à Paris) : Pour un livre à Venise, de Sinopoli, Schickel, pour chœur et orchestre, de Brahms, Symphonie n° 4, de Schumann, par les Chœurs et l'Orchestre de Paris, dir. G. Sinopoli.
- 22 h 45 Prélude de nuit : Feuilleton « Tango » ; à 23 h 10, Musiciens sans public.

SI VOUS PASSEZ DANS CETTE CASE, 22 MILLIONS DE FRANÇAIS VONT VOUS VOIR APPELÉZ TÉLÉ-PRESSE (1) 720 71 89

Comment bien placer vos économies

Réalisé par les spécialistes de 50 MILLIONS DE CONSOMMATEURS, voici un guide complet sur les façons les plus sûres d'épargner en 1984, quel que soit le montant de vos économies : 30 formules de placement analysées, des exemples chiffrés, des conseils pratiques et objectifs. Pour ne pas se tromper.

En vente partout : 19 F

CHIFFRE SPECIAL ÉPARGNE

	la semaine	la semaine T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	83,00	88,44
DEMANDES D'EMPLOI	25,00	29,65
IMMOBILIER	56,00	66,42
AUTOMOBILES	56,00	66,42
AGENDA	56,00	66,42
PROP. COMM. CAPITAUX	164,00	194,50

ANNONCES CLASSEES

	la semaine	la semaine T.T.C.
ANNONCES ENCADREES	47,00	55,74
OFFRES D'EMPLOI	14,00	16,90
DEMANDES D'EMPLOI	36,00	42,70
AUTOMOBILES	36,00	42,70
AGENDA	36,00	42,70

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

DEMANDES D'EMPLOIS

Valeo
1^{er} Fabricant Français d'Équipements pour l'Automobile
Partenaire reconnu des Constructeurs Mondiaux.
28500 personnes - C.A. 8 Milliards de Francs
recherche pour développer son potentiel humain

INGENIEURS DEBUTANTS
généralistes ou mécaniciens diplômés grandes écoles

Ingenieurs Gestion
Valeo Thermique - (Nogent La Rotrou - 28)
Valeo Matériaux de Friction France - (Condé Sur Noireau - 14)

Vous avez une formation complémentaire en gestion (I.A.E., CESMA...). Au sein du Département assurent la gestion de ces importants établissements de production, vous acquiessez une expérience opérationnelle du contrôle de gestion de production de grande série en prenant, après formation, la responsabilité des prix de revient : définition des normes standard, établissement des prix, suivi et contrôle. Pour cela vous collaborerez étroitement avec les différents services de production et le département achats.

Ingenieurs Etudes Informatiques
Valeo Direction Informatique - (Paris)
Valeo Moteurs et Applications (Marchal) - (Paris)

Vous avez des connaissances de base en informatique ou en gestion. Vous serez chargé de projets d'organisation pour les différents services de l'entreprise : de l'analyse des besoins aux services utilisateurs à la mise en place des systèmes en passant par la conduite des équipes de réalisations informatiques.

A partir de tous ces postes, notre politique de gestion des Ingénieurs et Cadres ouvre de larges possibilités d'évolution de carrière dans le groupe.

Adresser lettre (H/F), CV, prétentions et photographie en indiquant la référence du poste choisi à Valeo Service Recrutement I & C - 43 rue Bayen - 75017 PARIS

Vous aspirez au métier de CONSULTANT en ORGANISATION-MANAGEMENT-DEVELOPPEMENT

...sans avoir pu encore véritablement l'exercer. Sensibilité aux problèmes d'entreprise par une courte mais intense immersion dans la vie industrielle, vous vous sentez taillé - faite bien faite et contacte - pour assurer, avec l'appui de plus expérimentés, des missions d'études et de conseil en grandes entreprises. Diplômé d'une Grande École, vous avez enrichi votre formation de compléments sérieux, tels que comptabilité, informatique, bureautique.

Vous recherchez une équipe de haut niveau, où la qualité du travail est de rigueur, où la confiance réciproque va de soi et à laquelle vous pourrez vous intégrer durablement. Les missions que nous confions à l'accompagnement d'une formation appropriée, et nous avons le souci de votre développement personnel et professionnel. Notre base est à Paris.

Si vous désirez être des nôtres, adressez votre dossier, qui sera traité confidentiellement, sous référence 6306 à Akil, 27 rue Taubert - 75008 Paris.

Filliale Grand Groupe Pétrolier Français
activités ingénierie cherche

INGENIEUR DIPLOME
40 ans

Expérience maintenance. Gestion stocks. Homme de terrain. Méthode d'hommes. Anglais. Pour équipe de direction siège Paris. Mais susceptible d'évoluer vers mobilité France et étranger.

Envoyer CV complet détaillé et prétentions s/réf. B6411 CONTEXTE PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra 75004 Paris Cedex 01 qui transmetra

Société d'Ingénierie recherche

INGENIEUR
30 ans minimum.

Electronique et Information pour étude de systèmes de gestion centralisée appliquée au bâtiment et à l'infrastructure (Formation ESIEE ou équivalent).

Tél : (1) 687.26.30

emploi international
(et départements d'Outre Mer)

CHEF DE DIVISION ORGANISATION COMPTABLE
Afrique Francophone

Une importante société de service public (1700 personnes) recherche pour son siège un cadre de haut niveau spécialiste de l'organisation comptable. Dépendant du Directeur Administratif et Financier, il aura pour tâches principales de faire l'inventaire des procédures et circuits comptables existants, d'en retravailler l'analyse fonctionnelle en liaison avec les chefs de projet informatiques existants, l'organisation de certaines comptabilités auxiliaires. Formation ESC ou similaire. Bonne pratique de la comptabilité et de l'informatique. Aptitude à diriger une équipe de cadres nationaux. 350.000FF. Logement. Compensé 2 mois/10 mois. Retraite Cadres. Résidence grande ville universitaire d'Afrique Noire au bord de la mer.

Adresser CV détaillé s/réf. 242/01M à France Cadres 22, rue St-Augustin 75002 Paris

EQUIPEMENTIER AUTOMOBILE C.A. 500 M.F.
FILIALE GROUPE AMERICAIN EN PLEINE EXPANSION

RECHERCHE :

SENIOR PRODUCT MANAGER REVENTE
RENDANT COMPTE AU DIRECTEUR GENERAL

Responsable du compte d'exploitation de la gamme des produits de revente, il en fixe l'évolution.

Il recherche mondialement les fournisseurs, négocie les achats, détermine la politique commerciale, fournit à la force de vente les instruments d'action.

Il nous faut un entrepreneur maîtrisant l'anglais et connaissant les grossistes automobiles. Un jeune manager ayant fait ses preuves dans ce poste aura de réelles perspectives d'évolution.

Rémunération de départ : 250 000 F/an
Ecrire sous référence 280.785.M - Régie Presse 85 bis, rue Réaumur 75002 Paris

Importante Société SEJE
recherche des points de vente

INGENIEURS GRANDES ECOLES
Logiciel/Tempo réel. Connaissance micro-processeurs communication petite et soft bus. Débuts motivés. Salaire motivant.

INFORMA, 7, rue Pasquier, 75006 PARIS. Tél. : 752.14.40, p. 16.

GROUPE BANCAIRE ANALYSES PROGRAMMEURS
BUREAUX MEDIAN 4008 GEMOS - TELETRAITMENT

INGENIEURS SPECIALISTES APL HOMME SYSTEME
BUREAUX MEDIAN 4008 GEMOS - TELETRAITMENT

INFORMATIS SELECTION 28, r. Daubenton-66. 337-58-22.

UNIVERSITE DE PARIS-XII 117, de VILLIERSURSE recherche d'urgence

2 PROFESSEURS DE MATHÉMATIQUES
Pour vacances les : vendredi de 8 h à 10 h (week-end), samedi de 10 h à 12 h (week-end). Tél. : 821-61-70, p. 48-28.

INGENIEUR COMMERCIAL
250-450.000 F

Une opportunité au sein d'une société importante, et ceci dans un cadre de travail particulièrement stimulant.

Une gamme de matériels, allant du simple micro aux systèmes multistations-multiplexes jusqu'à 64 canaux - des propositions par activité, expérimentées et performantes.

Nous étendons de vous de bonnes connaissances en micro-informatique de gestion et une réussite prouvée dans la vente avec minimum 2 ans d'expérience.

Nous avons beaucoup de projets sur des marchés verticaux qui vous passionneront.

Merci d'env. votre CV, + ph. à SCOR Distributeur National XEROX 88, rue Victor-Hugo, 75118 PARIS. Réponses et détails toute assurés.

Recherche DIPLOMÉS (SES) ENSEIGNEMENT SUP. pour animation d'été de jeunes. Volontaire et sérieux. Deux postes à pourvoir. Env. C.V. et photo à : O.S.V. 143, rue de Suresnes, 75017.

IMPORTANTE REVUE SPECIALISEE
recherche pour rédaction et enquêtes

COLLABORATEURS PERMANENTS
Expérimentés de haut niveau ayant solides connaissances des questions économiques, financières, d'entreprise et du monde arabe.

Adresser lettre + C.V. et photo à : J. F. P. 27, rue d'Assolant, 75006.

CABINET D'EXPERTISE COMPTABLE PARIS
recherche

ASSISTANT
BTS - DECS
Formes, lettres, correspondance. Ecrire sous le n° 7044.385 M REGIE-PRESSE 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris.

Recherche J.H. bonne présentation de 25 ans environ, dynamique, formation commerciale et juridique, ayant des responsabilités et initiatives appréciables.

Tél. pour R.V. 271-25-43, poste 240.

GROUPE FINANCIER
recherche pour son serv. COMPTABILITE GIE

1 CADRE COMPTABLE
ayant acquis une expérience professionnelle de quelques années à la suite d'une formation supérieure D.E.C.S. Co responsabilité, capable d'assurer des tâches de gestion et de contrôle de la comptabilité de certaines filiales et de mener des travaux de recherche et de développement.

Ecrire sous le n° 706 PUBLIA-GR 27, rue Montmartre, Paris-9.

EMBAUCHONS VENDEURS (SES) PAR TELEPHONE
DE LIVRES DE LUXE

CONTRAT V.R.P.
Tou. temps partiel : 8-12 h ou 12-18 h ou 18-20 h.
Ficheur clientèle existante. Téléphone pour rendez-vous : 634-16-16.

UN (UNE) CONSULTANT (TE)
TELEMARKETING expérimenté qui justifie d'une expérience réussie dans le marketing. Travaillant dans le secteur de l'entreprise, le sens de l'organisation et est capable de s'intégrer dans une équipe dynamique. Tél. : 271-25-43, poste 240.

AGENCE DE VOYAGES TOUR OPERATOR
CLAUDETTE OPERA rectrice

COMPTABLE CONFIRME
Niveau DEC ou équivalent expérience très appréciée pour l'analyse et la gestion des comptes. Participer à la mise en place d'une nouvelle organisation basée sur le traitement informatique.

Poste disponible à compter du 1^{er} juin

Envoyer curriculum vitae sous le n° 7044.385 M REGIE-PRESSE 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris.

secrétaires
Secr. Matin, 100 m. mètre Plein de Vannes, recherche SECRÉTAIRE STENO-DACTYLO ORDONNANCEMENT 4 ans exp. min. Tél. : 655-10-16.

CABINET D'EXPERTISE « BATIMENT »
Recherche un technicien expérimenté, capable de réaliser des plans de construction et de suivre les travaux de construction. Tél. : 752.14.40, p. 16.

propositions diverses
L'Etat offre des emplois stables, bien rémunérés, à toutes et à tous, avec des perspectives d'évolution.

Demandez une documentation sur ces emplois à : FRANCE CARRIERS (C 161) B.P. 400-05 PARIS.

Les possibilités d'emplois à l'étranger sont nombreuses et variées. Demandez une documentation sur la revue spécialisée MIGRATIONS (M), B.P. 291-05 PARIS.

Homme d'affaires de langue anglaise cherche jeune dame pour l'analyse et la gestion des comptes. Participer à la mise en place d'une nouvelle organisation basée sur le traitement informatique.

Env. C.V. + photo à : SCOR Distributeur National XEROX 88, rue Victor-Hugo, 75118 PARIS. Réponses et détails toute assurés.

J.H. 27 ans, rech. place stable DESSINATEUR INDUSTRIEL. 5 ans d'expérience. S.T.S. électrotechnique 78, ass. ass. cour. notions d'anglais. Ligne de suite. Tél. : 786-00-78.

JEUNE FILLE, S.T.S., commerce international
transférable + 1 an secrétariat direction export-import. Recherche poste stable. Tél. : 971-81-85, à part. de 18 h 30.

A.F. 36 ans, avocat, 5 ans, cabinet d'expert en droit fiscal. DES privé public et international. Exp. en exp. imp. étude des propositions. 286-14-83.

J.H. 27 ans, comptable 5 ans exp. formation micro-inform. de l'analyse des besoins aux services utilisateurs à la mise en place des systèmes en passant par la conduite des équipes de réalisations informatiques.

Ecrire MEDJAM, 65, bd Hippolyte-Marquès, bte. 9 75006 PARIS.

Etudiante, BAC FS (sciences médicales) cherche emploi pour l'été et/ou septembre. Ecrire à : J. F. P. 27, rue d'Assolant, 75006.

J. F. polonais avec carte de travail, dipl. en théorie d'Art, cherche poste de traducteur. Ecrire à : J. F. P. 27, rue d'Assolant, 75006.

H. 32 ans, 13 ans d'exp. en gestion commerciale, formation commerciale et juridique, ayant des responsabilités et initiatives appréciables.

Tél. pour R.V. 271-25-43, poste 240.

ACHAT OR BIJOUX ANCIENS MODERNES, BRILLANTS
ARGENTERIE - VIEL OR

PERRON DEPUIS 1880.
A. Perron, 4, Chaussée d'Antin, 75008 Paris.

ACHAT OR BIJOUX ANCIENS
Bijoux, or, argent, platine, diamants, pierres précieuses, etc. Nous achetons tout ce qui est or, argent, platine, diamants, pierres précieuses, etc. Nous achetons tout ce qui est or, argent, platine, diamants, pierres précieuses, etc.

PAUL TERNIER, 22-23-24-25-26-27-28-29-30-31-32-33-34-35-36-37-38-39-40-41-42-43-44-45-46-47-48-49-50-51-52-53-54-55-56-57-58-59-60-61-62-63-64-65-66-67-68-69-70-71-72-73-74-75-76-77-78-79-80-81-82-83-84-85-86-87-88-89-90-91-92-93-94-95-96-97-98-99-100-101-102-103-104-105-106-107-108-109-110-111-112-113-114-115-116-117-118-119-120-121-122-123-124-125-126-127-128-129-130-131-132-133-134-135-136-137-138-139-140-141-142-143-144-145-146-147-148-149-150-151-152-153-154-155-156-157-158-159-160-161-162-163-164-165-166-167-168-169-170-171-172-173-174-175-176-177-178-179-180-181-182-183-184-185-186-187-188-189-190-191-192-193-194-195-196-197-198-199-200-201-202-203-204-205-206-207-208-209-210-211-212-213-214-215-216-217-218-219-220-221-222-223-224-225-226-227-228-229-230-231-232-233-234-235-236-237-238-239-240-241-242-243-244-245-246-247-248-249-250-251-252-253-254-255-256-257-258-259-260-261-262-263-264-265-266-267-268-269-270-271-272-273-274-275-276-277-278-279-280-281-282-283-284-285-286-287-288-289-290-291-292-293-294-295-296-297-298-299-300-301-302-303-304-305-306-307-308-309-310-311-312-313-314-315-316-317-318-319-320-321-322-323-324-325-326-327-328-329-330-331-332-333-334-335-336-337-338-339-340-341-342-343-344-345-346-347-348-349-350-351-352-353-354-355-356-357-358-359-360-361-362-363-364-365-366-367-368-369-370-371-372-373-374-375-376-377-378-379-380-381-382-383-384-385-386-387-388-389-390-391-392-393-394-395-396-397-398-399-400-401-402-403-404-405-406-407-408-409-410-411-412-413-414-415-416-417-418-419-420-421-422-423-424-425-426-427-428-429-430-431-432-433-434-435-436-437-438-439-440-441-442-443-444-445-446-447-448-449-450-451-452-453-454-455-456-457-458-459-460-461-462-463-464-465-466-467-468-469-470-471-472-473-474-475-476-477-478-479-480-481-482-483-484-485-486-487-488-489-490-491-492-493-494-495-496-497-498-499-500-501-502-503-504-505-506-507-508-509-510-511-512-513-514-515-516-517-518-519-520-521-522-523-524-525-526-527-528-529-530-531-532-533-534-535-536-537-538-539-540-541-542-543-544-545-546-547-548-549-550-551-552-553-554-555-556-557-558-559-560-561-562-563-564-565-566-567-568-569-570-571-572-573-574-575-576-577-578-579-580-581-582-583-584-585-586-587-588-589-590-591-592-593-594-595-596-597-598-599-600-601-602-603-604-605-606-607-608-609-610-611-612-613-614-615-616-617-618-619-620-621-622-623-624-625-626-627-628-629-630-631-632-633-634-635-636-637-638-639-640-641-642-643-644-645-646-647-648-649-650-651-652-653-654-655-656-657-658-659-660-661-662-663-664-665-666-667-668-669-670-671-672-673-674-675-676-677-678-679-680-681-682-683-684-685-686-687-688-689-690-691-692-693-694-695-696-697-698-699-700-701-702-703-704-705-706-707-708-709-710-711-712-713-714-715-716-717-718-719-720-721-722-723-724-725-726-727-728-729-730-731-732-733-734-735-736-737-738-739-740-741-742-743-744-745-746-747-748-749-750-751-752-753-754-755-756-757-758-759-760-761-762-763-764-765-766-767-768-769-770-771-772-773-774-775-776-777-778-779-780-781-782-783-784-785-786-787-788-789-790-791-792-793-794-795-796-797-798-799-800-801-802-803-804-805-806-807-808-809-810-811-812-813-814-815-816-817-818-819-820-821-822-823-824-825-826-827-828-829-830-831-832-833-834-835-836-837-838-839-840-841-842-843-844-845-846-847-848-849-850-851-852-853-854-855-856-857-858-859-860-861-862-863-864-865-866-867-868-869-870-871-872-873-874-875-876-877-878-879-880-881-882-883-884-885-886-887-888-889-890-891-892-893-894-895-896-897-898-899-900-901-902-903-904-905-906-907-908-909-910-911-912-913-914-915-916-917-918-919-920-921-922-923-924-925-926-927-928-929-930-931-932-933-934-935-936-937-938-939-940-941-942-943-944-945-946-947-948-949-950-951-952-953-954-955-956-957-958-959-960-961-962-963-964-965-966-967-968-969-970-971-972-973-974-975-976-977-978-979-980-981-982-983-984-985-986-987-988-989-990-991-992-993-994-995-996-997-998-999-1000-1001-1002-1003-1004-1005-1006-1007-1008-1009-1010-1011-1012-1013-1014-1015-1016-1017-1018-1019-1020-1021-1022-1023-1024-1025-1026-1027-1028-1029-1030-1031-1032-1033-1034-1035-1036-1037-1038-1039-1040-1041-1042-1043-1044-1045-1046-1047-1048-1049-1050-1051-1052-1053-1054-1055-1056-1057-1058-1059-1060-1061-1062-1063-1064-1065-1066-1067-1068-1069-1070-1071-1072-1073-1074-1075-1076-1077-1078-1079-1080-1081-1082-1083-1084-1085-1086-1087-1088-1089-1090-1091-1092-1093-1094-1095-1096-1097-1098-1099-1100-1101-1102-1103-1104-1105-1106-1107-1108-1109-1110-1111-1112-1113-1114-1115-1116-1117-1118-1119-1120-1121-1122-1123-1124-1125-1126-1127-1128-1129-1130-1131-1132-1133-1134-1135-1136-1137-1138-1139-1140-1141-1142-1143-1144-1145-1146-1147-1148-1149-1150-1151-1152-1153-1154-1155-1156-1157-1158-1159-1160-1161-1162-1163-1164-1165-1166-1167-1168-1169-1170-1171-1172-1173-1174-1175-1176-1177-1178-1179-1180-1181-1182-1183-1184-1185-1186-1187-1188-1189-1190-1191-1192-1193-1194-1195-1196-1197-1198-1199-1200-1201-1202-1203-1204-1205-1206-1207-1208-1209-1210-1211-1212-1213-1214-1215-1216-1217-1218-1219-1220-1221-1222-1223-1224-1225-1226-1227-1228-1229-1230-1231-1232-1233-1234-1235-1236-1237-1238-1239-1240-1241-1242-1243-1244-1245-1246-1247-1248-1249-1250-1251-1252-1253-1254-1255-1256-1257-1258-1259-1260-1261-1262-1263-1264-1265-1266-1267-1268-1269-1270-1271-1272-1273-1274-1275-1276-1277-1278-1279-1280-1281-1282-1283-1284-1285-1286-1287-1288-1289-1290-1291-1292-1293-1294-1295-1296-1297-1298-1299-1300-1301-1302-1303-1304-1305-1306-1307-1308-1309-1310-1311-1312-1313-1314-1315-1316-1317-1318-1319-1320-1321-1322-1323-1324-1325-1326-1327-1328-1329-1330-1331-1332-1333-1334-1335-1336-1337-1338-1339-1340-1341-1342-1343-1344-1345-1346-1347-1348-1349-1350-1351-1352-1353-1354-1355-1356-1357-1358-1359-1360-1361-1362-1363-1364-1365-1366-1367-1368-1369-1370-1371-1372-1373-1374-1375-1376-1377-1378-1379-1380-1381-1382-1383-1384-1385-1386-1387-1388-1389-1390-1391-1392-1393-1394-1395-1396-1397-1398-1399-1400-1401-1402-1403-1404-1405-1406-1407-1408-1409-1410-1411-1412-1413-1414-1415-1416-1417-1418-1419-1420-1421-1422-1423-1424-1425-1426-1427-1428-1429-1430-1431-1432-1433-1434-1435-1436-1437-1438-1439-1440-1441-1442-1443-1444-1445-1446-1447-1448-1449-1450-1451-1452-1453-1454-1455-1456-1457-1458-1459-1460-1461-1462-1463-1464-1465-1466-1467-1468-1469-1470-1471-1472-1473-1474-1475-1476-1477-1478-1479-1480-1481-1482-1483-1484-1485-1486-1487-1488-1489-1490-1491-1492-1493-1494-1495-1496-1497-1498-1499-1500-1501-1502-1503-1504-1505-1506-1507-1508-1509-1510-1511-1512-1513-1514-1515-1516-1517-1518-1519-1520-1521-1522-1523-1524-1525-1526-1527-1528-1529-1530-1531-1532-1533-1534-1535-1536-1537-1538-1539-1540-1541-1542-1543-1544-1545-1546-1547-1548-1549-1550-1551-1552-1553-1554-1555-1556-1557-1558-1559-1560-1561-1562-1563-1564-1565-1566-1567-1568-1569-1570-1571-1572-1573-1574-1575-1576-1577-1578-1579-1580-1581-1582-1583-1584-1585-1586-1587-1588-1589-1590-1591-1592-1593-1594-1595-1596-1597-1598-1599-1600-1601-1602-1603-1604-1605-1606-1607-1608-1609-1610-1611-1612-1613-1614-1615-1616-1617-1618-1619-1620-1621-1622-1623-1624-1625-1626-1627-1628-1629-1630-1631-1632-1633-1634-1635-1636-1637-1638-1639-1

SOCIAL

LES CADRES ET LES RESTRUCTURATIONS INDUSTRIELLES

Avoir son mot à dire

Néanmoins, vous avez dit « nébuleux » ? M. Paul Marchelli, délégué général de la CGC, vient d'employer deux fois en vingt-quatre heures ce mot à propos de projets du gouvernement. Il a d'abord qualifié ainsi le plan de modernisation industrielle de M. Mauroy, puis, au sortir d'une entrevue avec M. Jean Le Garrec, secrétaire d'Etat auprès du premier ministre, il a dit du « contrat de confiance » des cadres (le Monde du 7 février) « qu'il s'agissait pour l'instant d'un projet nébuleux devant éventuellement aboutir à une déclaration d'intention du gouvernement pour 1984 : c'est la montagne qui est en train d'accoucher d'une souris ». Si l'on en croit le Larousse, nébuleux signifie « obscur par les nuages », ou encore « peu intelligible ». Sont-ce les projets de M. Mauroy ou ceux de M. Le Garrec qui sont obscurcis par les nuages, ou les relations de la CGC avec le gouvernement qui sont peu intelligibles ?

Depuis quelques semaines, la Confédération française de l'encadrement de MM. Menu et Marchelli semblait adopter une attitude moins opposée à l'égard du pouvoir. On avait entendu ses dirigeants apprécier plutôt positivement, y compris au sortir d'entrevues avec M. Mauroy et avec M. Mitterrand, les intentions du gouvernement sur les restructurations, jugées courageuses et allant dans le bon sens. On pouvait se demander si le préalable de la confiance dans l'action gouvernementale posé par M. Marchelli pour mener à bien les discussions avec M. Le Garrec n'était pas en train d'être levé, le débat sur le « contrat de confiance » des cadres semblant glisser légèrement des problèmes de la fiscalité et des revenus à ceux de la modernisation industrielle.

C'était, semble-t-il, aller un peu vite en besogne. La CGC a certes mis un bâton à son opposition — sans pour autant se dédire de son jugement antérieur sur le premier ministre, qui aurait atteint son « seuil d'incompétence » — mais elle garde la dent dure. Le gouvernement va dans le bon sens mais... par la mauvaise route. M. Menu a reproché au plan de modernisation de placer le volet social avant le volet économique et surtout de ne pas prévoir un financement adéquat. « L'investissement direct nécessaire à la modernisation de l'appareil industriel, à l'essaimage de nouvelles entreprises et au financement des conversions nécessaires, a-t-il estimé le 13 février devant la presse, est évalué à près de 350 milliards de francs pour les quatre années à

venir », dont 70 milliards pour la sidérurgie et 100 milliards pour l'automobile. La CGC juge inquiétant que les fonds collectés par les CODEVI ne soient pas affectés en priorité aux restructurations. Si, pour M. Marchelli, les orientations du gouvernement « tendent à rejoindre celles de la CGC », le discours « reste un discours de politique politicienne. Il nous semble fait pour les élections de 1986. Je trouve anormal que le gouvernement se lance dans cette opération sans avoir un préalable chiffré son plan. Nous voulons des chiffres avant de pouvoir dire s'ils sont crédibles. Nous refusons d'aller dans le noir sous prétexte que le gouvernement a changé de discours ».

Des propositions

A partir de l'idée juste d'établir des relations de confiance avec les cadres, le gouvernement risque de manquer le coche, s'il ne saisit pas l'occasion de la vaste modernisation industrielle entreprise pour donner au moins l'impression de prendre mieux en compte les propositions des organisations de cadres dans ce domaine. La CGC vise juste quand elle lance, en forçant le trait, qu'il faut travailler quarante-cinq heures payées quarante heures avec au minimum une dizaine d'heures de formation « pour s'adapter aux nouvelles technologies. L'UCI-FO prend en compte une bonne aspiration en réclamant la création d'un droit individuel pour la recherche et l'innovation. L'UGICA-CFTC fait preuve d'esprit de responsabilité en demandant dans les entreprises la négociation de « contrats d'objectifs » permettant une meilleure association des cadres.

Ne se limitant pas au seul terrain social traditionnel, les organisations de cadres tendent à concurrencer le patronat sur son propre terrain : celui de la proposition industrielle et économique. C'est là qu'elles attendent le gouvernement, c'est sur ce point que la question de confiance se jouera aussi. M. Pierre Vanlerenberghe, secrétaire général de l'UGICA-CFTC, a ainsi proposé la désignation de dix à quinze cadres des entreprises locales et régionales auprès des « commissaires à la reconversion » pour rechercher des emplois et définir des actions d'accompagnement des plans de reconversion. Pour relancer les fonds salariaux, il a également suggéré qu'à partir d'un seuil qui pourrait être de trois fois le SMIC, la « partie individualisée de la rémunération » (liée, admet l'organisation, « aux performances de l'individu ») soit

« affectée à des fonds salariaux », étant entendu que « toute augmentation de pouvoir d'achat supérieur à la norme d'évolution des prix-salaires serait affectée obligatoirement à ces fonds ».

L'Union générale des ingénieurs, cadres et techniciens CGT a voulu faire preuve également d'innovation en présentant un projet sur des mesures de « modernisation, qualification, emploi » qui pourrait, lors de prochaines délibérations, être repris par toute la confédération. Pour M. Alain Obadia, secrétaire général de l'UGIT, les mutations « doivent s'effectuer avec, comme sous-jacents, le bien-être des salariés, la vie des régions et des besoins d'emplois, bref le progrès de la société et non sa régression ». La démarche de M. Obadia s'inscrit pleinement dans le logique de la confédération : liaison entre modernisation et croissance économique, reconquête du marché intérieur, développement de la demande intérieure et du pouvoir d'achat, nécessité de « résister aux pressions du grand capital international », prélevement sur les revenus du capital et les grandes fortunes.

« Il ne peut suffire, ajoute l'UGIT, d'avancer des mesures d'accompagnement social, qui entraineraient une recrudescence considérable du chômage et, au total, un affaiblissement du potentiel économique du pays ».

Les cadres cégétistes demandent donc de « lier toute attribution de fonds publics aux entreprises pour la modernisation et l'investissement » au respect de plusieurs conditions comme un « examen concerté » du comité d'entreprise, celui-ci devant donner son avis, mais son accord sur le projet de modernisation, des « mesures effectives et négociées de créations concomitantes d'emplois ». Cette création, précise l'UGIT, « pourrait être soit immédiate, soit différée » — éventuellement sur deux ans, — « avec mesures de formation et de qualification rémunérées avec garantie d'emploi ». Elles seraient effectuées dans l'entreprise, le groupe ou le bassin d'emplois, le financement pouvant être assuré « dans des proportions à déterminer » par l'entreprise, par « attribution finalisée de fonds publics » et par des prêts bancaires. De telles propositions pourraient être débattues utilement dans le cadre de la commission nationale de l'industrie nouvellement mise en place. Ce serait un premier signe d'une meilleure écoute gouvernementale des cadres.

MICHEL NOBLECOURT.

EDF au secours des Charbonnages ?

(Suite de la première page.)

Pour rétablir ses comptes Cdf doit donc s'efforcer de préserver ses débouchés, et surtout d'améliorer la valorisation de ses produits. Et ce, d'autant que les bassins les plus productifs et les plus rentables — Lorraine, Provence — sont aussi ceux où la qualité du charbon est la moins bonne et ne permet guère d'autre utilisation que la production d'électricité dans les centrales thermiques. D'où l'idée, a priori séduisante, de conclure avec EDF un accord garantissant sur une longue période un certain niveau de débouchés et de prix.

Cdf demande que, de 1984 à 1988, EDF enlève 16 millions de tonnes de charbon. Les Charbonnages souhaitent également que ces enlèvements soient faits au prix de revient de la production minière, soit environ 80 F par kilowatt-heure, alors qu'EDF paye actuellement le courant acheté au coût marginal du nucléaire (environ 40 F par kilowatt-heure). Dans le schéma proposé par les Charbonnages, EDF verserait chaque année une somme globale (2,5 milliards de francs environ) correspondant aux quantités et aux prix prévus, quel que soit le niveau réel de ses enlèvements. Ce système, s'il était retenu, reviendrait à un transfert d'EDF vers Cdf de 12 milliards de francs sur la période. Il réduirait d'autant le déficit des Charbonnages, mais alourdirait en contrepartie les coûts d'EDF. En outre, EDF et Cdf ont négocié un accord portant sur des transferts de

personnel excédentaire des Houillères vers EDF, après un stage de formation d'un an, ces transferts pouvant atteindre, selon les vœux de Cdf, deux mille agents de moins de quarante ans par an pendant cinq ans.

Cette négociation, est pour l'heure, dans l'impasse. EDF ayant refusé les conditions proposées par son interlocuteur. Le dossier est entre les mains du gouvernement, qui devra rendre un arbitrage.

Celui-ci est délicat. Bien que la garantie d'un certain niveau de débouchés soit vitale pour Cdf, le système proposé présente de nombreux inconvénients. Le transfert des déficits d'une entreprise publique sur une autre n'est pas sain. Il se traduit soit par une hausse des tarifs, soit par un nouvel alourdissement de l'endettement, colossal, d'EDF (150 milliards de francs). Il risquerait, en outre, faute d'une augmentation spectaculaire de la consommation de courant, de contraindre Cdf à sous-utiliser ses centrales nucléaires, remettant ainsi en cause l'avantage de coût de cette énergie, auquel cette dernière attache tant de prix. Il aurait, enfin, de bonnes chances de retarder l'indispensable assainissement des comptes des Charbonnages.

Comment parvenir à cet assainissement ? Le simple blocage de l'embauche ne suffit pas. Il conduit à une production de 13,5 millions de tonnes en 1988, pour un effectif global d'environ 43 000 personnes, soit 13 000 de moins qu'en 1983. Mais il

laisse apparaître un déficit croissant, après une aide de l'Etat de 16 milliards de francs de 1984 sur les cinq années 1984-1988. En 1984, par exemple, les 3 900 suppressions de postes d'ores et déjà annoncées par les directions des Houillères, qui correspondent aux départs naturels (3 500 personnes) plus quelque 400 mises en préretraite et départs volontaires, aboutissent à un déficit prévisionnel de 1,5 milliard de francs. Dans cette hypothèse, Cdf ne parviendrait pas à rééquilibrer ses comptes en 1988, et son endettement s'alourdirait encore gravement.

Pour atteindre l'équilibre à la fin du Plan, sans aide supplémentaire ni de l'Etat ni d'EDF, Cdf devrait réduire sa production à 11 millions de tonnes en 1988 et supprimer, au cours de ces cinq années, quelque 13 000 emplois supplémentaires, soit 26 000 au total. Ce serait, sans nul doute, insupportable pour les salariés et pour les régions concernées, dans la mesure où il y a peu de chances que les sommes dégagées par les pouvoirs publics permettent de créer dans l'intervalle un nombre équivalent d'emplois nouveaux dans les pôles de conversion. L'aide d'EDF, qui permettrait si les pouvoirs publics acceptent d'accroître aux Charbonnages la tonnage de ce qu'il rachète, atteindre 6 milliards de francs sur cinq ans — au lieu des douze demandés, — et le recouvrement garanti de quelque 500 à 1 000 mines par un permis de réduire ces « sacrifices », de même que les quelque 1 000 à 1 500 congés de conversion accordés à Cdf dans le cadre du récent plan de restructuration industrielle annoncé par le gouvernement. Dans ces hypothèses, l'équilibre pourrait être atteint avec une production d'environ 13 millions de tonnes par an, moyennant 20 000 à 25 000 suppressions d'emplois : 13 000 départs naturels, plus 7 000 à 10 000 conversions. C'est sur ces bases que va s'engager la concertation avec les syndicats.

VERONIQUE MAURIS.

• M. Bergeron et la relance du charbon. — M. André Bergeron a mis en garde le gouvernement, le 14 février à Lens, contre « toute hâte et tout rigorisme » en ce qui concerne les restructurations industrielles, notamment dans le secteur charbonnier. C'est bien gentil de dire : « recommissions-nous. Mais dans quoi ? », a poussé M. Bergeron, qui fait valoir que l'automobile, considérée il y a quelques années comme une possibilité de reconversion pour les ouvriers de la sidérurgie, est maintenant « cruellement frappée ». Le leader de FO propose que l'Etat impose à EDF l'achat d'une certaine quantité de produits charbonniers, et que soient favorisés les appareils de chauffage collectif fonctionnant au charbon.

LE CHOMAGE TOTAL-PARTIEL

Une réforme mort-née ?

Le chômage total-partiel, cette incongruité (le Monde du 17 janvier) qui permet à une entreprise de diminuer définitivement ses effectifs sans engager la procédure légale de licenciement, ne va pas disparaître de si tôt. La combine, qui s'agit bien d'un détournement du code du travail, consistant à transformer en chômage indemnisé par l'UNEDIC tout salarié mis en chômage partiel pendant plus de quatre semaines sans même de beaux jours devant elle, puisque le décret qui devait y mettre fin ne sera pas publié.

La commission supérieure nationale de l'emploi s'était pourtant émue de la situation et avait préparé un projet consistant à ajouter un paragraphe à l'article R351-19 du code du travail pour interdire cet usage abusif. Les inspecteurs du travail devaient aussi être invités à se saisir de ces dossiers, et M. Jack Ralite, à l'Assemblée nationale, le 21 décembre, en avait donné l'assurance.

Depuis, on attendait la publication d'un décret, que l'on disait imminent.

Les représentants du patronat hésitent à se fermer une porte qui

leur offrait la possibilité d'appliquer, sans le dire, cette fameuse « flexibilité » dans l'emploi que réclame la CNPF. A chaque débat, malgré l'insistance des partenaires syndicaux, ils se découvraient de nouvelles raisons de repousser le texte proposé.

Cela aurait pu n'être qu'un combat d'arrière-garde. Mais le ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale lui-même s'est montré sensible aux arguments avancés.

En conséquence, le décret, si jamais il y avait un texte, ne serait sans doute pas signé par le ministre, qui se déclare soucieux de laisser de la souplesse à la vie sociale.

A. LE.

L'agence de l'année: Roux, Séguéla, Cayzac & Goudard

sondage Ipsos/Stratégies auprès de 316 annonceurs



84 ça va décoiffer !

مكتبة من الأناجيل

UNION SYNDICALE
DES TRAVAILLEURS
DE LA CHIMIE
ET DES MINES
ET DES METAUX

UNION SYNDICALE
DES TRAVAILLEURS
DE LA CHIMIE
ET DES MINES
ET DES METAUX

UNION SYNDICALE
DES TRAVAILLEURS
DE LA CHIMIE
ET DES MINES
ET DES METAUX

UNION SYNDICALE
DES TRAVAILLEURS
DE LA CHIMIE
ET DES MINES
ET DES METAUX

UNION SYNDICALE
DES TRAVAILLEURS
DE LA CHIMIE
ET DES MINES
ET DES METAUX

UNION SYNDICALE
DES TRAVAILLEURS
DE LA CHIMIE
ET DES MINES
ET DES METAUX

UNION SYNDICALE
DES TRAVAILLEURS
DE LA CHIMIE
ET DES MINES
ET DES METAUX

UNION SYNDICALE
DES TRAVAILLEURS
DE LA CHIMIE
ET DES MINES
ET DES METAUX

UNION SYNDICALE
DES TRAVAILLEURS
DE LA CHIMIE
ET DES MINES
ET DES METAUX

UNION SYNDICALE
DES TRAVAILLEURS
DE LA CHIMIE
ET DES MINES
ET DES METAUX

UNION SYNDICALE
DES TRAVAILLEURS
DE LA CHIMIE
ET DES MINES
ET DES METAUX

Charbonnage

SOCIAL

QUATRE DIRIGEANTS SYNDICAUX EUROPÉENS LANCENT UN APPEL POUR UNE ACTION COORDONNÉE POUR LES 35 HEURES

M. Jacques Chérèque, secrétaire général-adjoint de la CFDT, a présenté le 14 février à la presse le texte d'un appel « pour une Europe sociale et solidaire ». Ce texte est signé par M. Edmond Maire, par M. Georges Debuze, président de la Confédération européenne des syndicats (CES) et par deux anciens présidents de la CES, MM. Heinz Oskar Vetter, ancien président du DGB et actuellement parlementaire européen, et Wim Kok, président de la FNV hollandaise.

Estimant que l'Europe « s'affaiblit » et que le chômage « devient un danger pour nos démocraties », les signataires affirment que « l'interdépendance est devenue une réalité quotidienne. Face à la concurrence internationale, nous ne pouvons subsister et nous développer qu'ensemble ».

Demandant un développement de la négociation collective en Europe, les quatre syndicalistes estiment que « la lutte contre le chômage doit être la priorité de tous. La réduction de la durée du travail à 35 heures est donc indispensable. Il faut la conduire simultanément et d'une manière coordonnée dans tous les pays d'Europe ». M. Chérèque a également annoncé l'organisation par la CES d'une conférence sur l'emploi, les 5 et 6 avril à Strasbourg, à laquelle sont invités des chefs d'Etat et de gouvernement et des représentants du patronat. L'idée des syndicalistes, selon M. Chérèque, est d'« interpeller » gouvernements et patrons et d'« essayer de dépasser le plus petit dénominateur commun ».

CONJONCTURE

HAUSSE CONTINUE DES PRIX DES MATIÈRES PREMIÈRES

Les prix internationaux des matières premières importées par la France ont augmenté, en France, de 2,9 % en janvier par rapport à décembre. En un an (janvier 1984 comparé à janvier 1983), la hausse est de 37,4 %.

Les prix des matières alimentaires ont augmenté de 1,5 % en janvier et de 60 % en un an. Les prix des matières premières industrielles ont augmenté quant à eux de 3,8 % en un mois et de 25,5 % en un an.

Lisez
Le Monde de L'ÉDUCATION

AFFAIRES

RÉORGANISATION DANS LE MATÉRIEL TÉLÉPHONIQUE

Le groupe américain Comdial prend 45,6 % de l'entreprise française HPF

Le groupe américain Comdial, deuxième constructeur de combinés téléphoniques aux États-Unis, a pris 45,6 % du capital de la société française HPF (Horlogerie photographique française). HPF est, avec Matra, la CGE, Thomson et la CGCT, l'un des principaux fabricants de ces appareils en France. La société détient 20 % environ du matériel public des PTT (près de trois millions de postes sont achetés chaque année par l'administration). Elle emploie six cents personnes à

Booneville (Haute-Savoie) et a réalisé un chiffre d'affaires de 205 millions de francs l'an passé. Le reste du capital sera détenu à 15 % par Paribas, à 33,4 % par la Société anonyme de télécommunications (SAT, qui obtiendra ainsi une minorité de blocage) et à 6 % par la famille du fondateur de HPF, M. Honoré Martin.

HPF s'était reconstruite du décollage au téléphone dans les années 50. A la mort brutale de son fondateur, en juillet 1982, ses héritiers ont cherché à revendre leur parts. Le secteur étant en mutation technologique, il faut disposer désormais d'un potentiel conséquent de recherche, et une association avec un groupe apparaissait de toute façon nécessaire.

Des contacts avaient été pris avec Philips, Matra, puis la CGE. Ce dernier groupe semblait le plus intéressé, mais sans formulation d'offre précise. Comdial, de son côté, cherchait à implanter une usine en France. L'accord s'est fait avec lui par l'entremise de Paribas, les PTT donnant leur feu vert à l'opération.

Les intérêts français restent majoritaires, et un protocole a été signé dans lequel le groupe américain s'engage à accroître fortement les exportations de produits HPF mais aussi de la SAT, qui obtient une entrée sur le marché des États-Unis. Ainsi, espère-t-on contrebalancer l'arrivée d'un groupe américain sur un marché contrôlé auparavant par les entreprises françaises. Pour les PTT, il s'agit aussi de porter l'aiguillon de la concurrence chez Matra et CGE, groupes qui n'exportent pratiquement pas.

Le marché de la téléphonie se développe (avec l'achat direct des lignes) et il faut désormais produire en grande série, au moins à l'échelle européenne, ce que les entreprises françaises de télécommunications ont toujours hésité à faire. Face à Comdial, ils sont maintenant à la croisée des chemins.

E. L. B.

ÉNERGIE

Le champ de Chaunoy (Seine-et-Marne) produira plus de 300 000 tonnes de pétrole par an

De notre envoyée spéciale

Andréz (Seine-et-Marne). — Le sixième forage du champ pétrolier de Chaunoy (sur les communes de Blandy-les-Tours, Champceaux, Saint-Méry et Andréz en Seine-et-Marne) devait s'achever le 14 février par différentes mesures dans le fond du puits, à environ 2 300 mètres de profondeur. Certes, ce sixième forage a révélé qu'on avait vraisemblablement atteint la limite nord du champ et que le réservoir grésiste, c'est-à-dire la couche productrice, était un peu moins bon qu'au fond des cinq premiers forages. Mais il n'empêche que le champ de Chaunoy, découvert en mai 1983 par Esso-Rep, constitue, à l'échelle française, une ressource de pétrole très intéressante.

Les essais de mise en production « rapportent » déjà un millier de tonnes par jour, qui seront bientôt envoyées par pipeline à la raffinerie de Nangis (ce qui supprimera la noria quotidienne de vingt à trente camions-citernes). Cette année, sept puits supplémentaires seront faits en déviation à côté des puits existants. Esso-Rep espère ainsi produire, à la fin de 1984, au moins 270 000 tonnes de pétrole brut (d'excellente qualité) et

300 000 tonnes (peut-être même plus) à partir de 1985 et pendant plusieurs années. Rappelons que 300 000 tonnes représentent plus de 18 % de la production française pétrolière de 1982. Avec les progrès techniques, la production pourrait durer — en diminuant progressivement — plusieurs décennies.

La découverte de Chaunoy fait suite à de nombreuses années de prospection. Sa mise en exploitation coïncidera en tout de 400 à 500 millions de francs.

Avec la baisse inéluctable de la production de Parentis (Landes) — le principal champ pétrolier français, découvert par Esso-Rep en 1954 — la découverte de Chaunoy est donc particulièrement bien venue.

Esso-Rep s'efforce de perturber le moins possible l'environnement des plaines de la Brie. Bientôt, en tout cas, elle versera au département et aux communes « productrices » 30 F par tonne de pétrole extraite, dont 28 % iront directement aux communes, les 72 % restants étant répartis par le département.

Y. R.

FAITS ET CHIFFRES

● **Manifestation à Usinor-Longwy.** — Une centaine de syndicalistes de la CGT ont manifesté, mardi après-midi 14 février, devant les bureaux d'Usinor-Longwy (Meurthe-et-Moselle) pour protester contre la mise à pied d'un délégué cégétiste accusé d'avoir sorti un engin appartenant à l'entreprise, lundi, lors du meeting de la fédération CGT des métaux. Au cours d'une fausse manœuvre, ce délégué avait égaré le pied d'un autre militant cégétiste (Le Monde du 15 février).

● **Millerville-France menace de bloquer les routes menant aux aéroports parisiens.** — Le premier loueur national de véhicules utilitaires sans chauffeur (trois mille huit cents véhicules) envisage de recourir au blocage des routes si l'aéroport de Paris ne lui donne pas l'autorisation d'ouvrir des comptoirs à Roissy et à Orly. Le contentieux est né il y a deux ans avec le renouvellement des concessions et le nombre de places

réduites allouées aux prestataires de services que sont les loueurs de voitures. Selon M. Gilbert Fontaine, président de la société, il est anormal qu'un loueur ne puisse pas entrer dans un établissement public à partir du moment où il répond aux conditions exigées, à savoir le paiement d'une redevance fixe d'environ 150 000 francs par an et d'une redevance variable de 9,50 % calculée sur le chiffre d'affaires réalisé dans l'aéroport.

● **Transmotos de Montpellier :** troisième semaine de grève de la faim. — Quatre transmotos de Montpellier (Hérault), licenciés par la Société montpelliéraine des transports urbains (SMTU), ont commencé mercredi 15 février leur troisième semaine de grève de la faim. Trois de leurs confrères, délégués du personnel, également licenciés par cette société, que préside M. Georges Frêche, député PS, maire de Montpellier, avaient été éliminés dans leurs fonctions par le ministre des transports.

AGRICULTURE

L'UFAC (alimentation animale) passe sous contrôle néerlandais

La société néerlandaise Hendrix, filiale de la BP, au chiffre d'affaires de 3 milliards de florins, employant quatre mille trois cents personnes, spécialisée dans l'agro-alimentaire et l'élevage, a pris le contrôle de la société Noria qui elle-même contrôle l'UFAC, Union des fabricants d'aliments composés, dont le chiffre d'affaires s'élève à environ 1 milliard de francs.

L'UFAC fut créée par une vingtaine d'entreprises indépendantes d'aliments pour le bétail qui constituaient une société de service, laquelle fournissait les additifs pour aliments (vitamines, oligo-éléments, produits de traitement), dispose d'un service de recherche pour les formulations, les méthodes d'élevage et les bâtiments. Peu à peu, soixante entreprises se sont regroupées sous le label UFAC, qui est devenu ainsi le numéro un de l'alimentation animale pour le tonnage contrôlé techniquement. L'UFAC a aussi créé une filiale d'aliment d'allaitement et de veaux de boucherie, une filiale produits vétérinaires, une autre pour la sélection porcine et de lapins. L'Union a pris aussi quelques participations financières dans quelques entreprises membres qui en avaient exprimé le besoin.

Parallèlement les actionnaires de base, la moitié d'entre eux en fait, ont constitué une nouvelle société, Noria, qui devint le holding d'accueil pour les adhérents de

l'UFAC désireux de se défaire de leurs participations. C'est donc cet ensemble que reprend la société hollandaise, les actionnaires de Noria étant désireux à leur tour de se défaire de leurs engagements et de réaliser leur capital, solution que les pouvoirs publics français ont acceptée après hésitation, en l'absence d'une solution franco-néerlandaise crédible et acceptable par les adhérents de l'UFAC. Ceux-ci souhaitent qu'elle conserve son caractère de société de service.

Il reste que les PME de l'alimentation animale sont dans une phase de mutation : les créateurs n'ont pas de successeur ou en ont trop et la rentabilité est incertaine. Dans ces conditions, la tutelle technique du groupe hollandais pourrait aussi devenir financière, dans les années à venir.

J. G.

● **Pêche : accord entre la CEE et l'Espagne.** — Les dix pays du Marché commun et l'Espagne sont parvenus, le 14 février, à un accord sur l'activité des navires de pêche espagnols dans les eaux communautaires en 1984. Cet accord réduit notamment le quota de merlus attribué aux pêcheurs espagnols et limite les quantités de baudroie et de sardines qui pourront être capturées. La flotte espagnole, à elle seule, représente une capacité égale à celle de l'ensemble de la CEE. — (AFP.)

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVICES

	COURS DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	+ base	+ haut	Rep. + ou dép.	Rep. + ou dép.	Rep. + ou dép.	Rep. + ou dép.	Rep. + ou dép.	Rep. + ou dép.
SE-U	8,3130	8,3155	+ 160	+ 190	+ 300	+ 340	+ 915	+ 1025
SE-M	6,6790	6,6796	+ 134	+ 174	+ 252	+ 300	+ 776	+ 883
SE-Y	3,5428	3,5445	+ 173	+ 190	+ 330	+ 372	+ 1024	+ 1091
DM	3,0840	3,0861	+ 167	+ 181	+ 324	+ 344	+ 883	+ 1031
FF	2,7332	2,7349	+ 143	+ 157	+ 278	+ 295	+ 838	+ 983
FR (100)	15,0598	15,0684	+ 112	+ 268	+ 2	+ 151	+ 60	+ 271
S.F.	3,7663	3,7692	+ 284	+ 305	+ 557	+ 583	+ 1616	+ 1684
L (1 000)	4,9891	4,9898	+ 224	+ 189	+ 436	+ 399	+ 1232	+ 1126
£ (1 000)	11,9275	11,9379	+ 288	+ 348	+ 564	+ 647	+ 1733	+ 1926

TAUX DES EURO-MONNAIES

	9 5/8	9 7/8	9 5/8	9 7/8	9 3/4	10	9 9/16	10 3/16
SE-U	5 3/8	5 5/8	5 1/2	5 3/4	5 9/16	5 13/16	5 3/4	6
DM	5 3/4	6	5 11/16	5 15/16	5 3/4	6	5 7/8	6 1/8
FR (100)	1	1 1/2	2 13/16	3 3/16	3 1/16	3 5/16	3 9/16	3 13/16
L (1 000)	16 1/8	17 3/4	16 1/2	17 1/2	17 1/2	17 1/2	17 1/4	17 7/8
S.F.	9 3/16	9 5/16	9 5/16	9 5/16	9 3/16	9 5/16	9 5/16	9 5/16
£ (1 000)	12 3/8	12 5/8	13 7/8	14 3/8	15	15 3/8	15 3/8	15 3/4

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

(Publicité)

RÉPUBLIQUE DU BURUNDI

Ministère du Commerce et de l'Industrie

Appel d'Offres International

Le Ministère du Commerce et de l'Industrie désire lancer un appel d'offres international aux entreprises de construction pour un contrat de livraison clés-en-main, d'une usine de sucre de canne neuve, fiable et sous garantie de capacité de broyage de 1 000 tonnes de canne par jour (t.c.j.) avec possibilité d'extension jusqu'à une capacité maximum de 1 500 t.c.j. à Kibiti près de Rutana dans le Sud-est du Burundi. Le contrat de livraison clés-en-main comprend la conception, l'établissement des plans, la fourniture des équipements constituant l'usine, le montage, l'essai et la mise en marche, les travaux de génie civil ainsi que l'entretien de l'usine.

Financement du projet

Le projet est financé conjointement par la BAD, la BADEA, le Fonds de l'OPIC, et le Fonds d'Abu Dhabi.

Origine des candidats

Les assembleurs comme les fabricants de matériel sont admissibles à se faire enregistrer.

Participation à la présélection

Les entreprises intéressées devront faire acte de candidature auprès du Ministère du Commerce et de l'Industrie avant le 15 mars 1984. Les candidats devront joindre à leur demande les dossiers et références satisfaisant aux conditions exigées.

Dossiers des candidats

Les dossiers des candidats comprendront toutes indications utiles, notamment :
— une déclaration indiquant l'intention de soumissionner et faisant connaître les noms, prénoms et qualité, domicile et nationalité du soumissionnaire ;
— une attestation de nationalité selon la réglementation valable en la matière dans le pays du soumissionnaire ;
— les références techniques sous la forme d'une note indiquant les lieux, les dates, la nature et l'importance des travaux qu'il a exécutés ou à l'exécution desquels il a apporté son concours (avec la mention précise de ladite contribution) avec indication des maîtres d'ouvrage ;
— les références financières sous la forme d'une attestation d'une banque sur la solvabilité du soumissionnaire.

Procédure d'invitation à participer

Il sera adressé aux candidats retenus, une lettre d'invitation à participer à l'appel d'offres restreint prévu.

Cette invitation confirme la recevabilité de la candidature et doit indiquer les conditions d'attribution du dossier d'appel d'offres.

Inscription définitive

Les candidats invités devront, s'ils maintiennent leur intention de participer, confirmer leur candidature par pli recommandé adressé au Ministère du Commerce et de l'Industrie, B.P. 482, Bujumbura, Burundi, dans les conditions prescrites dans la lettre d'invitation de l'organisateur.

Seuls les candidats invités ayant confirmé leur intention de participer à l'appel d'offres seront considérés comme définitivement inscrits pour participer à l'appel d'offres restreint.

Les entreprises, ayant déjà participé à des appels d'offres antérieurs pour le projet ci-dessus mentionné, ne sont pas dans l'obligation d'adresser un nouveau dossier, leur précédente offre sera prise en compte pour la présélection.

N.V. EXPORT FINANCIERING-MAATSCHAPPIJ

efim

Fondée en 1951

Financement à moyen et à long terme de biens d'équipements, tels que toute sorte de navires, matériels off shore, usines, installations, etc. exportés des Pays-Bas.

Renseignements complets fournis sur demande

2582 LR LA HAYE

PRINS MAURITSLAAN 6

Téléphone : 070-55-89-00

Télex : 31121

Adresse télégraphique : FINEX

B.P. : 82006

هكذا من الأصل

DES SOCIÉTÉS
BAIN
Après une année difficile

MARCHÉS FINANCIERS

PARIS
14 février
Baisse d'Esso
et des autres

« Vous avez des nouvelles d'Esso ? », demandait le boursier assis et pendant la séance de mardi. Dans la matinée, la compagnie avait donné une conférence de presse à Chaumont (Seine-et-Marne) pour annoncer une révision à la hausse de la production de ce gisement prometteur : 150 000 tonnes en 1983, 215 000 en 1984 et 300 000 en 1985. Mais le marché ne le savait pas et l'action a baissé de 3,5 %. Elle ne fut pas la seule.

Avec l'ombre de Wall Street, les valeurs françaises ont reperdu le terrain qu'elles avaient conquis la veille et, à la clôture, l'indice de la cotation accusait un repli de 1,85 % environ.

Aux mêmes causes, les mêmes effets. Le nombre de hausses fut dérisoire. Une fois plus, l'effet de levier a joué sur les indices, ce d'autant que les cours d'affaires ne furent pas très effroyables.

Autour de la corbeille, toutes les conversations portaient sur l'affaire Esso, bien sûr, mais d'une façon plus générale, sur le dernier accès de faiblesse de Wall Street.

Pour l'instant, personne ici ne veut céder au pessimisme. En ce qui concerne les agents de change, certains d'entre eux du moins, sont satisfaits du ralentissement des affaires et de la baisse des cours.

La devise-titre s'est un peu déstabilisée et s'est échangée entre 10,84 F et 10,89 F contre 10,83 F-10,85 F.

Nouveau recul de l'or à Londres : 374,95 dollars l'once contre 376,85 dollars.

A Paris, le lingot a perdu 750 F à 101 600 F, après 101 550 F. Quant au napoleon, il a cédé à 630 F.

Le volume des transactions a peu varié : 12,78 millions de francs contre 13,01 millions.

NEW-YORK

Assez vif redressement

Très mal en point ces derniers temps, Wall Street s'est assez vivement redressé mardi. Amorcé presque dès l'ouverture, le mouvement s'est poursuivi durant presque toute la séance, et, sans fléchir toutefois au plus haut de la journée, l'indice des valeurs progressait de 13,71 points à la clôture sur un établissement à 1 663,83.

Le bilan de la journée a été à la hauteur de ce résultat. Sur 2 018 valeurs traitées, 1 008 ont monté, 606 ont baissé et 404 n'ont pas varié.

Le redressement s'est opéré quand bien même autour de Big Board circulaient une rumeur, catégoriquement démentie ensuite, que le président Reagan avait eu un infarctus. Le fait même que le marché n'ait pas réagi, a, semble-t-il, encouragé les investisseurs.

Pour l'essentiel, encore que les avis aient été très partagés à ce sujet, cette reprise a revêtu un caractère technique.

Cependant, l'annonce d'une progression des ventes au détail en janvier (+ 2,2 %) supérieure aux prévisions, surtout la plus forte enregistrée depuis huit mois, a dissipé une partie des craintes que la nation d'une récession, évoquée à diverses reprises, avait avortées.

L'activité a été modérée et 91,80 millions de titres ont changé de mains contre 78,46 millions la veille.

VALEURS	Cours de la veille	Cours du jour
Alcoa	32 3/4	32 1/2
Amgen	32 3/4	32 1/2
Boeing	41 1/4	41 1/4
Chrysler	41 1/4	41 1/4
Deere	41 1/4	41 1/4
DuPont	41 1/4	41 1/4
General Motors	41 1/4	41 1/4
IBM	41 1/4	41 1/4
Johnson & Johnson	41 1/4	41 1/4
McDonald's	41 1/4	41 1/4
Merck	41 1/4	41 1/4
Microsoft	41 1/4	41 1/4
Oracle	41 1/4	41 1/4
Rockwell	41 1/4	41 1/4
Sony	41 1/4	41 1/4
Texas Instruments	41 1/4	41 1/4
Walt Disney	41 1/4	41 1/4
Xerox	41 1/4	41 1/4

LA VIE DES SOCIÉTÉS

EPEDA-BERTRAND-FAURE. - Le chiffre d'affaires consolidé du groupe, comprenant les activités matinales, continues et séminaires, a progressé de près de 36 % en 1983 pour s'établir à 2,56 milliards de francs, la progression d'une année sur l'autre ressortant à 7 %, toutefois, à structure comparable (Epéda-Bertrand-Faure a incorporé, à compter du 1^{er} janvier 1983, les résultats de la société Antenne 2 et Côté Frères).

COMPTOIRS MODERNES. - Au cours de l'exercice 1983, le groupe Comptoirs modernes a réalisé un chiffre d'affaires consolidé (hors taxes) de 8,46 milliards de francs, en augmentation de 10,6 % sur l'exercice précédent. Le groupe englobe les sociétés suivantes : Comptoirs modernes, Radio-Deffroy, Economique de Rennes, Union commerciale.

SOGAMA, Superst, Sodis, la société Comptoirs modernes figurant en tête de liste avec un chiffre d'affaires de 2,46 milliards de francs en 1983, en progrès de 9,9 % sur le précédent exercice.

SOFICIM. - La Société financière industrielle commerciale et immobilière (SOFICIM) est adossée depuis le 16 février au second marché de la Bourse de Marseille. Cette société, qui est déjà négociée sur le hors-cote de cette place, sera ainsi la première à accéder au second marché marseillais. Filiale à près de 40 % de la Société marseillaise de crédit, la SOFICIM est spécialisée dans le financement d'opérations immobilières.

SECRE. - Le chiffre d'affaires de cette société, filiale à 67 % de Jeumont-Schneider et spécialisée dans la téléphonie, a atteint 247 millions de francs en 1983, soit une progression de 8 % par rapport à l'année précédente.

FUJI PHOTO FILM. - La compagnie japonaise annonce une hausse de 2,4 % de son bénéfice net consolidé à 58,51 milliards de francs (250 millions de dollars) pour l'exercice achevé le 20 octobre 1983.

Le chiffre d'affaires s'est établi à 633,6 milliards de francs (2,71 milliards de dollars), en hausse de 7,9 % par rapport à l'exercice précédent. Le dividende a été fixé à 158,35 francs (67,7 cents) contre 156,05 francs (66,7 cents) pour l'exercice précédent, précise Fuji.

INDICES QUOTIDIENS	(base 100 le 30 déc. 1983)
Valeurs françaises	107,2
Valeurs étrangères	101,4
C* DES AGENTS DE CHANGE	136,9
(base 100 le 31 déc. 1983)	
Indice général	136,9
Indice des agents de change	136,9
TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE	
Escompte du 15 février	12,1/2
COURS DU DOLLAR À TOKYO	
1 dollar (en francs)	134,40 / 133,63

BOURSE DE PARIS Comptant 14 FEVRIER

VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS		
Cours de la veille	Cours du jour	Dernier cours	Cours de la veille	Cours du jour	Dernier cours	Cours de la veille	Cours du jour	Dernier cours	Cours de la veille	Cours du jour	Dernier cours
3 %	25 70	1 123	Dunlop 4 p.	671	720	Pip-Hain	363 90	362	Esso	4 30	
5 %	40 50	0 181	De Dietrich	322	317	P.L.M.	30 85	30 85	Gen. Belg.	340 20	342
5 %	71	1 623	Duguesne	160	150 10	Pfizer	180 10	187 30	Genet	540	560
5 %	8500		Dunlop 5 p.	238	238	Procter & Gamble	6 15		Genet	118	120
5 %	115 98	6 444	Dunlop 6 p.	790	770	Procter & Gamble	68 70	58 70	Genet	254 20	254 20
5 %	80 70	5 537	Dunlop 7 p.	128	127 60	Procter & Gamble	500	128 5	Genet	470	470
5 %	10 80	4 630	Dunlop 8 p.	390	380	Procter & Gamble	127 10	136 10	Genet	56 70	56 70
5 %	13 25	4 800	Dunlop 9 p.	272	268	Procter & Gamble	88	86 30	Genet	141	142
5 %	102 15	1 189	Dunlop 10 p.	400	401	Procter & Gamble	465 80	465	Genet	780	780
5 %	110 50	7 231	Dunlop 11 p.	320	301	Procter & Gamble	1175	1175	Genet	1175	1175
5 %	16 20	52 590	Dunlop 12 p.	250	250	Procter & Gamble	41 80	41 80	Genet	485	485
5 %	111 80	1 491	Dunlop 13 p.	972	960	Procter & Gamble	20	19 20	Genet	1300	1300
5 %	111 80	1 073	Dunlop 14 p.	2502	2502	Procter & Gamble	110 50	110	Genet	254	254 50
5 %	137 80	0 898	Dunlop 15 p.	480	480	Procter & Gamble	60	60 50	Genet	587	587
5 %	101 85	9 342	Dunlop 16 p.	180	180 30	Procter & Gamble	505	505	Genet	2228 50	2228 50
5 %	102 60	1 841	Dunlop 17 p.	102 80	102 50	Procter & Gamble	42 10	42 10	Genet	64	64
5 %	102 60	1 841	Dunlop 18 p.	788	788	Procter & Gamble	405	400	Genet		
5 %	102 60	1 841	Dunlop 19 p.	188 80	188 80	Procter & Gamble	530	530	Genet		
5 %	102 60	1 841	Dunlop 20 p.	480	404	Procter & Gamble	261	264	Genet		
5 %	102 60	1 841	Dunlop 21 p.	678	668	Procter & Gamble	340	340	Genet		
5 %	102 60	1 841	Dunlop 22 p.	1285	1285	Procter & Gamble	170	170 50	Genet		
5 %	102 60	1 841	Dunlop 23 p.	110		Procter & Gamble	178	178	Genet		
5 %	102 60	1 841	Dunlop 24 p.	25	25	Procter & Gamble	344	344	Genet		
5 %	102 60	1 841	Dunlop 25 p.	168	167 10	Procter & Gamble	168	167 10	Genet		
5 %	102 60	1 841	Dunlop 26 p.	283 20	284 50	Procter & Gamble	236 40	240	Genet		
5 %	102 60	1 841	Dunlop 27 p.	215	215	Procter & Gamble	280	280 20	Genet		
5 %	102 60	1 841	Dunlop 28 p.	78	78	Procter & Gamble	693	720	Genet		
5 %	102 60	1 841	Dunlop 29 p.	324	324	Procter & Gamble	807	807	Genet		
5 %	102 60	1 841	Dunlop 30 p.	664	665	Procter & Gamble	58 70	59 50	Genet		
5 %	102 60	1 841	Dunlop 31 p.	138 10	138 10	Procter & Gamble	28 20	28 60	Genet		
5 %	102 60	1 841	Dunlop 32 p.	38 40	37	Procter & Gamble	318	318	Genet		
5 %	102 60	1 841	Dunlop 33 p.	32 80	32 10	Procter & Gamble	222 80	222 80	Genet		
5 %	102 60	1 841	Dunlop 34 p.	201 80	201 80	Procter & Gamble	177	170	Genet		
5 %	102 60	1 841	Dunlop 35 p.	48	48	Procter & Gamble	544	545	Genet		
5 %	102 60	1 841	Dunlop 36 p.	215	215	Procter & Gamble	89 30	89 50	Genet		
5 %	102 60	1 841	Dunlop 37 p.	168	168 50	Procter & Gamble	557	552	Genet		
5 %	102 60	1 841	Dunlop 38 p.	301	301	Procter & Gamble	82	80 10	Genet		
5 %	102 60	1 841	Dunlop 39 p.	483	483	Procter & Gamble	308	308	Genet		
5 %	102 60	1 841	Dunlop 40 p.	2170	2170	Procter & Gamble	287	285	Genet		
5 %	102 60	1 841	Dunlop 41 p.	400 10	400 10	Procter & Gamble	344	340	Genet		
5 %	102 60	1 841	Dunlop 42 p.	701	708	Procter & Gamble	188	188	Genet		
5 %	102 60	1 841	Dunlop 43 p.	810	805	Procter & Gamble	9	9	Genet		
5 %	102 60	1 841	Dunlop 44 p.	37 50	40	Procter & Gamble	56	56 80	Genet		
5 %	102 60	1 841	Dunlop 45 p.	58 80	62	Procter & Gamble	250	250	Genet		
5 %	102 60	1 841	Dunlop 46 p.	108	108	Procter & Gamble	105	105	Genet		
5 %	102 60	1 841	Dunlop 47 p.	745	742	Procter & Gamble	29 80	29 50	Genet		
5 %	102 60	1 841	Dunlop 48 p.	230	230	Procter & Gamble			Genet		
5 %	102 60	1 841	Dunlop 49 p.	530	530	Procter & Gamble			Genet		
5 %	102 60	1 841	Dunlop 50 p.	182	182	Procter & Gamble			Genet		
5 %	102 60	1 841	Dunlop 51 p.	270	282	Procter & Gamble			Genet		
5 %	102 60	1 841	Dunlop 52 p.	382	38	Procter & Gamble			Genet		
5 %	102 60	1 841	Dunlop 53 p.	421	412	Procter & Gamble			Genet		
5 %	102 60	1 841	Dunlop 54 p.	258	258 30	Procter & Gamble			Genet		
5 %	102 60	1 841	Dunlop 55 p.	34 80	34	Procter & Gamble			Genet		
5 %	102 60	1 841	Dunlop 56 p.	148	148	Procter & Gamble			Genet		
5 %	102 60	1 841	Dunlop 57 p.	108	108	Procter & Gamble			Genet		
5 %	102 60	1 841	Dunlop 58 p.	79 50	79 50	Procter & Gamble			Genet		
5 %	102 60	1 841	Dunlop 59 p.	745	742	Procter & Gamble			Genet		
5 %	102 60	1 841	Dunlop 60 p.	230	230	Procter & Gamble			Genet		
5 %	102 60	1 841	Dunlop 61 p.	530	530	Procter & Gamble			Genet		
5 %	102 60	1 841	Dunlop 62 p.	182	182	Procter & Gamble			Genet		
5 %	102 60	1 841	Dunlop 63 p.	270	282	Procter & Gamble			Genet		
5 %	102 60	1 841	Dunlop 64 p.	382	38	Procter & Gamble			Genet		
5 %	102 60	1 841	Dunlop 65 p.	421	412	Procter & Gamble			Genet		
5 %	102 60	1 841	Dunlop 66 p.	258	258 30	Procter & Gamble			Genet		
5 %	102 60	1 841	Dunlop 67 p.	34 80	34	Procter & Gamble			Genet		
5 %	102 60	1 841	Dunlop 68 p.	148	148	Procter & Gamble			Genet		
5 %	102 60	1 841	Dunlop 69 p.	108	108	Procter & Gamble			Genet		
5 %	102 60	1 841	Dunlop 70 p.	79 50	79 50	Procter & Gamble			Genet		
5 %	102 60	1 841	Dunlop 71 p.	745	742	Procter & Gamble			Genet		
5 %	102 60	1 841	Dunlop 72 p.	230	230	Procter & Gamble			Genet		
5 %	102 60	1 841	Dunlop 73 p.	530	530	Procter & Gamble			Genet		
5 %	102 60	1 841	Dunlop 74 p.	182	182	Procter & Gamble			Genet		
5 %	102 60	1 841	Dunlop 75 p.	270	282	Procter & Gamble			Genet		
5 %	102 60	1 841	Dunlop 76 p.	382	38	Procter & Gamble			Genet		
5 %	102 60	1 841	Dunlop 77 p.	421	412	Procter & Gamble			Genet		
5 %	102 60	1 841	Dunlop 78 p.	258	258 30	Procter & Gamble			Genet		
5 %	102 60	1 841	Dunlop 79 p.	34 80	34	Procter & Gamble			Genet		
5 %	102 60	1 841	Dunlop 80 p.	148	148	Procter & Gamble			Genet		
5 %	102 60	1 841	Dunlop 81 p.	108	108	Procter & Gamble			Genet		
5 %	102 60	1 841	Dunlop 82 p.	79 50	79 50	Procter & Gamble			Genet		
5 %	102 60	1 841	Dunlop 83 p.	745	742	Procter & Gamble			Genet		
5 %	102 60	1 841	Dunlop 84 p.	230	230	Procter & Gamble			Genet		
5 %	102 60	1 841	Dunlop 85 p.	530	530	Procter & Gamble			Genet		
5 %	102 60	1 841	Dunlop 86 p.	182	182	Procter & Gamble			Genet		
5 %	102 60	1 841	Dunlop 87 p.	270	282	Procter & Gamble			Genet		
5 %	102 60	1 841	Dunlop 88 p.	382	38	Procter & Gamble			Genet		
5 %	102 60	1 841	Dunlop 89 p.	421	412	Procter & Gamble			Genet		
5 %	102 60	1 841	Dunlop 90 p.	258	258 30	Procter & Gamble			Genet		
5 %	102 60	1 841	Dunlop 91 p.	34 80	34	Procter & Gamble			Genet		
5 %	102 60	1 841	Dunlop 92 p.	148	148	Procter & Gamble			Genet		
5 %	102 60	1 841	Dunlop 93 p.	108	108	Procter & Gamble			Genet		
5 %	102 60	1 841	Dunlop 94 p.	79 50	79 50	Procter & Gamble			Genet		
5 %	102 60	1 841	Dunlop 95 p.	745	742	Procter & Gamble			Genet		
5 %	102 60	1 841	Dunlop 96 p.	230	230	Procter & Gamble			Genet		
5 %	102 60	1 841	Dunlop 97 p.	530	530	Procter & Gamble			Genet		
5 %	102 60	1 841	Dunlop 98 p.	182	182	Procter & Gamble			Genet		
5 %	102 60	1 841	Dunlop 99 p.	270	282	Procter & Gamble			Genet		
5 %	102 60	1 841	Dunlop 100 p.	382	38	Procter & Gamble			Genet		
5 %	102 60	1 841	Dunlop 101 p.	421	412	Procter & Gamble			Genet		
5 %	102 60	1 841	Dunlop 102 p.	258	258 30	Procter & Gamble			Genet		
5 %	102 60	1 841	Dunlop 103 p.	34 80	34	Procter & Gamble			Genet		
5 %	102 60	1 841	Dunlop 104 p.	148	148	Procter & Gamble			Genet		
5 %	102 60	1 841	Dunlop 105 p.	108	108	Procter & Gamble			Genet		
5 %	102 60	1 841	Dunlop 106 p.	79 50	79 50	Procter & Gamble			Genet		
5 %	102 60	1 841	Dunlop 107 p.	745	742	Procter & Gamble			Genet		
5 %	102 60	1 841	Dunlop 108 p.	230	230	Procter & Gamble			Genet		
5 %	102 60	1 841	Dunlop 109 p.	530	530	Procter & Gamble			Genet		
5 %	102 60	1 841	Dunlop 110 p.	182	182	Procter & Gamble			Genet		
5 %	102 60	1 841	Dunlop 111 p.	270	282	Procter & Gamble			Genet		
5 %	102 60	1 841	Dunlop 112 p.	382	38	Procter & Gamble			Genet		
5 %	102 60	1 841	Dunlop 113 p.	421	412	Procter & Gamble			Genet		
5 %	102 60	1 841	Dunlop 114 p.	258	258 30	Procter & Gamble			Genet		
5 %	102 60	1 841	Dunlop 115 p.	34 80	34	Procter & Gamble			Genet		
5 %	102 60	1 841	Dunlop 116 p.	148	148	Procter & Gamble			Genet		
5 %	102 60	1 841	Dunlop 117 p.	108	108	Procter & Gamble			Genet		
5 %	102 60	1 841	Dunlop 118 p.	79 50	79 50	Procter & Gamble			Genet		
5 %	102 60	1 841	Dunlop 119 p.	745	742	Procter & Gamble			Genet		
5 %	102 60	1 841	Dunlop 120 p.	230	230	Procter & Gamble			Genet		
5 %	102 60	1 841	Dunlop 121 p.	530	530	Procter & Gamble			Genet		
5 %	102 60	1 841	Dunlop 122 p.	182	182	Procter & Gamble			Genet		
5 %	102 60	1 841	Dunlop 123 p.	270	282	Procter & Gamble			Genet		
5 %	102 60	1 841	Dunlop 124 p.	382	38	Procter & Gamble			Genet		

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

IDÉES

2. LIBAN : « L'ombre de Guy Mollet », par Michel Pinton : « Clausewitz au Levant », par Jean Dubois ; « Astérix et Sakharov », par Robert Feghali.

— LU : Journal de voyage en Orient, du comte de Chambord.

ÉTRANGER

34. L'ÉVOLUTION DU CONFLIT LIBANAIS

5. AFRIQUE

6. EUROPE

— Les entretiens de M. Tchernenko.

8. ASIE

— Inde : graves incidents au Pendjab.

POLITIQUE

8. M. Mitterrand à Cluny.

— La préparation des élections européennes.

— Les élections municipales partielles à La Seyne-sur-Mer et à Draguignan.

SOCIÉTÉ

11. La lutte contre la toxicomanie en France.

— VU : « A vos gourbis ! ».

12. FAITS DIVERS : une jeune femme à Fresnoy.

15. MÉDECINE : le conseil des ministres unifie le statut des médecins hospitaliers.

ARTS ET SPECTACLES

15 à 17 CINÉMA : le Lézard noir, de Kijir Fukasaku ; Rusty James, de Francis Coppola ; Conversation entre Jean-Luc Godard et Maurice Pialat.

18. UNE SÉLECTION.

— PROGRAMMES DES EXPOSITIONS.

19 à 22. PROGRAMMES DES SPECTACLES.

ÉCONOMIE

26. Les cadres et la restructuration industrielle.

27. AFFAIRES : les télécommunications ont perdu 500 millions de francs en 1983.

28. ÉTRANGER : le gouvernement italien prend par décret-loi des mesures de lutte contre l'inflation.

RADIO-TÉLÉVISION (23) INFORMATIONS

« SERVICES » (13-14) :

Troisième âge ; Météorologie ; Mots croisés ; « Journal officiel ».

Amouours classées (24-25) ; Carnet (14) ; Programmes des spectacles (19 à 22) ; Bourse (29).

LA GALERIE DE LA TABLE BASSE

29, av. Paul-Doumer, 16^e arr. (La Mairie) 527.87.99

REMISE 20 % en COMMANDE

Le numéro de « Monde » daté 15 février 1984 a été tiré à 464 268 exemplaires

LA GALERIE DE LA TABLE BASSE

29, av. Paul-Doumer, 16^e arr. (La Mairie) 527.87.99

REMISE 20 % en COMMANDE

Le numéro de « Monde » daté 15 février 1984 a été tiré à 464 268 exemplaires

LA GALERIE DE LA TABLE BASSE

29, av. Paul-Doumer, 16^e arr. (La Mairie) 527.87.99

REMISE 20 % en COMMANDE

Le numéro de « Monde » daté 15 février 1984 a été tiré à 464 268 exemplaires

LA GALERIE DE LA TABLE BASSE

29, av. Paul-Doumer, 16^e arr. (La Mairie) 527.87.99

REMISE 20 % en COMMANDE

Le numéro de « Monde » daté 15 février 1984 a été tiré à 464 268 exemplaires

LA GALERIE DE LA TABLE BASSE

29, av. Paul-Doumer, 16^e arr. (La Mairie) 527.87.99

REMISE 20 % en COMMANDE

Le numéro de « Monde » daté 15 février 1984 a été tiré à 464 268 exemplaires

LA GALERIE DE LA TABLE BASSE

29, av. Paul-Doumer, 16^e arr. (La Mairie) 527.87.99

REMISE 20 % en COMMANDE

Le numéro de « Monde » daté 15 février 1984 a été tiré à 464 268 exemplaires

LA GALERIE DE LA TABLE BASSE

29, av. Paul-Doumer, 16^e arr. (La Mairie) 527.87.99

REMISE 20 % en COMMANDE

Le numéro de « Monde » daté 15 février 1984 a été tiré à 464 268 exemplaires

LA GALERIE DE LA TABLE BASSE

29, av. Paul-Doumer, 16^e arr. (La Mairie) 527.87.99

REMISE 20 % en COMMANDE

Le numéro de « Monde » daté 15 février 1984 a été tiré à 464 268 exemplaires

LA GALERIE DE LA TABLE BASSE

29, av. Paul-Doumer, 16^e arr. (La Mairie) 527.87.99

REMISE 20 % en COMMANDE

Le numéro de « Monde » daté 15 février 1984 a été tiré à 464 268 exemplaires

LA GALERIE DE LA TABLE BASSE

29, av. Paul-Doumer, 16^e arr. (La Mairie) 527.87.99

REMISE 20 % en COMMANDE

Le numéro de « Monde » daté 15 février 1984 a été tiré à 464 268 exemplaires

Les investisseurs se reportant sur le mark

LE DOLLAR RETOMBE A 8,31 F

Les cours du dollar se sont repliés brutalement mercredi 15 février sur les marchés des changes, le recul atteignant près de 2 %. La devise américaine est revenue, à Paris, de 8,43 F à 8,31 F environ, et à Francfort, de 2,7430 DM à 2,6950 DM.

Stable et, même, en légère reprise mardi 14 février dans la matinée, le dollar avait brutalement fléchi dans l'après-midi de ce jour sur la rumeur de la démission du président Reagan par crise cardiaque, rumeur qui se révéla fautive par la suite.

Le dollar n'en remonta pas pour autant. Prenant le relais, des ventes importantes d'origine suisse, dit-on, continuèrent à peser sur le cours du « billet vert », à New-York mardi soir et en Europe mercredi matin.

« Cela devait arriver », estiment les opérateurs sur les marchés des changes. Depuis une quinzaine de jours, des voix autorisées ne cessent d'affirmer que le dollar est surévalué et que sa chute pourrait être brutale et même dangereuse.

puisque incontrôlée et d'ailleurs incontrôlable. La semaine dernière, M. Paul Volcker, respecté président de la Réserve fédérale, banque centrale des États-Unis, n'a-t-il pas, devant le Congrès, agité la menace d'une baisse de confiance dans le dollar ? Pour lui, les investisseurs étrangers, s'inquiétant de la persistance d'un déficit budgétaire massif et de l'augmentation rapide du déficit de la balance des paiements, pourraient prendre peur et déplacer leurs actifs pour les investir en d'autres monnaies plus prometteuses, le mark, par exemple. C'est ce qu'ils ont commencé à faire, réalisant que l'avantage présenté par une rémunération de 4 % plus élevée (l'eurodollar à six mois rapporte actuellement 10 % contre 6 % pour l'eurodollar) peut être annulé et bien au-delà par la baisse relative de la valeur des capitaux placés en dollars : cette baisse, a précisément, atteint 4 % en trois semaines par rapport à la monnaie allemande.

Certes, le recul du « billet vert » n'a rien de fabuleux, puisqu'il ne fait que retrouver son cours du début de décembre dernier, mais il constitue un signe à ne pas négliger.

Ce qui devait arriver, aussi, c'est que la remontée rapide du mark sur les marchés provoque des tensions au sein du Système monétaire européen, où le franc belge est à nouveau, sous forte pression, tandis que la monnaie allemande accentue sa progression à Paris, battant à nouveau son record historique à plus de 3,0850 F. Le franc n'est pas à proprement parler, attaqué ni soumis à une pression, mais la reprise du mark est irrésistible et la Banque de France doit la freiner.

FRANÇOIS RENARD.

LA VISITE DE M. TALEB IBRAHIMI A L'ÉLYSÉE

L'Algérie ne semble pas hostile à un rapprochement avec l'Égypte

Porteur d'un message du président Chadli, le docteur Ahmed Taleb Ibrahim, ministre algérien des affaires étrangères, a été reçu mardi 14 février par M. Mitterrand, dans le cadre des consultations périodiques décidées par les deux chefs d'État lors de leur première rencontre, fin 1981. A la sortie de l'Élysée, M. Ibrahim a indiqué que l'entretien a porté sur les points chauds en Afrique et au Proche-Orient et que sa mission consistait à « élargir les points de convergence pour que le dialogue se substitue à la confrontation ».

L'émissaire algérien a expliqué que son pays a encouragé l'évolution de l'Égypte depuis l'élection du président Mubarak et n'a pas entravé le rôle qu'elle pourrait jouer dans les affaires du Proche-Orient, indiquant dans les milieux politiques arabes de Paris. Malgré de multiples sollicitations en sens contraire, notamment des pays de l'Est, l'Algérie ne s'est pas opposée à l'élection de l'Égypte au Conseil de sécurité, et le président Chadli a été le premier chef d'État arabe à recevoir M. Yasser Arafat après son voyage au Caire.

Au sommet islamique de Casablanca, M. Taleb Ibrahim avait exprimé la crainte qu'un retour prématuré de l'Égypte dans la famille arabe ne donne à penser que celle-ci s'éloignait du plan de paix de Fès pour se rapprocher des accords de Camp David. Il avait toutefois ajouté, à la suite de l'intervention de M. Arafat en faveur du Caire, que l'Algérie ne serait pas un obstacle à l'utilisation d'une carte considérée comme essentielle par la résistance palestinienne. On note avec satisfaction à Alger que le président Mubarak a confié à M. Arafat qu'il souhaitait se rendre en visite en Algérie, et on estime que le jour où un accord pourra être conclu entre les deux pays, il sera décisif pour entraîner l'ensemble du monde arabe.

En ce qui concerne le Liban, les Algériens se demandent si le président Amine Gemayel n'est pas resté au « schéma de grand-père » et s'il n'y a pas lieu de songer à faire appel à d'autres chrétiens de premier plan, comme M. Raymond Eddé, qui seraient mieux placés pour s'entendre avec les musulmans sunnites et chiites en vue de refaire l'unité du pays.

Les Algériens considèrent par ailleurs que la question du Sahara occidental est « dans l'impasse », et ils jugent sévèrement le rapprochement entre le colonel Kadafi et le roi Hassan II, parce qu'il aurait empêché l'application de la résolution du dix-neuvième sommet de l'OUA. Notant que les grandes puissances

« Concomitance d'entrée à l'ENA. — Les dates limites du dépôt des candidatures pour les concours d'entrée à l'École nationale d'administration en 1984 sont ainsi fixées : Avant le 3 mai : dépôt des candidatures pour le troisième concours réservé aux élus locaux, syndicalistes ou responsables d'associations (douze places). Avant le 28 mai : dépôt des candidatures pour le concours externe (étudiants) et interne (fonctionnaires) (soixante-quinze places chacun).

ENA, 13, rue de l'Université, 75007 Paris. Tél. : 261-55-55.

● Court-circuit dans le métro parisien. — Sur la ligne n° 7 du métro parisien (Aubervilliers-Ivry), le trafic a été interrompu par un incident technique le 15 février au matin pendant près d'une heure, entre les stations Chaussée-d'Antin et Pont-Neuf. A 8 h 38, un court-circuit s'est produit sur une rame à Pyramides. Les passagers ont été évacués par le tunnel débouchant à Opéra. A 9 h 30, le trafic a pu reprendre normalement.

(Publié)

l'escargot... à moins 20

Préparation manuelle et soignée, certains de nos escargots d'origine sont rigoureusement garantis. Et ils se conservent plusieurs mois au congélateur en gardant intact leur savoir et leur fraîcheur.

N'hésitez plus à traverser Paris pour venir en faire provision, ils seront l'occasion de merveilleux dîners improvisés. Vendus au détail le dimanche jusqu'à 13 h et tous les jours de 8 h 30 à 20 h (sauf le lundi).

LA MAISON DE L'ESCARGOT, 79, rue Fondary, 14^e arr. M° E-Zola Bus 80 Tél. 575 31 09.

A B C D F G H

Sur le vif

Toilettes

Elle n'était pas contente la patronne du tabac du coin, hier après-midi. Il y en a vraiment qui se croient tout permis ! Qu'est-ce qui est arrivé ? Deux passants sont entrés, ils sont descendus, mine de rien, aux toilettes, ils y sont restés, dix minutes et ils sont repartis comme ils étaient venus, ni vu ni connu, en laissant les lieux dans un état dont je vous épargnerai la description.

Ce m'a permis d'enchaîner sur celle des cabines les plus chouchoutées d'Angleterre : une vraie bonbonnière, en plein cœur de Londres, à Covent Garden, avec musique douce, savonnets parfumés, estampes et sièges en acajou décorés d'une plaque au nom du fabricant, une maison spécialisée dans ce domaine depuis bientôt trois cents ans.

Et ça nous a entraînés dans une longue discussion sur un sujet qu'on ne songe guère à aborder, surtout dans les austères colonnes de ce journal, un sujet de genre, de paraplégie et d'orientation quotidiennes : les vestiaires des cafés. C'est fou ce qu'ils sont fréquents. Normal : il y en a partout, ils sont gratuits. Et ils sont moins anonymes, moins glorieux que les nouveaux défilés publics, nickelés, chromés, claqués et, parfois, qui vous soutient de l'argent sans vous laisser entrer pour autant.

PAUL BALTA.

Sept projets lauréats du concours de design

LES NOUVEAUX MEUBLES DE L'ADMINISTRATION

L'administration change de meubles. Plusieurs services publics et notamment le ministère des finances, qui doit être construit quel que soit le résultat de la Rappée, près de la gare de Lyon (12^e), seront aménagés avec les meubles lauréats du concours de création organisé par le ministère de la culture et la délégation aux arts plastiques. Une commande publique de 78 millions de francs, (dont 20 pour le ministère des finances, mais qui concerne aussi ceux de la justice, de l'urbanisme, la région Rennais, le Crédit lyonnais...), a été réservée aux projets issus de la collaboration de fabricants et de designers choisis il y a un an parmi deux cent-vingt-cinq candidats venus de vingt-cinq pays.

Les décisions du jury international, présidé par M^{me} Charlotte Perriand, ont été annoncées le mardi 14 février par le ministre délégué à la culture, M. Jack Lang, qui inaugurerait une grande exposition au Musée des arts décoratifs sur l'histoire du bureau, meuble de prestige et outil de travail, accompagnant les prototypes des concours (1).

Le jury a inscrit au palmarès final les sept projets, dont les auteurs se sont associés à un industriel pour fabriquer le prototype, ce qui était l'originalité principale de cette consultation dotée de vrais prix, c'est-à-dire d'une commande. Les meubles à la mode anticonformiste déjà un peu écoulée de Bruno Rozewicz ont été réalisés par le Mobilier national et sont hors concours.

Les deux programmes les plus complets et les plus raisonnables (blois accrochés sur des structures tubulaires qui permettent de nombreuses combinaisons) sont premiers ex aequo : Marcel Ramond pour Strafor, premier fabricant européen à capitaux franco-américains, et le jeune Norbert Sibilla pour Cien, entreprise moyenne installée à Tours.

Troisièmes ex aequo : Marc Alessandri pour Knoll ; l'équipe britannique Alan Stanton et Wendy Robin pour Parisot avec un ensemble très architectural.

Cinquantièmes ex aequo : l'équipe d'Isabelle Hebel pour Samsen et Unimob ; un jeune japonais, Kotaro Nakamura, pour le groupement d'entreprises Cholino, Grivel et Leroy ; l'architecte italien Gastino Pesce, qui a dessiné pour Parisot des meubles-bureaux et des cloisons en aggloméré teinté dans la masse, ce qui renouvelle complètement l'aspect de ce matériau bon marché.

M. Ch.

(1) Le Monde aujourd'hui présente en détail cette manifestation dans sa prochaine édition datée 19-20 février.

En Nouvelle-Calédonie

Les indépendantistes demandent à M. Mitterrand le « départ des Français »

De notre correspondant

Nouméa. — Après les pressions exercées sur le terrain dans le cadre des revendications de terres (le Monde du 15 février), le Front indépendantiste (FI) a une nouvelle fois radicalisé sa position. Au cours d'une conférence de presse tenue, mercredi 15 février, à Nouméa, M. Eloi Machoro, secrétaire général de l'Union calédonienne, principale composante du FI, a déclaré avoir envoyé, au nom de la coalition, un télégramme au président de la République pour demander « le rapatriement des ressortissants français opposés à l'indépendance calédonienne et socialiste ». M. Machoro a indiqué que les Calédoniens ne dépendent pas uniquement de la France mais que le FI ne participerait électoralement à aucune consultation territoriale si une réforme du mode de scrutin n'intervenait pas d'ici aux prochaines élections territoriales qui sont théoriquement prévues pour juin.

Pour M. Machoro, « le dialogue qui avait suivi la rencontre de Nainville-les-Roches en juillet dernier [entre le gouvernement et les principaux partis locaux] est aujourd'hui rompu, et la seule possibilité de le renouer est le départ de ceux qui sont hostiles aux revendications ».

A propos du télégramme envoyé à M. François Mitterrand, M. Machoro précisait que les Européens visés sont « tous ceux qui sont venus de France et d'ailleurs, contrairement aux Calédoniens qui n'ont pas d'autre pays que celui-ci ».

Ce télégramme a été envoyé au chef de l'État alors même que le vice-président du Conseil du gouvernement exécutif local, M. Jean-Marie Tjebk, membre de l'UC, se trouve à Paris où il devait rencontrer ce mercredi le secrétaire d'État aux DOM-TOM, M. Georges Lemaire avant d'être reçu à l'Élysée par M. Mitterrand.

C'est la première fois, en Nouvelle-Calédonie, que les indépendantistes demandent explicitement le « départ des Français ».

DÉMISSION DE M. ÉDOUARD GUIBERT A FR3

M. Edouard Guibert, directeur de l'information de FR 3, a présenté, pour la seconde fois, mardi 14 février, sa démission au président de la chaîne, M. André Holleaux, qui l'a acceptée.

On se rappelle que M. Guibert avait présenté une première fois sa démission le 21 janvier dernier et qu'il avait dû renoncer, à la demande de M. Holleaux. Même si la récente interdiction de diffuser, le 20 janvier dernier, la cassette destinée à expliquer la situation en Corse et les difficultés rencontrées par les journalistes locaux pour exercer leur métier n'est sans doute pas étrangère à l'affaire (Le Monde du 24 janvier), on sait que le conflit couve en réalité depuis longtemps.

En l'absence de tout commentaire officiel, il semble bien que le désaccord fondamental entre M. Serge Moati, directeur général de la chaîne, et M. Edouard Guibert porte sur la place de l'information dans la régionalisation. M. Guibert plaide pour renforcer son rôle, M. Moati considérant qu'elle n'était qu'une partie des programmes.

Interrogé lundi sur ces divergences, M. André Holleaux a répondu qu'il ne fallait pas leur donner une résonance dramatique : « Depuis septembre, nous faisons une télévision nouvelle, a-t-il déclaré. Certains préfèrent voir une place plus grande accordée à des émissions de caractère culturel, ou informatif. Tout cela, c'est de la théorie, développée dans des cercles parisiens. Nos problèmes concernent les moyens financiers. » — G. H.

PROCHAINE RÉUNION SALARIALE DANS LA FONCTION PUBLIQUE LE 29 FÉVRIER

La prochaine réunion salariale dans la fonction publique aura lieu le 29 février dans l'après-midi. Les discussions entre M. Amice Le Pors, secrétaire d'État auprès du premier ministre chargé de la fonction publique et des réformes administratives, et les sept fédérations de fonctionnaires avaient commencé le 20 janvier.

Une réunion « envisagée » pour le 14 février avait été reportée. La FEN était intervenue auprès du premier ministre pour qu'une nouvelle date soit fixée rapidement. Elle attend de la réunion du 29 février des réponses précises à ses revendications — sur un rattrapage en masse et en niveau pour 1983, — faute de quoi elle envisage de lancer un mot d'ordre de grève générale en essayant d'y associer les six autres fédérations.

FÉVRIER du 20 au 24 février inclus math, phys

Admission libre, 2^e à 10^e heures et français (1^{er})

SOS-MATH

Établissement d'enseignement Privé 3, rue de Monceau - 583.61.34 Métro Étoile ou St-Philippe

Le numéro de « Monde » daté 15 février 1984 a été tiré à 464 268 exemplaires

LA GALERIE DE LA TABLE BASSE

29, av. Paul-Doumer, 16^e arr. (La Mairie) 527.87.99

REMISE 20 % en COMMANDE

Le numéro de « Monde » daté 15 février 1984 a été tiré à 464 268 exemplaires

LA GALERIE DE LA TABLE BASSE

29, av. Paul-Doumer, 16^e arr. (La Mairie) 527.87.99

REMISE 20 % en COMMANDE

Le numéro de « Monde » daté 15 février 1984 a été tiré à 464 268 exemplaires

LA GALERIE DE LA TABLE BASSE

29, av. Paul-Doumer, 16^e arr. (La Mairie) 527.87.99

REMISE 20 % en COMMANDE

Le numéro de « Monde » daté 15 février 1984 a été tiré à 464 268 exemplaires

LA GALERIE DE LA TABLE BASSE

29, av. Paul-Doumer, 16^e arr. (La Mairie) 527.87.99

REMISE 20 % en COMMANDE

Le numéro de « Monde » daté 15 février 1984 a été tiré à 464 268 exemplaires

LA GALERIE DE LA TABLE BASSE

29, av. Paul-Doumer, 16^e arr. (La Mairie) 527.87.99

REMISE 20 % en COMMANDE

Le numéro de « Monde » daté 15 février 1984 a été tiré à 464 268 exemplaires

LA GALERIE DE LA TABLE BASSE

29, av. Paul-Doumer, 16^e arr. (La Mairie) 527.87.99

REMISE 20 % en COMMANDE

Le numéro de « Monde » daté 15 février 1984 a été tiré à 464 268 exemplaires

LA GALERIE DE LA TABLE BASSE

29, av. Paul-Doumer, 16^e arr. (La Mairie) 527.87.99

REMISE 20 % en COMMANDE

Le numéro de « Monde » daté 15 février 1984 a été tiré à 464 268 exemplaires

LA GALERIE DE LA TABLE BASSE

29, av. Paul-Doumer, 16^e arr. (La Mairie) 527.87.99

REMISE 20 % en COMMANDE

Le numéro de « Monde » daté 15 février 1984 a été tiré à 464 268 exemplaires